

## **CONTRAT CADRE FISH/2006/20**

### **Convention Spécifique n°25 Ex-post evaluation of the current protocol to the fisheries partnership agreement (FPA) between the European Union and Seychelles, and analysis of the impact of the future protocol on sustainability**

#### **Final report**

September 2010

Ce rapport a été préparé avec le soutien financier de la Commission européenne.  
 Les vues exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de la Commission européenne, ni n'anticipent sa politique dans ce domaine.  
 Ni le contenu intégral, ni des parties de ce rapport ne peuvent être reproduits sans autorisation écrite de la Commission européenne. Le cas échéant, tout extrait devra être accompagné de la référence explicite de ce rapport.

Oceanic Développement, MegaPesca (2010). «*Ex-Post evaluation of the current Protocol to the Fisheries Partnership Agreement (FPA) between the European Union and Seychelles, and analysis of the impact of the future Protocol on sustainability, including ex-ante evaluation*»

DOCUMENT INTERNE : DROITS DE DIFFUSION RESERVES A LA C.E.

Contact des auteurs :

OCEANIC DEVELOPPEMENT  
 Z.I. du Moros, 29900 Concarneau, France  
 Tel : +33 2 98 50 89 99  
 Fax : +33 2 98 50 78 98  
 Email : [info@oceanic-dev.com](mailto:info@oceanic-dev.com)  
 URL : <http://www.oceanic-dev.com>

Version : Final Report

Réf. rapport: FPA 10/SEZ/25

Date de publication : 14/09/2010

## Résumé

### Cadre général

1. Les relations entre l'UE et les Seychelles sont encadrées par un accord de pêche depuis 1987. Depuis 2006, un accord de partenariat dans le secteur de la pêche a été signé. L'activité des navires européens est aujourd'hui encadrée par un protocole couvrant la période du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011.
2. Les Seychelles sont situées au centre de la partie ouest de l'océan indien. Constitué d'un archipel de 115 îles, le pays dispose d'une immense zone économique exclusive de 1 374 000 km<sup>2</sup> pour 453 km<sup>2</sup> de terres émergées. Ce pays archipélagique dispose d'une population estimée à 100 000 habitants, regroupée à 88 % sur l'île de Mahé.
3. Indépendantes depuis 1976, les Seychelles ont institué un régime présidentiel qui est caractérisé par sa stabilité et le respect des échéances électorales.
4. Les Seychelles sont classées pays à revenu intermédiaires, avec un PIB par habitant qui approche les 10 000 USD/an/habitant. Le pays doit faire face aux problématiques usuelles des petits pays insulaires dont la dépendance à un nombre restreint d'activités économiques et l'importance des questions environnementales. Les faibles surfaces de terres arables ne permettent un développement agricole. L'économie repose sur le tourisme, qui contribue pour 22 % au PIB, emploie 30 % de la main-d'œuvre et représente 90 % des exportations. L'industrie du poisson est centrée sur l'activité de la conserverie IOT qui assure 15 % du PIB et emploie 17 % de la population active.
5. Le rapide accroissement de la dette et son niveau au regard du PIB sont une des principales préoccupations des autorités nationales et du FMI. Depuis 2008, la dette extérieure seychelloise a été restructurée et considérablement allégée.

### Le secteur de la pêche

6. La politique des Seychelles dans le domaine de la pêche est structurée autour de 5 priorités à partir desquelles ont été définis 7 axes stratégiques déclinés eux-mêmes en objectifs. La mise en œuvre de cette politique doit permettre aux Seychelles, dans le cadre d'une exploitation soutenable des ressources, de maximiser l'exploitation de leurs ressources halieutiques au bénéfice des populations actuelles et futures.
7. Le secteur de la pêche est rattaché au ministère de l'environnement et des ressources naturelles qui gère essentiellement les aspects politiques du secteur comme les négociations internationales, et au secteur de la formation. Les tâches exécutives sont dévolues à la SFA. Cette agence a été créée en 1984 et porte la responsabilité d'assurer la gestion et le développement des activités de pêche dans les eaux seychelloises. La SFA est organisée en 4 départements dont les deux plus importants sont ceux dédiés aux fonctions de recherche et développement d'une part et de gestion des pêches d'autre part. Le fonctionnement ordinaire de la SFA est couvert partiellement par une dotation annuelle de l'État, sur la base d'un budget prévisionnel. Cette dotation sert essentiellement à couvrir les frais de fonctionnement et de personnel.
8. La recherche halieutique est donc dévolue à la SFA qui a développé des collaborations avec d'autres instituts de recherche et notamment l'IRD (France), l'IEO (Espagne) et l'IFREMER (France). Pour l'essentiel, les travaux conduits par les chercheurs de la SFA sont des participations à des projets internationaux de recherche.
9. Le contrôle sanitaire est exercé par la Fish Inspection and Quality Control Unit qui dispose d'un chef inspecteur et de 6 inspecteurs. Les inspections se déroulent selon un plan annuel de contrôle. La dernière inspection de l'OAV/FVO date de 2006. Les conclusions des inspecteurs sont positives quant à la prise en compte des recommandations faites précédemment (2004), à la mise en place des analyses requises par la législation européenne, et au programme d'inspection. Au final, les certificats émis par l'Autorité Compétente sont jugés conformes aux exigences de la réglementation européenne.

10. La pêche est encadrée à titre principal par le *Fisheries Act* de 1986, amendé par les *Fisheries Amendment Acts* de 1997 et 2001 qui régit les conditions de l'exercice de la pêche par les navires nationaux, et par les navires étrangers dans la ZEE des Seychelles. Le *License (Fisheries) Regulation* (ed. 1991) qui encadre les conditions pratiques de délivrance des licences de pêche aux navires nationaux et étrangers complète cette loi. Le *Fisheries Act* prévoit que la gestion des pêcheries est effectuée par la SFA qui a le devoir de préparer des plans de gestion des ressources en collaboration si besoin est avec les pays qui partagent ces ressources. La SFA est responsable de la collecte de l'information sur l'activité des navires (suivi et surveillance). D'après le *Fisheries Act*, la SFA dispose d'un certain pouvoir discrétionnaire pour régir les conditions d'exercice des navires quand ces conditions ne sont pas explicitement décrites. Le Ministre en charge de la pêche a le pouvoir de légiférer en tant que besoin, et de signer des accords de pêche avec les États ou associations professionnelles étrangères tant que les possibilités offertes ne dépassent pas le potentiel estimé des eaux.

11. La licence est obligatoire pour tous les navires désirant pratiquer la pêche, à l'exception des navires de moins de 7 m dépourvus de système de propulsion mécanique et n'exploitant pas des ressources spéciales (holothuries par exemple). La licence est requise pour pratiquer la pêche dans les eaux seychelloises, et pour tout navire de pêche battant pavillon du pays. S'agissant des navires nationaux, la pêche en dehors des eaux seychelloises est interdite. Cependant, la SFA a le droit d'autoriser certains navires qui en font la demande à opérer en dehors de la ZEE, cette condition étant alors inscrite dans les termes de la licence. Cette condition peut être annulée si la SFA s'estime incapable d'exercer son devoir de contrôle du pavillon.

12. La principale mesure technique qui s'applique à la pêche étrangère est l'interdiction de pêche dans les zones interdites. Ces zones délimitent un périmètre autour des principales îles habitées ou non des Seychelles de manière à réserver l'espace aux navires artisans.

13. Les termes du *Fisheries Act* obligent tous les navires à remplir et soumettre à la SFA un journal de bord dans lequel sont consignées les informations sur l'activité du navire (effort, captures). Concernant le VMS, il est prévu par la loi que le Ministre puisse en demander l'installation sur les navires comme condition associée à la licence. Un texte spécifique désigne les personnes habilitées à dresser procès-verbal en cas d'infraction à la réglementation des pêches. Depuis plusieurs années les Seychelles ambitionnent de réviser leur arsenal législatif dans le domaine de la pêche. La nouvelle réglementation (*Fisheries Bill*) s'articulerait autour de trois parties principales : "*Management of fisheries*", "*Enforcement*" et "*Offences and penalties*".

14. La responsabilité du SCS incombe à la SFA. Le principal outil de suivi de l'activité des navires est le VMS. Le suivi de la flotte européenne a été intégré au système en 2002 après la conclusion d'un protocole d'accord fixant les règles de transmission des positions par les FMC nationaux à la SFA. Les positions des autres navires travaillant sous VMS sont reçues directement par la SFA. S'agissant du suivi des journaux de bord, l'unité SCS s'assure que les documents sont transmis en temps et en heure par les navires. Les documents sont transmis au service "*Statistiques*" du département "*Recherche et Développement*". Le développement de la piraterie a considérablement modifié la mise en œuvre de l'activité de SCS. Les Coast Guards sont mobilisés sur la lutte contre la piraterie qui atteint les eaux seychelloises et ils ne peuvent donc plus coopérer avec la SFA dans le secteur de la surveillance des pêches.

15. Conformément à leur politique nationale en matière de pêche, les Seychelles délivrent des licences de pêche à plusieurs flottes de pêche lointaine, uniquement pour l'exploitation des ressources hauturières migratoires (thons ; espadons ; marlins). Le principal accord en termes financiers est celui conclut avec l'UE. Il existe également d'autres accords avec le Japon, la Corée du Sud et Taïwan et des intérêts travaillant sous des pavillons divers.

16. La pêche à la senne dans l'océan indien cible essentiellement 3 espèces : l'albacore (*Thunnus albacares*), le listao (*Katsuwonus pelamis*) et le patudo (*Thunnus obesus*). En 2008, 47 senneurs opéraient dans l'océan indien, dont 37 sous pavillon européen. Depuis 2007, les captures sont très nettement inférieures à 300 000 t par an ; alors qu'en 2003 elles dépassaient les 400 000 tonnes. Le listao est l'espèce dominante, et représente en moyenne 50 % des prises sur les 10 dernières

années, suivi de l'albacore (42 %) et du patudo (7 %). Les captures de germon restent anecdotiques (moins de 1 %).

17. Une douzaine de flottes de pêche lointaines opèrent dans l'Ouest de l'océan Indien. En 2009, il s'agissait de navires asiatiques (Taiwan, Japon, Corée du Sud, Philippines, Chine) de navires d'intérêts asiatiques battant pavillon des Seychelles, de navires de l'UE, de navires battant pavillon de complaisance et d'un agrégat de navires battant différents pavillons et ne déclarant pas de données statistiques. Les flottilles asiatiques recherchent préférentiellement les thons majeurs : albacore, germon, patudo et thon rouge du sud. Les palangriers européens ciblent davantage l'espadon (*Xiphias gladius*). Pour la période 2000-2008, les captures des palangriers ont représenté en moyenne annuelle 166 000 tonnes. Les principaux pays asiatiques (Taïwan, Japon, Corée, Chine) représentent à eux seuls 75 % du total des captures. Les captures européennes sont assez modestes avec 6 000 t, soit 4 % du total des captures.

18. S'agissant du stock d'albacore, la prise maximale équilibrée (PME) est estimée à 300 000 t, inférieure aux captures moyennes reportées entre 1992 et 2002. Le XIIème Comité Scientifique de la CTOI recommande que les captures ne dépassent pas cette PME.

19. La PME du patudo a été estimée à 110 000 t. En 2008, 107 000 t de patudo ont été capturées. On doit donc considérer que ce niveau de capture situe le niveau d'exploitation du stock au niveau de la PME. Le Comité scientifique de la CTOI a recommandé que les captures de patudo par tous les engins et techniques de pêche ne dépassent pas la PME estimée.

20. Bien qu'aucune évaluation quantitative du stock de listao ne soit disponible, le Comité Scientifique dispose d'une gamme d'indicateurs de stocks. Ceux-ci suggèrent qu'actuellement, l'état du stock de listao n'est pas préoccupant. Le Comité Scientifique de la CTOI n'a fait en 2009 aucune recommandation particulière concernant la gestion du stock de listao.

21. Une évaluation du stock d'espadon a été conduite en 2009. À l'issue de celle-ci la PME a été fixée à 33 000 t, avec un intervalle de confiance resserré de 32 000-34 000 t. Le XIIème Comité Scientifique de la CTOI considère que si aucune mesure de conservation particulièrement stricte ne semble justifiée, des mesures visant à contenir le risque de surcapacité doivent être prises.

22. L'un des effets négatifs de la pêche industrielle à la senne, souligné par le STCEF, est la prise de juvéniles lors des pêches sous DCP. Aussi la CTOI a convenu que pour les années 2011 et 2012 un moratoire s'appliquerait à tous les navires sur une partie du bassin somalien (0°-10° Nord / 40°-60° Est) à compter du 1er février et jusqu'au 1er mars pour les palangriers et du 1er novembre au 1er décembre pour les senneurs.

23. L'activité de piraterie développée depuis les côtes somaliennes dans le bassin est africain affecte de façon importante l'activité de pêche dans l'océan indien et donc l'activité de pêche dans la ZEE seychelloise. L'activité de piraterie, par la réduction du nombre de navires et les restrictions à l'exploitation des navires qu'elle occasionne, peut être considérée comme ayant un impact sur le volume des captures et l'activité des navires. La piraterie entrave également le bon déroulement des programmes d'observation scientifique.

24. La flottille de pêche artisanale compte environ 400 unités de différents types, basées dans les trois principales îles de Mahé, Praslin et La Digue. Environ 80 % des débarquements sont pêchés à la ligne. Les captures de la pêche artisanale seychelloise sont estimées par la SFA à 4 777 tonnes pour 2008. L'essentiel des captures est effectué par la flottille de Mahé. Les captures de la pêche artisanale sont dominées par les carangues, le vivaneau et le job.

25. La douzaine de navires constituant la pêcherie semi-industrielle seychelloise utilise la palangre flottante et cible principalement l'espadon, l'albacore, le patudo et le requin pour des captures supérieures à 200 tonnes.

26. Depuis la fermeture de la ferme de crevette de Coetivy en 2008, l'activité aquacole des Seychelles est très modeste, centrée sur la perliculture et l'élevage de bœnitières.

27. Les Seychelles accueillent une flotte de senneurs d'origine européenne et une flotte de palangriers d'origine asiatique sous pavillon national. Elles permettent aux Seychelles de se constituer des antériorités de capture. De plus, s'agissant des senneurs, ceux-ci renforcent le rôle de Port Victoria et assurent une partie de l'approvisionnement de la conserverie IOT.

### **Évaluation de l'accord de pêche**

28..Le protocole en cours, fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière pour la période allant du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011, s'inscrit sous l'accord-cadre conclu en 1987. Il s'agit d'un texte relativement court et de portée générale qui renvoie au protocole pour ce qui concerne les modalités pratiques. Cet accord a été remplacé par un accord de partenariat dans le secteur de la pêche en 2006. Cet accord prévoit notamment un renforcement de la coopération économique, financière, technique et scientifique dans le domaine de la pêche en vue d'assurer la conservation et une exploitation durable des ressources

29. Les possibilités de pêche offertes placent cet accord dans la catégorie des accords thoniers. 40 thoniers senneurs et 12 palangriers sont autorisés à travailler sous cet accord.

30. En contrepartie de l'accès aux eaux, l'UE s'engage à verser aux Seychelles une contrepartie totale de 24 750 000 €, dont 8 910 000 € (36 %) doivent être consacrés à "la définition et à la mise en œuvre d'une politique sectorielle de la pêche aux Seychelles en vue de la promotion d'une pêche responsable et durable dans leurs eaux." À compter de 2008, une modification du protocole a porté la contrepartie totale à 28 440 000 euros dont 13 451 400 € (56 %) doivent être consacrées à l'appui sectoriel

31. La contrepartie versée par l'UE est variable. Son assiette est un tonnage de référence de 55 000 tonnes par an de thonidés valorisés à 75 € par tonne pour la première partie du protocole et 63 000 tonnes valorisées à 65 € la tonne pour la seconde partie du protocole. Si les navires européens pêchent au-delà de ces tonnages, la contrepartie est augmentée en proportion. A contrario, si les navires pêchent moins que le tonnage de référence, le montant de base n'est pas revu à la baisse. Le protocole prévoit en outre que l'UE ne peut payer le double du montant prévu.

32. Lors de la Commission mixte tenue du 15 au 16 décembre 2010, il a été décidé pour l'année 2010, et rétroactivement pour 2008 et 2009, que les thoniers senneurs devaient s'acquitter d'une somme forfaitaire de 61 000 € au titre de la licence. Pour les années 2008 et 2009, il y a compensation avec les sommes déjà acquittée, le solde restant dû par les armateurs.

33. Sur la base du protocole initial et de ses deux modifications, le coût total de l'accord ex-ante s'établit par conséquent à 37 786 800 € pour les 6 années du protocole, dont 25 % à la charge du secteur privé et 75 % à la charge du budget de la DG MARE. Les deux modifications du protocole ont modifié la répartition budget DG MARE - parts armateur. Celle-ci représentait 13 % du coût annuel ex-ante de l'accord lors des 3 premières années du protocole et 32 % pour les trois dernières années compte tenu notamment du passage au système forfaitaire.

34. En ce qui concerne les palangriers, le taux d'utilisation global de l'accord se situe à 24 % sur les six ans, avec de très fortes fluctuations annuelles. S'agissant des senneurs, le taux d'utilisation du protocole en cours se situe à 78 % sur les six années, avec un taux d'utilisation très élevé sur les 4 premières années du protocole et une baisse perceptible en 2009 (78 %) et très sensible en 2010 (44 %). La baisse du taux d'utilisation des licences en 2009 et 2010 s'explique essentiellement par le départ de navires vers d'autres océans suite aux actes de piraterie dont sont victimes ces navires.

35. Les tonnages pêchés dans les eaux des Seychelles représentent des niveaux très significatifs comparés aux captures totales des senneurs européens dans l'océan indien. La moyenne des captures dans les eaux seychelloises s'établit à 24 % des captures effectuées par les senneurs espagnols, français et italiens durant la période 2005-2008. Les captures des palangriers peuvent être qualifiées d'anecdotiques, culminant à 268 tonnes en 2007.

36. Les quantités pêchées ont dépassé le tonnage de référence de 55 000 tonnes (version initiale du protocole) en 2005, 2006 et 2007. Le tonnage de référence de 63 000 tonnes contenu dans la première modification du protocole n'a jamais été atteint en 2008 et 2009, et de façon sensible

(différence de 18 000 tonnes en 2008 et de 40 000 tonnes en 2009) compte tenu des baisses de captures en 2008 qui s'accroîtront en 2009 avec le départ de navires.

37. La valeur totale des captures extraites des eaux seychelloises était de 272 M € entre 2005 et 2009, soit une moyenne annuelle proche de 54 M €.

38. Si l'on considère que le coût de l'année 2010 peut être d'ores et déjà être approché compte tenu du système forfaitaire retenu pour les senneurs d'une part, et de la part très faible de la pêche palangrière d'autre part, ce sont 41,7 M € qui ont été versés aux Seychelles dont 31,4 M € par la Commission (75 %) et 10,3 M € (25 %) par les armateurs. Le coût effectif de l'accord est supérieur à celui qui était attendu ex-ante sur les trois premières années du protocole et légèrement inférieur à compter de 2008. Au total, le coût effectif est très proche du coût ex-ante.

39. 230 emplois embarqués dépendent de l'accord de pêche, ainsi que 2 900 emplois aux Seychelles et 760 emplois induits en Europe.

40. Le protocole prévoit des mesures destinées à favoriser l'embarquement de marins seychellois à bord des navires sous accord. Une trentaine de marins seychellois sont effectivement embarqués. La gestion de cette disposition du protocole est un point de désaccord entre les armateurs et la SFA.

## **Évaluation ex post**

### **41. Pertinence**

L'accord de pêche permet donc de répondre aux besoins des armements à la pêche à la senne et à ceux des consommateurs européens. L'accord est moins pertinent pour le segment palangrier qui ne semble pas avoir de besoins en matière d'accès aux eaux Seychelloises. L

l'accord de pêche satisfait aux besoins des Seychelles en permettant au pays de bénéficier de rentrées directes en devises liées à la vente de l'accès, et en générant des retombées socio-économiques sensibles au bénéfice d'un pays évoluant dans un contexte économique défavorable.

### **42. Efficacité**

L'accord de pêche avec les Seychelles contribue de façon très importante à la présence de l'UE dans les pêches lointaines du fait de l'activité des thoniers senneurs. Ce jugement doit être mitigé par contribution de l'accord de pêche à la présence des palangriers qui est pratiquement nulle. Sa contribution à l'emploi dans le secteur de la pêche de l'UE est significative. Il participe de manière très significative à la stabilisation du marché européen de la conserve de thon. Le développement du secteur des pêches aux Seychelles tient pour une part à l'existence de cet accord. Celle-ci pourrait être supérieure si un cadre favorable permettait d'employer davantage de marins seychellois. L'accord de pêche a contribué de manière efficace à la mise en place de pratiques de pêche responsable. Grâce à la mise en œuvre de la matrice sectorielle, les Seychelles ont augmenté leurs capacités de gestion des stocks et de surveillance des pêcheries. Néanmoins, une meilleure allocation budgétaire devrait permettre de connaître des progrès beaucoup plus significatifs que ceux accomplis sur le protocole en cours.

### **43. Efficience**

Le taux d'utilisation des licences senneurs peut être qualifié de très bon pour ce segment, avec une moyenne de 78 %. Le taux d'utilisation des possibilités négociées pour les palangriers est décevant. Au total, les possibilités de pêche négociées par l'UE étaient avantageuses lors des 3 premières années du protocole. La modification introduite pour l'année 2010 et rétroactivement pour 2008 et 2009 a bouleversé l'économie du protocole dans un sens défavorable aux armateurs européens. L'accord de pêche entre l'UE et les Seychelles est efficient, dans la mesure où 1 euro investi par la puissance publique permet aux industries concernées de l'UE de générer 3 € de valeur ajoutée au bénéfice principalement des industries de la pêche situées dans des zones dépendantes de la pêche. Les conditions d'utilisation de la contrepartie financière favorisent le développement du secteur des pêches aux Seychelles. Ce développement pourrait être plus important si l'affectation des fonds prévus était pleinement effective.

### **44. Viabilité**

L'accord de pêche n'est pas indispensable pour garantir la viabilité de l'industrie européenne, celle-ci pouvant utiliser des solutions de remplacement qui n'apporteront pas les mêmes garanties en termes

de sécurité et de visibilité. Il contribue à la viabilité d'un secteur de la pêche seychellois qui montre un très haut de degré de dépendance vis-à-vis des opérateurs européens.

Les flottilles européennes exercent une pression de pêche importante sur les stocks régionaux, principalement du fait du prélèvement important de juvéniles par le biais de la pêche sous DCP. Les effets de cette pêche laissent supposer des impacts défavorables sur la viabilité des ressources biologiques. Un renforcement du suivi est nécessaire pour pouvoir quantifier de façon plus précise ces impacts négatifs

#### **45. Conclusion**

Il est dans l'intérêt des deux parties de prolonger les relations en matière de pêche. Un nouveau protocole construit sur des bases les plus proches possibles du protocole actuel (2005) serait l'option qui préserverait au mieux les intérêts seychellois et européens.

## Summary

### General framework

1. Relations between the EU and the Republic of Seychelles have been structured since 1987 by a fisheries agreement. In 2006, a fisheries partnership agreement was signed. The activity of European vessels is today regulated by a protocol covering the period from 18 January 2005 to 17 January 2011.
2. Seychelles is located in the centre of the western Indian Ocean. The country consists of an archipelago of 115 islands and has a vast exclusive economic zone covering 1,374,000 km<sup>2</sup> for 453 km<sup>2</sup> of submerged land. This archipelago nation has an estimated population of 100,000 inhabitants, 88% of which are concentrated on the island of Mahé.
3. Seychelles has been independent since 1976 and instituted a presidential regime characterised by its stability and the respect for electoral schedules.
4. Seychelles is classed as a middle income country, with a GDP per capita close to 10,000 USD per year per inhabitant. The country is confronted with the usual problems of small insular countries, including dependence on a limited number of economic activities and the importance of environmental issues. The small amount of arable land does not enable agricultural development. The economy relies on tourism, which represents 22% of GDP, employs 30% of the workforce and constitutes 90% of export. The fish industry is centred on the activity of the canning factory IOT, which generates 15% of GDP and employs 17% of the active population.
5. Rapid debt growth and its level in relation to GDP are one of the main concerns of the national authorities and the IMF. In 2008, Seychelles external debt was restructured and considerably reduced.

### The fisheries sector

6. The Seychelles fisheries policy is based on 5 priorities from which 7 strategic dimensions have been defined, themselves broken down into objectives. The implementation of this policy should enable Seychelles, through sustainable use of resources, to maximise the use of their fishing resources to benefit current and future populations.
7. The fisheries sector comes under the Ministry of Environment and Natural Resources which mainly manages the sector's political aspects, such as international negotiations, and under the training sector. Executive tasks are assigned to the Seychelles Fishing Authority (SFA). This agency was created in 1984 and is responsible for managing and developing fishing activities in Seychelles waters. SFA is organised into 4 departments, the two largest of which are dedicated to research and development, on the one hand, and fisheries management, on the other. SFA's ordinary operations are partially covered by an annual State allowance, based on a provisional budget. This allowance mainly covers operating and personnel costs.
8. Fisheries research is assigned to SFA which has developed collaboration arrangements with other research institutes, in particular IRD (France), IEO (Spain) and IFREMER (France). The main work carried out by SFA researchers contributes to international research projects.
9. Sanitary control is conducted by the Fish Inspection and Quality Control Unit which comprises a chief inspector and 6 inspectors. Fish inspection is carried out according to an annual control plan. The latest FVO inspection dates back to 2006. The inspectors' conclusions were positive as to the implementation of previous recommendations (2004), the introduction of analyses required by European legislation and the inspection programme. The certificates awarded by the Competent Authority were deemed to comply with the requirements of European regulations.
10. Fishing is principally governed by the 1986 Fisheries Act, amended by the 1997 and 2001 Fisheries Amendment Acts which regulate the fishing conditions for Seychelles vessels, and for

foreign vessels in the Seychelles EEZ. The Licences (Fisheries) Regulations (ed. 1991) which govern the practical conditions of fishing licence issue for Seychelles vessels and foreign vessels complete this act. The Fisheries Act states that fisheries management is ensured by SFA whose duty it is to prepare resource management plans in collaboration, where necessary, with the countries sharing these resources. SFA is responsible for gathering information on vessel activity (monitoring and surveillance). According to the Fisheries Act, SFA has a certain discretionary power to determine the exercise conditions of vessels when these conditions are not explicitly described. The Ministry in charge of fisheries has the power to legislate wherever necessary, and to sign fisheries agreements with States or foreign professional associations, as long as the possibilities on offer do not exceed the estimated potential of the waters.

11. A licence is mandatory for all vessels wishing to fish, with the exception of vessels less 7 m long with no mechanical propulsion system and not exploiting special resources (for example holothurians). A licence is required to fish in Seychelles waters and by all fishing vessels flying the Seychelles flag. Fishing outside of Seychelles waters is prohibited for Seychelles vessels. However, SFA has the right to authorise certain vessels, which request to do so, to operate outside of the EEZ, whereby this condition is included in the licence terms. This condition may be cancelled if SFA deems itself unable to carry out its flag state control duty.

12. The main technical measure that applies to fishing by foreign vessels is that it is prohibited to fish in prohibited areas. These areas mark a perimeter around the main inhabited or uninhabited Seychelles islands so as to reserve space for traditional fishing.

13. The terms of the Fisheries Act state that all vessels must keep and submit to SFA a logbook in which information on the vessel's activity (effort, catches) is recorded. In terms of VMS, the Ministry has the legal right to insist that a VMS be fitted onboard vessels as a prerequisite for the licence. A specific text designates those certified to report breaches of the fisheries regulations. For several years, Seychelles has been aspiring to revise its fisheries legislation. The new Fisheries Bill is to be divided into three main parts: "Management of fisheries", "Enforcement" and "Offences and penalties".

14. The MCS activity is the responsibility of SFA. The main vessel activity monitoring tool is the VMS. Monitoring of the European fleet was integrated into the system in 2002 following the conclusion of an agreement protocol establishing the rules on position transmission to SFA by national FMC. The positions of other vessels with VMS are received directly by SFA. In terms of the monitoring of logbooks, the MCS unit ensures that the documents are submitted in time by vessels. These documents are sent to the "Statistics" unit of the "Research and Development" department. The development of piracy has considerably altered MCS activities. The Coast Guards are mobilised to respond to piracy which affects Seychelles waters and therefore cannot cooperate with SFA for fisheries surveillance.

15. In compliance with their national fisheries policy, Seychelles issues fishing licences to several distant fleets, exclusively for the use of offshore migratory resources (tuna, swordfish, marlin). The main agreement in financial terms is the EU agreement. Other agreements with Japan, South Korea and Taiwan also exist, as well as targets flying various flags.

16. Seine fishing in the Indian Ocean is mainly used to catch 3 species: yellowfin tuna (*Thunnus albacares*), skipjack tuna (*Katsuwonus pelamis*) and bigeye tuna (*Thunnus obesus*). In 2008, 47 seiners were operating in the Indian Ocean, of which 37 flew European flags. Since 2007, landings have been significantly less than 300,000 tonnes per year, while in 2003 they exceeded 400,000 tonnes. Skipjack tuna is the dominant species, representing on average 50% of landings over the past 10 years, followed by yellowfin tuna (42%) and bigeye tuna (7%). Albacore landings remain anecdotal (less than 1%).

17. A dozen long-range fishing fleets operate in the west of the Indian Ocean. In 2009, these were Asian vessels (Taiwan, Japan, South Korea, Philippines, China), or vessels of Asian origin under Seychelles flag, EU vessels, vessels flying flags of convenience and a collection of vessels flying different flags and not reporting statistical data. Asian fleets prioritise the major tuna species: yellowfin, albacore, bigeye and southern bluefin tuna. European longliners target swordfish (*Xiphias gladius*). For the period 2000-2008, longliner landings represented a yearly average of 166,000 tonnes. The

main Asian countries (Taiwan, Japan, Korea, China) alone represent 75% of total landings. European landings are rather low, with only 6,000 tonnes, i.e. 4% of total landings.

18. In terms of yellowfin stocks, the maximum sustainable yield (MSY) is estimated at 300,000 tonnes, which is less than the average landings reported between 1992 and 2002. The 12<sup>th</sup> session of the IOTC Scientific Committee recommended that landings should not exceed this MSY.

19. The MSY for bigeye tuna was estimated at 110,000 tonnes. In 2008, 107,000 tonnes of bigeye were caught. The landing level can therefore be considered to be equal to the MSY level. The IOTC Scientific Committee recommended that bigeye tuna landings by all fishing gear and techniques should not exceed the estimated MSY.

20. Although no quantitative assessment of skipjack tuna stocks is available, the Scientific Committee uses a range of stock indicators. These indicators suggest that, at present, the state of skipjack tuna stocks is not cause for concern. In 2009, the IOTC Scientific Committee made no particular recommendations on skipjack tuna stock management.

21. In 2009, swordfish stocks were assessed. Following this assessment, the MSY was set at 33,000 tonnes, with a tightened confidence interval of 32,000 to 34,000 tonnes. The 12<sup>th</sup> session of the IOTC Scientific Committee considered that, while no particularly strict conservation measures appear to be justified, measures designed to curb the risk of overcapacity should be taken.

22. One of the negative effects of industrial seine fishing, emphasised by the STECF, is the capture of juveniles when fishing using FADs. The IOTC agreed that for the years 2011 and 2012, a moratorium would be applied to all vessels in part of the Somali Basin (0°-10° North / 40°-60° East) from 1<sup>st</sup> February to 1<sup>st</sup> March for longliners and from 1<sup>st</sup> November to 1<sup>st</sup> December for seiners.

23. Pirate activity developed from the Somali coast in the East African basin significantly affects fishing activity in the Indian Ocean and therefore fishing activity in the Seychelles EEZ. Piracy, due to the reduction in the number of vessels and the restrictions on the use of vessels it generates, can be considered to have an impact on the volume of landings and vessel activity. Piracy also disrupts the running of scientific observation programmes.

24. The traditional small-scale fishing fleet is made up of around 400 vessels of different types, based on the three main islands of Mahé, Praslin and La Digue. Around 80% of landings are caught by line fishing. Landings by Seychelles traditional small-scale fishing are estimated by SFA at 4,777 tonnes for 2008. The majority of landings are made by the Mahé fleet. The most dominant landings by Seychelles traditional small-scale fishing are trevally, snappers and jobfish.

25. The dozen vessels which make up the Seychelles semi-industrial fisheries use surface longliners and mainly target swordfish, yellowfish tuna, bigeye tuna and shark for total landings of over 200 tonnes.

26. Since the closure of Coetivy shrimp farm in 2008, aquaculture activities in Seychelles have been very modest, based on pearl oyster culture and giant clam farming.

27. Seychelles hosts a fleet of seiners of European origin and a fleet of Asian longliners under Seychelles flag. These fleets help Seychelles to constitute landing records. Furthermore, for seiners, they reinforce the role of Port Victoria and ensure part of the supply for the IOT canning factory.

## Evaluation of the fisheries agreement

28. The current protocol, establishing the fishing possibilities and the financial counterpart for the period from 18 January 2005 to 17 January 2011, comes under the framework agreement concluded in 1987. This is a relatively short, general text, which refers to the protocol for the practical terms and conditions. This agreement was replaced by a fisheries partnership agreement in 2006. The agreement provides for the reinforcement of economic, financial, technical and scientific cooperation in the fisheries sector, to ensure the conservation and sustainable use of resources.

29. The fishing possibilities on offer place this agreement within the category of tuna fishing agreements. 40 tuna seiners and 12 longliners are authorised to work under this agreement.

30. In return for access to Seychelles waters, the EU has agreed to pay Seychelles a total financial contribution of 24,750,000 €, of which 8,910,000 € (36 %) is to be dedicated to “defining and implementing a sectoral fisheries policy in Seychelles’ waters” for the promotion of responsible, sustainable fishing in its waters. From 2008, an amendment to the protocol introduced a financial contribution of 28,440,000 euros of which 13,451,400 € (56 %) is to be dedicated to sectoral support.

31. The financial contribution paid by the EU is variable. It is based on a reference tonnage of 55,000 tonnes of tuna a year at 75 € a tonne for the first part of the protocol and 63,000 tonnes a year at 65 € a tonne for the second part. If landings by European vessels exceed these tonnages, the financial contribution is increased accordingly. Conversely, if the vessels land less than the reference tonnage, the base contribution is not decreased. The protocol also states that the EU contribution cannot exceed twice the base contribution.

32. During the Joint Committee meeting held from 15 to 16 December 2009, it was decided for the year 2010, and retroactively for 2008 and 2009, that the tuna seiners should pay a flat licence fee of 61,000 €. For the years 2008 and 2009, the amounts already paid were deducted and the remainder charged to vessel-owners.

33. Based on the initial protocol and its two amendments, the total ex-ante cost of the agreement is 37,786,800 € for the 6 years of the protocol, 25% of which is covered by the private sector and 75% by the DG MARE budget. The two protocol amendments altered the distribution between the DG MARE budget and vessel-owner share. The vessel-owner share represented 13% of the annual ex-ante cost of the agreement during the first 3 years of the protocol and 32% during the last three years, given the shift towards a flat rate.

34. In terms of longliners, the overall agreement usage rate over the six years is 24%, with severe inter-annual fluctuations. As for seiners, the protocol usage rate is currently around 78 % for the six years, with a very high usage rate for the first 4 years of the protocol with a perceptible drop in 2009 (78 %) and a sharp drop in 2010 (44 %). The decrease in licence usage rates in 2009 and 2010 can mainly be explained by the fact that some vessels have chosen to operate in other oceans following acts of piracy suffered by these vessels.

35. The tonnages caught in Seychelles’ waters represent very high levels compared to the total catches of European seiners in the Indian Ocean. On average, 24% of catches in Seychelles waters were by Spanish, French and Italian seiners for 2005-2008. Longliner catches can be qualified as anecdotal, reaching a peak of 268 tonnes in 2007.

36. The quantities landed exceeded the reference tonnage of 55,000 tonnes (initial version of protocol) in 2005, 2006 and 2007. The reference tonnage of 63,000 tonnes introduced in the first protocol amendment was not reached in 2008 or 2009, with considerably lower landings (difference of 18,000 tonnes in 2008 and 40,000 tonnes in 2009) given the drop in catches in 2008, intensified in 2009 with the departure of vessels.

37. The total value of catches in Seychelles waters was therefore 272 M € between 2005 and 2009, giving a monthly average of around 54 M €.

38. If we consider that the cost of the year 2010 can already be estimated given the flat licence fee imposed upon seiners, on the one hand, and the very small share of longliner fishing on the other, we can say that 41.7 M € have been paid to Seychelles, of which 31.4 M € by the Commission (75 %) and 10.3 M € (25 %) by vessel-owners. The effective cost of the agreement is greater than expected ex-ante for the first three years of the protocol and slightly lower from 2008. In total, the effective cost is close to the ex-ante cost.

39. 230 jobs onboard vessels depend on the fisheries agreement, as well as 2,900 jobs in Seychelles and 760 jobs induced in Europe.

40. The protocol provides for measures intended to promote the embarking of Seychelles seamen onboard vessels under the agreement. Around 30 Seychelles seamen have effectively been embarked onboard Community vessels. The management of this provision of the protocol is a subject upon which vessel-owners and SFA disagree.

## **Ex-post evaluation**

### **41. Relevance**

The fisheries agreement helps to fulfil the requirements of seine fisheries and the needs of European consumers. The agreement is less relevant for the longliner category which does not appear to require access to Seychelles waters.

The fisheries agreement fulfils Seychelles' requirements by enabling the country to benefit from direct foreign income from the sale of access, and by generating significant socio-economic rewards benefiting a country in an unfavourable economic situation.

### **42. Effectiveness**

The fisheries agreement with Seychelles greatly contributes to the presence of the EU in distant fishing waters due through the activity of tuna seiners. This statement is dampened by the contribution of the fisheries agreement to the presence of longliners which is practically inexistent. Its contribution to the job market in the EU fisheries sector is significant. It greatly contributes to the stabilisation of the European canned tuna market. The development of the fisheries sector in Seychelles depends in part on this agreement. This development could be greater if a favourable context enabled the employment of more Seychelles seamen. The fisheries agreement has effectively contributed to the implementation of responsible fishing practices. Through the implementation of the sectoral matrix, Seychelles has increased its stock management and fisheries surveillance capacities. Nevertheless, better budgetary allocation should promote far more significant progress than that accomplished during the current protocol.

### **43. Efficiency**

The seiner licence usage rate can be qualified as very good for this category, with an average of 78%. The usage rate of the possibilities negotiated for longliners is disappointing. In total, the fishing possibilities negotiated by the EU were advantageous during the first 3 years of the protocol. The amendment introduced for 2010 and retroactively for 2008 and 2009 has disrupted the protocol's economy, disadvantaging European vessel-owners. The fisheries agreement between the EU and Seychelles is efficient, in that 1 euro invested by the public authority enables the relevant EU industries to generate 3 € of value added, mainly benefiting fisheries located in areas dependent on fishing. The conditions of use of the financial contribution promote the development of the Seychelles fisheries sector. This development could be greater if the allocation of funds provided was fully effective.

#### **44. Viability**

The fisheries agreement is not indispensable to guarantee the viability of the European industry, as it could use replacement solutions which would, however, not provide the same guarantees in terms of security and visibility. It contributes the viability of a Seychelles fisheries sector which demonstrates a high degree of dependence on European operators.

European fleets exert high pressure on regional stocks, mainly due to the high juvenile removal rate through FAD fishing. This type of fishing is presumed to have unfavourable impacts on the viability of biological resources. More thorough monitoring is required to more accurately quantify these negative impacts.

#### **45. Conclusion**

It is in both parties' interest to extend relations in terms of fisheries. A new protocol based on foundations as close as possible to the current protocol (2005) would be the most effective option to best preserve Seychelles and European interests.

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>1re PARTIE : CADRE GÉNÉRAL.....</b>	<b>3</b>
<b>1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE .....</b>	<b>3</b>
<b>2 ORGANISATION POLITIQUE.....</b>	<b>4</b>
<b>3 SITUATION ÉCONOMIQUE.....</b>	<b>5</b>
3.1 Données générales.....	5
3.2 Le budget de l'État.....	6
3.3 La dette extérieure.....	7
3.4 L'emploi.....	8
3.5 Le commerce extérieur.....	8
3.6 Commerce extérieur des produits de la pêche.....	9
<b>4 POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>11</b>
<b>5 LES CONDITIONS POUR L'INVESTISSEMENT PRIVE .....</b>	<b>12</b>
<b>6 INTÉGRATION RÉGIONALE .....</b>	<b>15</b>
<b>7 L'AIDE EXTERIEURE .....</b>	<b>16</b>
7.1 Le Fonds Européen de Développement.....	16
7.2 Les aides bilatérales.....	18
<b>2ème PARTIE : ANALYSE DU SECTEUR DE LA PÊCHE.....</b>	<b>19</b>
<b>8 LE CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DE LA PÊCHE.....</b>	<b>19</b>
8.1 La politique des pêches .....	19
8.2 Les institutions nationales en charge de la pêche .....	21
8.2.1 Le ministère de l'environnement, des ressources naturelles et des transports .....	21
8.2.2 La Seychelles Fisheries Authority .....	22
8.3 La recherche .....	25
8.3.1 Organisation.....	25
8.3.2 Travaux .....	25
8.3.3 Les services et moyens en appui à la recherche .....	27
8.3.4 Évaluation du potentiel de recherche halieutique à la SFA .....	27
8.4 Le contrôle sanitaire.....	28
8.5 Autres institutions ayant un lien avec la pêche .....	29
8.5.1 Seychelles Ports Authority .....	2929
8.5.2 Seychelles Licensing Authority.....	2929
8.6 Le cadre législatif actuel .....	29
8.6.1 Délimitations.....	30
8.6.2 Cadre des compétences .....	30
8.6.3 Délivrance de la licence de pêche.....	30
8.6.4 Obligations des navires industriels seychellois .....	31
8.6.5 Mesures techniques .....	31
8.6.6 Suivi des navires .....	31
8.6.7 Contrôle des navires et sanctions .....	32
8.6.8 Évaluation globale du cadre législatif encadrant la pêche.....	32
8.7 Le cadre législatif en gestation .....	33
8.8 Suivi, Contrôle et Surveillance .....	34
8.9 Associations professionnelles .....	38
8.10 Les accords de pêche.....	38
8.10.1 APP avec l'union européenne.....	38
8.10.2 Accord de pêche avec le Japon.....	42
8.10.3 Accord de pêche avec Taiwan.....	43
8.10.4 Accord de pêche avec la RP de Chine .....	44
8.10.5 Accord de pêche avec Maurice.....	45
8.10.6 Éléments de comparaison entre accords de pêche.....	45
<b>9 LES PÊCHERIES DANS LES EAUX DES SEYCHELLES .....</b>	<b>48</b>
9.1 La pêche nationale seychelloise .....	48
9.1.1 La pêche artisanale.....	48
9.1.2 La pêche semi-industrielle.....	50
9.1.3 L'aquaculture.....	52
9.2 La pêche étrangère sous pavillon seychellois.....	52
9.3 La pêche industrielle à la senne.....	53
9.3.1 La pêche à la senne dans l'océan indien .....	53

9.3.2	L'activité des senneurs seychellois .....	57
9.3.3	L'activité des senneurs européens dans l'océan indien .....	5958
9.3.4	L'activité des senneurs européens dans la ZEE des Seychelles .....	63
<b>9.4</b>	<b>La pêche à la palangre dans l'océan indien .....</b>	<b>64</b>
9.4.1	Description .....	65
9.4.2	Les zones de pêche des palangriers dans l'ouest de l'océan indien .....	66
9.4.3	Les captures des palangriers dans l'ouest de l'océan indien .....	69
9.4.4	Les captures des palangriers dans les eaux seychelloises .....	7069
<b>10</b>	<b>L'ETAT DES STOCKS EXPLOITES .....</b>	<b>71</b>
10.1	L'albacore, <i>Thunnus albacares</i> .....	71
10.2	Le patudo, <i>Thunnus obesus</i> .....	72
10.3	Le listao, <i>Katsuwonus pelamis</i> .....	73
10.4	L'espadon, <i>Xiphias gladius</i> .....	74
10.5	La gestion des thonidés : enjeux et mesures .....	74
10.5.1	La situation des stocks exploités .....	74
10.5.2	Le suivi de l'application des mesures de gestion .....	76
<b>11</b>	<b>L'IMPACT DE LA PÊCHE SUR L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>76</b>
11.1	Prises accessoires et rejets des senneurs .....	76
11.2	Prises accessoires et rejets des palangriers .....	77
<b>12</b>	<b>LA PIRATERIE .....</b>	<b>78</b>
<b>13</b>	<b>PORT ET SERVICES PORTUAIRES .....</b>	<b>79</b>
13.1	Équipements .....	79
13.2	Services .....	79
13.3	Positionnement .....	81
<b>14</b>	<b>APPROCHE ÉCONOMIQUE DE LA FILIÈRE PÊCHE .....</b>	<b>82</b>
14.1	Produit des licences .....	82
14.2	Dépenses des navires aux Seychelles .....	83
14.3	IOT .....	83
14.4	Emploi .....	84
14.5	Contribution du secteur au PIB .....	85
<b>15</b>	<b>BILAN : ANALYSE SWOT .....</b>	<b>85</b>
<b>3ème PARTIE: ÉVALUATION DE L'ACCORD DE PÊCHE .....</b>		<b>90</b>
<b>16</b>	<b>LE PROTOCOLE D'ACCORD .....</b>	<b>90</b>
<b>17</b>	<b>IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'ACCORD .....</b>	<b>93</b>
17.1	Impact économique de l'accord .....	93
17.1.1	Présentation générale de la méthode .....	93
17.1.2	Prix des espèces cibles .....	94
17.1.3	Tonnages pêchés .....	94
17.1.4	Chiffre d'affaires .....	95
17.1.5	Répartition de la valeur ajoutée .....	9695
17.1.6	Retombées économiques indirectes .....	96
17.2	Impact financier de l'accord .....	9897
17.2.1	Impact financier sur les Seychelles .....	98
17.2.2	Impact financier sur la Commission européenne .....	99
17.3	Impact sur l'emploi .....	99
17.3.1	L'emploi sur les navires européens sous accord .....	99
17.3.2	L'emploi induit aux Seychelles .....	100
17.3.3	L'emploi induit en Europe .....	100
<b>18</b>	<b>ÉVALUATION EX POST DU PROTOCOLE EN COURS .....</b>	<b>102</b>
18.1	Pertinence .....	102
18.2	Efficacité .....	103
18.3	Efficiences .....	105
18.4	Viabilité .....	108
18.5	Leçons tirées de l'évaluation ex post .....	111
18.5.1	Mise en œuvre de l'accord .....	111
18.5.2	Mise en œuvre de l'approche partenariale .....	112
<b>19</b>	<b>RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>113</b>
<b>20</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>115</b>



ACP	Afrique - Caraïbes - Pacifique
APE	Accord de partenariat économique
APP	Accord de partenariat dans le domaine de la pêche
ASCLME	Agulhas and Somali current large marine ecosystem
ASMED	African monitoring of the environment for sustainable development
BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
CBS	Central Bank of Seychelles
CDI	Centre de documentation et d'information
CEVPM	Centre d'expérimentation et de valorisation des produits de la mer
CIRC	Comité inter-régional de coordination
CITES	Convention on international trade in endangered species of wild fauna and flora
CNCSP	Centre national de contrôle et de surveillance des pêches
COI	Commission de l'océan indien
COMESA	Common market for Eastern and Southern Africa
CPUE	Capture par unité d'effort
CTOI	Commission thonière de l'océan indien
DCP	Dispositif de concentration de poissons
DG Dev	Direction générale pour le développement
DG SANCO	Direction générale de la santé et de la protection des consommateurs
DNRH	Direction nationale des ressources halieutiques des Comores
EAC	Eas-African Community
EAU	Emirats arabes unis
EMPS	Environment management plan of Seychelles
ESA	Eastern and Souhrn african States
EUR	Euro
FAD	Fish agregating devices
FBOA	Fishing boat owner's association
FED	Fond européen de développement
FIQCU	Fish Inspection and Quality Control Unit
FMC	Fisheries monitoring center
FMI	Fonds monétaire international
FRA	Fisheries research agency
FSP	Fonds de solidarité prioritaire
GEF	Global environment fund
GRT	Gross register tonnage
IEO	Instituto Espanol de Oceanografia
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
IGAD	Intergovernmental Authority on Development
IMS	Institute of Marine Sciences
INN	Illicite, non-déclarée, non-réglémentée
IOSS	Inidan ocean swordfish stock structure
IOT	Indian Ocean Tuna
IRD	Institut de recherche pour le développement
JT	Federation of Japan tuna fisheries cooperative association
KMFRI	Kenya Marine and Fisheries Research Institute
MADE	Mitigating adverse ecological impacts of open ocean fisheries
MASMA	Marine Science for Management
NCA	Non-comptés ailleurs
NFISF	National research institute of far seas fisheries
NPOA	National plan of action
OAV/FVO	Office alimentaire et vétérinaire / Food and veterinary office
ORGP	Organisation régionale de gestion des pêches
PIB	Produit intérieur brut
PIR	Programme indicatif régional
PME	Prise maximale équilibrée

PROGECO	Programme régional de gestion durable des zones côtières des pays de l'océan indien
PTOM	Pays et territoires d'outre-mer
R/V	Research vessel
RNF	Regional negotiating forum
RP de Chine	République populaire de Chine
SADC	Southern African Development Community
SADCAS	Southern African Development community Accreditation System
SBS	Seychelles bureau of standards
SCG	Seychelles coast guards
SCR	Roupie des Seychelles
SCS	Suivi contrôle et surveillance
SEYSHA	Seychelles sharks
SFA	Seychelles Fisheries Authority
SFP	Strengthening Fisheries Products project
SIB	Seychelles investment promotion board
SLA	Seychelles licensing authority
SMB	Seychelles marketing board
SNP	Seychelles's People Progressive Front
SPA	Seychelles port authority
SPPF	Front progressiste du peuple seychellois
STC	Seychelles trading corporation
SWIOFP	Southwest indian ocean fisheries programme
SWIOFP	Southwest indian ocean fisheries programme
TDSTBA	Taiwan Deep Sea Tuna Boatowners and Exporters Association
TJB	Tonneau de jauge brute
UE	Union européenne
UFR	Unité de facilitation régionale
UNDP	United Nations development programme
USD	Dollar des Etats Unis
VMS	Vessel monitoring system
VMS	Vessel monitoring system
WCS	Wildlife Conservation Society
WIOSMA	Western Indian Ocean Marine Science Association
ZEE	Zone économique exclusive

## INTRODUCTION

Les relations entre l'Union européenne et la République des Seychelles en matière de pêche datent des années 1980 quand la pêcherie thonière à la senne, jusqu'alors inexistante dans cette région du monde, s'est développée de manière spectaculaire sous l'impulsion d'armements européens qui souhaitaient diversifier leurs zones de pêche. Du fait de sa situation centrale dans l'océan indien, les Seychelles ont été naturellement privilégiées comme base logistique de la flotte européenne et les infrastructures d'accueil nécessaires au soutien de l'activité ont été progressivement développées.

L'accès des navires européens aux eaux seychelloises a été encadré dès 1987 par la signature d'un accord-cadre entre les deux parties<sup>1</sup>. En 2006, l'accord de pêche initial a été remplacé par un accord de partenariat dans le secteur de la pêche.<sup>2</sup>

Un premier protocole a été signé en 1987. Les protocoles ont été successivement renouvelés jusqu'à celui en vigueur qui expire en janvier 2011<sup>3</sup>.

Le tableau suivant présente les grandes caractéristiques des protocoles successifs. Ce sont des protocoles qualifiés d'accords thoniers dans la mesure où ils ne donnent des possibilités de pêche que pour l'exploitation des grands pélagiques migratrices (thons, espadons et marlins).

**Tableau 1 : Caractéristiques générales des protocoles signés entre l'UE et les Seychelles depuis 1984.**

Source - EURLex

PROTOCOLE	Durée	TYPE	POSSIBILITÉS DE PÊCHE	Tonnage de référence	Contrepartie financière totale	Dont actions ciblées/appui sectoriel
Protocole 2005-2010 Période du 18/01/2008 au 17/01/2011	36 mois	Thonier	Senneurs : 40 navires Palangriers surface : 12 navires	63 000 tonnes	28 440 000	13 451 400
Protocole 2005-2010 Période du 18/01/2005 au 17/01/2008	36 mois		Senneurs : 40 navires Palangriers surface : 12 navires	55 000 tonnes	24 750 000	8 910 000
01/01/2002-17/01/2005	36 mois	Thonier	Senneurs : 40 navires Palangriers surface : 27 navires	46 000 tonnes	10 380 000	3 480 000
18/01/1999-17/01/2002	36 mois	Thonier	Senneurs : 47 navires Palangriers surface : 32 navires	46 000 tonnes	10 350 000	3 450 000
18/01/1996-17/01/1999	36 mois	Thonier	Senneurs : 42 navires Palangrier surf : 15 navires	46 000 tonnes	9 900 000	3 000 000
18/01/1993-17/01/1996	36 mois	Thonier	Senneur : 40 navires	46 000 tonnes	9 900 000	3 000 000
18/01/1990-17/01/1993	36 mois	Thonier	Senneurs : 40 navires	46 000 tonnes	9 900 000	3 000 000
18/01/1987-17/01/1990	36 mois	Thonier	Senneurs : 40 navires	46 000 tonnes	6 750 000	750 000
10/01/1984-27/01/1987	36 mois	Thonier	Senneur: 27 navires dont pas plus de 18 simultanément	6 000 tonnes	1 150 000 ECU	250 000 ECU

Les accords entre l'UE et les Seychelles se situent dans un contexte régional dominé par une ressource importante se déplaçant à un rythme saisonnier dans toute la zone occidentale de l'océan indien.

En 2010, les accords en cours de validité couvrent l'accès des navires européens dans les eaux des Comores, Madagascar, Mozambique et des Seychelles. L'exploitation des ressources thonières d'autres États riverains comme la Tanzanie et le Kenya se fait pour le moment dans le cadre d'accords privés.

L'UE est un des principaux partenaires des Seychelles en matière d'accord de pêche. Le protocole en cours est valable du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011.

<sup>1</sup> Règlement du Conseil N°1708/1987 du 15 juin 1987 (JOCE L 160, 20.06.87)

<sup>2</sup> Règlement du Conseil N°1562/2006 du 5 octobre 2006 (JOCE L 290 du 20/10/2006)

<sup>3</sup> Règlement du Conseil N°115/2006 du 23.01.2006 (JO CE L 21 du 25.01.2006), modifié par Règlement du Conseil N°480/2008 du 26 mai 2008 (JOCE L 141 du 31.05.2008)

En contrepartie de cet accès, l'UE verse 24 750 000 € soit 4 125 000 € par an, dont 36 % doivent être affectés à la définition et à la mise en œuvre d'une politique sectorielle de la pêche aux Seychelles en vue de la promotion d'une pêche responsable et durable dans leurs eaux. Le tonnage de référence fixant le déclenchement du paiement de sommes additionnelles est fixé à 55 000 tonnes et le coût de la tonne supplémentaire prélevée à 75 €.

Le protocole a été remanié de façon profonde en 2008<sup>4</sup> quant à son article 2 "Contrepartie financière - modalités de paiement" et son article 7 "Promotion d'une pêche responsable et de pêcheries durables dans les eaux des Seychelles".

À compter du 18 janvier 2008, le tonnage de référence annuel passe à 63 000 tonnes et le coût de la tonne supplémentaire prélevée à 65 €. La contrepartie financière annuelle est portée à 5 355 000 € incluant une somme de 1 260 000 € dédiée à l'appui et à la mise en œuvre de la politique sectorielle des pêches.

	Tonnage de référence	Dépassement	Appui à la mise en œuvre de la politique sectorielle
18/01/2005-17/01/2008	55 000 tonnes	75 € par tonne supplémentaire	36 % de la contrepartie financière
18/01/2008-17/01/2011	63 000 tonnes	65 € par tonne supplémentaire	56 % de la contrepartie financière abondement de 1 260 000 euros/an

Les armements européens bénéficiaires de cet accord versent aux autorités seychelloises une redevance pour le paiement de la licence. Elle intègre comme pour la partie publique du paiement, une part fixe et une part variable. Celles-ci ont été également modifiées en 2008 lors de la modification du protocole. Les modalités de calcul sont décrites ci-dessous.

18/01/2005-17/01/2008	Thonier senneur	15 000 € pour une capture de 600 tonnes	25 € par tonne supplémentaire
	Palangrier de surface > 150 TJB	3 000 € pour une capture de 120 tonnes	25 € par tonne supplémentaire
	Palangrier de surface < 150 TJB	2 250 € pour une capture de 90 tonnes	25 € par tonne supplémentaire
18/01/2008-17/01/2011	Thonier senneur	21 000 € pour une capture de 600 tonnes	35 € par tonne supplémentaire
	Palangrier de surface > 150 TJB/250 GT	4 200 € pour une capture de 120 tonnes	35 € par tonne supplémentaire
	Palangrier de surface < 150 TJB/250 GT	3 150 € pour une capture de 90 tonnes	35 € par tonne supplémentaire

Lors de la Commission mixte tenue du 15 au 16 décembre 2010, il a été décidé pour l'année 2010, et rétroactivement pour 2008 et 2009, que les thoniers senneurs devaient s'acquitter d'une somme forfaitaire de 61 000 € au titre de la licence. Pour les années 2008 et 2009, il y a compensation avec les sommes déjà acquittées, le solde restant dû par les armateurs.

De tous les accords de pêche thoniers en vigueur en 2010, l'accord avec les Seychelles est le plus coûteux pour le budget de la DG MARE.

Le présent rapport a donné lieu à un déplacement aux Seychelles et au siège de la Commission Thonière de l'océan indien en avril 2010. Les informations ont ensuite été analysées. La mission tient à souligner l'excellent accueil et la pleine coopération dont on fait preuve la totalité des interlocuteurs.

<sup>4</sup> Règlement du Conseil N°480/2008 du 26 mai 2008 (JO CE L 141 du 31.05.2008)

# 1re PARTIE : CADRE GÉNÉRAL

## 1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

L'archipel des Seychelles baigne dans l'Océan Indien, à 1 590 kilomètres de la côte Est africaine et à 930 kilomètres au Nord de Madagascar. Les Seychelles sont composées de 115 îles, granitiques et coralliennes, réparties entre 4°-11° de latitude Sud et entre 55°-56° de longitude Est, sur une surface de 644,000 km<sup>2</sup>. La superficie des terres émergées est de 455 km<sup>2</sup> et la longueur de la ligne de côte de 491 km.

Les principales îles sont granitiques et se trouvent toutes dans un rayon de 56 km autour de Mahé, l'île la plus grande (148 km<sup>2</sup>), où se trouve la capitale Victoria. Les deux autres îles granitiques importantes en termes de taille et de population, sont Praslin et La Digue, respectivement à 33,6 km et 48 km de Mahé. Les autres îles sont coralliennes et largement dispersées. Il y a deux principaux plateaux continentaux, ou zones de haut-fond, d'une superficie de près de 50 000 km<sup>2</sup> : le plateau de Mahé (figure 1) et les Amirantes.

En termes de terres émergées, la République des Seychelles est un petit État de 453 km<sup>2</sup>. Mais la dispersion des quelque 115 îles qui le composent lui vaut de disposer d'une immense zone économique exclusive de 1 374 000 km<sup>2</sup> dans l'océan Indien lui conférant une certaine importance géopolitique.

La figure suivante montre les contours généraux de la zone économique exclusive. Étant donné la souveraineté des Seychelles sur l'atoll d'Aldabra, la zone s'étend considérablement vers l'ouest de Mahé.

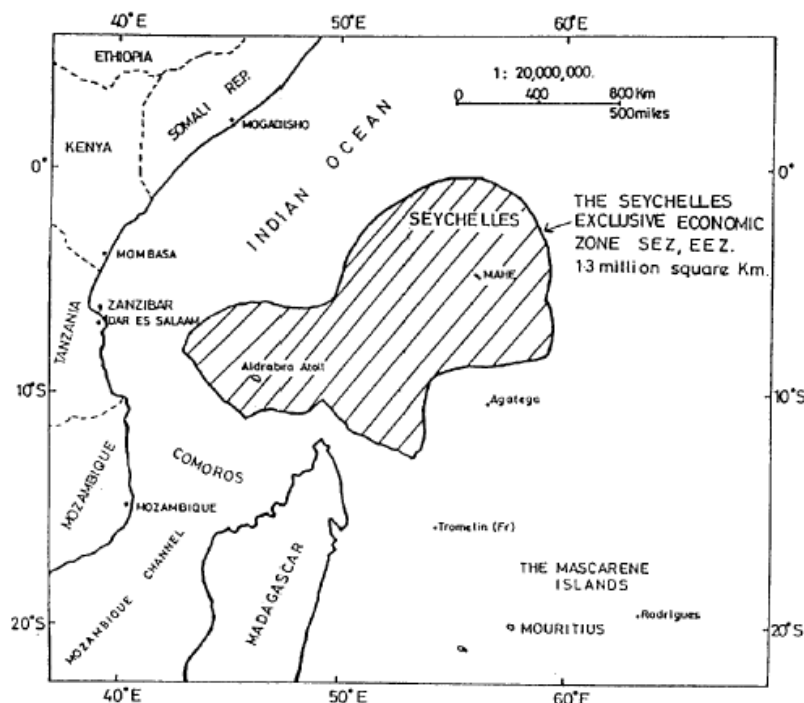


Figure 1 : ZEE seychelloise. Source : SFA

Le climat des Seychelles est de type tropical humide. De mai à octobre, le vent souffle régulièrement du sud-est entraînant un climat plus sec et une température légèrement plus fraîche. De décembre à mars, c'est l'été austral. Les vents soufflent du nord-ouest. Les Seychelles ont l'avantage d'être en

dehors de la zone des cyclones qui sont susceptibles de balayer l'Océan Indien en été austral. C'est un atout essentiel de l'archipel, tant pour le développement de la pêche que celui du tourisme.

La population résidente seychelloise est inférieure à 100 000 personnes (80 800 personnes au dernier recensement de 2002) dont 88 % regroupés sur Mahé. Plus de 51 % de la population se trouvait dans la tranche d'âge 15-44 ans, avec une moyenne d'âge nationale qui se situait à 29 ans en 2002 (contre 27 ans en 1999). (source : MISD)

## 2 ORGANISATION POLITIQUE

Les Seychelles sont indépendantes depuis le 28 juin 1976. En vertu de la Constitution de 1979, promulguée à la suite du coup d'État de 1977, le pouvoir exécutif est exercé par le Président, élu pour cinq ans au suffrage universel et assisté d'un Conseil des ministres. Le pouvoir législatif revient à l'Assemblée du peuple composée de 25 membres directement élus au suffrage universel et de 10 membres issus des résultats proportionnels des élections. Le Front progressiste du peuple seychellois (SPPF) a été la seule organisation politique de 1977 à 1991, date à laquelle les partis d'opposition ont été légalisés.

L'année 1991 voit l'adoption du multipartisme et des élections sont organisées le 23 juillet 1993. France-Albert René est alors réélu à la tête de l'État et du gouvernement. En 1998, la population des Seychelles vote à nouveau en sa faveur (66 % des suffrages exprimés), donnant une assise confortable au SPPF. France-Albert René se convertit à une politique libérale qui vise à accueillir les capitaux étrangers, en provenance notamment des pays limitrophes de l'océan Indien ainsi que de l'Afrique du Sud. France-Albert René a cédé le pouvoir à James Albert Michel le 14 avril 2004. Celui-ci a remporté les dernières élections présidentielles de juillet 2006 avec 54 % des voix sous les couleurs du SPPF, le candidat du Parti national des Seychelles (SNP) n'obtenant que 46 % des voix. Les élections législatives ont suivi en mai 2007, avec des résultats très proches.

Le Gouvernement actuel est composé de 10 ministères (dont le ministère de l'Environnement, des Ressources Naturelles et des Transports qui est en charge du secteur de la pêche), et de 6 Départements rattachés soit à la Présidence soit à la Vice-Présidence.

**Tableau 2 : Les Départements et ministères du Gouvernement des Seychelles (juillet 2007)**

Organisation	Ministre
Président de la République, Chef de l'État et Chef du Gouvernement	Président J.A. Michel
Vice-Président	Vice-Prés. J. Belmont
Ministère des Finances	Min. D. Faure
Ministre des Affaires étrangères	P. Pillay
Ministère du Développement national	J. Dugasse
Ministère du Développement communautaire, de la Jeunesse, des sports et de la Culture	V. Meriton
Ministère de l'Environnement, des ressources naturelles et des transports	J. Morgan
Ministre de l'Éducation	B. Shamlaye
Ministre de l'emploi et du développement des ressources humaines	MS. Mondon
Ministre de la santé et du développement social	MP Lloyd
Département de la défense, rattaché à la Présidence	L. Payet
Département des risques naturels, rattaché à la Présidence	F. Shroff
Département de l'information et des relations publiques, rattaché à la Présidence	R. Morel
Département de la Police, rattaché à la Présidence	G. Waye-Hive
Département des affaires intérieures, rattaché au Vice-Président	M.A. Hoareau
Département de l'Administration publique, rattaché au Vice-Président	J. Esparon

Le Gouvernement seychellois s'appuie également sur des organisations parapubliques dont les statuts et modes de fonctionnement sont décrits dans des textes de lois spécifiques. De manière générale, ces organisations parapubliques sont chargées de tâches exécutives. Parmi les organisations parapubliques les plus connues et ayant un rapport avec l'industrie de la pêche, on peut citer le Seychelles Marketing Board qui a le monopole du commerce de la plupart des produits de base, la Seychelles Licensing Authority qui a le monopole de la délivrance de tout type de licences (taxis, commerces, pêche), la Seychelles International Business Authority chargée des relations et de la gestion des investisseurs étrangers, et la Seychelles Fisheries Authority en charge de la pêche. Ces organisations parapubliques ont la particularité commune d'être dirigées par des Comités Directeurs

(Boards) composés de personnalités du Gouvernement (ministres, ou personnes nommées par le Président), et de jouir d'une relative autonomie financière, étant autorisée à emprunter ou générer des recettes en plus d'une dotation gouvernementale annuelle.

### 3 SITUATION ÉCONOMIQUE

#### 3.1 Données générales

Avec un PIB de 920 millions de USD en 2008 et bien qu'étant un pays à revenu intermédiaire, les Seychelles font face à des contraintes qui sont celles d'un petit pays insulaire, notamment la dépendance vis-à-vis d'un nombre restreint d'activités économiques (le tourisme et la conserverie IOT dans le cas des Seychelles), la vulnérabilité face aux perturbations extérieures, un accès restreint aux marchés extérieurs, un risque important de dégradation de l'environnement et de vulnérabilité à l'égard des catastrophes liées au climat. La faible surface (455 km<sup>2</sup>) est facteur de contraintes d'autant plus que seule une très faible proportion est adaptée à l'agriculture.

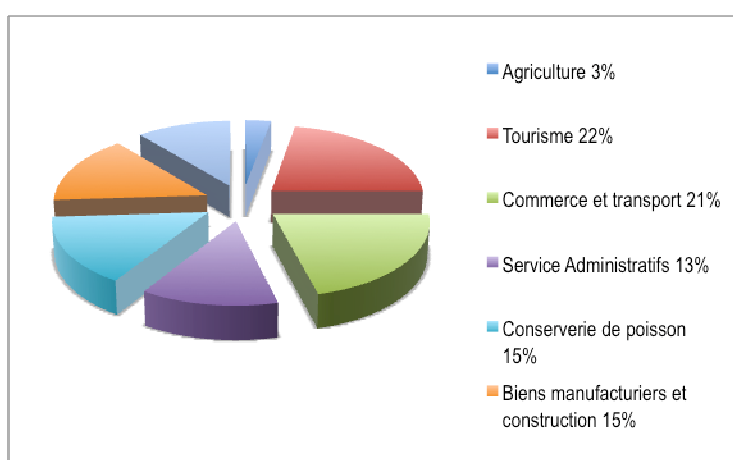


Figure 2 : Répartition du PIB (2007) par grands secteurs. Source : BAD

Encore peu développé il y a encore trente ans, le tourisme enregistre une progression continue même si celle-ci se ralentie.

Tableau 3 : Données sur l'activité touristique. Source : CBS

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de visiteurs	120 765	128 654	140 627	161 273	158 952
Moyenne du séjour (en nuits)	10,04	9,69	9,82	10,2	10,15
Taux d'occupation des hôtels	46 %	49 %	57 %	56 %	57 %

Il contribue pour 22 % au PIB, emploie 30 % de la main-d'œuvre et dégage 70 % des recettes en devises. Ce secteur est celui qui attire également les investissements directs étrangers.

L'industrie de la conserve de poisson contribue à hauteur de 15 % du PIB, assure 97 % des exportations visibles et emploie 17 % de la population active. Une seule société opère aux Seychelles : IOT (Indian Ocean Tuna)

La croissance économique a été très faible pendant la première moitié des années 2000, mais a marqué une reprise en 2005 sous l'impulsion du boom de secteur de la construction et de l'augmentation des arrivées de touristes. La relance s'est poursuivie en 2006 et 2007 avec un PIB en hausse de 5,4 % et de 7,3 % respectivement. Toutefois, la croissance a connu un ralentissement marqué en 2008, tombant à 3,1 % à cause des chocs extérieurs, de la baisse des recettes touristiques liées à la dévaluation et de la persistance des contraintes structurelles qui se traduisent par une augmentation du coût de la dette et des pénuries de devises. La croissance économique a été négative en 2009. Cette situation a conduit les Seychelles à se tourner vers le FMI qui a conditionné son aide à des réformes économiques vigoureuses et notamment une refonte du système fiscal, une redéfinition du rôle et une amélioration des performances de la sphère publique et parapublique. Une croissance de 4 % est escomptée pour 2010. (source : FMI)

Avec un PIB d'environ 920 millions d'USD en 2008, dont près de 75 % proviennent du secteur tertiaire, le revenu par tête peut être estimé à plus de 10 000 USD par habitant<sup>5</sup>, ce qui place le pays dans le groupe des pays à revenu moyen-supérieur suivant la classification de la Banque Mondiale. Le tableau suivant détaille le PIB et son évolution depuis 2004 aux prix du marché. Suivant la nomenclature utilisée, la pêche intègre la pêche nationale et l'aquaculture. Les produits manufacturiers comprennent la transformation du poisson (conserverie), et les activités de transport et de manutention des produits de la pêche. Le poids de la pêche et de ses industries connexes ne peut donc pas être estimé directement de ce tableau.

**Tableau 4 : Structure du PIB seychellois aux prix courants (en millions SCR). Source : CBS**

Secteur	2004	2005	2006	2007	2008	%2008	2009
Agriculture	95,5	92,3	95,9	106,6	130,5	1 %	
Pêche	61,8	60,4	68	66,4	78,1	1 %	
Produits manufacturés	355,9	443,9	395,8	492	552,6	6 %	
Eau, électricité"	99,5	75,8	103,5	90,1	93,3	1 %	
Construction, logement	229,9	311	304,6	360,6	499,3	6 %	
Transport, distribution et communication	819,9	1 002,3	1 168,4	1 391,0	1 702,3	19 %	
Hôtels et restaurants	447	464,9	558,7	1001,2	1501	17 %	
Finances et assurances	278,7	271	326,3	419,9	448,6	5 %	
Services gouvernementaux	651,6	643,9	730,4	790,3	847,2	10 %	
Autres services	1 655,9	1 677,7	1 876,7	2 158,9	2 902,8	33 %	
Total PIB	4 695,7	5 043,2	5 628,3	6 877,0	8 755,7		10 315,4

Le Gouvernement souhaite développer les services off-shore (banque, enregistrement de navires ou d'aéronefs) comme troisième pilier de l'économie, mais avec peu de succès pour l'instant.

## 3.2 Le budget de l'État

Suite à l'intervention du FMI, la comptabilité publique seychelloise a été profondément remaniée et la présentation des comptes publics modifiée ne permettant pas des comparaisons interannuelles antérieures à 2008.<sup>6</sup>

Le **Tableau 5** indique les revenus et dépenses de l'État seychellois.

<sup>5</sup> Prévision du FMI pour 2009 : PIB de 767 M USD soit 9 000 USD per capita.

<sup>6</sup> . M. Ahmed Afif, Principal Secretary Ministry of Finances. Comm. personnelle.

**Tableau 5 : Revenus et dépenses de l'État seychellois. Données 2006 à 2008. Montants en millions de SCR.**  
**Source : CBS**

	2006	2007	2008
Revenus totaux	2 476	2 549	3 263
a-Revenus courants dont	2 403	2 170	2 942
Transferts du Fond de sécurité sociale	125	125	135
Taxes commerciales	225	265	410
Impôts sur le revenu/sociétés	297	360	524
Autres taxes indirectes	723	884	1 058
b-Dons	73	17	268
Dépenses totales	2 302	2 485	2 702
a-Dépenses courantes dont	1 901	2 172	2 247
Dotation Ministères	952	1 008	1 074
Dotation aux para-étatiques	124	239	79
Contribution Sécurité sociale	147	136	155
paiement intérêts de la dette	406	417	449
b-Dépenses investissement	404	374	305
c-Prêts nets	-3	-55	715
Solde	174	65	-206

Les recettes publiques atteignaient 44 % du PIB en 2006, s'expliquant par un niveau de taxe élevé. Depuis la mise en place des réformes économiques, ce taux a été ramené à 37 % en 2007 et 2008. Les dépenses publiques qui se montaient à environ 41 % du PIB en 2006, ont été réduites à 36 % en 2007 et 31 % en 2008. Depuis 2003, le budget de l'État seychellois est excédentaire, les dépenses publiques ayant été sévèrement réduites lors des différentes réformes économiques.

Les rentrées budgétaires pour 2008 étaient de l'ordre de 2, 549 Milliards de SCR, dont la plus grande partie provenait des taxes à l'importation et à la consommation (notamment la General Sales Tax introduite en 2002). Les rentrées fiscales liées aux différents accords de pêche se trouvent sous la rubrique "fees and fines" et représentaient 116 M SCR en 2005, 166 M SCR en 2006, 166 M SCR en 2007 et 133 M SCR en 2008. Cette rubrique inclut également les recettes levées par la Seychelles Licensing Authority pour l'attribution de licences commerciales (hôtels, commerces, ...).

Concernant la gestion des taux de change, les Seychelles ont adopté un régime de contrôle des taux de change depuis l'accession de l'île à l'indépendance malgré des ajustements intermittents. De plus, au cours des dernières années, la roupie était tarifée différemment par rapport au dollar américain et à l'euro. Cette pratique contrevenait aux statuts du FMI. Mais il faut noter surtout que cette politique s'est traduite par une distorsion de change et des pénuries de devises. Les autorités ont procédé à un ajustement du taux de change en octobre 2006 et encore une fois en octobre 2007 au moment où le taux de change a été fixé à 8 SCR pour un dollar. En dépit de ces ajustements, le marché parallèle a continué d'opérer, offrant une prime d'environ 30 à 40 %. Le 1er novembre 2008, sous la pression du FMI, le gouvernement a changé radicalement d'approche en laissant flotter sa monnaie et en assurant la libre convertibilité.

**Tableau 6 : Évolution des taux de change de la SCR. Source : CBS**

	2005	2006	2007	2008	2009
Euro	7,17265	6,71099	7,96658	12,26668	21,36457
US Dollar	5,56384	5,49384	6,71153	9,35659	14,06899

### 3.3 La dette extérieure

Le rapide accroissement de la dette et son niveau au regard du PIB sont une des principales préoccupations des autorités nationales et du FMI. L'endettement, par le biais de prêts à des taux commerciaux, a servi essentiellement à financer des dépenses de fonctionnement. La dette publique est passée de 1,090 Mds USD en 2001 à 1,435 Mds USD en 2007 et s'est établie à 1,496 milliard en 2008 selon les estimations. (Source BAD 2009). Même si quelques variations ont été enregistrées concernant le rapport de la dette au PIB, celui-ci est invariablement proche ou supérieur de 150 % du PIB.

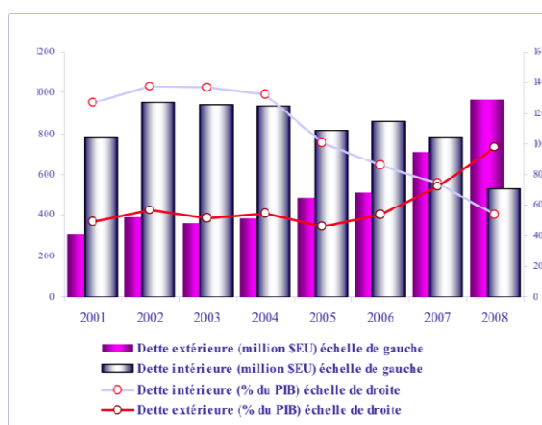


Figure 3 : Dette publique intérieure et extérieure des Seychelles. Source : BAD

Dans le cadre d'un nouvel appel au FMI à la fin de 2008, la dette extérieure seychelloise a été restructurée tant pour sa partie publique dans le cadre du Club de Paris que dans sa partie privée. Dans l'ensemble, les Seychelles ont obtenu un allègement très significatif (45 %) de la charge de la dette par le biais d'un effacement partiel de celle-ci (« *write-off* ») et d'une restructuration du solde.

## 3.4 L'emploi

Le nombre d'emploi aux Seychelles, calculé à partir du nombre de personnes immatriculées au régime de sécurité social, est de 40 822 en moyenne sur 2003. Avec un taux de chômage de 1 % en 2008, les Seychelles sont en situation de plein-emploi.

Tableau 7 : Nombre d'emplois et taux de chômage 2004-2008. Source : CBS et NBS

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Total emplois	32 780	34 542	38 826	41 823	40 822	42 612
Secteur privé	16 944	18 595	20 017	22 008	24 024	26 377
Parapublic	5 545	5 931	6 036	6 167	5 673	4 939
Administration	10 293	10 015	12 773	13 648	10 945	9 284
Taux de chômage	3,5 %	3,6 %	2,6 %	1,9 %	1,0 %	1,0 %

Il convient de relever le nombre croissant d'emplois du secteur privé et la forte décroissance des emplois publics et parapublics suite à la mise en place des réformes économiques.

## 3.5 Le commerce extérieur

### 3.5.1 Données générales

D'après les données de la Banque Centrale des Seychelles, le commerce extérieur des Seychelles est déficitaire. Compte tenu de la faiblesse des exportations qui reposent à près de 90 % sur les conserves de poisson et l'importance des importations de toutes sortes de biens, dont des biens de consommation courante qui ne peuvent être produits aux Seychelles, ce déficit peut être qualifié de structurel. D'après la série de données disponible, le taux de couverture n'a fait que se détériorer depuis 2004 pour atteindre 21 % en 2008.

**Tableau 8 : Commerce extérieur (en millions de SCR) des Seychelles. Source : CBOS**

	2004		2005		2006		2007		2008	
<b>EXPORTATIONS</b>										
Cannelle	0,5	0,05 %	0,5	0,04 %	0,8	0,07 %	0,5	0,04 %	0,7	0,03 %
Poisson congelé et poisson frais	13,1	1,19 %	16,5	1,42 %	14,5	1,19 %	12,9	0,96 %	29,0	1,33 %
Conserves de thon	923,2	84,13%	969,6	83,22%	1031,4	84,85%	1231,2	91,41%	2038,7	93,19%
Autres poissons transformés	8,3	0,76 %	10,2	0,88 %	3,1	0,26 %	6,5	0,48 %	9,3	0,43 %
Crustacés	42,7	3,89 %	31,8	2,73 %	46,1	3,79 %	15,4	1,14 %	23,0	1,05 %
Autres	109,4	9,97 %	136,4	11,71 %	119,7	9,85 %	80,4	5,97 %	87,1	3,98%
<b>Total</b>	<b>1 097,3</b>		<b>1 165,1</b>		<b>1 215,5</b>		<b>1 346,9</b>		<b>2 187,7</b>	
<b>IMPORTATIONS</b>										
Bien alimentaires, bétails sur pieds et huile végétale	740,3	26,73%	808,8	21,03%	1004,6	23,83%	1227,1	21,23%	2618,3	25,48%
Boissons et tabac	35,4	1,28 %	45,9	1,19 %	60,4	1,43 %	76,5	1,32 %	175,5	1,71 %
Combustibles	718,6	25,95%	872,4	22,68%	1113,8	26,42%	1439,0	24,90%	3182,8	30,97%
Produits chimiques	198,5	7,17 %	238,4	6,20 %	191,8	4,55 %	253,2	4,38%	352,5	3,43%
Produits manufacturés	560,6	20,24%	661,0	17,19%	944,8	22,41%	1166,2	20,18%	1608,4	15,65%
Machines et moyens de transport	440,0	15,89%	1045,2	27,18%	814,5	19,32%	1509,1	26,11%	2163,6	21,06%
Autres	38,4	1,39 %	174,4	4,53 %	86,3	2,05 %	108,5	1,88 %	174,6	1,70 %
<b>Total</b>	<b>2 769,3</b>		<b>3 846,0</b>		<b>4 216,2</b>		<b>5 779,6</b>		<b>10 275,7</b>	
<b>TAUX DE COUVERTURE</b>	<b>39,6 %</b>		<b>30,2 %</b>		<b>28,8</b>		<b>23,3 %</b>		<b>21,2 %</b>	

Les informations fournies par la banque centrale ne semblent pas intégrer le thon congelé fourni à la conserverie IOT.

La forte dégradation des importations constatée en 2008 provient de l'augmentation du prix des produits pétroliers conjuguée avec la dépréciation de la roupie à compter de novembre 2008.

### 3.6 Commerce extérieur des produits de la pêche

Les exportations seychelloises de produits de la pêche (**Tableau 9**) ont atteint une valeur dépassant le milliard de roupies en 2006. Ce montant représentait en 2007, 96 % des exportations totales du pays. La conserve de thon produite par IOT constitue l'essentiel de ce flux d'exportation.

**Tableau 9 : Exportations de produits de la pêche à partir des Seychelles (Source : SFA) (en M SCR)**

	2004	2005	2006	2007
Conserves de thon	923,2	969,6	1 030,4	1 231,2
Poisson frais et congelé	13,1	16,0	16,5	13,9
Autres poisson transformé	8,3	10,2	3,2	6,5
Farine de poisson	15,8	26,7	25,1	29,6
Crevettes congelées	42,7	31,8	23,7	12,9
Total produits de la mer	1 003,1	1 054,3	1 098,9	1 294,1
Exportations totales	1 097,3	1 165,1	1 215,5	1 346,9
% Exportations nationales	91 %	90 %	90 %	96 %

La production de IOT domine largement les exportations de produits de la mer vers le marché européen. Elle est essentiellement destinée au marché européen sous les marques John West (Royaume Uni), Petit Navire (France) et Mareblu (Italie). L'activité d'exportation de thon congelé est significative. Il s'agit d'exportation de thon pêché par les thoniers congélateurs sous pavillon seychellois et exportés sur l'Espagne. On peut noter l'effondrement des exportations de crevettes en 2009 après l'arrêt de la ferme de Coetivy fin 2008 et l'exportation des derniers stocks en 2009 .

**Tableau 10 : Exportations de produits de la mer des Seychelles vers l'UE (Source : Eurostat) (en k €)**

1 000 €	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2005-2009	Moyenne 05-09 en %	2009 en %
Thon en conserve	147 578	161 991	140 037	151 475	157 632	151 743	85 %	90 %
Thon congelé	42 652	30 242	15 014	11 303	15 168	22 876	13 %	9 %
Filets de poisson frais ou réfrigérés	1 364	957	887	743	864	963	1 %	0 %
Poissons entier frais ou réfrigéré	1 171	1 107	942	697	850	953	1 %	0 %
Crevettes	5 491	4 494	2 343	1 980	165	2 895	2 %	0 %
Autres	662	19	0	0	3	137	0	0
Total	198 920	198 810	159 223	166 197	174 682	179 566	100%	100%

Comme le montre le **Tableau 11**, les Seychelles voient le tonnage de leurs exportations de conserves de thon baisser depuis 2006, passant de 60 832 tonnes à 42 287 tonnes en 2009. Cette baisse peut être corrélée avec la baisse des apports de thons aux Seychelles ces mêmes années. Les Seychelles, sur la période considérée, représente 12 % du tonnage de conserves de thon importées dans l'UE à 27 membres et 14 % en valeur.

**Tableau 11: origine des importations européennes (UE 27) de conserves de thon 2005 – 2009. Source : Eurostat**

1 000 euros	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2005-2009	Moyenne 05-09 en %	2009 en %
Ecuador	138 636	153 449	195 780	290 130	176 298	190 859	18 %	16 %
Seychelles	145 812	161 991	138 741	148 967	157 632	150 629	14 %	15 %
Thailand	126 209	165 696	152 768	173 803	155 776	154 850	15 %	15 %
Philippines	67 351	81 183	95 499	127 211	118 484	97 946	9 %	11 %
Ivory Coast	82 505	88 021	112 785	120 870	106 347	102 106	10 %	10 %
Mauritius	70 670	93 379	104 764	127 482	104 027	100 064	10 %	10 %
Ghana	61 672	60 236	69 899	86 844	81 294	71 989	7 %	8 %
Colombia	30 965	25 591	33 872	56 740	41 172	37 668	4 %	4 %
Papua N.G.	37 521	26 348	34 961	27 672	35 120	32 324	3 %	3 %
Indonesie	17 806	12 261	17 328	18 383	24 439	18 044	2 %	2 %
Madagascar	40 055	37 352	31 495	21 599	23 198	30 740	3 %	2 %
Vietnam	4 684	9 823	12 922	17 004	15 396	11 966	1 %	1 %
El Salvador	139	125	3 099	7 390	8 313	3 813	0 %	1 %
Maldives	12 299	8 581	8 966	4 528	5 375	7 950	1 %	1 %
Morocco	5 811	13 616	9 000	6 655	5 147	8 046	1 %	0 %
Senegal	18 951	6 731	7 166	5 653	4 896	8 679	1 %	0 %
Costa Rica	5 635	2 052	1 215	1 537	1 605	2 409	0 %	0 %
China	71	308	562	1 141	1 331	682	0 %	0 %
Autres	9 695	20 379	29 799	16 091	3 640	15 961	2 %	0 %
Total	876 487	967 123	1 060 620	1 259 700	1 069 689	1 046 724		
Tonnes	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2005-2009	Moyenne 05-09 en %	2009 en %
Ecuador	62 452	63 227	75 860	93 631	63 713	71 777	18 %	17 %
Thailand	62 016	79 896	68 026	64 320	62 937	67 439	16 %	17 %
Philippines	39 632	45 794	51 874	54 449	54 087	49 167	12 %	14 %
Seychelles	57 297	60 832	47 670	42 788	42 287	50 175	12 %	11 %
Mauritius	31 004	37 872	40 599	37 895	35 436	36 561	9 %	9 %
Ivory Coast	30 842	31 912	37 072	37 745	31 471	33 808	8 %	8 %
Ghana	29 298	25 733	26 660	29 432	26 471	27 519	7 %	7 %
Papua N.G.	18 217	12 718	16 299	8 739	14 566	14 108	3 %	4 %
Colombia	11 553	8 833	11 914	17 859	12 746	12 581	3 %	3 %
Indonesie	12 078	8 052	10 893	9 822	11 074	10 384	3 %	3 %
Vietnam	2 966	6 075	7 862	8 298	7 620	6 564	2 %	2 %
Madagascar	19 790	17 648	13 072	7 218	7 336	13 013	3 %	2 %
El Salvador	26	26	604	1 774	2 224	931	0 %	1 %
Maldives	6 686	3 942	3 925	1 810	1 878	3 648	1 %	0 %
Senegal	7 360	2 737	2 704	1 810	1 599	3 242	1 %	0 %
Morocco	1 605	3 658	2 112	1 507	925	1 961	0 %	0 %
China	38	210	347	718	602	383	0 %	0 %
Costa Rica	1 905	322	176	205	195	560	0 %	0 %
Autres	4 086	7 186	8 876	4 572	1 091	5 162	1 %	0 %
EXTRA-EU	398 852	416 673	426 543	424 592	378 254	408 983		

Les importations de produits de la pêche aux Seychelles sont dominées par les poissons congelés. Cette rubrique intègre essentiellement les thons débarqués aux Seychelles (99 % des importations) par les flottilles étrangères et transformés par la conserverie.

**Tableau 12 : Importations de produits de la mer aux Seychelles (Source : SFA)**

	2005		2006	
	Poids (T)	Valeur ('000 SCR)	Poids (T)	Valeur ('000 SCR)
Poissons frais ou réfrigérés	0,09	10,00	0,22	14,82
Poissons congelés	87 281,03	422 511,22	91 929,53	517 548,00
Filets et chairs de poissons	0,44	19,69	0,50	35,56
Poissons séchés, salés, en saumure	21,42	170,60	46,21	1 434,38
Mollusques et crustacés	131,86	5 197,24	159,20	7 425,88
Autres	29,01	628,71	7,01	303,14

Globalement, les statistiques du commerce extérieur indiquent que la balance commerciale des produits de la mer est très largement positive.

## 4 POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Le Gouvernement des Seychelles, conscient que la beauté de ses sites constitue l'une des facteurs majeurs de l'attractivité touristique du pays, a mis en place une véritable politique de l'environnement.

Celle-ci vise à répondre aux défis suivants :

- la préservation des récifs de corail
- la réduction de la pression foncière exercée par le développement touristique
- la protection et l'expansion des zones de captage des eaux
- le maintien des niveaux élevés de biodiversité endémique dans les aires boisées
- la biosécurité
- la réalisation d'investissements garantissant une protection contre les aléas climatiques.

Cela s'est traduit par l'adoption d'un plan de gestion de l'environnement (*Environment Management Plan of Seychelles – EMPS*) pour la période 2000-2010 qui regroupe plusieurs priorités thématiques.

**Tableau 13 : Principaux thèmes et actions de l'EMPS (Source : ministère de l'environnement)**

Domaine thématique	Principales actions
Société, Population et Santé (et questions de genre)	Meilleure compréhension des interactions population - environnement et mise en place de modes de gestion de celles-ci.
Utilisation des terres, zones côtières et urbanisation	Renforcement des capacités institutionnelles de gestion, participation communautaire
Biodiversité, Forêts et Agriculture	Protection et conservation des forêts, protection de la biodiversité, parcs nationaux
Énergie et transports	Amélioration des transports publics, réseau routier, gestion du trafic
Pêche et ressources marines	Gestion de l'environnement côtier, aires marines protégées, gestion des pêcheries côtières et hauturières
Eau, épuration et déchets	Gestion des déchets solides, épuration des eaux usées
Tourisme et sites naturels	Développement de l'écotourisme, impact environnemental du tourisme
Économie de l'Environnement et gestion financière	Renforcement des capacités institutionnelles, campagnes de sensibilisation
Aspects institutionnels et législatifs	Mise à jour du cadre réglementaire, renforcement institutionnel
Commerce, Industrie et Production	Gestion durable des ressources, gestion environnementale des industries, promotion d'industries non polluantes

Le pays est par ailleurs, signataire d'un nombre important de conventions internationales ayant des implications environnementales.

**Tableau 14 : Conventions internationales ayant trait à l'environnement signées et ratifiées par les Seychelles (Source : ministère de l'environnement)**

	signée	ratifiée
UN convention on biological diversity	1992	1992
Cartagena protocol for biosafety	2001	
UN convention on desertification	1994	1997
UN framework convention on climate change/Kyoto protocol	1992	1992
Convention on international trade in endangered species of wild fauna and flora		1977
Convention on migratory species	2005	2005
Protocol concerning wild flora and fauna in eastern africa		
Montreal protocol on substances that depletes the ozone layer	1993	
Stockholm convention on persistent organic pollution substances	2002	
Basel convention on the control of trans-boundary movement of hazardous wastes and their disposal	1993	
International plant protection convention	1996	
RAMSAR convention	2004	
UN Law of the sea	1982	1991

Le pays dispose d'un réseau très dense d'aires protégées, terrestres et marines.

## 5 LES CONDITIONS POUR L'INVESTISSEMENT PRIVE

Les réformes économiques initiées par le FMI (stabilité macroéconomique et croissance durable) visent à réduire le rôle de l'État dans l'activité économique et à renforcer les capacités du secteur privé à générer de la croissance en créant des conditions propices à l'investissement privé. Le gouvernement a donc concentré ses efforts sur la création d'un environnement favorable à la participation du secteur privé à l'activité économique. Malgré tout, dans le rapport 2009 de la Banque Mondiale sur la facilité à faire des affaires, les Seychelles n'occupent que la 104ème place sur 181 pays.

Tableau 15 : Cadre réglementaire du climat de l'investissement aux Seychelles (Source : BAD)

**Cadre réglementaire du climat de l'investissement**

Domaine	Changements	Autres changements nécessaires
<b>Libéralisation de la politique de change</b>	Avant la transformation de la roupie en devise flottante, l'État et les entreprises étaient préoccupées par les procédures administratives mises en place pour contrôler et attribuer les devises, notamment les plafonds de rétention des devises et les contrôles des prix sur les produits de première nécessité importés. Aucune de ces procédures n'est actuellement en place, ce qui constitue une nette amélioration de l'environnement des affaires, qui permet à l'État et aux entreprises d'économiser énormément de temps, de ressources et de coûts directs et d'abolir les distorsions du marché.	
<b>Suppression des droits de douane, des permis d'exportation et de la plupart des permis</b>	Les droits de douane sur les importations ont été diminués, passant d'un droit d'importation moyen appliqué de 28,3 % (sur tous les produits) en 2005 à 8,95 % en 2007. Tous les permis requis pour l'exportation de produits ont été abolis. La liste des produits nécessitant un permis d'importation avant dédouanement a été réduite. Enfin, les procédures de dédouanement ont été modernisées avec la mise en place d'un logiciel plus adapté et plus compatible.	En dépit de ces améliorations, une réforme demeure nécessaire, notamment en ce qui concerne la publication de la nouvelle Loi sur la gestion des douanes et du nouveau Code de systèmes harmonisés. Les taux moyens des droits de douane restent élevés, alors que les entreprises présentes dans certains secteurs se voient accorder des exonérations ou des réductions substantielles des droits d'importation.
<b>Démantèlement de la structure publique de commercialisation, la SMB, abolition des droits exclusifs et suppression des contrôles sur les prix</b>	L'office de commercialisation des Seychelles (Seychelles Marketing Board (SMB)) avait par le passé le droit exclusif d'importer une longue liste de produits de première nécessité et de les offrir à des prix déterminés. Tous les contrôles sur les prix ont été à présent supprimés ; toutefois, la structure qui a succédé au SMB, la Seychelles Trading Corporation (STC), est toujours un des principaux importateurs des produits les plus essentiels. La suppression des contrôles sur les prix a été décidée parallèlement au démantèlement de l'Office de commercialisation des Seychelles (SMB), qui a été éclaté en cinq entreprises (dont quatre sont à présent privatisées).	La branche de la SMB spécialisée dans le négoce, la société nouvellement constituée sous le nom de STC, est toujours détenue par l'État. Toutefois, la STC ne jouit plus d'aucun privilège.
<b>Incitations fiscales non discrétionnaires</b>	Les pouvoirs publics ont rationalisé les incitations fiscales dans les deux principaux secteurs de l'économie que sont le tourisme et la pêche en abolissant l'ancien régime des incitations (par la négociation d'accords d'investissement individuels avec des investisseurs) avec la Loi de 2008 (sur les incitations) au secteur touristique et la Loi de 2005 (sur les incitations) au secteur agricole et de la pêche. Ces deux textes de loi introduisent notamment un ensemble défini d'incitations fiscales, sous réserve de la présentation d'un certificat y donnant droit.	Même si ce nouvel ensemble d'incitations crée les conditions d'une concurrence plus équitable aussi bien pour les investisseurs locaux que pour les investisseurs étrangers, les anciens accords d'investissement (relevant de la Loi sur les investissements de 1991) ont besoin d'être réexaminés et renégociés le cas échéant. Autrement, ils continueront de fausser le fonctionnement du marché. En outre, le nouveau système d'incitations a été critiqué pour sa trop grande complexité, en grande partie en raison de la lourdeur du système d'imposition (qui est un facteur susceptible de décourager l'investissement).
<b>Adoption d'une législation et d'une institution de promotion de l'investissement</b>	En 2005, un nouveau Code des investissements a été adopté. Trois facteurs ont été introduits, à savoir : i) l'abolition des incitations accordées dans le cadre de l'ancienne Loi sur la promotion des investissements, ii) la création de l'Office seychellois pour la promotion des investissements (Seychelles Investment Promotion Board (SIB)) et iii) l'instauration d'un nouvel Agrément des investissements accordé aux investisseurs étrangers et aux investisseurs nationaux d'une certaine envergure. La révision de cette loi a déjà débuté, avec la participation de représentants du secteur privé.	Bien que le Code des investissements de 2005 améliore considérablement la Loi de 1991, le Code demeure restrictif, imprécis sous certains aspects et bureaucratique. À titre d'exemple, la liste des domaines frappés de restrictions et des domaines stratégiques est longue et limite la concurrence. Plusieurs des activités figurant sur la liste pourraient attirer des investisseurs étrangers et attirer des nouveaux et des savoir-faire capitaux dans l'économie. En outre, le Code ne contient aucune disposition relative au dispositif institutionnel, à la mission et à la fonction de la SIB, ainsi qu'au rôle du secteur privé.

Domaine	Changements	Autres changements nécessaires
<b>Le régime de délivrance des permis d'exploitation</b>	Avant 2005, le régime de délivrance de permis d'exploitation était dicté par un souci de contrôle (le secteur privé contrôlé dans tous les aspects de son activité) et dont un des principaux objectifs, tel qu'énoncé dans une Loi (obsolète) sur la délivrance de permis d'exploitation, était de générer des recettes. En outre, le Service de délivrance de permis d'exploitation (Seychelles Licensing Authority (SLA)) ne faisait pas l'objet d'une supervision indépendante, laissant ainsi les décisions à l'entière discrétion des responsables du SLA. Depuis 2005, plusieurs actions ont été entreprises pour améliorer le régime de délivrance des permis d'exploitation, à savoir notamment, que : i) certaines activités sont retirées de la liste des activités autorisées, ii) la durée des procédures est raccourcie, et iii) les permis ne sont pas utilisés pour suivre et contrôler les sorties de devises et pour exercer des contrôles sur les prix.	Bien qu'il y ait eu quelques améliorations, la situation n'est toujours pas très satisfaisante en ce qui concerne la délivrance des permis d'exploitation. Une longue liste d'activités reste encore à autoriser et la Loi sur les permis de 2005 favorise toujours une approche fourre-tout et offre un certain degré de discrétion dans la délivrance, le renouvellement et le retrait des permis. Une nouvelle Loi sur la délivrance des permis est en préparation en consultation avec le secteur privé. Cette législation devrait être soumise à l'Assemblée nationale d'ici au milieu de l'année 2009.
<b>Règlements relatifs à la main-d'œuvre étrangère</b>	Le gouvernement reconnaît que le pays a besoin d'une certaine quantité de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée et des actions sont en cours en vue d'élaborer une nouvelle série de directives pour l'importation de travailleurs étrangers.	La politique du permis de travail semble être dictée par le souci de générer des devises et non par des objectifs de développement. Les entreprises ayant la capacité d'attirer des devises bénéficient d'un quota. L'employeur n'a pas à démontrer si des employés locaux sont disponibles pour occuper le poste visé et aucune exigence de compétence n'est appliquée. En conséquence, les secteurs bénéficiant de quotas tels que les hôtels engagent souvent de la main-d'œuvre bon marché. En dehors du quota, il est très difficile et coûteux d'obtenir un permis de travail pour un employé étranger, si qualifiée ou nécessaire que puisse être la personne concernée. Ceci rend prohibitif l'emploi d'étrangers pour les entreprises qui ne génèrent pas de devises et pour les entreprises de taille moyenne (comme, par exemple, l'agro-alimentaire).
<b>Fiscalité générale des entreprises</b>	Des progrès modestes dans l'amélioration du régime d'imposition, dans le but d'accroître la compétitivité des entreprises seychelloises, ont été accomplis grâce à l'instauration d'un taux d'imposition unique sur les entreprises, l'élimination des abattements fiscaux de nature discrétionnaire et la réduction de la contribution patronale à la caisse de sécurité sociale de 40 % à 20 %.	Le régime général d'imposition présente encore de nombreuses insuffisances. Par exemple, les lois fiscales favorisent ouvertement certains secteurs et sous-secteurs par rapport à d'autres. Les entreprises qui exportent ou autrement génèrent des recettes en devises bénéficient d'un ensemble de concessions, d'abattements et d'autres formes de traitement préférentiel dont ne bénéficient pas les entreprises non exportatrices. En outre, certaines entreprises ou activités économiques sont exonérées du paiement des cotisations à la caisse de sécurité sociale.  Le gouvernement est conscient de la nécessité de moderniser son régime fiscal et a sollicité l'aide des bailleurs de fonds à cet effet. Un examen de la politique fiscale est actuellement en cours avec le concours du FMI.

## 6 INTÉGRATION RÉGIONALE

Les Seychelles sont membres de trois organisations régionales : la Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), la Commission de l'Océan Indien (COI) et la Southern African Development Community (SADC).

La COMESA est d'après son traité fondateur, une association d'Etats souverains qui ont accepté de coopérer pour le développement de leurs ressources naturelles et humaines. Le principal objectif de la COMESA est le renforcement de l'intégrité économique régionale par la création d'une zone régionale de libre-échange. Elle associe les 19 pays membres suivants : Burundi, Comores, République Démocratique du Congo, Djibouti, Egypte, Eritrée, Ethiopie, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Maurice, Rwanda, Seychelles, Soudan et Swaziland. La Tanzanie et la Somalie, deux pays régionalement importants pour le domaine de la pêche, ne sont pas membres de la COMESA.

La Commission de l'Océan Indien est une organisation qui regroupe quatre États ACP (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles) et une région ultra-périphérique européenne (La Réunion). Créée en janvier 1984 par l'accord Général de Coopération de Victoria, la COI regroupait initialement Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle compte parmi ses membres, depuis janvier 1986, l'actuelle Union des Comores et la France agissant pour le compte de la Réunion. L'Accord Général de Victoria définit d'une manière très large les domaines de coopération :

- la coopération diplomatique ;
- la coopération économique et commerciale ;
- la coopération dans le domaine de l'agriculture, de la pêche maritime et de la conservation des ressources et des écosystèmes ;
- la coopération dans les domaines culturel, scientifique, technique, de l'éducation et en matière de justice.

Les pays de l'Afrique de l'Est et du Sud (ESA)<sup>7</sup> membres des organisations régionales concernées (COI, COMESA, East-African Community (EAC), IGAD (Intergovernmental Authority on Development) ont décidé en 2002 de mettre en œuvre un Comité Inter-régional de Coordination (CIRC) dont le siège est à Lusaka, Zambie, dans les bâtiments de la COMESA. Le CIRC sert de cadre de dialogue entre les organisations régionales et l'UE pour la mise en œuvre, le suivi, la revue et l'évaluation du PIR. Le mandant du CIRC inclut la préparation des accords de partenariats économiques (APE) prévus dans l'accord de Cotonou. Le CIRC sert de cadre de dialogue entre les organisations régionales et l'UE qui en est également membre.

Le CIRC ne fait pas partie de la structure formelle entérinée pour la négociation. La préparation par la région aux négociations des APE se fait au sein du Regional Negotiating Forum (RNF). Une des priorités que la région envisage de proposer dans la négociation est d'avoir un cadre commun pour les accords de pêche dans la région.

Les Seychelles, dans le cadre de l'ESA, ont paraphé un EPA intérimaire le 28 novembre 2007. Cet accord a été signé le 29 août 2009. L'accord offre au pays signataire de l'accord un accès immédiat et sans restriction aux marchés de l'UE. En contrepartie, les pays de l'ESA ouvriront progressivement leurs marchés au cours des quinze prochaines années.

---

<sup>7</sup> Le Burundi, les Comores, Djibouti, la République démocratique du Congo, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe

## 7 L'AIDE EXTERIEURE

### 7.1 Le Fonds Européen de Développement

L'UE constitue la principale source d'aide extérieure pour les Seychelles. Au titre de son statut de pays ACP, les Seychelles bénéficient des programmes du Fonds Européen de Développement (FED) ciblés sur le pays lui-même, la région, ou tous les états ACP.

#### Le FED Seychelles

Le **Tableau 16** résume les engagements aux titres des 9 et 10 ème FED.

**Tableau 16: Engagements au titre des 9ème et 10ème FED (Source : DG Dev )**

	Action	Allocations initiales
9ème FED	Enveloppe A	3,9
	Enveloppe B	0,8
10ème FED	Enveloppe A	5,9
	dont Environnement/Eau/Assainissement	5,0
	dont Gouvernance et renforcement institutionnel	0,9
	Enveloppe B	0,4

Les 9ème et 10ème FED ont été centrés sur l'environnement

#### Le FED régional

Au titre du 9ème FED, les Seychelles ont bénéficié de 3 grands projets :

Le PROGECO (programme régional de gestion durable des zones côtières des pays de l'océan indien)

Il s'agit d'un projet régional<sup>8</sup> touchant à des domaines aussi variés que le suivi et la protection des zones sensibles (mangroves, coraux...), la prévention des nuisances (rejets urbains et agricoles, extraction de matériaux), le développement durable de la pêche artisanale, l'aquaculture responsable, l'éducation environnementale, la signalétique des lieux de mémoire etc. Le projet, d'une durée de 5 ans (2006 – 2011) est doté d'un budget de 18 M€ par la Commission européenne (financement 9ème FED régional) à travers la COI. L'unité de coordination est située à Maurice.

#### Le programme de marquage des thonidés

La Commission européenne, au travers du 9ème FED régional, a financé à travers la CTOI et plusieurs instituts de recherche un vaste programme d'étude des migrations de thonidés par marquage. Doté d'un budget de 14 M€ pour la période 2005-2009 ce programme a permis de mieux connaître le comportement de la ressource thonière au bénéfice d'une meilleure gestion.

#### Le projet pilote régional de SCS des grands pélagiques migrateurs dans le sud-ouest de l'océan indien

Un projet pilote de Suivi, Contrôle et Surveillance (SCS) des activités de pêche à l'échelon régional a démarré en 2005 pour une durée de 4 années. Il a couvert les 5 états insulaires de la COI sur financement du 9ème FED. Son but était de sécuriser et assurer le développement durable des pêcheries pélagiques industrielles et semi-industrielles et de prévenir la pêche INN.

Le programme s'est focalisé sur :

- la mise en place d'un réseau régional de VMS constitué de FMC régionaux. Le CNCSP comorien a été financé sur ce projet, les autres pays en étant déjà pourvus.
- Une mise à niveau et une harmonisation des législations « pêche » des pays membres de la COI ;

<sup>8</sup> Madagascar, Seychelles, Maurice, Comores, Kenya, Tanzanie. L'Afrique du Sud et la France (La Réunion) s'intègrent à ce programme sur fonds propres.

- des actions de formation des personnes habilitées à réaliser des actions de contrôle, notamment au port (inspecteurs);
- la mise en œuvre de protocole commun d'inspection dans les ports des états membres de la CTOI des navires thoniers étrangers.

Le Southwest Indian Ocean Fisheries Programme (SWIOFP) est une vaste initiative régionale financée par la Banque Mondiale à travers le GEF. Elle concerne les 4 pays côtiers (Kenya ; Tanzanie ; Mozambique ; Afrique du Sud) et les 5 pays insulaires du sud-ouest de l'océan indien dont les Seychelles. L'objectif de ce programme est de promouvoir la recherche et la coopération entre les pays participants, de manière à contribuer à établir un cadre de gestion durable des ressources exploitées de la région. Le soutien à la recherche est un des axes forts de ce programme. Le chef du service « pêche » de la DNRH des Comores est coordinateur régional de la composante 1 du SWIOFP.

Le 10ème FED régional (ESA-IO) est centré sur 2 aspects principaux :

- l'intégration économique régionale et les infrastructures ;
- la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et de la sécurité alimentaire.

### **Le FED tous ACP**

#### Le projet de renforcement de la qualité des produits de la pêche (SFP)<sup>9</sup>

Ce vaste projet désormais dans sa deuxième phase couvre en principe l'ensemble des 63 pays ACP et PTOM. Il est financé principalement par la Commission européenne. Il a pour but d'aider ces pays à atteindre le standard exigé par l'UE en matière de traitement des produits de la pêche, leur permettant d'être agréés pour exporter vers l'Europe. Selon les besoins, l'aide peut concerner la mise en conformité :

- de la législation nationale en matière d'hygiène des produits de la pêche;
- de l'autorité compétente en charge des contrôles et certifications;
- des laboratoires retenus pour les analyses bactériologiques et physico-chimiques, y compris métaux lourds et micropolluants du milieu marin ;
- des infrastructures de débarquement, de manutention et d'avitaillement (eau ; glace);
- des navires de pêche ;
- des établissements de traitement et de stockage ;
- des contenants des produits de la pêche.

L'aide peut être accordée sous forme de dons de matériels, de conseil ou de formation. Elle s'adresse en tant que de besoin au personnel de l'administration et aussi aux opérateurs économiques, surtout s'ils sont peu nombreux dans un pays donné. Ce programme intervient sur la base de requêtes adressée par les bénéficiaires potentiels au secrétariat du projet. La FIQCU a bénéficié de projet.

Les Seychelles sont également éligibles au projet « Renforcement de la gestion des pêches dans les pays ACP » (ACP Fish II)

Financé par le 9ème FED à hauteur de 30 M€, ce projet est conçu pour améliorer la gestion des pêcheries dans les pays ACP et renforcer la coopération régionale pour la gestion des stocks partagés par l'intermédiaire de 5 objectifs spécifiques :

- amélioration des politiques des pêches et des plans de gestion aux niveaux régional et national
- renforcement du contrôle et l'exécution des capacités
- renforcement des stratégies de recherche nationales et régionales
- élaboration des cadres réglementaire et économique propice à l'investissement du secteur privé
- augmentation du partage des connaissances sur la gestion des pêches et du commerce au niveau régional

Les Seychelles sont rattachées à l'unité de facilitation régionale (UFR/RFU) basée à Maputo (Mozambique). Le projet ACP Fish II portera une attention particulière au financement des actions éligibles aux ressources de ce projet et déjà programmées sur les ressources budgétaires de l'APP. En revanche, en tant que pays bénéficiaire d'un APP, les Seychelles sont encouragées à solliciter l'expertise de ce projet et à participer activement à sa mise en œuvre au plan régional.

---

<sup>9</sup> Strengthening fisheries products

### **Autre coopération européenne dans le secteur de la pêche**

Le plan régional de surveillance des pêches dans le sud-ouest de l'océan indien, à l'initiative de la DG MARE et en cohérence avec le plan d'action de l'UE en vue d'éradiquer la pêche INN. Ce projet courant sur la période 2007 – 2011 a été doté de 10 M€. Les pays concernés sont ceux de la COI et le coordinateur technique régional est basé à Maurice. Ce projet permet notamment la formation embarquée d'inspecteurs des pêches ainsi que la réalisation d'opérations de surveillance des pêches et de lutte contre la pêche INN dans les eaux des pays de la COI et les eaux internationales grâce à des missions régionales utilisant les moyens nautiques et aériens de Madagascar, des Seychelles et de La Réunion.

## **7.2 Les aides bilatérales**

Du fait de sa situation économique plus favorable que celles d'autres pays de la région, les Seychelles reçoivent peu d'aide de la part des grands pays donateurs dans le cadre de l'aide bilatérale. L'aide consiste le plus souvent en une aide en nature (détachement d'assistants techniques ; accueil de Seychellois dans des cycles de formation ; envoi de matériel) et très rarement en un soutien financier.

S'agissant de la France, les Seychelles ne font plus partie des zones de développement prioritaires et ne sont par conséquent plus parmi les bénéficiaires de l'aide française. Néanmoins, les Seychelles restent éligibles aux Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) régionaux. Une coopération décentralisée initiée notamment par La Réunion est active vis-à-vis des Seychelles.

La coopération bilatérale France-Seychelles (858 000€) est essentiellement centrée sur l'enseignement de la langue française ainsi que sur une coopération scientifique et un appui à la nouvelle Université des Seychelles. La coopération décentralisée est axée sur l'éducation, la formation aux métiers du tourisme et la prévention des risques naturels.

L'aide bilatérale du Japon intervient essentiellement en matière de pêche. Elle est à rapprocher de l'accord de pêche dont elle est une des composantes (« *Goods & Services component* »). En 2008, ce pays a financé un centre scientifique et technique en matière de transformation des produits de la mer. Ce centre doit notamment assurer la fabrication de préséries industrielles de produits à forte valeur ajoutée fabriqués à partir de poissons mal valorisés localement. La définition des produits et des process ont été faits par le CEVPM de Boulogne sur Mer (France). Si les tests de pré-industrialisation sont positifs, la fabrication sera proposée aux nouvelles entreprises de transformation qui doivent s'établir sur le nouveau port de pêche artisanale et semi-industrielle de Providence (Mahé) dit aussi Bloc 6. Ce projet de nouveau port, initié dans le cadre d'une coopération décentralisée entre les villes jumelées de Concarneau (France) et Victoria, a été repris et financé pour sa construction par l'aide bilatérale japonaise.

## 2ème PARTIE : ANALYSE DU SECTEUR DE LA PÊCHE

### 8 LE CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DE LA PÊCHE

#### 8.1 La politique des pêches

Le ministère en charge de la pêche et l'agriculture a publié en 2005 un document qui fixe les objectifs de la politique des pêches du pays ("*For the sustainable and responsible development of the fishing industry; the fisheries policy of Seychelles*")

Suivant la note d'introduction rédigée par le Gouvernement, la politique pour le secteur de la pêche a été développée de manière à ce qu'elle soit cohérente et compatible avec les accords internationaux que les Seychelles ont signés. L'objectif global de la politique sectorielle est « la promotion du développement durable et responsable du secteur de la pêche, et l'optimisation des bénéfices reçus de ce secteur pour les générations présentes et futures ». Le document précise que cet objectif général intègre la promotion de méthodes de gestion durables et de pratiques de pêche responsable, l'approvisionnement national en produits de la pêche, la création d'emploi, les rentrées en devises, et la protection effective de l'écosystème marin. Le Gouvernement souhaite également promouvoir l'égalité des genres. Les objectifs spécifiques sont d'après le document (repris ou résumés comme tels) :

1. La promotion de la conservation et de la gestion des ressources marines de manière à assurer la durabilité et la viabilité à long terme de l'industrie de la pêche. Le document sectoriel précise que quand les meilleures données scientifiques ne sont pas disponibles, une approche de précaution devra être adoptée.
2. La création du maximum possible d'emplois. Le secteur de la pêche devra maximiser les emplois nationaux, soit directement, soit indirectement. Le Gouvernement s'assurera également que les conditions de vie des pêcheurs et de ceux impliqués dans les activités annexes sont maintenues ou améliorées.
3. La maximisation des revenus du secteur de la pêche et activités connexes. Le Gouvernement s'assurera que le maximum possible de devises sera obtenu des exportations de produits de la pêche. Les standards de qualité seront améliorés. Les exportations de conserves de thons et d'autres produits transformés seront augmentées. La politique sectorielle précise que le Gouvernement continuera de négocier des accords de pêche avec des pays ou entrepreneurs étrangers, et s'assurera que les facilités portuaires de Victoria seront utilisées au maximum. Le Gouvernement souhaite augmenter la contribution de la pêche à la richesse nationale en augmentant les quantités produites et en créant davantage de valeur ajoutée sur les produits débarqués.
4. La promotion d'une économie intégrée. Le Gouvernement a pour objectif de créer des activités connexes et des services et de faire en sorte que les liens et effets multiplicateurs bénéficient à d'autres secteurs de l'économie (manufacturier, tourisme, agriculture). Pour cela, le Gouvernement invite les ministères et autres agences à amplifier leur coopération.
5. L'amélioration de l'approvisionnement et de la sécurité alimentaire. Le Gouvernement devra faire en sorte que le marché national soit suffisamment approvisionné, et fera la promotion de l'importance nutritionnelle du poisson dans l'alimentation.
6. La promotion de la sécurité en mer : le Gouvernement entend réduire le nombre d'accidents en proposant du matériel de sécurité à des prix abordables et en sensibilisant les marins au thème de la sécurité.

7. Maintenir le port de Victoria comme le principal port de transbordement / débarquement de l'océan indien occidental. Devant le succès de l'expansion de la pêche, le Gouvernement continuera d'investir dans les infrastructures portuaires et autres facilités en s'assurant que les services fournis sont efficaces et d'un bon rapport qualité-prix. La priorité sera donnée aux investissements qui favoriseront davantage d'escales de palangriers à Victoria.

Le document de programmation du Gouvernement décline un certain nombre d'objectifs opérationnels et de stratégies rattachées pour atteindre les objectifs spécifiques en matière de :

- recherche et développement;
- gestion des ressources;
- SCS;
- accords internationaux;
- législation nationale;
- structuration administrative;
- investissement;
- échanges;
- développement des infrastructures;
- emploi, ressources humaines et formation professionnelle.

Un nouveau document a été établi en 2006 dans le cadre d'un contrat d'assistance technique sur financement DG Mare<sup>10</sup> afin de réviser cette politique qui dorénavant s'articule autour de 5 priorités :

- l'exploitation soutenable de la ressource;
- maximisation des emplois et du bien-être social dans le secteur des pêches;
- maximisation de la valeur ajoutée issue du secteur des pêches;
- amélioration de la sécurité alimentaire et de la disponibilité en poisson à partir du secteur des pêches;
- une économie intégrée.

à partir desquelles 7 axes stratégiques (*Strategic axes*) ont été de nouveau définis :

- amélioration de la gestion des pêcheries industrielles et artisanales;
- maintien de Port Victoria comme le port majeur de l'océan indien en matière de débarquement/transbordement de thon;
- recherche appliquée soutenant la politique et la gestion des pêches;
- développement des ressources humaines et renforcement institutionnel;
- augmentation de la valeur ajoutée du secteur;
- promotion de la pêche palangrière nationale ciblant le thon et l'espadon;
- promotion de la sécurité en mer et fournir un soutien aux pêcheurs nationaux.

Ces 7 axes stratégiques sont ensuite déclinés en objectifs (*Plan objectives*).

---

<sup>10</sup> FPA Agreement Framework FISH/2003/02 Task 2 Final report FPA 23/Dey/06 Oceanic Développement-Poseidon-MegaPesca

**Tableau 17: Objectifs détaillés de la politique seychelloise pour le secteur des pêches (Source : SFA)**

Axe stratégique	Objectifs
SA 1	Conduire des opérations de contrôle (air; mer; débarquement)
	Développer des plans de gestion pour les pêcheries artisanales
	Augmenter l'utilisation du VMS pour la pêche artisanale seychelloise
	Engager et soutenir des initiatives régionales et internationales en matière de gestion des pêcheries industrielles et semi-industrielles
	S'assurer de l'effectivité du cadre législatif et réglementaire
SA2	Élaboration d'un schéma directeur (master plan) pour le développement intégré de Port Victoria (avec une priorité sur la pêche)
	Représentation de la SFA au conseil d'administration de la SPA (Seychelles Port Authority) et vice-versa
SA3	Augmenter l'effort de recherche en matière de pêche artisanale
	Augmenter l'effort de recherche sur les pêcheries de thon et d'espadon
	Augmenter et maintenir des installations de recherche de haute qualité
	Disséminer les résultats de la recherche
SA4	Formation appropriée des agents des administrations concernées
	Participation aux réunions internationales et régionales
	Recrutements appropriés de personnels
	Améliorer la formation professionnelle du secteur privé
	Améliorer les relations entre administrations et secteur privé
SA5	Améliorer les infrastructures pour la pêche industrielle et semi-industrielle
	Améliorer la qualité sanitaire et organoleptique des produits de la pêche destinés à l'export
	Réduire les coûts superfétatoires payés par le secteur privé
	Développement de nouveaux marchés
	Activité de lobbying au plan international
	Accentuer les accords de pêche et vente de licences de pêche
	Développement de l'aquaculture
SA6	Mise en œuvre d'un programme de redynamisation de la flotte de pêche semi-industrielle
SA7	Plus grande disponibilité et utilisation d'équipements de sécurité
	Dispositifs sociaux à destination des pêcheurs

Cette réflexion a débouché sur deux documents "2017 Implementation plan detailed" et "2017 Implementation plan detailed" de la SFA (non-publiés) qui détaillent et chiffrer chaque action à conduire.

## 8.2 Les institutions nationales en charge de la pêche

L'organisation politique et administrative des Seychelles fait que deux organisations sont concernées par le secteur de la pêche, le ministère de l'environnement et des ressources naturelles, ministère à part entière, et la Seychelles Fishing Authority, organisation para-étatique dotée d'un statut spécifique. Le Seychelles Bureau of Standards est concerné en tant que structure de gestion de la Fish Inspection and Quality Control Unit.

### 8.2.1 Le ministère de l'environnement, des ressources naturelles et des transports

Le ministère de l'environnement et des ressources naturelles a été créé en avril 2004. Les deux domaines, environnement et ressources naturelles, qui étaient précédemment disjoints dans deux ministères séparés, ont été regroupés dans le but de créer davantage de synergies entre les deux secteurs. Le ministère inclut logiquement deux secrétariats généraux, l'un chargé de l'environnement, l'autre chargé des ressources naturelles.

S'agissant du secrétariat général pour l'environnement, ses tâches, pour ce qui est du domaine marin, concernent la conservation du patrimoine naturel et la lutte contre la pollution. Cette autorité gère en particulier la douzaine de réserves marines qui ont été créées aux Seychelles suivant le Fisheries Reserve Act de 2000 et dans lesquelles tout type de pêche est strictement régulé. L'autorité possède des pouvoirs de police en ce domaine. Le secrétariat général pour l'environnement dispose du Centre de Recherches Marines qui effectue des travaux de recherche sur les ressources non-exploitées (coraux, aspects biodiversité). Au total, 380 fonctionnaires sont rattachés à cette direction. Le secrétariat général pour l'environnement est consulté sur tous les projets de développement qui ont un impact sur l'environnement, et en particulier pour le développement touristique et le développement des pêcheries. La législation seychelloise prévoit notamment que des études d'impact environnemental détaillées accompagnent tout projet en matière de tourisme et d'industrie.

Le secrétariat général pour les ressources naturelles intègre dans son mandat la gestion des secteurs de la pêche et de l'agriculture. Dans le domaine de la pêche, le secrétariat général limite son rôle au domaine politique comme les négociations internationales, les tâches exécutives étant dévolues à la SFA. Le secrétariat général est cependant responsable de la formation aux métiers du domaine maritime (pêche, commerce, tourisme).

## **8.2.2 La Seychelles Fisheries Authority**

### **Compétences**

La Seychelles Fisheries Authority est un établissement para-étatique doté de la personnalité juridique. La SFA a été créée en 1984 par le Seychelles Fishing Authority (establishment) Act au moment où la pêche thonière se développait à un rythme spectaculaire. Les fonctions de la SFA sont :

- la promotion, l'organisation et le développement de la pêche, des industries de la pêche, et des ressources naturelles des Seychelles;
- le soutien pour la formulation de la politique nationale dans le domaine de la pêche, des industries de la pêche, des ressources marines, et la mise en œuvre de cette politique;
- la conduite des négociations, ou l'organisation de réunions, séminaires ou discussions sur le secteur de la pêche ou la mise en œuvre des industries de la pêche que ce soit au niveau national ou international par délégation de la République;
- l'identification des besoins en formation de la force de travail seychelloise dans le domaine de la pêche et de ses industries connexes, et
- d'autres fonctions décrites dans d'autres textes législatifs.

Afin de pouvoir réaliser ses fonctions, l'acte de création de la SFA précise que l'autorité peut :

- posséder, louer ou disposer de biens matériels et immatériels;
- posséder, utiliser ou charteriser toute sorte de navire;
- créer des sociétés suivant les règles du Companies Act;
- entrer en partenariat ou en société mixte;
- agir en tant qu'agent afin de gérer toute entreprise;
- être actionnaire de toute société;
- entreprendre toute sorte d'entreprise pour, ou en relation avec :
  - la pêche ou les pêcheries;
  - la transformation, le transport, la manutention, la mise en marché ou la distribution des produits de la pêche;
  - l'exportation des produits de la pêche;
  - la vente de biens ou d'équipements utilisables pour la pêche ou toute autre activité en relation avec ses fonctions quand, suivant l'opinion de l'autorité, la conduite de cette activité est de l'intérêt de la République;
  - conduire des opérations de surveillance, en coordination avec le ministère de la Défense, des opérations de pêche se déroulant dans la ZEE ou dans les eaux adjacentes au plateau continental;
  - suivre les captures des navires de pêche;
  - entreprendre des activités de recherche et transfert de connaissance scientifiques.

### **Organisation**

La SFA est dirigée par un Conseil d'administration qui porte la responsabilité de la gestion de l'autorité et qui peut être investi des pouvoirs conférés à l'autorité. Le Conseil d'administration est composé de 5 administrateurs nommés par le Président de la République. Le Président du Conseil d'administration est nommé par le Président de la République au sein des membres du conseil.

Le Directeur de la SFA est également membre du Conseil d'administration.

**Tableau 18: Composition du Conseil d'administration de la SFA en avril 2010 (Source : SFA)**

Nom	Position
Véronique HERMINIE	Présidente
Ina HENRIETTE	Managing Director – SFA
Irène SIRAME	Secrétaire Représentant le ministère de l'environnement, des ressources naturelles et des transports
Ronald CAFRINE	Membre Représentant du ministère des Finances
Colonel André CISEAU	Membre Seychelles Port Authority
Paul HODOUL	Membre Personnalité qualifiée
Hélène CAROLUS	Membre Personnalité qualifiée

Il semble que ce Comité ne se réunisse que très rarement et que son rôle soit très réduit dans la gouvernance de l'Autorité.

L'organisation interne de la SFA a été profondément modifiée en 2006, sans modification de ses attributions. Elle est depuis cette date organisée en 4 départements :

- « Special Projects »
- « Research and Development »
- « Fisheries Management »
- « Corporate Services »

Les effectifs budgétaires s'élèvent (avril 2010) à 122 postes dont seulement 99 sont pourvus.

**Tableau 19: Dotation en personnel de la SFA (Source : SFA)**

	Nombre de postes	Vacants	Effectif réel
Secrétariat	3	0	3
Research & Development Division dont	62	12	50
- Fisheries Economic Information Unit	3	2	1
- Fisheries Development Unit	5	1	4
- Navire de recherche L'Amitié	8	0	8
- Fisheries Research Unit	12	5	7
- Statistics Unit	9	2	7
- Industrial Sampling Team <sup>11</sup>	10	0	10
- Artisanal Sampling Team	15	2	13
Fisheries Management Division dont	27	8	19
- MCS	20	6	14
- Communication & Technology	4	0	4
- Fisheries Administration	3	2	1
Special Project Division	4	0	4
Corporate Services Division	18	4	14
Autres	8	2	6
TOTAL	122	26	96

La SFA reste tributaire de la politique gouvernementale de réduction des effectifs des services étatiques et para-étatiques liée aux réformes économiques initiées sous la direction des bailleurs de fonds.

Le département « Research and Development » totalise 62 postes soit la moitié de l'effectif de la SFA. Le département « Fisheries Management » est l'autre service important de la SFA ; il totalise 27 postes budgétaires.

Cette organisation semble devoir être soumise à changement dans les prochains mois, avec notamment le rattachement du service « Fisheries Development » au département « Special Project ».

<sup>11</sup> Postes financés par IRD et IEO.

## Budget

Selon le texte créant la SFA, les ressources financière de celle-ci sont issues i) d'une dotation du budget général de l'État, ii) de revenus dérivés de ses activités commerciales, iii) d'emprunts autorisés, iv) des revenus de ses investissements, ou v) toute autre fond reçu en accord avec la loi et pour la réalisation de ses missions. Le fonctionnement ordinaire de la SFA est couvert partiellement par une dotation annuelle de l'État, sur la base d'un budget prévisionnel. Cette dotation sert essentiellement à couvrir les frais de fonctionnement et de personnel. Les ventes de produits par la SFA (essentiellement glace et carburant) sont effectuées sans marge significative et n'apportent donc aucune marge budgétaire particulière. L'essentiel des programmes d'investissement est financé par le biais de financements obtenus dans le cadre de projets sur financements internationaux et par une fraction des recettes de l'accord de pêche avec l'UE.

**Tableau 20: Budget de la SFA. (Source: ministère des Finances)**

	2008		2009		2010	
	,000 SCR	EUR	,000 SCR	EUR	,000 SCR	EUR
<b>RECETTES</b>						
Sales of fish	12	942		0		0
Sales of fish posters	13	1 020	8	443	8	558
Office rent	280	21 972	276	15 296	286	19 934
Fuel depot operation	5 919	464 464	9 000	498 780	9 315	649 256
Hire of truck	9	706	9	499	9	627
Lease of Warehouse	442	34 684	240	13 301	248	17 286
EEZ application fee	146	11 457	240	13 301	248	17 286
Sale of ice/other	566	44 414	360	19 951	373	25 998
Anse La Mouche Ice Plant	60	4 708	60	3 325	60	4 182
Registration fee	56	4 394	26	1 441	27	1 882
Retail outlets	20	1 569	60	3 325	62	4 321
Subvention from GoS	7 000	549 290	3 393	188 040	5 400	376 380
Sundry income	666	52 261	360	19 951	373	25 998
VMS Management fee	683	53 595	480	26 602	497	34 641
Observation training	499	39 157		0		0
Training room	39	3 060	16	887	16	1 115
Aquaculture concession	10	785	60	3 325	62	4 321
Inspection sea cucumber	14	1 099	36	1 995	37	2 579
Engine grease oil	0	0		0		0
Air patrol	2 276	178 598		0		0
Deletion of vessel	14	1 099	5	277	5	349
Management Fee Sea cucumber		0	3 600	199 512	3 726	259 702
Fuel incentive scheme	18 300	1 436 001	17 000	942 140	14 000	975 800
Local conference seminar	14	1 099	14	776	14	976
<b>TOTAL</b>	<b>37 038</b>	<b>2 906 372</b>	<b>35 243</b>	<b>1 953 167</b>	<b>34 766</b>	<b>2 423 190</b>
<b>DEPENSES</b>						
Wages & salaries	7 353	576 990	7 464	413 655	8 734	608 760
Goods & services of which	26 215	2 057 091	27 257	1 510 583	26 844	1 871 027
Office running costs	3 439	269 858	3 624	200 842	3 773	262 978
Repairs & maintenance	1 270	99 657	1 084	60 075	1 128	78 622
Transportation costs	1 549	121 550	3 417	189 370	3 557	247 923
Other costs	878	68 897	708	39 237	737	51 369
Specific costs	18 529	1 453 971	17 880	990 910	17 513	1 220 656
Minor capital outlays	551	43 237	544	30 148	135	9 410
<b>TOTAL</b>	<b>33 568</b>	<b>2 634 081</b>	<b>34 721</b>	<b>1 924 238</b>	<b>35 578</b>	<b>2 479 787</b>

Il convient de remarquer que ce budget ne comporte aucune recette issue de l'accord de pêche avec l'UE ou avec d'autres pays. Seules des recettes mineures perçues au titre des accords de pêche avec les pays asiatiques apparaissent; il s'agit des recettes liées à la gestion des positions VMS ("*VMS management fee*") et des frais de dossier prélevés sur les licences ("*EEZ application fee*").

Dans ce document, si l'on annule des dépenses / recettes liées au Fuel Incentive Scheme financé par l'Etat, on arrive à un total de recettes de 16 M SCR et des dépenses de 18 M SCR. Une subvention de 3 M SCR (légèrement inférieur au document budgétaire) du GoS vient compenser ce déficit. Ce document contient une ligne "*Grant (foreign)*" apparaissant en produits exceptionnels pour 68 M SCR, avec des dépenses correspondantes "*Grant expenses*" de 18 M SCR. En l'absence d'information précise de la SFA sur ces postes, on peut y voir le financement du bâtiment du centre scientifique et technique en matière de transformation des produits de la mer sur don japonais; le solde soit 50 M SCR devrait financer le solde du bâtiment en 2010 et l'acquisition des équipements<sup>12</sup>. Le poste SFA-EU est par contre à 0. Il est à noter que ce document mentionne également des recettes pour un montant de 4 M SCR au titre des amendes perçues.

Cette matrice budgétaire ne correspond pas exactement avec le budget 2009 exécuté reçu de la SFA. L'absence des disponibilités financières issues de l'accord de pêche est source d'interrogation; le faible niveau d'investissement de la SFA devrait amener celle-ci à présenter dans ses documents budgétaires des réserves financières importantes par cumul des dotations directes issues des protocoles avec l'UE.

## 8.3 La recherche

Aucun organisme national hormis la SFA n'est engagé dans la recherche halieutique. Il s'agit d'une mission qui lui est confiée par son statut.

### 8.3.1 Organisation

Le département « *Research & Development* » est chargé de réaliser l'ensemble des travaux de recherche de la SFA. Il s'appuie sur 5 personnes qui ont le statut de chercheurs. La SFA a développé des collaborations avec d'autres instituts de recherche et notamment l'IRD (France), l'IEO (Espagne) et l'IFREMER (France).

### 8.3.2 Travaux

Pour l'essentiel, les travaux conduits par les chercheurs de la SFA sont des participations à des projets internationaux de recherche.

#### ***Régional project on management of reef fish spawning aggregations***

La SFA conduit un projet régional regroupant également le Kenya (KMFRI) et la Tanzanie (IMS Zanzibar). L'accent est porté sur la définition de mesures spatiales de gestion. Le projet, prévu durer 2 ans (2009 et 2010), est financé par un don de MASMA (Marine Science for Management) accordé à WIOMSA (Western Indian Ocean Marine Science Association). Durant sa première phase, ce projet doit combler les lacunes de connaissances en matière de biologie et de comportement des espèces (*siganidae* et *serranidae*), et sur l'importance socio-économique de ces pêcheries. La seconde phase se concentrera sur les modes de gestion possible. Cette seconde phase sera conduite en collaboration avec l'IRD.

<sup>12</sup> Contrairement au port de Providence dont l'exécution a été conduite entièrement par la Coopération japonaise, cette dernière a laissé à la SFA la réalisation du centre scientifique et technique. Les études techniques ont été fournies par la Coopération japonaise.

### ***Regional project on the management implications of fisher's spatial behaviour***

En parallèle avec le précédent projet, la SFA est partenaire de ce projet également financé par WIOSMA/MASMA. Il s'agit de déterminer le comportement spatial des pêcheurs et quels sont les facteurs impactants celui-ci. (par exemple : mesures de gestion; aire marine protégée; développement littoral etc.) Ce projet regroupe les EAU, la Wild Life Conservation Society (Kenya), l'Australie et les Seychelles.

### ***Economic evaluation of coral reef goods and services***

En 2008, appuyé par la WCS, la SFA a conduit une évaluation économique des écosystèmes coralliens.

### ***Biodiversity in open ocean pelagic ecosystem***

Il s'agit d'un projet conduit par la France auquel sont associés les Seychelles, Maurice et les Maldives qui vise à étudier la biodiversité des poissons pélagiques. Le projet utilise divers sources de données (observateurs; contenus stomacaux; prélèvements sur FAD) pour réaliser une évaluation multi-indicateurs de la biodiversité.

### ***African monitoring of the environment for sustainable development (AMESD)***

Le programme AMESD, sur financement européen, vise à doter l'Afrique d'un système efficace de surveillance de l'environnement et d'aménagement du territoire qui permettra notamment d'améliorer la gestion des ressources agricoles, maritimes et fluviales. Les pays de la COI sont intégrés au programme pour le thème "Gestion marine et côtière". Il s'agit de travailler à la modélisation de données océanographiques au travers un suivi température / plancton / altimétrie. La SFA est responsable de l'enregistreur de données alloué aux Seychelles et bénéficie de formation et de dotations en équipements.

### ***Fisheries sector climate change projects / Seychelles ocean temperature network***

La SFA a finalisé le projet d'établir un réseau d'enregistrement des températures océaniques, avec des enregistreurs répartis sur tout l'archipel. Les données sont accessibles via internet et la SFA continue de gérer ce réseau qui doit être intégré dans des programmes de collectes de données océaniques plus large. Ce projet a été terminé en 2008 et les résultats publiés par UNDP.

### ***Mitigating adverse ecological impacts of open ocean fisheries (MADE)***

La SFA intervient dans le cadre du programme MADE qui vise à rechercher des méthodes de pêche plus raisonnable et durable, à réduire les prises accessoires (requin ; juvéniles d'espadon) des palangriers ; réduire les captures accidentelles (requins) des thoniers senneurs et enfin, à mieux comprendre les effets des DCP sur l'écologie des thons. Ce programme, sur financement de l'UE, associe dans l'océan indien l'IRD, l'IEO et la SFA. Ce programme en est actuellement au stade de la collecte de données et n'a donné lieu à aucune publication scientifique.

### ***Agulhas and Somali current large marine ecosystem (ASCLME) project***

Le projet ASCLME d'une durée de 5 ans est centré sur 2 grands écosystèmes marins de l'océan indien. Neuf pays sont actifs sur ce projet. En octobre et novembre 2008, deux scientifiques de la SFA ont participé à une mission multidisciplinaire à bord du navire de recherche *R/V Dr Fridtjof Nansen* pour étudier le plateau des Mascareignes et le bassin adjacent.

### ***South West Indian Ocean Fisheries Project (SWIOFP)***

La SFA est impliquée dans le projet SWIOFP. En tant que responsable de la composante IV ("évaluation et utilisation durable de la ressource pélagique"), elle doit coordonner les aspects matériels de la composante (test de nouvelles palangres; construction de FAD etc.).

### ***Mitigation of depredation in the semi-industrial longline fishery***

Entre 2006 et 2008, 3 marées ont été effectuées à bord d'un navire de pêche commercial. La première marée a permis de connaître les méthodes et pratiques de pêche et d'imaginer les moyens techniques à utiliser pour réduire l'impact de la prédation des mammifères marins. Les secondes et troisièmes marées ont permis de tester ces moyens techniques.

### ***Implementation of the Shark NPOA 2007***

La mise en œuvre du NPOA - Shark 2007 a été très lente compte tenu de sa publication en avril 2007.

### **Autres**

En complément du programme MADE, la SFA travaille avec l'IRD sur le programme SEYSHA qui vise à l'étude de la biologie et de l'écologie des requins et notamment les requins fréquentant les eaux côtières.

La SFA travaille également avec IFREMER La Réunion sur le programme de recherche IOSSS (Indian ocean swordfish stock structure).

## **8.3.3 Les services et moyens en appui à la recherche**

### ***Le centre de documentation et d'information***

La SFA dispose d'un centre de documentation et d'information (CDI) où sont affectées 3 personnes. Le centre gère un fonds documentaire relativement important. Plus de 1 800 références bibliographiques sont répertoriées par thème et auteur. Près de 1 000 documents (livres, rapports, articles...) concernant plus particulièrement l'océan indien occidental et traitant de l'environnement marin, des ressources marines et des pêcheries, sont disponibles.

Pour pouvoir disposer d'une information scientifique actualisée, le fonds documentaire est régulièrement enrichi par de nouvelles acquisitions. Le CDI est également chargé de la diffusion des publications de la SFA. Les coupes budgétaires subies par la SFA ont toutefois réduit l'activité du CDI (annulation d'abonnements et d'acquisitions d'ouvrages)

### ***Le navire de recherche R/V L'Amitié***

Le R/V L'Amitié est entré en service en 1995. C'est un navire de 20 m de long, 285 CV et 54 TJB, ayant une vitesse moyenne de 10 nœuds. Ce bâtiment peut embarquer 12 personnes, dont 8 hommes d'équipage et 4 scientifiques et effectuer des séjours à la mer sans escale de 15 jours. Sa maintenance est correctement assurée par la SFA.

Dans le cadre d'une planification annuelle, le R/V L'Amitié conduit une marée de 10 jours environ par mois au titre de ses activités de recherche, pour un nombre de jours de mer annuel d'environ 140. Son action est essentiellement centrée sur une participation aux travaux d'élaboration des plans de gestion.

L'utilisation du R/V L'Amitié est actuellement contrecarrée par la piraterie somalienne qui ne lui permet pas de conduire des missions hors des eaux des îles granitiques. Son taux d'utilisation se trouve donc réduit.

## **8.3.4 Évaluation du potentiel de recherche halieutique à la SFA**

Pour la réalisation de programmes de recherche pouvant conduire à une gestion optimale des ressources halieutiques et des pêcheries dans la ZEE des Seychelles, la SFA dispose d'un certain nombre d'atouts ainsi que d'un environnement favorable.

Un premier avantage de la SFA résulte de la situation stratégique des Seychelles, au cœur de la pêcherie thonière de l'océan Indien occidental et de l'importance actuelle de Victoria, premier port thonier de la région. Les chercheurs halieutes sont des seniors. L'effectif relativement important de techniciens et d'enquêteurs permet d'assurer une bonne couverture du terrain pour la collecte de données statistiques sur l'activité des flottilles, ainsi que des échantillonnages fréquents sur les captures et en définitive de pouvoir disposer de bases de données détaillées et constamment actualisées.

La disponibilité d'un moyen nautique lourd, comme le R/V L'Amitié permet de compléter les informations recueillies à terre sur les ressources, de réaliser des pêches expérimentales dans le cadre d'opérations de recherche-développement, et de conduire des recherches plus en amont, notamment sur l'environnement (physique et biologique).

Grâce à l'existence du CDI, l'information scientifique récente est disponible.

L'accueil de scientifiques européens, en particulier de l'IRD, permet de renforcer les capacités de recherche du service « Fisheries Research ». Les échanges avec la CTOI, compte tenu de la situation de son secrétariat à Victoria, sont fréquents. Enfin de nombreuses collaborations existent avec des universités, notamment de la région indo-pacifique (Australie, Afrique du Sud,...). Ces différents contacts aident à la formation des cadres de recherche et contribuent à accroître leur capacité d'expertise.

Enfin, les scientifiques de la SFA participent régulièrement aux réunions internationales sur les thèmes d'intérêt et notamment aux réunions des Groupes de Travail de la CTOI, sur les thons tropicaux et sur les poissons porte-épée.

Les faiblesses du dispositif de recherche doivent être relevées. Le départ des chercheurs les plus anciens pour raison d'économie budgétaire a causé une rupture dans la continuité et la transmission des travaux. La modestie de l'effectif et le nombre de projets auxquels participe la SFA ne lui permettent plus de faire des recherches débouchant véritablement sur des propositions d'aménagement des pêcheries seychelloises. Les ressources financières sont également jugées critiques dans la mesure où le financement de la SFA ne permet de couvrir que les salaires. Le financement des programmes opérationnels (matériels, consommables, expertises extérieures) n'est possible que si des financements supplémentaires via des projets sont rendus disponibles. Enfin, il convient de souligner l'absence complète de recherche en matière économique et socio-économique.

La coopération scientifique internationale conséquente, et principalement européenne (IRD, IEO, IFREMER), dont bénéficie cette section permet de pallier ces faiblesses. La coopération entre les scientifiques européens et les Seychelles est essentiellement financée par l'UE au travers des programmes de collecte des données.

Enfin, il convient de relever que la SFA ne publie plus aucun rapport annuel d'activité depuis 2006.

## 8.4 Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire des produits de la pêche a connu quelques vicissitudes institutionnelles. Initialement rattaché au Secrétariat général du ministère de l'environnement, des ressources naturelles et des transports jusqu'à la fin 2008, il a été rattaché à la SFA durant le 1er trimestre 2009 avant d'être rattaché au Seychelles Bureau of Standards, organisme parapublic sous tutelle du ministère des finances. Le contrôle sanitaire est exercé par la Fish Inspection and Quality Control Unit qui dispose d'un chef inspecteur et de 6 inspecteurs.

Les inspections se déroulent selon un plan annuel de contrôle qui intègre les quatre exportateurs agréés<sup>13</sup> (IOT ; Oceana Fisheries ; Sea Harvest ; Ocean Product Seychelles), les thoniers senneurs et les long liners sous pavillon seychellois ainsi que la pêche artisanale.

Pour 2010, le plan d'inspection prévoit :

- 33 inspections pour Oceana Fisheries, Sea Harvest et OPS ;
- 23 inspections pour IOT ;
- 9 inspections pour les thoniers senneurs sous pavillon seychellois ;
- 9 inspections pour les long liners semi-industriels seychellois ;
- une inspection régulière au débarquement des produits de la pêche artisanale.

Le corpus législatif et réglementaire a été revu avec l'appui du programme SFP. (*Fish Exporters Act ; Technical regulation on fish-related products exports*). Ces textes ne sont pas encore approuvés par le gouvernement. Néanmoins, selon la FIQCU, ils devraient être présentés au Parlement d'ici à la fin 2010.

<sup>13</sup> IOT = conserves de thon ; Oceana fisheries et Sea Harvest = mareyage ; Ocean Products Seychelles (OPS) = huiles de poisson à partir de déchets issus de IOT.

Pour chaque certificat sanitaire émis, FIQCU facture l'exportateur selon un barème qui n'a semble-t-il d'autre justification que son ancienneté.

**Tableau 21: Tarification des certificats sanitaires pour l'exportation des produits de la mer (Source : FIQCU)**

Société	Tarification
Oceana Fisheries ; Sea Harvest	100 SCR/certificat
IOT	5 000 SCR/mois sans tenir compte du nombre de certificats émis
OPS	100 SCR/certificat
SOVETCO et autres exportateurs de thon congelé pour exportation hors UE	600 SCR/certificat
Thonier sennear sous pavillon seychellois	240 SCR/certificat

Le laboratoire du SBoS est en cours de certification ISO 17025. L'organisme accréditateur est le SADCAS (Afrique du Sud). L'obtention de la certification est attendue pour 2011. La FIQCU est en cours de certification ISO 17020. Elle devrait être obtenue fin 2010. L'organisme accréditateur est également le SADCAS (Afrique du Sud).

Deux alertes sur les produits IOT ont été répertoriées en 2007 ainsi qu'une alerte en 2009 sur un lot d'espadon frais exporté par Oceana Fisheries. (taux de cadmium)

La dernière inspection de l'OAV/FVO date de 2006. Les conclusions des inspecteurs sont positives quant à la prise en compte des recommandations faites précédemment (2004), à la mise en place des analyses requises par la législation européenne, et au programme d'inspection. Au final, les certificats émis par l'Autorité Compétente sont jugés conformes aux exigences de la réglementation européenne.

La FIQCU ne publie plus de rapport annuel d'activité.

## 8.5 Autres institutions ayant un lien avec la pêche

### 8.5.1 Seychelles Ports Authority

Cet organisme parapublic est rattaché au ministère de l'environnement, des ressources naturelles et des transports. Le Seychelles Ports Authority Act de 2004 lui donne compétence pour administrer les ports des Seychelles. La SPA gère dans les faits le port de commerce, les ports utilisés pour les liaisons interîles et le port de pêche industrielle.

Les revenus de la SPA tirés du port de pêche industrielle sont issus essentiellement des thoniers sennear.

La SPA est concernée par le développement de la pêche industrielle thonière compte tenu des contraintes mises par la SFA à l'activité des navires qui peuvent avoir des conséquences pour la SPA (régime des débarquements/transbordements) et ensuite en termes d'adaptation des ouvrages et services portuaires aux besoins de la flotte. (linéaire de quais et maintien des profondeurs pour les sennear; chambre froide capable d'accueillir les produits de la pêche palangrière).

### 8.5.2 Seychelles Licensing Authority

La SLA est une agence dont le rôle est d'attribuer des licences professionnelles pour l'ensemble des activités économiques qui sont encadrées par un tel régime d'autorisation. La pêche reste donc une activité mineure pour cette agence qui gère les licences de taxi, de débit de boisson, d'hôtels etc. Le pouvoir décisionnaire en la matière est la SFA, la SLA jouant un rôle passif en la matière. Néanmoins, ce rôle semble être confirmé par le projet de *Fisheries Bill*.

## 8.6 Le cadre législatif actuel

À ce jour, la pêche est encadrée à titre principal par le *Fisheries Act* de 1986, amendé par les *Fisheries Amendment Acts* de 1997 et 2001 qui régit les conditions de l'exercice de la pêche par les navires nationaux, et par les navires étrangers dans la ZEE des Seychelles. Le *License (Fisheries) Regulation* (ed. 1991) qui encadre les conditions pratiques de délivrance des licences de pêche aux navires nationaux et étrangers complète cette loi.

### 8.6.1 Délimitations

Conformément à la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer, les Seychelles revendiquent les zones maritimes suivantes, mesurées à partir des lignes de base :

- une mer territoriale de 12 milles nautiques ;
- une zone économique exclusive (ZEE) de 200 milles nautiques ;
- une zone contiguë de 24 milles nautiques ; et
- un plateau continental limité à la bordure continentale, ou à 200 milles nautiques (quand la bordure continentale n'atteint pas cette distance).

Les documents législatifs qui précisent ces revendications, ainsi que les droits et devoirs qui y sont rattachés, sont le *Maritime Zones Act, Act No 15, 1977* et le *Maritime Zones Act, Act No 2, 1999*.

Les limites de la ZEE seychelloise sont fixées dans le document *Exclusive economic zone (No 2) Order, 1978*, par les coordonnées géographiques de 29 points. Concernant la frontière avec les ZEE voisines, il est précisé qu'elle est formée par la ligne médiane équidistante entre la république des Seychelles, d'une part, et Maurice, Madagascar, les îles Glorieuses (France), Mayotte, les Comores et l'île de Mafia (Tanzanie), d'autre part.

Il faut signaler que des contestés frontaliers existent toujours entre les Seychelles et la plupart des pays voisins, précédemment cités. Le contesté avec la France, au sujet de la frontière avec les îles Glorieuses, a été réglé par une convention signée à Victoria le 19 février 2001.

### 8.6.2 Cadre des compétences

Le *Fisheries Act* prévoit que la gestion des pêcheries est effectuée par la SFA qui a le devoir de préparer des plans de gestion des ressources en collaboration si besoin est avec les pays qui partagent ces ressources. La SFA est responsable de la collecte de l'information sur l'activité des navires (suivi et surveillance). D'après le *Fisheries Act*, la SFA dispose d'un certain pouvoir discrétionnaire pour régir les conditions d'exercice des navires quand ces conditions ne sont pas explicitement décrites. Le Ministre en charge de la pêche a le pouvoir de légiférer en tant que besoin, et de signer des accords de pêche avec les États ou associations professionnelles étrangères tant que les possibilités offertes ne dépassent pas le potentiel estimé des eaux.

### 8.6.3 Délivrance de la licence de pêche

La licence est obligatoire pour tous les navires désirant pratiquer la pêche, à l'exception des navires de moins de 7 m dépourvus de système de propulsion mécanique et n'exploitant pas des ressources spéciales (holothuries par exemple). La licence est requise pour pratiquer la pêche dans les eaux seychelloises, et pour tout navire de pêche battant pavillon du pays. S'agissant des navires nationaux, la pêche en dehors des eaux seychelloises est interdite. Cependant, la SFA a le droit d'autoriser certains navires qui en font la demande à opérer en dehors de la ZEE, cette condition étant alors inscrite dans les termes de la licence. Cette condition peut être annulée si la SFA s'estime incapable d'exercer son devoir de contrôle du pavillon.

La délivrance des licences de pêche *sensu stricto* est sous la responsabilité de la Seychelles Licensing Authority (la SLA), un organisme para-étatique dont les attributions recouvrent la délivrance de tout type de licence pouvant être nécessaire pour exercer une activité économique. Pour la pêche, la SLA doit, d'après le texte de loi, consulter la SFA et le ministère en charge de la pêche avant d'accorder la licence. Suivant le *Fisheries Act*, tout demandeur de licence doit nommer un

représentant local agréé par la SFA qui acceptera de supporter la responsabilité juridique et financière au nom du licencié.

D'après la loi, le coût des licences est fixé par un barème établi initialement en 1991 et qui n'a pas changé depuis. Ce barème officiel est détaillé dans le tableau suivant. Le prix des licences est fixé en fonction de la jauge pour les navires étrangers, indépendamment des volumes capturés, et forfaitairement pour les navires nationaux. En sus de ce coût, la SLA perçoit des frais administratifs d'enregistrements des licences de 250 SCR par demande.

**Tableau 22 : Barème officiel des licences de pêche aux Seychelles. (Source :Licensing Act)**

Coût en SCR		1 mois	4 mois	8 mois	1 an
Navires étrangers					
Palangriers (thon)	Par GRT	60	180	300	
Autres (ex. senneurs)	Par GRT				1 000
Navire national (sauf langouste)	Prix forfaitaire				100
Navire langoustier national	Prix forfaitaire				500

L'application de ce barème aux navires étrangers fixerait le coût de la licence annuelle pour un senneur de 1 500 GRT à 1 500 000 SCR et la licence d'un palangrier de 200 GRT à 60 000 SCR pour 8 mois. La dévaluation de la SCR depuis novembre 2008 a bien entendu fortement modifié ce barème pour les armateurs étrangers.

Dans la réalité, ce barème légal est remplacé par un autre barème, fixé par la SFA et qui s'applique notamment aux navires sous pavillon seychellois contrôlés par des intérêts étrangers.

**Tableau 23 : Barème effectivement pratiqué des licences de pêche aux Seychelles. (Source : SFA)**

	12 mois	6 mois	3 mois	Remarques
Senneurs	90 000 USD	45 000 USD	22 500 USD	Licence 3 mois jamais accordée
Palangriers	24 000 USD	17 500 USD	4 500 USD	Pour 1 mois additionnel en sus d'une licence 12 ou 6 mois. Pas de renouvellement possible.

On peut constater qu'actuellement le barème officiel de la licence « senneur » est relativement proche du barème effectivement pratiqué même s'il reste encore légèrement plus élevé. Il est à remarquer que les armateurs européens affirment avoir vu le tarif de leurs licences passer de 90 000 USD à 120 000 USD. S'agissant de la licence « palangrier », le tarif officiel est très en deçà de ce qui est effectivement pratiqué.

Cette licence n'intègre aucune limitation de capture. Il n'y a donc pas de part variable.

#### 8.6.4 Obligations des navires industriels seychellois

Cette catégorie particulière de navires est dans l'obligation de débarquer ou transborder ses captures à Victoria, et ne doit pas embarquer des marins non-seychellois. Toutefois, la loi prévoit que la SFA puisse accorder des dérogations à cette règle sur demande.

#### 8.6.5 Mesures techniques

La principale mesure technique qui s'applique à la pêche étrangère est l'interdiction de pêche dans les zones interdites. Ces zones délimitent un périmètre autour des principales îles habitées ou non des Seychelles de manière à réserver l'espace aux navires artisans. Il existe aussi toute une série de mesures techniques destinées à la réglementation de la pêche artisanale (maille des filets, des casiers, tailles minimales des prises). La pêche d'espèces fragiles comme les langoustes ou les holothuries sont strictement réglementées. La pêche dirigée ou la détention de tortues ou de mammifères marins est également explicitement interdite. Le chalut n'est pas autorisé.

#### 8.6.6 Suivi des navires

Les termes du *Fisheries Act* obligent tous les navires à remplir et soumettre à la SFA un journal de bord dans lequel sont consignées les informations sur l'activité du navire (effort, captures). La loi oblige les navires battant pavillon national à communiquer par radio les entrées-sorties de zone économiques d'autres États, les positions du navire au moins tous les trois jours dans les eaux nationales ou internationales, ou toute autre fréquence de communication que demanderait la SFA. Pour les navires étrangers, ces dispositions ne s'appliquent que pour les entrées-sorties de la ZEE des Seychelles et dans celle-ci. Concernant le VMS, il est prévu par la loi que le Ministre puisse en demander l'installation sur les navires comme condition associée à la licence, sans préciser les conditions de mise en œuvre (fréquence de communication, format des messages). À la demande de la SFA, les capitaines des navires doivent accueillir des observateurs désignés et leur fournir gracieusement nourriture et accueil à bord sans autre charge pécuniaire.

### 8.6.7 Contrôle des navires et sanctions

Un texte spécifique désigne les personnes habilitées à dresser procès-verbal en cas d'infraction à la réglementation des pêches. Ces personnes habilitées sont essentiellement les inspecteurs de la SFA et les commandants des navires des Seychelles Coast Guards. Néanmoins, ces derniers n'ont pas reçu la formation adéquate pour utiliser de façon efficiente cette habilitation. La SFA prévoit de leur dispenser une formation après la publication de la nouvelle loi pêche. Les personnes désignées sont habilitées à contrôler tous les navires dans les eaux seychelloises, et les navires battant pavillon des Seychelles où qu'ils soient. La loi autorise également les personnes habilitées à contrôler des navires d'autres pavillons dans les eaux internationales si ceux-ci sont signataires d'une convention à laquelle les Seychelles sont parties, et si la dite convention permet ce type de contrôle. En cas d'infraction, ces navires étrangers peuvent être arraisonnés.

En cas d'infraction, le Tribunal est compétent pour fixer l'amende. D'après la loi, les amendes maximales sont :

- défaut de licence pour un navire étranger ou pêche d'espèce sédentaire (ressources benthiques du plateau) : 2 500 000 SCR
- non-respect des conditions associées à la licence (inclut la pêche dans les zones interdites) : 500 000 SCR
- pêche par un navire seychellois en dehors de la ZEE sans autorisation : 500 000 SCR

Ces niveaux de sanction ne sont pas négligeables mais demanderaient à être révisés à la hausse afin d'être véritablement dissuasifs, surtout s'ils s'accompagnent d'une véritable politique de contrôle.

Les amendes pour les infractions que pourraient commettre les navires artisans seychellois (licence, mesures techniques) varient entre 20 000 et 50 000 SCR. Pour tous les navires, les amendes peuvent être aggravées par des suspensions ou annulation de licences et la saisie des captures frauduleuses. À noter que les amendes sont payées au profit du Trésor Public.

### 8.6.8 Évaluation globale du cadre législatif encadrant la pêche

Les conditions réglementaires applicables aux navires étrangers comme nationaux ne sont pas toujours transparentes car elles dépendent du pouvoir discrétionnaire de la SFA qui est libre de fixer certaines conditions d'exercice comme condition associée à la licence. L'impression qui se dégage est que la SFA souhaite conserver ce pouvoir discrétionnaire si l'on en juge par le nombre relativement restreint de textes réglementaires adoptés par le législateur, en l'occurrence le ministre chargé de la pêche (un texte majeur daté de 1987 révisé en 1991, amendé par trois textes depuis). Ceci pose le problème de la transparence et de l'égalité des traitements entre les différents intervenants. Par ailleurs les textes législatifs séparent clairement les fonctions politiques dévolues au ministère des fonctions exécutives dévolues à la SFA, mais sans fixer les règles de la consultation entre les deux entités. Certaines tâches politiques sont cependant confiées à la SFA comme la préparation de plan de gestion des pêcheries, sans prévoir que le ministère ait à les agréer.

Ceci étant dit, la législation seychelloise permet de disposer des outils nécessaires à la gestion des pêcheries hauturières et côtières. La licence, renouvelable périodiquement, est le principal instrument pour réguler l'accès aux stocks exploités et est obligatoire pour tout type de navires à quelques

exceptions minimales près (navires non motorisés). Le cadre législatif permet également un suivi adéquat des navires même si la faiblesse des moyens rend probablement difficile le contrôle effectif de la flotte locale et étrangère. Le VMS dont les conditions d'utilisation ne sont pas décrites par la loi mériterait de faire l'objet d'un amendement afin de garantir qu'il s'applique à tous les types de navires désignés sur une base non-discriminatoire.

Les Seychelles affichent une volonté de développer des services *off-shore* aux investisseurs étrangers, dont l'attribution du pavillon seychellois à des conditions économiques et sociales compétitives. Dans le même temps, les Seychelles sont partie contractante de la CTOI et signataires de l'accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion, ce qui lui impose de respecter les résolutions de la CTOI<sup>14</sup> et d'exercer son devoir de contrôle d'État du pavillon. Le compromis entre cette politique libérale d'attribution du pavillon et l'obligation de contrôle n'est pas toujours facile à trouver, d'autant plus que les Seychelles ne disposent que de moyens très restreints de contrôle.

## 8.7 Le cadre législatif en gestation

Depuis plusieurs années les Seychelles ambitionnent de réviser leur arsenal législatif dans le domaine de la pêche. Grâce notamment à un appui apporté par l'UE au travers du projet SCS, les travaux de remise à plat de la législation ont été entamés et complétés. Les derniers ajustements seraient actuellement en discussion entre le ministère de l'environnement et le Cabinet avant un passage au Parlement annoncé pour le fin 2010.

Ce texte, de portée générale, est se substituer au *Fisheries Act* de 1986, amendé par les *Fisheries Amendment Acts* de 1997 et 2001.

La nouvelle réglementation (*Fisheries Bill*) s'articule autour de trois parties principales : "*Management of fisheries*", "*Enforcement*" et "*Offences and penalties*".

La partie "*Management of fisheries*" est subdivisée en plusieurs parties :

- *Fisheries management plans*
- *Management measures*
- *Duty of SFA regarding statistics and information*
- *Power of Minister regarding fishing agreements*
- *Foreign fishing license*

Les principales dispositions de cette partie sont exposées ci-après.

La SFA doit préparer et réactualiser les plans de gestion des pêcheries, avec une obligation de consulter les parties prenantes pour leur élaboration et leur révision. La collecte et le traitement des statistiques de pêche sont du ressort de la SFA.

Le Ministre est autorisé à signer des accords de pêche avec des pays étrangers, organisations intergouvernementales et associations de d'armateurs étrangers. En cas d'absence d'accord de pêche, le Ministre peut autoriser la SLA à accorder une licence à un navire de pêche étranger. La SLA doit consulter la SFA avant toute délivrance de licence à un navire de pêche étranger.

En matière de délivrance de licence de pêche, la loi établit une distinction entre quatre catégories types de navires

- navire de pêche seychellois ("*Seychelles fishing vessel*") : tout navire de pêche immatriculé aux Seychelles et qui n'est pas a) un navire de pêche sous pavillon seychellois ou un navire de pêche de société mixte et b) qui est en totalité propriété d'un ou plusieurs citoyens des Seychelles ou par une société seychelloise dont la totalité des actions est détenue par des citoyens des Seychelles.

<sup>14</sup> La délivrance de licences de pêche à des navires étrangers par le Gouvernement des Seychelles est notamment restreinte aux navires inscrits sur la liste positive de la CTOI compte-tenu des résolutions adoptées par cette organisation régionale de pêche.

- navire de pêche battant pavillon des Seychelles ("*Seychelles flagged fishing vessel*") : tout navire de pêche immatriculé aux Seychelles a) qui n'est pas un navire de pêche de société mixte ou un navire de pêche seychellois et b) est licencié pour la pêche au thon et aux thonidés uniquement et c) qui est en totalité propriété d'un ou de plusieurs citoyens étrangers ou d'une société seychelloise dont les actions sont détenues par des citoyens étrangers.

- navire de pêche de société mixte ("*Joint venture fishing vessel*") : tout navire de pêche immatriculé aux Seychelles a) qui n'est pas un navire de pêche battant pavillon des Seychelles ou un navire de pêche seychellois et b) qui fait plus de 15 m de longueur et c) qui est licencié pour la pêche au thon et aux thonidés uniquement et d) qui est propriété ou affrété par un ou plusieurs citoyens seychellois ou par une société seychelloise contrôlée par un ou plusieurs citoyens des Seychelles qui possèdent au moins 51 % des actions.

- Navire de pêche étranger ("*Foreign fishing vessel*") : tout navire de pêche autre qu'un navire de pêche de société mixte, qu'un navire de pêche battant pavillon des Seychelles ou qu'un navire de pêche seychellois.

Remarques : ces distinctions ouvrent la voie à des régimes différenciés en matière de licence.

Aucun navire de pêche de société mixte ou battant pavillon des Seychelles ne peut pêcher dans les eaux des Seychelles sans avoir au préalable obtenu une licence de la part de la SLA, après avis de la SFA.

La licence portera les conditions et mesures techniques qui s'appliquent pour le type de pêche pour lequel est demandée la licence. Les licences ne peuvent être valables plus de 12 mois.

Une licence peut être retirée en cas d'acte contrevenant à la réglementation et dans le cas où cette mesure est nécessaire pour une bonne gestion des pêcheries (sans plus de précision). En cas de retrait anticipé de la licence, le montant payé est remboursé *prorata temporis*.

Aucun navire battant pavillon des Seychelles, navire de pêche de société mixte ou navire de pêche seychellois n'est autorisé à pêcher hors des eaux des Seychelles sauf à y être autorisé par une décision de la SFA

Tout navire de pêche étranger pêchant dans les eaux seychelloises en vertu d'un accord de pêche et tout navire de pêche battant pavillon des Seychelles doit avoir un agent local.

La partie "*Enforcement*" prévoit la liste des personnes pouvant être habilitée au titre de la police des pêches. Ces personnes sont compétentes pour tout navire dans les eaux seychelloises, et en haute mer pour les navires battant pavillon des Seychelles, navire de société mixte, navire seychellois et navire battant pavillon d'un pays partie d'un accord international dont les Seychelles sont également parties.

La loi prévoit une possibilité de coopération régionale en matière de surveillance et d'inspection.

La loi établit une échelle de sanctions financières avec des plafonds très élevées.

Enfin, il est prévu que le Ministre puisse prendre des textes d'application notamment en matière de versement de garantie financière pour les détenteurs de licence de pêche, de zone interdites à la pêche, de journaux de bord, d'obligation de transbordement/débarquement aux Seychelles, de *fees* attachés aux licences et de programme d'observation.

## 8.8 Suivi, Contrôle et Surveillance

La responsabilité du SCS incombe à la SFA. Le service "*Fisheries Management Division*" est en charge du SCS au sein de la SFA. Le service est lui-même réparti entre "*FMC & licensing*" et "*Enforcement team*".

L'activité "*FMC & licensing*" est gérée directement par le chef de service, le poste de responsable "*FMC & Licensing*" n'étant pas pourvu. 4 personnes sont en charge du FMC : 1 coordinateur et 3

opérateurs ("*processing assistants*") ainsi que 2 techniciens VMS (maintenance du système). 2 personnes sont en charge du suivi des licences de pêche.

Le principal outil de suivi de l'activité des navires est le VMS. Les premiers répéteurs ont été installés dès la fin 2001 sur certains navires battant pavillon national. Le suivi de la flotte européenne a été intégré au système en 2002 après la conclusion d'un protocole d'accord fixant les règles de transmission des positions par les FMC nationaux à la SFA. Les positions des autres navires travaillant sous VMS sont reçues directement par la SFA. En 2010, le suivi VMS concerne tous les navires asiatiques licenciés aux Seychelles (sauf les chinois), les navires européens et les navires industriels dits associés aux navires européens. S'agissant des navires seychellois, le VMS est installé sur les navires industriels appartenant à des intérêts asiatiques et européens, et sur un nombre élevé de navires artisans et semi-industriels (chiffre fourni par la SFA: 170) sur une base volontaire. Si l'obligation d'emport d'émetteurs VMS n'est pas incorporée dans la réglementation "pêche" actuelle, elle est portée sur les licences de pêche. Le développement de la piraterie a été un facteur déterminant dans l'adoption de ce système par les Seychellois, ceux-ci y voyant un facteur de sécurisation.

La SFA dispose d'un équipement de réception et de visualisation, associé à une base de données. Ce matériel, renouvelé en 2009, a été fourni par la société CLS Argos. La ZEE seychelloise et les zones interdites sont portées sur le fond de carte avec des alertes automatiques quand les navires entrent dans ces zones. La Seychelles Coast Guard ne reçoit pas les données en temps réel. En cas de présomption d'infraction, la SFA cherche à entrer en contact avec le navire et envoie une requête d'intervention aux Coast Guards si nécessaire.

S'agissant du suivi des journaux de bord, l'unité SCS s'assure que les documents sont transmis en temps et en heure par les navires. Les documents sont transmis au service "*Statistiques*" du département "*Recherche et Développement*".

L'activité "*Enforcement*" repose sur une équipe de 5 inspecteurs, basés à Victoria. Ils relèvent directement du chef de service, le poste de responsable "*Enforcement*" n'étant pas pourvu. Un besoin d'inspecteurs supplémentaires se fait sentir depuis la mise en place de la législation INN.

Le développement de la piraterie a considérablement modifié la mise en œuvre de l'activité de SCS. Les Coast Guards sont mobilisés sur la lutte contre la piraterie qui atteint les eaux seychelloises et ils ne peuvent donc plus coopérer avec la SFA dans le secteur de la surveillance des pêches.

Pour renforcer les moyens nautiques des Coast Guards engagés dans la lutte contre la piraterie, un navire de 40 m, le "Maya's Dugong" a été affrété. Ce navire, ancien navire de recherche canadien transformé en navire de croisière interîles aux Seychelles n'ayant plus d'activité du fait de la piraterie, a été affrété pour 2009 et 2010 au tarif avantageux de 6 000€/jour y compris le soutage. Ce navire est également utilisé dans le cadre du plan national de surveillance des pêches et dans le cadre du projet régional de surveillance contre la pêche INN de la COI.

L'activité de surveillance maritime a été fortement accrue compte tenu de la piraterie somalienne dans les eaux seychelloises.

**Tableau 24 : Utilisation des moyens nautiques et aériens dans le cadre de la surveillance des pêches.**  
(Source: SFA)

	2007	2008	2009	2010 <sup>15</sup>
Moyens Nautiques, dont opérations à caractère:				
- National	7 jours <sup>16</sup>	17 jours	82 jours	50 jours
- Régional <sup>17</sup>		21 jours	56 jours	50 jours
Moyens aériens, dont opérations à caractère:				
- National	0	18,25 heures	169,5 heures	
- Régional <sup>18</sup>	3,17heures	56,54 heures	47 heures	50 heures

<sup>15</sup> Budgété.

<sup>16</sup> Aucun navire de la Coast Guard disponible. Andromache en grande révision en Inde et le Topaze en avarie.

<sup>17</sup> Dans le cadre du plan régional de surveillance de la COI.

<sup>18</sup> Idem 17.

Les heures de surveillance aérienne sont effectuées par le nouvel avion de surveillance (Twin Otter) obtenue en 2008 auprès des Émirats Arabes Unis. Cet avion est géré par la Défense et utilisé pour la surveillance des pêches et la lutte contre la piraterie. La forte augmentation des heures de vol est liée à la lutte contre la piraterie, la surveillance des pêches étant accessoire dans les missions. Il est à noter que dans le cadre d'un accord bilatéral franco-seychellois, 7 vols d'un Falcon 50 et 2 patrouilles en mer ont été effectués par la France dans les eaux seychelloises. Cet effort de surveillance est comptabilisé comme faisant partie de l'effort national des Seychelles en matière de surveillance dans les bilans d'activité de la SFA.

En terme de contrôle au port, l'activité de la SFA est très soutenue. L'effort s'exerce essentiellement sur les senneurs, les palangriers ne fréquentant que très peu Victoria.

**Tableau 25 : Activité d'inspection dans des navires escalant à Victoria. (Source: SFA)**

	2005	2006	2007	2008	2009
Palangrier	57	43	31	20	7
Senneurs	422	556	428	455	295
Supply vessels	52	59	71	59	48
Total inspections	531	658	530	534	350
Nombre d'escales à Victoria	767	673	630	562	417
Taux de couverture	69 %	98 %	84 %	95 %	84 %

L'activité de suivi, contrôle et surveillance débouche sur des constatations d'infractions et des sanctions.

**Tableau 26 : Infractions à la réglementation des pêches et sanctions. (Source: SFA)**

	Pavillon	Infraction	Sanction
2005			
Palangrier	Taiwan	Défaut de déclaration entrée ZEE	1 828 USD
Palangrier	Indonésie	Suspecter de pêche illégale et défaut de VMS	- absence de preuve
Palangrier	Taiwan	Pêche en zone interdite	100 000 USD
Palangrier	Taiwan	Pêche sans licence	187 000 SCR
Palangrier	Taiwan	Fausse information Pêche en zone interdite	175 000 USD
2006			
Palangrier	Espagne	Pêche sans licence	5 000 USD
Palangrier	Espagne	Pêche sans licence	5 000 USD
2007			
Pêche artisanale	Seychelles	Pêche avec filet non-autorisé	Amende, équipement et pêche confisqués
Pêche artisanale	Seychelles	Pêche de concombre de mer sans licence	Amende, équipement et pêche confisqués
Pêche artisanale	Seychelles	Pêche de concombre de mer sans licence	Amende, équipement et pêche confisqués
Palangrier	Taiwan	Aileron de requin	350 000 SCR
Palangrier	Japon	Information fausse	procédure en cours
2008			
Yao Zheng Wu	Seychelles	Emploi de marins étrangers sans autorisation	procédure en cours
Pêche artisanale	Seychelles	Pêche de concombre de mer sans licence	20 000 SCR
Pêche artisanale	Seychelles	Pêche de concombre de mer sans licence	20 000 SCR
Pêche artisanale	Seychelles	Pêche de concombre de mer sans licence	20 000 SCR
Pêche artisanale	Seychelles	Pêche de concombre de mer sans licence	20 000 SCR
Pêche artisanale	Seychelles	Pêche de concombre de mer sans licence	20 000 SCR
Senneur	Espagne	Défaut d'information	50 000 SCR
2009			
Palangrier	Taiwan/Seychelles	Fausse information	1 050 000 SCR Navire dépavillonné Seychelles
Senneur	Espagne/Seychelles	Fausse information	1 000 000 SCR
Senneur	Espagne/Seychelles	Fausse information	1 000 000 SCR
Senneur	Espagne/Seychelles	Fausse information	1 000 000 SCR
2010			
Drift Netter	Iran	Absence de licence Filet dérivant interdit Non-porté sur la liste positive CTOI	En cours Navire saisi à titre conservatoire
Drift Netter	Iran	Absence de licence Filet dérivant interdit Non-porté sur la liste positive CTOI	En cours Navire saisi à titre conservatoire
Drift Netter	Iran	Absence de licence Filet dérivant interdit Non-porté sur la liste positive CTOI	En cours Navire saisi à titre conservatoire
Drift Netter	Iran	Absence de licence Filet dérivant interdit Non-porté sur la liste positive CTOI	En cours Navire saisi à titre conservatoire

Pendant plusieurs années, la SFA a émis des doutes sur la fiabilité des déclarations des armements européens. Ceux-ci ont été soupçonnés de ne pas déclarer l'intégralité de leurs captures dans la ZEE des Seychelles afin de minorer les montants qu'ils auraient à régler dans l'hypothèse d'un dépassement du seuil de référence fixé par la licence. Ces divergences statistiques ont conduit à des relations tendues entre l'union européenne et les Seychelles.

Il convient de relever que l'accord de pêche avec les Seychelles est le seul prévoyant que la partie signataire (en l'occurrence la SFA) est en charge du décompte des captures.

À partir de 2008, des négociations intenses ont été conduites avec la mise en place notamment d'un groupe de travail spécifique auquel la SFA a exposé sa méthode d'évaluation des captures dans la ZEE seychelloise à partir notamment des données VMS et des variations inter-flottilles. À l'issue de ses travaux, les statistiques de captures 2005 à 2007 ont été sévèrement révisées, déclenchant le paiement par les armateurs concernés d'un supplément de contribution. Dans le même temps, il a été convenu au sein de la Commission mixte de revenir sur le système de l'excédent de captures au-delà du seuil de référence de la licence pour adopter un système de forfait sur une base de capture élevée. (1 742 tonnes)

## 8.9 Associations professionnelles

Il n'existe aux Seychelles qu'une association professionnelle créée en 2002, la Fishing Boat Owner's Association. (FBOA) La FBOA regroupe les armateurs des navires semi-industriels seychellois (une dizaine d'unités) et défend les intérêts du secteur notamment en matière de taxation. Son fonctionnement apparaît quelque peu cahotique.

Une autre association, l'Apostolat de la Mer, s'occupe de la protection des intérêts sociaux des travailleurs seychellois employés dans la filière pêche au sens large (marins, dockers). C'est une association d'inspiration religieuse (*Apostolatus maris*) présente dans plusieurs pays. Son action se situe davantage dans l'aide aux personnes en difficulté, et ne constitue par une force syndicale de contre-propositions.

Ces deux associations sont centrées essentiellement sur Mahé.

Dans le cadre du projet Main Streaming Biodiversity, l'UNDP a suscité très récemment la création de la Praslin Fishermen Association.

La SFA s'affirme consciente que son processus décisionnel laisse peu de place à une consultation institutionnalisée des principaux acteurs de la filière pêche. Elle envisage, notamment dans le cadre d'une future mise en place de plans de gestion, la consultation formelle de ces différents acteurs sans que ni la forme de cette consultation ni son cadre ne puissent être précisés à ce jour.

## 8.10 Les accords de pêche

Conformément à leur politique nationale en matière de pêche, les Seychelles délivrent des licences de pêche à plusieurs flottes de pêche lointaine, uniquement pour l'exploitation des ressources hauturières migratoires (thons ; espadons ; marlins). Le principal accord en termes financiers est celui conclut avec l'UE. Il existe également d'autres accords avec le Japon, la Corée du Sud et Taïwan et des intérêts travaillant sous des pavillons divers.

### 8.10.1 APP avec l'union européenne

#### *Cadre général*

L'accès des navires européens aux eaux seychelloises a été encadré dès 1987 par la signature d'un accord-cadre entre les deux parties<sup>19</sup>. En 2006, l'accord de pêche initial a été remplacé par un accord de partenariat dans le secteur de la pêche.<sup>20</sup>

Le protocole d'accord avec l'UE valable du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011 a été signé sous l'accord de pêche de 1987. L'APP de 2006 n'y a apporté aucun changement. Il autorise l'accès simultané aux eaux seychelloises à un maximum de 40 thoniers senneurs, et de 12 palangriers de surface. En contrepartie de cet accès, l'UE verse 4 125 000 € annuellement pour les années 2005, 2006 et 2007 correspondant à un tonnage de référence de 55 000 tonnes. À compter de 2008, la contrepartie financière s'établit à 4 095 000 € pour un tonnage de référence de 63 000 tonnes à laquelle s'ajoute un montant spécifique de 1 260 000 € au titre de la mise en œuvre de la politique sectorielle.

S'agissant de la contrepartie financière due pour les années 2005 à 2008, 36 % de celle-ci sont affectés à la définition et à la mise en œuvre d'une politique sectorielle de la pêche en vue de la promotion d'une pêche responsable et durable. Cette quotité est portée à 56 % pour les années 2008 à 2010.

<sup>19</sup> Règlement du Conseil N°1708/1987 du 15 juin 1987 (JOCE L 160, 20.06.87)

<sup>20</sup> Règlement du Conseil N°1562/2006 du 5 octobre 2006 (JOCE L 290 du 20/10/2006)

Pour la période 2005-2007, en cas de dépassement du tonnage de référence de 55 000 tonnes de thon par an, l'UE verse un paiement additionnel proportionnel sur la base de 75 € par tonne de thon. Pour la période 2008-2010, le paiement additionnel est fixé à 65 € par tonne de thon en excédent du tonnage de référence.

Le paiement intègre donc une part fixe et une part variable. La modification du protocole à compter de 2008 vise à réduire la part variable au profit de la part fixe.

Les armements de l'UE bénéficiaires de cet accord versent aux autorités seychelloises une redevance pour le paiement de la licence. Les modalités de calcul sont décrites ci-dessous. Elles intègrent comme pour la partie publique du paiement, une part fixe et une part variable.

Il est à noter qu'il s'agit là du protocole négocié par la Commission et approuvé par la Conseil des Ministres et ayant donné lieu à un Règlement du Conseil.

En 2009, suite à un relevé de conclusion de la Commission mixte tenu les 15 et 16 décembre 2009, les conditions d'accès des thoniers senneurs ont été modifiées profondément. Les navires doivent s'acquitter d'une somme forfaitaire de 61 000 euros pour l'année 2010 pour bénéficier d'une licence. Il est prévu également que ce nouveau mode de calcul sera rétroactif à la date de 2008. La somme de 61 000 euros doit être acquittée d'emblée, lors de la demande de la licence alors que le précédent système prévoyait un premier paiement de 21 000 euros suivi d'un solde à l'issue du décompte final.

**Tableau 27 : Coût de la licence de pêche au titre du protocole Seychelles – UE 2005-2011**

		Type de navire	Licence	Montant forfaitaire attaché à la licence	Coût de la tonne en excédent du forfait
Appliqué	2005-2006-2007	Thonier senneur	15 000 €	600 tonnes	25 €
		Palangrier de surface > 250 GT	3 000 €	120 tonne	25 €
		Palangrier de surface < 250 GT	2 250 €	90 tonnes	25 €
Pas appliqué	2008-2009-2010	Thonier senneur	21 000 €	600 tonnes	35 €
		Palangrier de surface > 250 GT	4 200 €	120 tonnes	35 €
		Palangrier de surface < 250 GT	3 150 €	90 tonnes	35 €
Appliqué	2008-2009-2010	Thonier senneur	61 000 €	Forfait	
		Palangrier de surface > 250 GT	4 200 €	120 tonne	35 €
		Palangrier de surface < 250 GT	3 150 €	90 tonnes	35 €

### **Dispositions spécifiques concernant l'exercice de la pêche**

Le protocole d'accord est assorti d'un certain nombre de dispositions réglementaires. Pour certaines d'entre elles qui posent problèmes, les commentaires suivants peuvent être faits :

Zones de pêche (Annexe, Chapitre II) : le contrôle du respect des zones interdites en désormais aidé par le dispositif VMS. À noter que les DCP mentionnés dans ce point du protocole (à l'usage des pêcheurs artisans) sont tous mouillés à l'intérieur des zones interdites aux navires étrangers et que par conséquent, le respect de cette disposition ne pose pas de problèmes particuliers. La SFA aurait le projet de mouiller des DCP hauturiers à l'avenir.

Déclarations de captures (Annexe, Chapitre III) : les autorités seychelloises ne soulignent pas de problème particulier sur cet aspect en termes de retour de journaux de bord, mais ont remis en cause les chiffres de capture transmis ouvrant la voie à la renégociation du protocole pour les années 2008 à 2010.

Emploi de marins (Annexe, Chapitre IV) : même si des marins seychellois sont bien embarqués sur les navires européens, les objectifs réalisés sont inférieurs aux dispositions du protocole (environ 2 marins en moyenne par navire). Le problème viendrait i) d'une part, du niveau de qualification initial trop faible des marins seychellois, et ii) d'autre part, du fait que les contrats d'emploi qui leur sont proposés par les représentants des armements (avec l'accord du ministère seychellois chargé de l'emploi) sont des contrats précaires qui n'incitent pas à entamer une carrière sur les navires en question. L'emploi de marins seychellois à bord de navires industriels battant pavillon du pays serait également très faible.

Observateurs (Annexe, Chapitre VI) : cette disposition n'a jamais été activée par la SFA au motif que le coût en serait trop élevé. La modification du protocole introduit la possibilité d'embarquer des observateurs dans le cadre de la CTOI.

Les autres dispositions de l'annexe au protocole ne posent pas de problèmes notamment dans la mesure où les navires de l'UE utilisent de façon intensive les services du port, y compris la conserverie (points 7 et 10 de l'annexe).

### ***La promotion d'une pêche responsable et durable***

L'utilisation des fonds versés par l'UE au titre de la promotion d'une pêche responsable fait l'objet d'une matrice détaillée.

Cette matrice est complexe et couvre tous les aspects de la politique des pêches conduite par les Seychelles. Elle a donné lieu à des modifications en terme de valeurs cibles.

Cette matrice a donné lieu à une évaluation en 2008, à mi-parcours du protocole. Il n'existe aucune pondération entre axes stratégiques, objectifs et indicateurs ceux-ci étant réputés avoir la même importance. En 2008, ont été considérés comme pleinement atteints les indicateurs dont les taux de réalisation atteignent au moins 90 % sur les 3 années constatées (2005, 2006, 2007). Sont considérés comme partiellement atteints les indicateurs dont les taux de réalisation sont compris entre 50 % et 90 % sur les 3 années. Sont réputés non-atteints les indicateurs dont les taux de réalisation sont inférieurs à 50 % sur les 3 ans. S'agissant du cas spécifique des équipements, le taux d'équipement final est retenu. Sur ces bases, sur 26 indicateurs retenus, 17 (65 %) peuvent être considérés comme ayant pleinement atteint les valeurs cibles de la matrice, 1 (4 %) ayant partiellement atteint ces valeurs cibles et 9 (31 %) comme ne les ayant pas atteints. Le nombre d'indicateurs pour lesquels les valeurs cibles ne sont pas atteintes à mi-parcours est particulièrement important sur l'Axe 1 et notamment les actions ayant trait au SCS. Pour 5 indicateurs (16 % du total des indicateurs pour lesquels des valeurs cibles sont mentionnées), aucune donnée fiable n'a pu être recueillie par l'évaluation. Ce constat a été approuvé par la Commission mixte de décembre 2009.

Les données 2008 et 2009 des indicateurs de suivi de la matrice ont été présentées par les Seychelles lors de la Commission mixte de décembre 2009.

Pour la période 2008 et 2009, la Commission mixte a entériné les avancées présentées au tableau ci-dessous dans la mise en œuvre de la promotion d'une pêche responsable.

**Tableau 28 : Indicateurs de réalisation de la matrice pour 2008 et 2009 entérinés par la Commission mixte de décembre 2009. (Source: PV de la Commission mixte)**

	2008	2009
AXE STRATÉGIQUE 1	Promouvoir la conservation et la gestion de la ressource	
Mettre en œuvre des activités de suivi et de contrôle des pêches	Atteint	Atteint
Développer le VMS pour la flottille côtière et assurer la sécurité des navires de pêche	Atteint	Atteint
Améliorer la recherche et la gestion des pêcheries artisanales et des pêcheries de thon et d'espadon	Partiellement atteint	Partiellement atteint
Formation de haut niveau dans le domaine de la pêche	Partiellement atteint	Partiellement atteint
Participation à des conférences et réunions internationales	Atteint	Atteint
Recherche	Atteint	Atteint
AXE STRATÉGIQUE 2	Développement de l'emploi et maximisation du revenu tiré de la pêche	
Développement de la pêche artisanale et de la pêche thonière	Atteint	Atteint
Développement des infrastructures	Partiellement atteint	Partiellement atteint
AXE STRATÉGIQUE 3	Amélioration de la structure et des performances de l'autorité compétente	
Améliorer la qualité des produits de la pêche exportée	Partiellement atteint	Partiellement atteint
AXE STRATÉGIQUE 4	Maintenir Port Victoria comme port majeur de débarquement/transbordement du thon dans l'océan indien	
	Atteint	Atteint
AXE STRATÉGIQUE 5	Promouvoir une économie intégrée	
	Partiellement atteint	Partiellement atteint
AXE STRATÉGIQUE 6	Promouvoir la sécurité en mer	
	Non vérifié	Non vérifié

Pour 2010, dernière année de mise en œuvre du protocole, la Commission mixte a décidé de remodeler en profondeur la matrice et de la simplifier.

Il convient de relever que la définition d'une matrice qui cherche à embrasser l'ensemble des aspects de la politique nationale des pêches est un travail ambitieux et complexe. Sa mise en place pour une durée de 6 années ne peut se concevoir que si des révisions et des ajustements sont possibles comme cela a été le cas.

La mission d'évaluation de 2008 avait relevé certains obstacles pour atteindre les valeurs cibles portés à la matrice :

- l'absence de structure de représentation professionnelle. Cette absence rend difficile toute définition de plans de gestion des ressources halieutiques par la SFA. Si la mise en place d'une structure de représentation professionnelle dotée de moyens de fonctionnement suffisant apparaît comme un préalable nécessaire à la définition de plans de gestion de la ressources, elle n'est toujours pas en place.
- les choix budgétaires quand à l'utilisation des fonds. Il est toujours très difficile de percevoir quel usage est réellement fait des fonds de l'accord. Une partie significative des indicateurs est réalisée par le biais de participation à des projets et programmes bénéficiant d'autres financements internationaux. Certaines structures (FIQCU par exemple) sont portées à la matrice mais n'ont perçu aucun fond de la SFA ou du ministère des Finances au titre de l'accord de pêche en vue de satisfaire aux objectifs et indicateurs de la matrice. Enfin, les documents financiers sont difficiles à obtenir et ne permettent pas d'identifier les flux. Il semble donc qu'une partie des fonds de l'accord de pêche destinés à la mise en place d'une politique de développement du secteur national des pêches et à la promotion d'une pêche durable et responsable sert à assurer le fonctionnement courant de la SFA.
- la divergence d'appréciation de la matrice. Si pour l'UE la matrice revêt un caractère contraignant avec un aspect budgétaire, ce n'est pas le cas pour les Seychelles qui y perçoivent plutôt une grille d'appréciation des actions de la SFA.
- la définition des valeurs cibles est un élément difficile à réaliser sur une période aussi longue. L'évaluation faite à mi-parcours a permis de réévaluer l'outil pour une meilleure efficacité de celui-ci.
- Le contrôle du niveau de réalisation de la matrice est un travail lourd qui demande une pleine collaboration du bénéficiaire qui peut y voir une ingérence.

En 2010, ces remarques sont toujours d'actualité.

### 8.10.2 Accord de pêche avec le Japon

Les Seychelles ont signé et renouvellent régulièrement des accords de pêche avec le Japon (Federation of Japan Tuna Fisheries Co-Operative Associations - JT) depuis 1990. Les Seychelles ont deux types d'accord avec le Japon. L'accord principal est un accord de pêche établissant les termes et conditions de l'accès des navires japonais aux ressources des Seychelles. Le second accord porte sur la fourniture de biens et services (cf. 1.5.2) au titre de la contribution au développement du secteur de la pêche.

Le dernier accord de pêche avec le Japon est entré en vigueur en le 1er mai 2007 et a expiré le 30 avril 2009 mais a semble-t-il été renouvelé pour une période de 12 mois supplémentaire.

Le montant des licences est le suivant :

- 22 000 USD for 1 année
- 14 500 USD pour 6 mois
- 4 500 USD par période de 30 jours additionnelle à la période de 6 mois.

La compensation financière est payée directement au Trésor Public seychellois, sans aucun versement particulier à la SFA.

La contribution au secteur de la pêche est plus difficile à cerner. Les renseignements obtenus permettent de considérer que deux projets ont été financés par le Japon au cours des 4 dernières années: la construction du port de pêche artisanale de Providence (coût estimé de 8 à 10 M USD; étude et réalisation par des entreprises japonaises) et la construction de l'atelier de mise au point et de valorisation de produits de la mer. (étude et réalisation par la SFA)

Le nombre palangriers autorisés dans le cadre de cet accord est fixé à 80 navires.

En matière de MCS, les navires japonais fréquentant la ZEE seychelloise ont l'obligation de fournir leur position tous les 3 jours par fax ou par @mail. Chaque navire doit indiquer ses entrées-sorties de ZEE avec un préavis de 12 heures. Quand les navires japonais fréquentent les eaux territoriales seychelloises, un système de VMS doit envoyer la position du navire à la SFA au minimum toutes les heures. Des frais forfaitaires de fonctionnement du VMS sont perçus par la SFA à hauteur de 500 USD par navire.

La SFA dispose de la possibilité de faire embarquer des observateurs à bord des navires japonais. La SFA fournit alors à JT la liste des navires devant embarquer des observateurs et le nom des observateurs. Dans la pratique, cette possibilité n'a pas semble-t-il été utilisée. JT doit financer la SFA à hauteur de 2 000 USD/navire licencié la formation des observateurs seychellois.

La formation des marins seychellois est financée via la SFA à hauteur de 1 000 USD par navire licencié ainsi que par le financement de 3 bourses d'étude annuelles au Japon.

Les navires ont l'obligation de débarquer et de transborder à Victoria, sauf impossibilité. Dans la pratique, le port de Victoria n'est pas fréquenté par les palangriers.

Les navires licenciés doivent se conformer aux mesures et recommandations de la CTOI.

**Tableau 29 : Nombre de navires japonais ayant utilisé une licence de pêche au titre de l'accord de pêche Seychelles – Japon. (Source: SFA)**

	Durée de la licence			
	< 3 mois	3 mois	6 mois	1 an
2005	60	102	-	3
2006	53	84	-	2
2007	17	19	14	26
2008	2	-	10	14

Si l'accord ne prévoit pas de licence pour 3 mois, il semble que la pratique ait été différente, la SFA enregistrant des licences pour cette durée. Les licences inférieures à 3 mois sont des extensions et ne concernent pas de nouveaux navires.

On peut constater que la fréquentation des eaux seychelloise par les palangriers japonais est en forte baisse depuis 2008. Il faut sans doute y voir une conséquence de la piraterie somalienne.

Sur ces bases, on peut estimer<sup>21</sup> que les revenus tirés de l'accord de pêche Japon-Seychelles s'approchent des sommes portées au tableau ci-dessous.

**Tableau 30 : Estimation du revenu tiré par les Seychelles de l'accord de pêche Japon-Seychelles, hors section "Biens et équipements".**

USD	2005	2006	2007	2008
Licences, dont				
< 3 mois	270 000	238 500	76 500	9 000
3 mois <sup>22</sup>	739 500	609 000	137 750	
6 mois	-		203 000	145 000
1 an	66 000	44 000	572 000	308 000
VMS	52 500	43 000	29 500	12 000
Observateurs	6 000	4 000	52 000	28 000
Formation	3 000	2 000	26 000	14 000
Total	1 137 000	940 500	1 096 750	516 000
dont SFA	61 500	49 000	107 500	54 000

Sur les quatre années considérées, le revenu annuel moyen tiré des licences de pêche s'établit à 922 000 USD, dont 68 000 USD directement perçus par la SFA.

### 8.10.3 Accord de pêche avec Taïwan

Les Seychelles et Taïwan sont liés par des accords de pêche bisannuels depuis 1997. Le dernier accord signé date de 2008.

Le signataire de l'accord est la Taïwan Deep Sea Tuna Boatowners and Exporters Association. (TDSTBA)

Le montant des licences est le suivant :

- 24 000 USD for 1 année
- 17 500 USD pour 6 mois
- 5 500 USD par période de 30 jours additionnelle à la période de 6 mois.

La compensation financière est payée directement au Trésor Public seychellois, sans aucun versement particulier à la SFA.

Le nombre palangriers autorisés dans le cadre de cet accord est fixé à 120 navires.

Chaque navire doit être équipé d'un VMS satellitaire. Un coût de gestion est prélevé par les Seychelles d'un montant de 500 USD/licence quelle que soit sa durée. Cette somme est perçue directement par la SFA.

Chaque navire licencié doit s'acquitter d'une somme de 2 000 USD sauf à ce qu'il accepte d'embarquer un observateur ce qui semble-t-il n'a pas été le cas jusqu'à présent.

En l'absence de marin seychellois à bord, chaque navire licencié doit s'acquitter d'une somme de 1 000 USD.

Les navires ont l'obligation de débarquer et de transborder à Victoria, sauf impossibilité.

Les navires licenciés doivent se conformer aux mesures et recommandations de la CTOI

**Tableau 31 : Nombre de navires taïwanais ayant utilisé une licence de pêche au titre de l'accord de pêche Seychelles – Taïwan**

<sup>21</sup> Aucune information chiffrée précise n'a été obtenue de la SFA, hormis les données globales fournies au **Tableau 30**

<sup>22</sup> La licence 3 mois n'étant pas tarifée dans l'accord, le prix de la licence 6 mois / 2 a été retenue. Le coût réel est sans doute légèrement plus élevé.

	Durée de la licence			
	< 3 mois	3 mois	6 mois	1 an
2005	33	-	45	85
2006	32	-	15	40
2007	-	-	32	23
2008	-	-	14	4

On peut constater que la fréquentation des eaux seychelloises par les palangriers taiwanais s'érode depuis 2006 et est en forte baisse depuis 2008. Il faut sans doute y voir une conséquence de la piraterie somalienne.

Sur ces bases, on peut estimer<sup>23</sup> que les revenus tirés de l'accord de pêche Taïwan-Seychelles s'approchent des sommes portées au tableau ci-dessous.

**Tableau 32 : Estimation du revenu tiré par les Seychelles de l'accord de pêche Taïwan-Seychelles.**

USD	2005	2006	2007	2008
Licences, dont				
< 3 mois	181 500	176 000		
3 mois				
6 mois	787 500	262 500	560 000	245 000
1 an	2 040 000	960 000	552 000	96 000
VMS	65 000	27 500	27 500	9 000
Observateurs	260 000	110 000	110 000	36 000
Formation	130 000	55 000	55 000	18 000
Total	3 464 000	1 591 000	1 304 500	404 000
dont SFA	455 000	192 500	192 500	63 000

Sur les quatre années considérées, le revenu annuel moyen tiré des licences de pêche s'établit à 1 690 875 USD, dont 225 750 € directement perçus par la SFA.

#### 8.10.4 Accord de pêche avec la RP de Chine

Le dernier accord de pêche entre la RP de Chine et les Seychelles a expiré en 2008. Sa validité était d'un an.

Le montant des licences était le suivant :

Navire < 499 tonnes :

- option 1 : 5 000 USD/mois avec une somme additionnelle de 3 000 USD par mois supplémentaire
- option 2 : 10 500 USD/mois pour une licence de 6 mois
- option 3 : 12 500 USD pour 12 mois

Navire > 499 tonnes :

- option 1 : 6 000 USD/mois avec une somme additionnelle de 3 500 USD par mois supplémentaire
- option 2 : 12 500 USD/mois pour une licence de 6 mois
- option 3 : 14 500 USD pour 12 mois

La compensation financière est payée directement au Trésor Public seychellois, sans aucun versement particulier à la SFA.

Le nombre palangriers autorisés dans le cadre de cet accord est fixé à 35 navires.

Chaque navire doit reporter sa position chaque mardi et vendredi par radio ou telex. Un coût de gestion est prélevé par les Seychelles d'un montant de 500 USD/licence quelle que soit sa durée. Cette somme est perçue directement par la SFA.

<sup>23</sup> Aucune information chiffrée précise n'a été obtenue de la SFA, hormis les données globales fournies au **Tableau 32**

**Tableau 33 : Nombre de navires chinois ayant utilisé une licence de pêche au titre de l'accord de pêche Seychelles – RP Chine**

	Durée de la licence			
	< 3 mois	3 mois	6 mois	1 an
2005	-	-	1	6
2006	-	-	4	7
2007	-	-	1	3
2008	-	-	2	3

On peut noter la faible fréquentation des eaux seychelloises par les palangriers chinois sur les quatre années considérées.

Sur ces bases, on peut estimer<sup>24</sup> que les revenus tirés de l'accord de pêche Chine-Seychelles s'approchent des sommes portées au tableau ci-dessous.

**Tableau 34 : Estimation du revenu tiré par les Seychelles de l'accord de pêche Chine-Seychelles.**

USD	2005	2006	2007	2008
Licences, dont				
< 3 mois				
3 mois				
6 mois	12 500	50 000	12 500	25 000
1 an	87 000	101 500	43 500	43 500
VMS	3 500	5 500	2 000	2 500
Observateurs				
Formation				
Total	103 000	157 000	58 000	71 000
dont SFA	3 500	5 500	2 000	2 500

Sur les quatre années considérées, le revenu annuel moyen tiré des licences de pêche s'établit à 97 250 USD, dont 3 375 € directement perçus par la SFA.

#### 8.10.5 Accord de pêche avec Maurice

L'accord de pêche avec la République de Maurice prévoyait une réciprocité d'accès pour les navires des deux pays. Le processus de signature de cet accord n'a jamais été conduit à son terme. Il est probable que le développement d'une flotte de pêche industrielle sous pavillon seychellois soit perçu comme un élément de déséquilibre de l'accord par la partie mauricienne.

#### 8.10.6 Éléments de comparaison entre accords de pêche

<sup>24</sup> Aucune information chiffrée précise n'a été obtenue de la SFA, hormis les données globales fournies au Tableau 34

**Tableau 35 : Synthèse des accords de pêche UE – Japon – Taïwan – RP Chine**

	UE	Japon	Taïwan	China
Date d'entrée en vigueur	18/01/2005-17/01/2011	01/05/2007-20/04/2009		
	European Commission	Japan Tuna Fisheries Cooperative Association	Taiwan Deep Sea Tuna Boat Owners and Exporters Association	
Types de navires concernés	Senneurs Palangriers	Palangriers	Palangriers	Palangriers
Compensation financière	Compensation versée par l'UE de 28 440 000 € de façon forfaitaire pour un tonnage de référence de : 55 000 tonnes/an pour 2005, 2006 et 2007 avec un coût de 75€/t supplémentaire 63 000 tonnes/an pour 2008, 2009 et 2010. Avec un coût de 65€/t supplémentaire Licence / navire payée par les armateurs pour la période 2005, 2006 et 2007: 15 000 €/an par thonier senneur avec un tonnage forfaitaire de 600 t 3 000 €/an par palangrier > 250 GRT avec un tonnage forfaitaire de 120 t 2 250 €/an par palangrier < 250 GRT avec un tonnage forfaitaire de 90 t. 25€/t en excédent Licence / navire payée par les armateurs pour la période 2006 2007 et 2008: 21 000 €/an par thonier senneur avec un tonnage forfaitaire de 600 t 4 200 €/an par palangrier > 250 GRT avec un tonnage forfaitaire de 120 t 3 150 €/an par palangrier < 250 GRT avec un tonnage forfaitaire de 90 t. 35€/t en excédent	22 000 USD/12 mois 14 500 USD/6 mois 4 500 USD/30 jours d'extension de la licence de 6 mois  JT doit acquitter à la SFA une redevance à la SFA de 2 000 USD par navire licencié (licence pour 6 mois et 1 an) afin de contribuer à la formation des observateurs	24 000 USD / 12 mois 17 500 USD / 6 mois 5 500 USD / 30 jours d'extension de la licence de 6 mois ou en cas de prorogation de moins de 3 mois de l'accord de pêche  TDSTBOEA doit acquitter à la SFA une redevance de 2 000 USD par navire licencié (licence pour 6 mois et 1 an) afin de contribuer à la formation des observateurs, sauf à ce que l'association accepte l'embarquement d'observateurs à bord	Navire < 499 tonnes : option 1 : 5 000 USD/mois avec une somme additionnelle de 3 000 USD par mois supplémentaire option 2 : 10 500 USD/mois pour une licence de 6 mois option 3 : 12 500 USD pour 12 mois Navire > 499 tonnes : option 1 : 6 000 USD/mois avec une somme additionnelle de 3 500 USD par mois supplémentaire option 2 : 12 500 USD/mois pour une licence de 6 mois option 3 : 14 500 USD pour 12 mois
		500 USD/navire au titre de la gestion du VMS versés à la SFA	500 USD/navire au titre de la gestion du VMS versés à la SFA	
		JT doit acquitter à la SFA une redevance de 1 000 USD par navire licencié (licence pour 6 mois et 1 an) afin de contribuer à la formation de marins seychellois JT finance 3 bourses d'études supérieures au Japon dans le domaine maritime Financement de 3 bourses d'étude au Japon annuellement Accord séparé dit de « Goods and Services ». Montant non connu	TDSTBOEA doit acquitter à la SFA une redevance de 1 000 USD par navire licencié (licence pour 6 mois et 1 an) afin de contribuer à la formation de marins seychellois sauf à ce que l'association accepte l'embarquement de marins seychellois à bord	
Paiement	Trésor Public pour 44 % de la partie versée par l'UE SFA pour 56 % de la partie versée par l'UE	Trésor Public	Trésor Public	
Nombre maximum de navires	40 senneurs 80 palangriers	80	120	35
Mesures techniques	MCS : transmission de position VMS horaire via les FMC nationaux. Déclaration entrée-sortie de zone 3 heures avant l'événement	MCS : localisation par VMS toutes les heures quand sont présents dans la ZEE seychelloise ; déclaration entrée-sortie de zone 12 heures avant l'événement ;	MCS : utilisation de VMS quand sont présents dans la ZEE des Seychelles.	MCS : les navires doivent fournir chaque mardi et vendredi leur position, captures et effort de pêche à la SFA par radio ou télex
	Les navires doivent tenir un journal de bord. Déclaration supplémentaire en cas d'entrée/sortie	déclaration de captures et effort de pêche tous les 3 jours par fax ou @mail		Les navires doivent tenir un journal de bord qui doit être transmis à la SFA à l'occasion d'escale à Port Victoria ou à l'issue de la marée
	Programme d'embarquement	Les deux parties doivent se mettre d'accord	Soumis à acceptation de l'armateur qui se	

	<p>d'observateurs détaillé à la charge de l'armateur (sauf salaire de l'observateur)</p> <p>Interdiction de pêcher dans eaux réservées à la pêche artisanale et dans un rayon de 3 nautiques autour des DCP. Coordonnées fournies par la SFA.</p>	<p>quand les observateurs doivent/peuvent embarquer</p> <p>1 à 2 observateur(s) par bateau</p> <p>La SFA doit envoyer à JT la liste des navires à solliciter pour l'embarquement des observateurs et la liste des observateurs</p>	<p>libère de l'obligation par le paiement d'une redevance</p>	
	<p>Les navires souhaitant ne peuvent transborder qu'à Port Victoria, après notification 24 h à l'avance. Aucun transbordement dans le ZEE n'est autorisé. Après chaque transbordement, déclaration statistique des captures à fournir à la SFA. Le Capitaine doit autoriser et faciliter l'inspection du navire.</p>	<p>Les navires doivent débarquer et transborder à Port Victoria dans la mesure du possible, sauf à disposer d'une autorisation de la SFA ou à opérer en conformité avec les résolutions CTOI</p>	<p>Les navires doivent débarquer et transborder à Port Victoria dans la mesure du possible, sauf à disposer d'une autorisation de la SFA. Tout transbordement en ZEE Seychelles est interdit</p>	
	<p>Les thoniers doivent s'efforcer de mettre leurs captures accessoires sur le marché local.</p> <p>Les thoniers doivent s'efforcer d'approvisionner les conserveries seychelloises</p> <p>Les thoniers s'efforcent de se procurer aux Seychelles les fournitures et services nécessaires à leur activité</p>		<p>Les captures accessoires doivent</p>	
Emploi de marins	<p>Au moins 2 marins par senneur sinon 20 USD/jour dans la ZEE des Seychelles</p>	<p>Pas d'obligation (compensation financière forfaitaire))</p>	<p>Pas d'obligation (compensation financière forfaitaire)</p>	
Conventions internationales	<p>Les navires doivent se conformer aux dispositions et recommandations de la CTOI</p> <p>L'emploi des marins seychellois doit se faire en conformité avec les seuils minimums de l'OIT.</p>	<p>Les navires doivent se conformer aux dispositions et recommandations de la CTOI</p>	<p>Les navires doivent se conformer aux dispositions et recommandations de la CTOI</p>	
Contrôle / Inspection	<p>Capitaine doit coopérer durant les opérations de contrôle</p>			
Sanction	<p>Application de la loi seychelloise et suspension/annulation/non-renouvellement de la licence</p>			

## 9 LES PÊCHERIES DANS LES EAUX DES SEYCHELLES

### 9.1 La pêche nationale seychelloise

Ne sera présentée ici que la pêche exercée sous pavillon seychellois par des intérêts économiques seychellois. L'activité de pêche industrielle exercée par des intérêts étrangers sous pavillon étranger est présentée au 9.2.

#### 9.1.1 La pêche artisanale

Le suivi de l'activité de pêche artisanale est assuré par la SFA. Les informations sur l'activité des différentes composantes de la flottille, sur la production et la composition spécifique des captures sont régulièrement collectées dans 44 sites de débarquement (34 à Mahé, 17 à Praslin et 3 à La Digue).

##### **Les Navires**

La flottille de pêche artisanale compte environ 400 unités de différents types, basées dans les trois principales îles de Mahé, Praslin et La Digue.

La flottille artisanale est composée de deux grandes catégories de bateaux : les unités non motorisées ou équipées de moteurs hors-bord (pirogues et canots) ; celles équipées de moteurs in-bord (« *whalers* » et « *schooners* »).

Les pirogues sont de petites embarcations traditionnelles, en bois, manœuvrées à la rame ou équipées d'un moteur hors-bord d'une puissance inférieure ou égale à 15 CV. Les canots sont des bateaux en fibre de verre d'environ 5 m de long et équipés de moteurs hors-bord de 25 à 40 CV. Dans la catégorie des pirogues et des hors-bord, environ un tiers de la flottille ne pêche qu'à temps partiel.

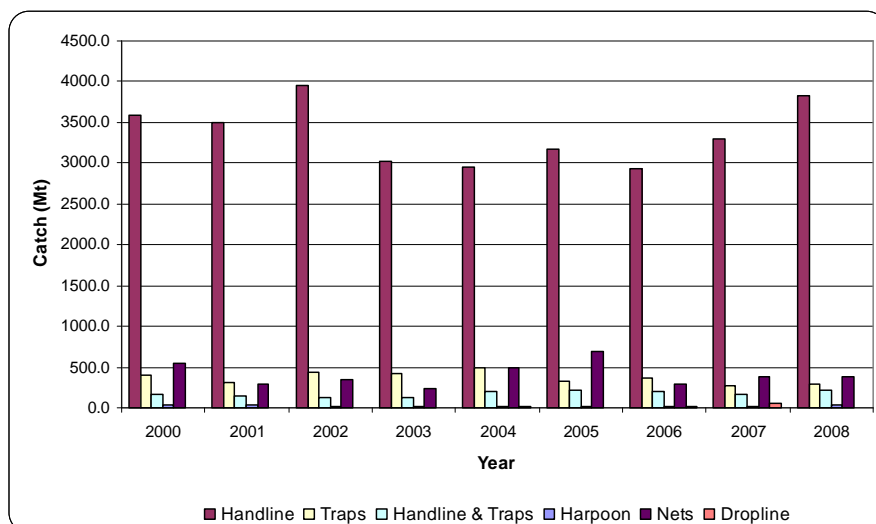
Les « *whalers* » sont des embarcations non pontées (ou partiellement pontées). Il en existe de plusieurs sortes : les plus nombreuses sont des unités traditionnelles en bois, avec des bordées à clins, d'une longueur de 9 à 12 m, et embarquant un équipage d'environ 7 hommes ; les plus récentes sont en fibre de verre, avec des bordées à clins moulées, et de longueur variant de 6,5 m à 8,5 m (elles portent des noms créoles éloquentes : « *Lekonomi* », « *L'Avenir* » et « *Nouveau L'Avenir* ») ; de nombreux « *whalers* » sont équipés de glacière, et peuvent conserver de 1 à 2 t de poissons. À l'exception des « *whalers* » équipés de glacière et qui peuvent rester de 3 à 6 jours en mer, toutes ces unités non pontées n'effectuent que des sorties à la journée (voire de quelques heures) et ont un rayon d'action très limité autour de leurs points de débarquements.

Les plus grosses unités de pêche artisanale sont les *schooners*. Il s'agit de navires pontés en bois, mesurant de 10 à 13 m, équipés de moteurs diesel et ayant un équipage de 4 à 6 marins. Ils peuvent embarquer de la glace pour des sorties de 8 jours en moyenne. Ces bateaux ont un rayon d'action important et pêchent à la périphérie du plateau insulaire de Mahé et sur celui des Amirantes.

Ces dernières années, la composition de la flottille a peu évolué ; on note cependant une diminution du nombre des plus petites unités (pirogues et canots hors-bord).

##### **Les engins de pêche**

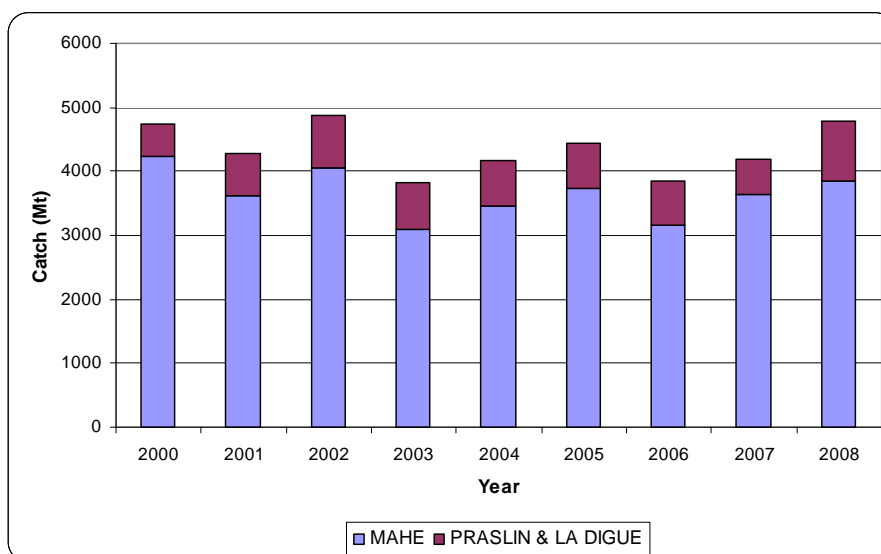
De nombreux engins de pêche de petite échelle sont utilisés par la pêche artisanale : ligne à main, nasse, filet maillant, filet maillant encerclant, senne de plage et harpon. La ligne à main est l'engin le plus utilisé, devant les nasses et les filets maillants. En 2008, environ 80 % des débarquements étaient pêchés à la ligne.



**Figure 4 : Captures de la pêche artisanale par type d'engins de pêche aux Seychelles en 2008 (Source : SFA)**

### Les captures

Les captures de la pêche artisanale seychelloise sont estimées par la SFA à 4 777 tonnes pour 2008, en progression de 14 % par rapport aux captures estimées de 2007. (4 181 tonnes). L'essentiel des captures est effectué par la flottille de Mahé, les débarquements des flottilles de Praslin et La Digue se situant à des niveaux beaucoup plus modestes.



**Figure 5 : Estimation des captures de la pêche artisanale de Mahé et Praslin/La Digue en 2000-2008 (Source : SFA)**

Les captures les plus importantes sont réalisées par les whalers (environ 60 % du total) et les canots (environ 25 %). Les autres types de navires ont des captures beaucoup moins significatives.

**Tableau 36 : Répartition des captures par type d'embarcation. (Source: SFA)**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Pirogue	1.7	1.2	0.6	1.1	1.3	1.6	2.1	0.6	0.6
Canots	32.5	25.0	25.4	27.4	34.3	36.2	28.3	25.0	25.4
Whalers	60.9	66.8	68.9	64.1	54.2	50.4	56.9	63.3	64.2
Schooners	4.1	6.0	4.5	6.8	9.0	11.1	11.5	9.3	8.9
Pêcheurs à pied	0.9	1.1	0.6	0.6	0.9	0.7	0.6	0.4	0.8
Dropline	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.0	0.6	1.4	0.1

### Les principales espèces

Les captures de la pêche artisanale sont dominées par les carangues, le vivaneau et le job.

**Tableau 37 : Principales espèces et groupes d'espèces débarqués annuellement par la pêche artisanale seychelloise au cours de la période 2000-2008. (Source: SFA)**

Species Group	Pourcentage du total des captures annuelles								
English/Scientific	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Carangues (Carangoides spp.)	37.1	30.1	41.7	33.6	28.2	24.8	19.7	18.7	25.7
Vivaneau (Lutjanus spp.)	8.7	13.9	10.0	11.6	17.0	22.3	26.7	29.6	22.0
Job (Aprion virescens)	11.6	16.4	12.5	15.8	12.5	11.2	15.5	15.7	15.8
Capitaine (Lethrinus spp.)	8.9	11.2	6.9	6.1	6.2	5.1	4.4	4.6	7.1
Mérou (Epinephelus spp.)	3.2	2.5	1.5	2.4	2.3	2.1	3.2	3.8	3.2
Cordonnier (Siganus spp.)	3.7	2.1	4.2	6.6	7.6	5.4	7.3	5.1	4.0
Maquereau doux (Rastrelliger sp.)	9.9	6.2	7.1	5.8	11.0	15.4	6.6	9.2	7.9
Autres pélagiques	8.1	8.9	8.8	10.8	7.4	7.5	8.6	7.7	8.0
Autres démersaux	4.5	3.6	3.7	3.5	3.7	2.6	3.3	2.4	3.4
Autres	4.3	5.1	3.6	3.8	4.2	3.5	4.9	3.1	2.8
Total annual catch (MT)	4748.4	4285.0	4889.1	3835.7	4174.0	4433.3	3845.0	4181.4	4777.1

### 9.1.2 La pêche semi-industrielle

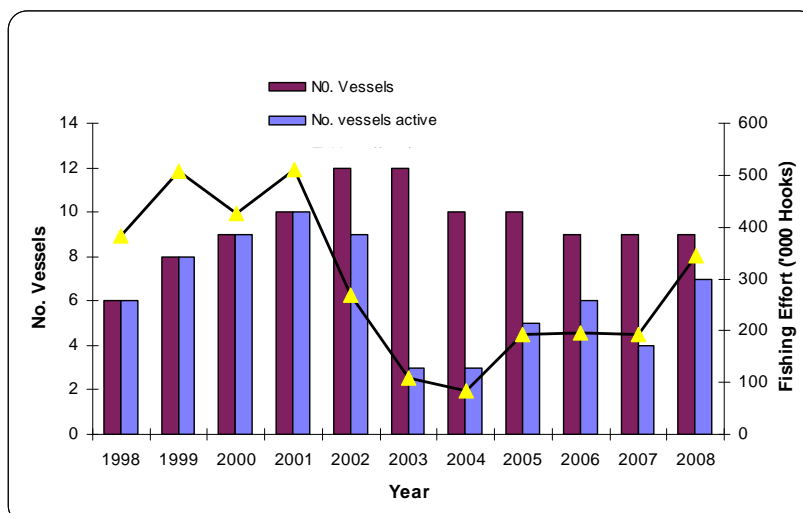
Une pêcherie semi-industrielle seychelloise a démarré en 1995, ciblant principalement l'espadon, l'albacore, le patudo et le requin.

#### Les bateaux

12 palangriers semi-industriels sont actuellement répertoriés à la SFA. Ce sont des unités de 10 à 23 m (16 m en moyenne), 200 à 320 CV, 20 à 70 TJB (49 TJB en moyenne), avec un équipage de 6 à 8 hommes. Tous sont basés à Victoria. La SFA prévoit dans son *Action Plan 2017* de dynamiser ce secteur en procédant à l'acquisition de navires supplémentaires.

#### L'engin et la technique de pêche

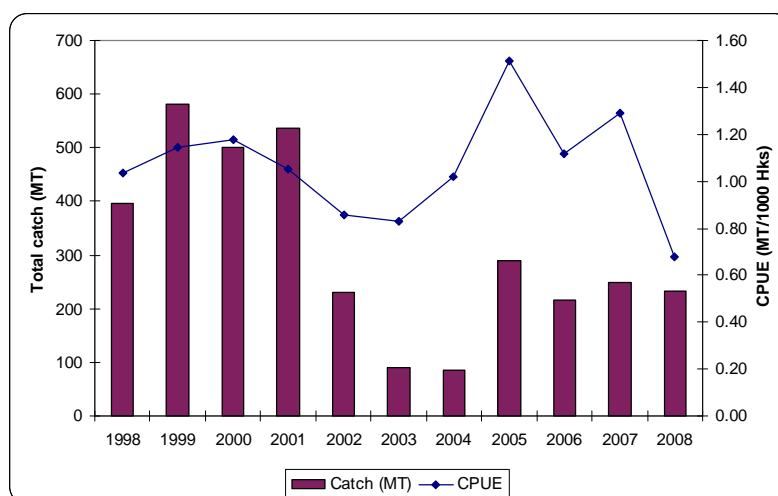
La palangre utilisée est en monofilament de polyamide. Elle est constituée d'une ligne principale de 20 à 30 km de long et 2 à 4 mm de diamètre, d'où partent des lignes secondaires (avançons) de 0,18 à 0,20 mm de diamètre terminées par les hameçons. La palangre est équipée de 400 à 900 hameçons. À bord, la ligne principale est stockée dans des paniers spécialement aménagés. Chaque panier de palangre contient de 5 à 10 hameçons. Pour cibler l'espadon, la pêche a lieu de nuit. La palangre est calée en surface le soir vers 18-19 heures, et virée le matin suivant vers 7-8 heures. L'appât est du calmar (*Illex sp.*) importé congelé de Corée du Sud ou de Taiwan. Des sticks lumineux, vert fluorescent, sont utilisés au-dessus des hameçons, pour augmenter le pouvoir attractif de l'appât.



**Figure 6 : Évolution du nombre de navires et de l'effort de pêche de la flottille seychelloise semi-industrielle (Source : SFA)**

Les captures de la flottille semi-industrielle sont estimées par la SFA à 233 tonnes en 2008, en légère baisse (-6 %) par rapport à 2007 alors même que l'effort de pêche a augmenté de 80 %.

Le taux de capture s'est élevé à 0,68 tonne/1000 hameçons en très forte baisse par rapport au taux de 1,27 tonne/1000 hameçons qui avait été connu en 2007. Ce niveau est le plus bas taux depuis que la pêcherie est suivie. Cette baisse est enregistrée sur les 3 principales espèces cible. La CPUE de l'espadon décroît de 0,58 tonne/1000 hameçons en 2007 à 0,28 tonne/100 hameçons en 2008. Le yellowfin voit sa CPUE s'effondrer de 0,36 tonne/1000 hameçons à 0,13 tonne/1000 hameçons. Le patudo connaît une baisse moins forte de 0,29 tonne/1000 hameçons à 0,17 tonne/1000 hameçons.



**Figure 7 : Évolution des débarquements et des taux de capture de la pêche semi-industrielle. (Source : SFA)**

L'espadon est l'espèce dominante dans les débarquements.

**Tableau 38 : Principales espèces débarquées annuellement par la pêche semi-industrielle seychelloise au cours de la période 2000-2008. (Source: SFA)**

	Espadon	Albacore	Patudo	Voilier	Marlin	Requin	Autres	Total
2000	260	50	57	36	14	78	6	501
2001	270	96	58	21	12	71	7	536
2002	135	42	24	8	4	15	3	230
2003	66	13	11	0	0	0	0	91
2004	71	7	7	1	0	3	0	90
2005	168	50	56	5	2	8	2	290
2006	115	43	52	2	2	4	1	219
2007	111	70	55	3	2	5	3	248
2008	98	44	59	7	3	22	1	233

### 9.1.3 L'aquaculture

L'élevage de crevette a été la principale activité aquacole. Deux autres activités à caractère plus anecdotique méritent cependant d'être citées : un élevage d'huître perlière et un élevage de bénitiers.

#### **La crevetticulture**

L'aquaculture de la crevette *Penaeus monodon*, a démarré en 1988-89 à Coetivy, une petite île de l'archipel des Seychelles, de 9 km de long sur 1 km de large et de 900 hectares de superficie, située à 250 km de Mahé. Au début de 1994, la ferme pilote comprenait 74 bassins de 4 800 m<sup>2</sup>, une éclosérie, une usine de conditionnement (avec fabrique de glace) et une unité de production d'énergie. En 1999, d'autres bassins ainsi qu'une deuxième éclosérie étaient construits. L'ensemble était géré par le Seychelles Marketig Board. Jusqu'à sa fermeture définitive en décembre 2008 pour être remplacé par un complexe hôtelier devant s'insérer dans un schéma de développement intégré (non-défini à ce jour), la ferme comprenait 200 bassins d'une superficie totale de 100 hectares, une usine de conditionnement, une unité de production d'énergie et deux bateaux de servitude.

Les crevettes produites à Coetivy étaient destinées à l'exportation vers les marchés européen et japonais où elles jouissaient d'une excellente image.

#### **La perliculture**

Une petite entreprise de culture de l'huître perlière, *Pinctada margaritifera*, est installée à Praslin depuis 1995. Elle dispose d'une concession de 16 hectares entre Praslin et Curieuse, pour le captage des larves ; puis l'élevage. La greffe sur les huîtres est réalisée quand les animaux atteignent une taille d'environ 10 cm (ils sont alors âgés de 18 mois à 2 ans). Pour réaliser cette opération, il est fait appel à un spécialiste (japonais, australien ou américain). Une fois récoltées, les perles sont envoyées en Australie, pour être montées en bijoux ; puis sont renvoyées à Praslin pour être vendues aux touristes.

#### **L'élevage de bénitiers**

La même entreprise, installée à Praslin, élève des bénitiers pour le marché de l'aquariophilie, depuis 1993. Deux espèces sont élevées : *Tridacna maxima* (surtout) et *T. squamosa*. Pour avoir des larves, des géniteurs sont prélevés en mer et conservés dans des bassins à terre (10 m sur 2-3 m) pour la ponte. Les animaux sont exportés vers l'Europe et les États-Unis à une taille de 10-15 cm (ils ont alors entre 2 et 4 ans). Ces bénitiers sont relativement peu appréciés, en raison de leur couleur brune. Ils sont, par ailleurs, inscrits sur la liste 2 de la CITES ; et il est difficile d'obtenir un certificat CITES pour l'exportation.

## 9.2 La pêche étrangère sous pavillon seychellois

Les Seychelles accueillent une flotte étrangère sous pavillon national assez significative. Ces navires appartiennent à des sociétés de droit local contrôlées par des intérêts étrangers qui opèrent déjà des flottes dans l'océan indien et la ZEE seychelloise.

Deux types de flotte sont ainsi sous pavillon seychellois : une flotte de senneurs et une flotte de palangriers. Si la première est d'origine européenne, espagnole essentiellement, la seconde est d'origine asiatique.

Les Seychelles tirent un double avantage à cette situation. Elle leur assure de se constituer des antériorités en matière de capture à la senne et à la palangre dans l'océan indien ce qui, compte tenu d'une évolution des principes de gestion, peut s'avérer une disposition clairvoyante à moyen et long terme. De plus, s'agissant des senneurs, ceux-ci renforcent le rôle de Port Victoria et assurent une partie de l'approvisionnement de la conserverie IOT.

La flotte de senneurs sous pavillon seychellois est stable, de l'ordre de 10 navires. Les raisons pour lesquelles les armateurs européens utilisent le pavillon seychellois sont les suivantes :

- cette disposition permet de débloquer des capacités sous pavillon européen ;
- les coûts de fonctionnement sont moins élevés sous pavillon seychellois que sous pavillon européen notamment par le moindre recours à des marins communautaires, un système de rémunération qui n'est plus fondé sur les systèmes conventionnels en vigueur sur les navires battant pavillon français ou espagnols et un suivi plus souple en matière de visites de sécurité ;
- les navires seraient en exemption d'imposition, étant considérés comme comme investissement sous statut off-shore.
- Le coût de la licence est compétitif avec le coût d'une licence sous accord UE

Le pavillon seychellois accueille également une flottille d'une vingtaine de palangriers d'origine asiatique. Ils sont titulaires de licences de pêche pour travailler dans les eaux seychelloises qui semblent calquer sur le rythme des accords de pêche "palangriers". En effet, les licences émises correspondent à des périodes de trois mois, renouvelées avec plus ou moins de régularité. En dehors de ces périodes de pêche dans les eaux seychelloises, les navires sont réputés travailler dans les eaux internationales ou d'autres ZEE étrangères, toujours sous pavillon seychellois.

## 9.3 La pêche industrielle à la senne

### 9.3.1 La pêche à la senne dans l'océan indien

#### **Espèces cibles**

L'albacore (*Thunnus albacares*), le listao (*Katsuwonus pelamis*) et le patudo (*Thunnus obesus*) sont les trois espèces de thons tropicaux majeurs, ciblées par la flottille de senneurs opérant dans l'océan indien. Une quatrième espèce de thon majeur, le germon (*Thunnus alalunga*), vivant dans des eaux plus tempérées et fréquentant, dans l'océan indien, les latitudes plus élevées de l'hémisphère sud, est occasionnellement capturée par les senneurs, mais fait rarement l'objet de prises importantes.

#### **Les zones de pêche**

Les senneurs opèrent presque exclusivement dans la partie Ouest de l'océan indien, entre la côte Est de l'Afrique et le méridien 70°Est. En fonction de s migrations des thons et des opportunités saisonnières de capture, ils fréquentent les zones de pêche « Canal du Mozambique », « Sud-Est Seychelles », « Nord-Ouest Seychelles », « Est Somdie » et accessoirement « Mer d'Arabie » (**Figure 8**). Ces zones de pêche ont été définies au sein de la Commission Thonière de l'Océan Indien (CTOI), pour faciliter le suivi de l'exploitation des thons et autres grands pélagiques hauturiers

(espadons et marlins).

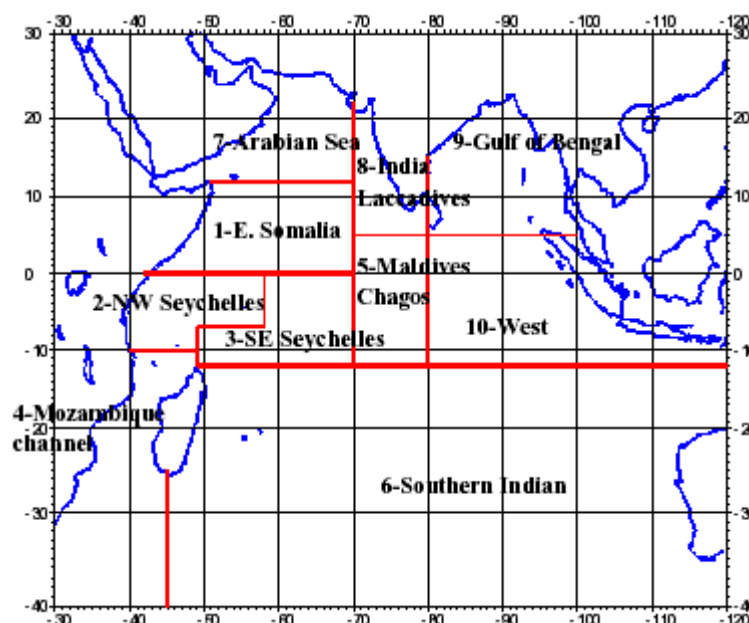


Figure 8 : Zones de pêche définies au sein de la CTOI. Source : CTOI

### La flotte

La flotte de senneurs opérant dans l'océan indien était constituée en 2007 de navires européens (sous pavillons espagnol, français et italien) et de navires appartenant à des intérêts espagnols sous pavillon seychellois.

Dans cette flotte de pêche, il faut également inclure des « *supply vessels* » espagnols. Il s'agit de navires d'appui qui aident les senneurs dans leur pêche sur DCP, et qui contribuent ainsi à accroître leur efficacité et leur puissance de pêche.

Les navires européens et autres pavillons opérant dans l'océan indien sont l'objet d'un suivi régulier par les scientifiques européens (IRD et IEO) et seychellois (SFA) dans le cadre des résolutions de la Commission Thonière de l'Océan Indien.

Tableau 39. Nombre de senneurs selon leur pavillon de 1999 à 2007. Source : Pianet et al, 2008

Année	Senneurs européens			Total UE	Autres pavillons					Total
	Espagne	France	Italie		Antil. NL	Belize	Iran	Panama	Seychelles	
1999	20	15	1	36	4	4	1	2	5	52
2000	17	15	1	33	5	5	1	1	6	51
2001	17	19	1	37	4	5		1	10	57
2002	18	18	1	37	4		3	1	7	52
2003	18	14	1	33		1		1	11	50
2004	20	15	1	36	1		1	1	13	52
2005	20	16	1	37					11	48
2006	22	18	1	41					10	51
2007	21	19	1	41					10	51
2008	17	19	1	37					10	47

### L'engin de pêche

La senne utilisée par les thoniers senneurs tropicaux dans l'océan indien mesure de 1 700 à 1 850 m de long, pour une chute de 250 à 320 m. La hauteur d'eau sur laquelle s'exerce l'efficacité de l'engin dépend, bien sûr, des conditions hydrodynamiques locales, mais reste toutefois toujours supérieure à la profondeur de la thermocline, qui se situe entre 50 et 80 m.

### Les captures des senneurs dans l'Ouest de l'océan indien

Depuis les origines de la pêche, au début des années quatre-vingt, les prises des senneurs opérant dans l'océan indien n'ont cessé d'augmenter, à l'exception de la période 1996-1998, de l'année 2001 et surtout depuis l'année 2007, où l'on a enregistré une baisse de capture affectant toutes les espèces, mais avec une importance variable. Depuis 2007, les captures sont très nettement inférieures à 300 000 t par an ; alors qu'en 2003 elles dépassaient les 400 000 tonnes. Le listao est l'espèce dominante, et représente en moyenne 50 % des prises sur les 10 dernières années, suivi de l'albacore (42 %) et du patudo (7 %). Les captures de germon restent anecdotiques (moins de 1 %).

En 2002, il convient de souligner l'accroissement de plus de 35 % des prises de listao par rapport à celles de l'année précédente. Cette année-là, les captures de listao ont atteint le niveau record de près de 212 200 tonnes (Tableau 40). Ce chiffre a été dépassé en 2006 avec 220 887 tonnes de listao capturées.

**Tableau 40. Captures par espèces des senneurs dans l'océan indien. Source : Pianet et al, 2009**

Année	Albacore (%)	Listao (%)	Patudo (%)	Germon	Captures totales
1999	120 178 (37%)	168 950 (52%)	35 587 (11%)	541	326 087
2000	130 717 (39%)	170 793 (52%)	25 519 (8%)	1 162	330 970
2001	114 439 (39%)	156 929 (54%)	19 482 (7%)	1 231	292 605
2002	130 187 (35%)	212 173 (57%)	26 943 (7%)	703	375 386
2003	200 469 (49%)	184 419 (45%)	19 626 (5%)	1 484	406 386
2004	206 146 (56%)	137 906 (38%)	19 641 (5%)	235	364 447
2005	175 534 (45%)	187 944 (49%)	22 140 (6%)	169	386 635
2006	147 884 (38%)	220 887 (56%)	19 490 (5%)	1 360	390 595
2007	93 023 (37%)	132 317 (53%)	21 205 (9%)	714	247 552
2008	112 132 (41%)	134 133 (49%)	26 445 (10%)	1 390	274 415

Le tableau suivant présente la ventilation des captures des senneurs, par espèce et selon le mode de pêche (sur bancs libres et sur DCP), pour la période 1999-2008. À l'exception de l'année 2001, plus de 70 % des captures des senneurs opérant dans l'océan indien sont réalisées sur DCP. Fonteneau (2003) souligne que ce pourcentage est le plus élevé qui n'ait jamais été observé au monde et que les captures réalisées sur DCP n'ont cessé d'augmenter, dans l'océan indien, de manière constante et significative depuis 1989 pour l'albacore, le listao et le patudo à la différence des captures sur bancs libres qui fluctuent d'une année sur l'autre sans montrer de tendances précises.

**Tableau 41. Captures des senneurs dans l'océan indien, par espèce et mode de pêche. Source : Pianet et al, 2009**

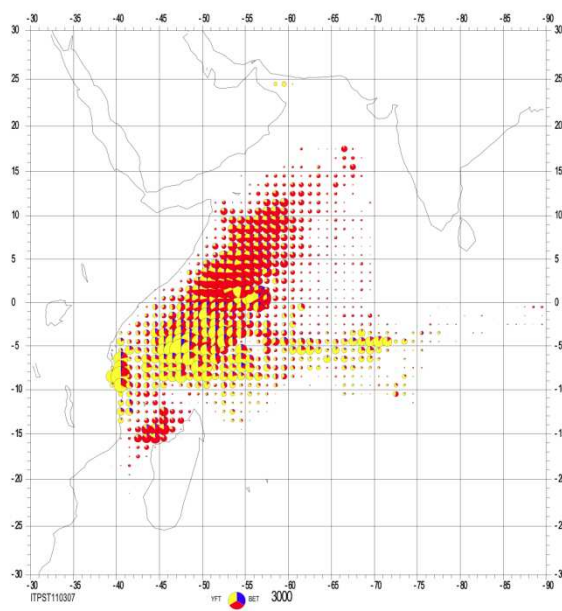
Année	Total		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	243 928	82 159	75 634	44 544	137 777	31 173	30 391	5 196	108	433
2000	238 966	92 004	71 946	58 771	145 755	25 038	20 117	5 402	123	1 039
2001	190 382	102 223	42 406	72 033	131 650	25 279	15 580	3 902	240	991
2002	272 485	102 900	56 505	73 682	191 914	20 259	22 898	4 045	16	687
2003	240 181	166 204	72 132	128 337	155 079	29 340	12 657	6 970	6	1 478
2004	183 133	181 314	46 321	159 825	120 329	17 577	16 142	3 500	2	233
2005	220 289	166 345	59 422	116 113	146 073	41 871	13 990	8 151	20	149
2006	270 598	119 997	67 772	80 112	188 324	32 563	13 644	5 846	0	1 360
2007	165 210	82 342	40 625	52 398	108 682	23 635	15 641	5 564	7	708
2008	175 782	98 634	39 212	72 920	119 404	14 729	16 826	9 619	35	1 355
Année	Total		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	75%	25%	63%	37%	82%	18%	85%	15%	20%	80%
2000	72%	28%	55%	45%	85%	15%	79%	21%	11%	89%
2001	65%	35%	37%	63%	84%	16%	80%	20%	19%	81%
2002	73%	27%	43%	57%	90%	10%	85%	15%	2%	98%
2003	59%	41%	36%	64%	84%	16%	64%	36%	0%	100%
2004	50%	50%	22%	78%	87%	13%	82%	18%	1%	99%
2005	57%	43%	34%	66%	78%	22%	63%	37%	12%	88%
2006	69%	31%	46%	54%	85%	15%	70%	30%	0%	100%
2007	67%	33%	44%	56%	82%	18%	74%	26%	1%	99%
2008	64%	36%	35%	65%	89%	11%	64%	36%	3%	97%

Dans la pêche sur DCP, le listao est l'espèce dominante, suivie de l'albacore et du patudo. L'efficacité des DCP sur les captures est variable selon les espèces. La grande majorité des captures

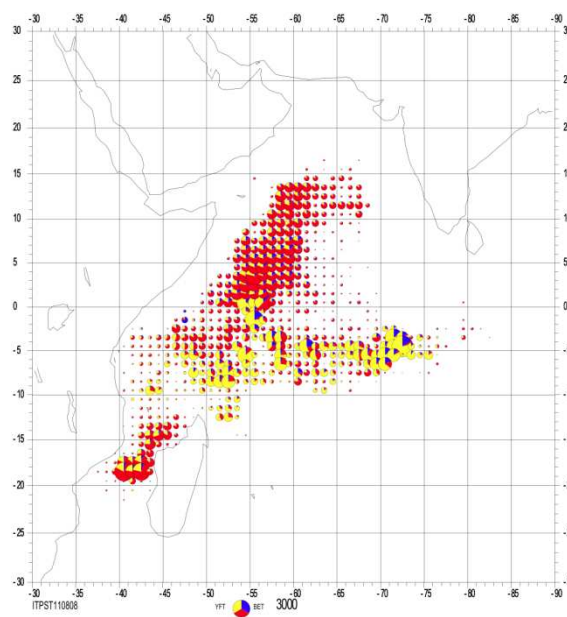
de listao et de patudo ont lieu sur DCP (respectivement 82 % et 75 %, en moyenne, de la totalité des captures de ces espèces pour la période 1999-2008). La proportion d'albacore capturée sur DCP est également élevée, mais toutefois plus modérée et variable d'une année sur l'autre (40 % en moyenne des captures totales de l'espèce, pour la même période). Par contre, les captures de germon sur DCP sont très faibles ; pendant la période 1999 – 2008, elles n'ont représenté, en moyenne, que 6 % des captures totales de l'espèce.

### **La distribution des captures**

La **Figure 9** présente la distribution annuelle des captures moyennes de la période 2003-2007 et la **Figure 10** la distribution des captures de l'année 2008. Pendant la période 2003-2007, quatre zones de concentration de l'activité des senneurs apparaissent clairement : la zone Somalie au Nord, les zones Ouest et Est Seychelles au centre, la zone canal de Mozambique au Sud et enfin la côte tanzanienne. En 2008, à la différence des années précédentes, les senneurs n'ont pas pêché devant la côte tanzanienne ; leur activité s'est concentrée dans les zones Ouest et Est Seychelles (entre l'équateur et 10°S) et dans la zone du canal du Mozambique, où respectivement d'importantes prises de listao et d'albacore ont été réalisées. Compte tenu des actes de piraterie, la côte somalienne a été moins travaillée que d'ordinaire.



**Figure 9 : Distribution spatiale des captures moyennes de la flotte de senneurs pour la période 2003-2007.**  
Source : Pianet, Delgado de Molina et al, 2009



**Figure 10 : Distribution spatiale des captures moyennes de la flotte de senneurs pour 2008. Source : Pianet, Delgado de Molina et al, 2009**

### 9.3.2 L'activité des senneurs seychellois

Les Seychelles accueillent une flotte étrangère sous pavillon national assez significative. Ces navires appartiennent à des sociétés de droit local contrôlées par des intérêts étrangers qui opèrent déjà des flottes dans l'océan indien et la ZEE seychelloise. Dans le cas des senneurs, ces intérêts sont essentiellement espagnols.

La flotte de senneurs sous pavillon seychellois est stable, de l'ordre de 10 navires. (2005: 9 unités; 2006, 2007 et 2008: 10 unités; 2009: 9 unités).

Les captures de cette flotte ont atteint 87 537 tonnes en 2005 et connaissent une décroissance. Elles étaient de 68 340 tonnes en 2009 après un creux à 49 936 tonnes en 2007. Sur les 5 années considérées le volume moyen des captures est de 68 000 tonnes annuellement, dont 8 700 soit 13% sont capturées dans la ZEE seychelloise. L'effort de pêche déployée dans la ZEE des Seychelles représente en moyenne 22% de l'effort de pêche déployée par cette flottille.

**Tableau 42 : Captures et effort de pêche de la flotte de senneurs sous pavillon seychellois toutes ZEE (Source : SFA)**

	2005		2006		2007		2008		2009	
	Tonnes	Jours de pêche	Tonnes	Jours de pêche	Tonnes	Jours de pêche	Tonnes	Jours de pêche	Tonnes	Jours de pêche
Jan	9 606	303	7 612	265	3 456	292	4 878	291	7 644	374
Feb	12 005	237	5 237	209	3 781	248	5 641	276	5 382	329
Mar	6 430	241	5 497	188	3 561	258	3 309	216	5 465	356
Apr	3 837	254	2 526	199	4 589	239	1 455	152	2 578	327
May	5 589	254	1 267	188	2 210	248	2 473	172	2 903	301
Jun	2 538	265	2 373	197	1 942	265	2 032	198	2 614	240
Jul	5 144	305	4 701	273	6 515	287	946	258	3 803	323
Aug	8 749	279	12 322	276	5 962	273	8 334	252	9 879	341
Sep	9 219	257	10 740	231	4 521	259	7 371	174	8 351	334
Oct	13 084	240	11 944	244	6 894	267	10 214	236	9 153	297
Nov	7 560	211	9 192	232	3 399	273	5 794	224	4 199	233
Dec	3 776	246	5 931	269	3 108	247	3 936	250	6 369	360
Total	87 537	3 091	79 342	2 770	49 936	3 156	56 382	2 698	68 340	3 815

**Tableau 43 : Captures et effort de pêche de la flotte de senneurs sous pavillon seychellois dans la ZEE des Seychelles (Source : SFA)**

	2005		2006		2007		2008		2009	
	Tonnes	Jours de pêche	Tonnes	Jours de pêche	Tonnes	Jours de pêche	Tonnes	Jours de pêche	Tonnes	Jours de pêche
Jan	669	40	1 969	71	2 304	183	1 299	118	2 129	63
Feb	1 523	54	2 239	128	2 826	201	910	59	3 349	132
Mar	998	62	405	50	789	100	2 061	141	623	45
Apr	195	43	330	62	16	17	62	50	323	21
May	0	16	99	39	174	42	14	21	0	5
Jun	608	78	1 001	79	883	123	614	33	638	48
Jul	1 892	138	1 837	110	1 350	62	547	144	390	36
Aug	202	17	337	19	397	19	42	19	44	13
Sep	440	32	2	11	11	15	19	15	169	16
Oct	6	11	303	19	51	20	597	33	237	17
Nov	22	19	397	21	738	86	264	29	200	26
Dec	955	46	410	34	203	33	941	81	1 620	79
Total	7 510	555	9 328	642	9 742	899	7371	743	9 722	501

Le profil des captures de la flotte seychelloise de senneurs est très proche de celui de la flotte sous pavillon espagnol avec une prédominance de la pêche sous DCP et des captures de listao.

**Tableau 44 : Captures par espèces des senneurs seychellois dans l'océan indien, par espèce. Source : SFA, 2009**

	Captures totales	Albacore	%	Listao	%	Patudo	%	Germon
2003	73 780	33 360	45%	36 822	50%	3 364	5%	174
2004	83 305	48 797	59%	29 960	36%	4 395	5%	59
2005	87 537	36 479	42%	46 038	53%	4 794	5%	18
2006	79 342	28 054	35%	47 515	60%	3 496	4%	46
2007	49 936	16 085	32%	29 727	60%	3 857	8%	136

**Tableau 45 : Captures(en tonnes) et répartition (%) par espèces des senneurs seychellois dans l'océan indien, par espèce. Source : SFA, 2009**

	Total		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
2003	43 899	29 255	12 909	20 216	28 628	7 806	2 335	1 015	0	174
2004	41 543	41 762	11 104	37 693	26 605	3 355	3 741	654	2	57
2005	51 605	35 910	13 008	23 469	35 350	10 668	3 061	1 733	0	18
2006	59 831	19 511	14 808	13 246	42 372	5 143	2 424	1 072	0	46
2007	36 699	13 237	7 771	8 314	25 783	3 944	3 003	855	16	119
2003	60%	40%	39%	61%	79%	21%	70%	30%	0%	100%
2004	50%	50%	23%	77%	89%	11%	85%	15%	3%	97%
2005	59%	41%	36%	64%	77%	23%	64%	36%	0%	100%
2006	75%	25%	53%	47%	89%	11%	69%	31%	0%	100%
2007	73%	27%	48%	52%	87%	13%	78%	22%	12%	88%

**Tableau 46 : CPUE (T/j. de pêche) par espèce et selon le mode de pêche des senneurs seychellois. (Source: SFA)**

	Total		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
2003	19,51	13,01	5,74	8,99	12,73	3,47	1,04	0,45	0	0,08
2004	15,52	15,6	4,15	14,08	9,94	1,25	1,4	0,24	0	0,02
2005	16,69	11,62	4,21	7,59	11,44	3,45	0,99	0,56	0	0,01
2006	19,34	6,31	4,79	4,28	13,69	1,66	0,78	0,35	0	0,01
2007	10,48	3,78	2,22	2,37	7,36	1,13	0,86	0,24	0	0,03

### 9.3.3 L'activité des senneurs européens dans l'océan indien

Seules seront analysées ici les captures des senneurs espagnols et français. La mission n'a pu obtenir les données détaillées concernant le senneur italien. Au cours de la période 1999-2008, les captures des senneurs européens dans l'Ouest de l'océan indien ont été de 244 433 tonnes en moyenne annuelle 151 433 t pour la flottille espagnole et 92 999 t pour la française (**Tableau 47**)

Concernant la ventilation des captures par espèce, les navires français ont débarqué proportionnellement plus d'albacore (48 %) et moins de listao (44 %) que les navires espagnols (respectivement 39 % et 53 %) sur la période 1999-2008. La proportion de patudo débarqué par les deux flottilles est équivalente (7 %). On notera les augmentations significatives des captures totales de 2005 et 2006 par rapport aux années précédentes. Elles sont dues essentiellement à des prises importantes de listao.

**Tableau 47 : Captures par espèces des senneurs européens dans l'océan indien. (Source: Pianet, Delgado de Molina et al, 2009)**

	Captures totales		Albacore (%)				Listao (%)				Patudo (%)				Germon	
	SP	FR	SP	FR	SP	FR	SP	FR	SP	FR	SP	FR	SP	FR	SP	FR
1999	142426	82135	51875	36%	30799	37%	74285	52%	42665	52%	16034	11%	8517	10%	232	154
2000	140872	84824	52070	37%	37694	44%	77187	55%	39935	47%	10769	8%	6673	8%	410	350
2001	124389	76624	47571	38%	34077	44%	68346	55%	36261	47%	7930	6%	5453	7%	339	660
2002	156386	98461	53205	34%	36399	37%	91462	58%	54357	55%	11096	7%	7325	7%	217	264
2003	176200	108157	78968	45%	63281	59%	88035	50%	38902	36%	8544	5%	5335	5%	520	608
2004	154106	107441	80810	52%	63521	59%	64393	42%	37972	35%	8634	6%	5813	5%	76	77
2005	182562	107140	77519	42%	57218	53%	94312	52%	43171	40%	10290	6%	6481	6%	48	86
2006	200543	101810	70924	35%	45200	44%	118857	59%	50033	49%	9952	5%	5437	5%	428	850
2007	112848	78670	37763	33%	36523	46%	65006	58%	34892	44%	9756	9%	6887	9%	246	335
2008	124004	85036	46051	37%	42101	50%	65096	52%	34337	40%	12490	10%	7609	9%	299	980

Les tableaux suivants présentent la ventilation des captures par espèce et mode de pêche, pour les flottilles espagnoles et françaises, au cours de la période 1999-2008.

La grande majorité des captures ont lieu sur DCP (69 % pour les prises espagnoles et 57 % pour les françaises). Le listao et le patudo sont essentiellement capturés sur DCP : pour la flottille espagnole, 86 % et 77 %, respectivement, des prises de ces espèces sont réalisées sur DCP ; pour la flottille française, ces proportions sont sensiblement inférieures, 81 % et 70 %. Les différences de captures d'albacore en fonction du mode de pêche sont bien moins marquées que pour le listao et le patudo. Les prises d'albacore ont, en moyenne, surtout lieu sur DCP pour les senneurs espagnols (45 %), et sur bancs libres pour les français (70 %). L'impact des DCP sur les captures de germon est faible et généralement, les quelques captures de cette espèce dans la zone intertropicale sont effectuées sur bancs libres.

Le mode de pêche sur DCP est davantage pratiqué par les senneurs espagnols qui recherchent préférentiellement le listao, alors que la principale cible des français reste l'albacore. La stratégie de pêche des navires espagnols intègre l'utilisation des navires *supply*, ceux-ci étant chargés de mouiller les DCP, de surveiller à l'échosondeur la présence de poissons et la dérive des DCP via les balises implantées dessus, et d'appeler les senneurs pour capturer les poissons détectés.

**Tableau 48 : Captures par espèces des senneurs espagnols dans l'océan indien. (Source: Pianet, Delgado de Molina et al, 2009)**

	Total tonnes		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	112 450	29 976	34 689	17 186	63 459	10 826	14 301	1 732	1	231
2000	109 119	31 753	32 046	20 024	67 961	9 225	8 719	2 050	43	367
2001	82 415	41 974	18 860	28 712	56 964	11 382	6 404	1 526	4	335
2002	118 718	37 668	24 710	28 494	84 063	7 398	9 566	1 530	4	212
2003	111 797	64 403	32 808	46 160	73 288	14 746	5 590	2 954	2	517
2004	84 610	69 496	20 264	60 546	56 556	7 837	7 597	1 036	0	76
2005	112 833	69 729	29 367	48 152	76 328	17 984	6 775	3 515	15	33
2006	148 272	52 271	37 072	33 852	104 022	14 835	6 843	3 109	0	438
2007	80 711	32 138	18 861	18 902	54 232	10 774	7 569	2 187	1	245
2008	83 987	40 017	17 647	28 405	58 032	7 064	8 220	4 271	32	267
	Total %		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	79%	21%	67%	33%	85%	15%	89%	11%	0%	100%
2000	77%	23%	62%	38%	88%	12%	81%	19%	10%	90%
2001	66%	34%	40%	60%	83%	17%	81%	19%	1%	99%
2002	76%	24%	46%	54%	92%	8%	86%	14%	2%	98%
2003	63%	37%	42%	58%	83%	17%	65%	35%	0%	100%
2004	55%	45%	25%	75%	88%	12%	88%	12%	0%	100%
2005	62%	38%	38%	62%	81%	19%	66%	34%	31%	69%
2006	74%	26%	52%	48%	88%	12%	69%	31%	0%	100%
2007	72%	28%	50%	50%	83%	17%	78%	22%	0%	100%
2008	68%	32%	38%	62%	89%	11%	66%	34%	11%	89%

**Tableau 49 : Captures par espèces des senneurs français dans l'océan indien. (Source: Pianet, Delgado de Molina et al, 2009)**

	Total tonnes		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	55 942	26 193	17 389	13 410	31 759	10 906	6 691	1 826	103	51
2000	55 016	29 808	17 699	19 995	32 142	7 793	4 960	1 713	43	307
2001	44 021	32 604	9 966	24 111	29 588	6 673	4 070	1 383	223	437
2002	67 705	30 756	13 816	22 583	47 472	6 886	6 302	1 024	0	264
2003	54 045	54 112	16 379	46 902	34 463	4 439	3 172	2 163	0	608
2004	50 365	57 076	13 899	49 622	32 073	5 899	4 336	1 477	0	77
2005	50 519	56 620	1 393	41 825	31 264	11 906	3 679	2 803	0	86
2006	57 125	44 685	14 652	30 548	38 364	11 670	3 896	1 541	0	850
2007	44 646	34 024	13 318	23 205	26 669	8 223	4 624	2 263	3	332
2008	46 723	38 313	12 965	29 406	29 576	4 761	4 441	3 167	1	979
	Total %		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	68%	32%	56%	44%	74%	26%	79%	21%	67%	33%
2000	65%	35%	47%	53%	80%	20%	74%	26%	12%	88%
2001	57%	43%	29%	71%	82%	18%	75%	25%	34%	66%
2002	69%	31%	38%	62%	87%	13%	86%	14%	0%	100%
2003	50%	50%	26%	74%	89%	11%	59%	41%	0%	100%
2004	47%	53%	22%	78%	84%	16%	75%	25%	0%	100%
2005	47%	53%	3%	97%	72%	28%	57%	43%	0%	100%
2006	56%	44%	32%	68%	77%	23%	72%	28%	0%	100%
2007	57%	43%	36%	64%	76%	24%	67%	33%	1%	99%
2008	55%	45%	31%	69%	86%	14%	58%	42%	0%	100%

Les tableaux suivants présentent les captures par unité d'effort (CPUE), exprimées en tonnes par jour de pêche, par espèces et mode de pêche, pour les flottilles espagnoles et françaises, au cours de la période 1999-2008.

Les différentes CPUE témoignent d'une différence d'approche de la pêche à la senne par les deux flottes européennes. La CPUE des senneurs français sur bancs libres est supérieure de 30 % à celle des senneurs espagnols alors que la CPUE des navires espagnols sur DCP est supérieure dans une proportion du même ordre à celle des navires français.

**Tableau 50 : CPUE (t./j. de pêche) par espèce et selon le mode de pêche des senneurs espagnols dans l'océan indien. (Source: Pianet, Delgado de Molina et al, 2009)**

	TOTAL		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres
1999	21,52	5,74	6,64	3,29	12,15	2,07	2,74	0,33	0,00	0,04
2000	24,11	7,02	7,08	4,42	15,02	2,04	1,93	0,45	0,01	0,08
2001	16,68	8,50	3,82	5,81	11,53	2,30	1,30	0,31	0,00	0,07
2002	25,98	8,24	5,41	6,24	18,39	1,62	2,09	0,33	0,00	0,05
2003	25,02	14,41	7,34	10,33	16,40	3,30	1,25	0,66	0,00	0,12
2004	17,89	14,69	4,28	12,80	11,96	1,66	1,61	0,22	0,00	0,02
2005	19,43	12,01	5,06	8,29	13,14	3,10	1,17	0,61	0,00	0,01
2006	22,94	8,09	5,74	5,24	16,10	2,30	1,06	0,48	0,00	0,07
2007	13,69	5,45	3,20	3,21	9,20	1,83	1,28	0,37	0,00	0,04
2008	17,53	8,35	3,68	5,93	12,11	1,47	1,72	0,89	0,01	0,06
Moyenne	20,48	9,25	5,23	6,56	13,60	2,17	1,62	0,47	0,00	0,06

**Tableau 51 : CPUE (t./j. de pêche) par espèce et selon le mode de pêche des senneurs français dans l'océan indien. (Source: Pianet, Delgado de Molina et al, 2009)**

	TOTAL		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres
1999	17,60	8,24	5,47	4,22	9,99	3,43	2,11	0,57	0,03	0,02
2000	17,19	9,32	5,53	6,25	0,04	2,44	1,55	0,54	0,01	0,10
2001	13,10	9,70	2,97	7,18	8,81	1,99	1,21	0,41	0,07	0,13
2002	20,42	9,28	4,17	6,81	14,32	2,08	1,90	0,31	0,00	0,08
2003	19,86	19,89	6,02	17,24	12,67	1,63	1,17	0,79	0,00	0,22
2004	16,79	19,03	4,63	16,55	10,69	1,97	1,45	0,49	0,00	0,03
2005	17,07	19,13	5,20	14,13	10,56	4,02	1,24	0,95	0,00	0,03
2006	14,72	11,52	3,78	7,87	9,89	3,01	1,00	0,40	0,00	0,22
2007	8,06	6,14	2,40	4,19	4,81	1,48	0,83	0,41	0,00	0,06
2008	9,65	7,91	2,62	6,07	6,11	0,98	0,92	0,65	0,00	0,20
Moyenne	15,45	12,02	4,28	9,05	8,79	2,30	1,34	0,55	0,01	0,11

Les tableaux suivants présentent les poids moyens individuels des trois principales espèces, en fonction du mode de pêche.

La taille moyenne des listaos est pratiquement la même quel que soit le mode de pêche. La taille moyenne des captures sur bancs libres apparaît toutefois légèrement supérieure. Concernant l'albacore et le patudo, il existe une grande différence de taille moyenne entre les individus capturés sur DCP et sur bancs libres. Les albacores capturés sur DCP sont généralement de petites tailles, associés à des listaos et à des petits patudos. Les plus gros individus sont capturés sur bancs libres. Les prises de patudo sur DCP concernent des juvéniles de petites tailles.

**Tableau 52 : Poids moyen individuel, par espèce et selon le mode de pêche, dans les captures des senneurs espagnols dans l'océan indien. (Source: Delgado de Molina et al, 2009)**

	Albacore		Listao		Patudo	
	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres
1999	4,60	22,50	2,50	2,50	4,90	8,90
2000	6,00	23,60	3,00	3,20	4,90	13,70
2001	4,60	29,70	2,60	3,60	3,60	14,50
2002	3,70	34,80	2,40	3,30	3,70	30,50
2003	5,60	34,60	3,10	3,90	4,40	24,40
2004	4,20	39,70	2,50	3,60	4,80	30,40
2005	5,60	34,50	2,90	3,30	4,80	29,60
2006	4,80	35,20	3,00	3,80	4,60	34,00
2007	5,20	36,60	2,40	3,00	3,50	34,10
2008	3,80	36,10	2,00	2,70	3,20	30,20
Moyenne	4,81	32,73	2,64	3,29	4,24	25,03

**Tableau 53 : Poids moyen individuel, par espèce et selon le mode de pêche, dans les captures des senneurs français dans l'océan indien. (Source: Pianet et al, 2009)**

	Albacore		Listao		Patudo	
	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres	DCP	Bancs libres
1999	4,20	16,40	2,50	2,50	4,60	8,10
2000	6,00	28,40	2,90	3,40	4,50	18,70
2001	4,90	30,60	2,50	4,30	3,80	23,30
2002	3,80	33,20	2,30	3,10	3,90	21,90
2003	6,90	33,80	2,80	4,30	4,40	40,20
2004	6,00	38,20	2,70	4,20	5,30	25,10
2005	6,90	38,90	2,90	3,30	5,00	34,30
2006	5,20	35,90	3,00	3,80	4,90	34,00
2007	6,30	36,60	2,40	3,20	4,00	31,90
2008	4,50	35,20	2,00	2,80	3,10	34,40
Moyenne	5,47	32,72	2,60	3,49	4,35	27,19

### 9.3.4 L'activité des senneurs européens dans la ZEE des Seychelles

#### *L'évolution du nombre de licences*

Pour les navires battant pavillon d'un des pays de l'UE, le nombre de licences de pêche dans la ZEE des Seychelles est défini dans les protocoles successifs, régis par l'accord de pêche entre l'UE et la République des Seychelles. Concernant les thoniers senneurs, les possibilités de licence étaient au nombre de 40 dans le précédent protocole (2002-2005). L'actuel protocole a donc maintenu le même niveau de licences

Ces licences, réparties entre trois États membres : l'Espagne, la France et l'Italie, n'ont jamais été exploitées en totalité même si leur taux d'utilisation est élevé. Le taux d'utilisation connaît une baisse sensible en 2009 et 2010 par rapport aux années précédentes. Cette baisse s'explique essentiellement par l'activité de piraterie au large des côtes somaliennes qui a conduit certains armateurs à redéployer des navires depuis l'océan indien vers d'autres océans. Pour les mêmes raisons, l'Italie n'est plus utilisatrice de licence dans l'océan indien, le thonier concerné ayant été repavillonné sous pavillon français afin de bénéficier d'une protection militaire durant ses actions de pêche.

#### *L'effort de pêche nominal*

L'effort de pêche des senneurs européens dans la ZEE des Seychelles a été de 2 764 jours en 2005, de 3 738 jours en 2006, de 4 238 jours en 2007, de 2 959 jours en 2008 et de 1 410 en 2009. Les senneurs français, pourtant moins nombreux, réalisent sur la période 2005-2009, 52% de l'effort de pêche nominal dans les eaux des Seychelles et les senneurs espagnols 45%.

**Tableau 54 : Effort nominal (en jours de pêche) des senneurs européens dans la ZEE des Seychelles (source : SFA)**

	2005			2006			2007			2008			2009		
	ESP	FRA	ITA	ESP	FRA	ITA	ESP	FRA	ITA	ESP	FRA	ITA	ESP	FRA	ITA
Jan	73	30	0	163	115	8	364	372	18	166	160	14	30	18	2
Feb	97	96	4	334	297	22	383	323	24	81	74	8	174	179	22
Mar	146	193	15	138	225	4	241	231	8	225	232	18	61	22	3
Apr	137	192	10	205	214	18	93	101	12	135	124	9	53	118	10
May	22	57	0	149	141	10	87	110	10	35	45		14	23	0
Jun	137	159	0	234	233	6	186	219	15	94	85	3	66	55	15
Jul	268	194	10	204	204	14	111	111	2	222	250	10	55	61	22
Aug	46	118	10	26	95	12	45	54		41	73	2	21	11	2
Sep	100	156	12	38	51	5	52	61	5	43	41	2	18	7	1
Oct	39	147	3	40	55	3	95	209	10	56	114	8	18	13	0
Nov	55	63	8	52	134	14	176	325		69	108	15	47	64	0
Dec	124	41	2	74	198		60	120	4	145	244	8	110	95	0
Grand Total	1244	1446	74	1659	1963	116	1893	2237	108	1312	1549	98	667	666	77

### Les captures

Les captures des senneurs européens dans la ZEE seychelloise<sup>25</sup> ont culminé à 80 000 tonnes en 2006 avant de diminuer fortement les années suivantes et ne plus représenter que 24 000 tonnes en 2009.

Traditionnellement, la flotte française réalise une part très significative de ses captures dans les eaux seychelloises (36 % en moyenne) alors que la flotte espagnole n'y a capturé que 17 % de ses prises. L'Italie, représentée par un seul navire, a réalisé 29% de ses captures dans les eaux seychelloises.

**Tableau 55 : Captures des senneurs européens dans la ZEE seychelloise 2005-2009. (source : SFA , PV Commission mixte et CE)**

	Captures Espagne dont :			Captures France dont :			Captures Italie dont :		
	Océan Indien	ZEE Seychelles		Océan Indien	ZEE Seychelles		Océan Indien	ZEE Seychelles	
2005	182 562	23 647	13%	107 140	37 640	35%	9 098	2 353	26%
2006	200 543	36 553	18%	101 810	40 134	39%	8 819	3 180	36%
2007	112 848	28 886	26%	78 670	30 630	39%	5 104	1 749	34%
2008	124 004	19 296	16%	85 036	24 008	28%	7 331	1 511	21%
2009	ND	12 482	-	ND	10 130	-	ND	1 150	-

## 9.4 La pêche à la palangre dans l'océan indien

Une douzaine de flottes de pêche lointaines opèrent dans l'Ouest de l'océan indien. En 2009, il s'agissait de navires asiatiques (Taiwan, Japon, Corée du Sud, Philippines, Chine,...), de navires d'intérêts asiatiques battant pavillon des Seychelles, de navires de l'UE, de navires battant pavillon de complaisance (Bélize, Honduras, Guinée Equatoriale, Panama<sup>26</sup>) et d'un agrégat de navires battant

<sup>25</sup> L'établissement des statistiques de capture ont donné lieu à de multiples discussions entre l'Union européenne et les Seychelles, ces dernières contestant les statistiques des navires. Un accord sur les statistiques de captures a été entériné en Commission mixte de février 2009.

<sup>26</sup> Ces navires ne sont désormais plus autorisés à pêcher dans l'Océan Indien suite aux dispositions de la résolution 02-05 de la CTOI.

différents pavillons et ne déclarant pas de données statistiques, qui figurent sous la rubrique NCA dans les documents statistiques.

Peu d'informations récentes ont pu être obtenues sur cette pêcherie. Il s'agit d'un problème récurrent, régulièrement souligné par la CTOI.

Afin de souligner la place qu'occupent les palangriers européens, une description de leur activité sera réalisée avec celles des trois principales flottilles palangrières asiatiques (Taïwan, Japon et Corée du Sud) qui opèrent également dans la ZEE des Seychelles et qui assurent environ 70 % de la production globale de la pêcherie de palangriers de l'Ouest de l'océan Indien.

#### 9.4.1 Description

Il existe une grande hétérogénéité parmi les palangriers asiatiques opérant dans l'océan Indien, non seulement entre flottilles mais aussi au sein d'un même pavillon. Elle concerne la taille et la capacité de transport des navires, ainsi que les équipements de congélation et de conservation à bord. Ces flottilles traditionnellement anciennes sont souvent composées de plusieurs générations de navires, qui ont évolué différemment en fonction des espèces recherchées et de la physionomie des marchés.

La flottille taïwanaise, tant par le nombre que par la taille et les équipements des navires, est de loin la première flottille palangrière de l'océan Indien. Deux flottilles de long liners sont exploitées par Taïwan. Une première flotte industrielle dont les navires sont d'un tonnage supérieur à 500 TJB cible le patudo et l'albacore. Ces navires sont généralement des navires surgélateurs.

**Tableau 56 : Nombre de navires palangriers taïwanais fréquentant régulièrement l'océan indien (Source: Brief report on Taiwanese tuna longline fisheries operating in the indian océan - IOTC-2008-SC-INF31)**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Nbre de navires	297	310	317	322	325	280	196

Une flottille plus modeste en nombre et en tonnage fréquenterait également l'océan indien.

La forte baisse du nombre de long liners taïwanais fréquentant l'océan indien tient au programme de casse de navire mis en place par Taïwan qui a vu la disparition de 107 navires entre 2005 et 2006.

La flotte japonaise est composée d'unités de 120 à 500 TJB. Depuis la décroissance de la flotte taïwanaise, elle se situe à un niveau très proche de celle-ci en termes de nombre d'unités.

**Tableau 57 : Nombre de navires palangriers japonais fréquentant régulièrement l'océan indien (Source: NFISF & FRA, 2008)**

	2003	2004	2005	2006	2007
Nbre de navires	172	189	184	185	199

La flottille palangrière coréenne de l'océan indien a connu son apogée en 1975 avec 185 navires. En 2007, seulement 31 navires étaient en opération de pêche dans l'océan indien, contre 36 en 2006. Le tonnage de ces navires se situe entre 258 et 424 TJB.

La Chine a commencé la pêche à la palangre dans l'océan indien en 1995. 67 navires travaillaient dans les eaux de l'océan indien en 2007, dont 41 surgélateurs. (Dai et Xu, 2008)

Les palangriers européens en activité dans l'ouest de l'océan indien sont beaucoup moins nombreux et de dimensions beaucoup plus modestes que les navires sous pavillons asiatiques.

La flotte française travaille à partir de La Réunion. Elle a débuté son activité en 1991 et elle comprenait 46 navires en 2008 (Pianet et Bourgea, 2009). Ces navires sont d'une dimension modeste, les plus grosses unités ne dépassant 22 mètres.

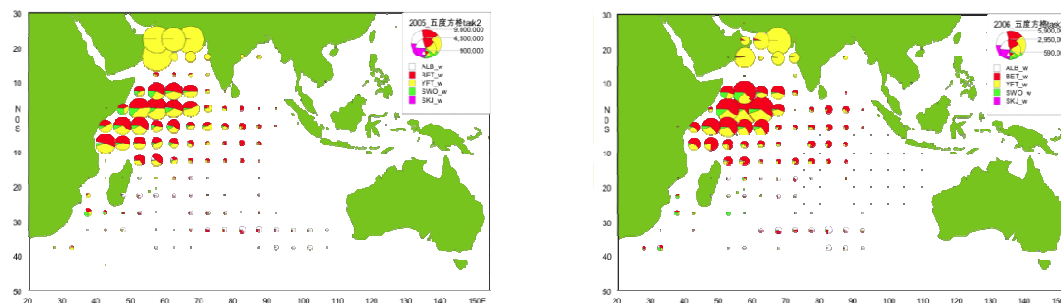
La flotte de pêche palangrière espagnole fréquente l'océan indien depuis 1993. Pour atteindre 23 unités en 2005, 28 en 2006 et 25 en 2007.

Les Seychelles accueillent sous leur pavillon des navires d'origine asiatique. Sur les dernières années leur effectif est resté plutôt stable, légèrement inférieur à 20 unités.

#### 9.4.2 Les zones de pêche des palangriers dans l'ouest de l'océan indien

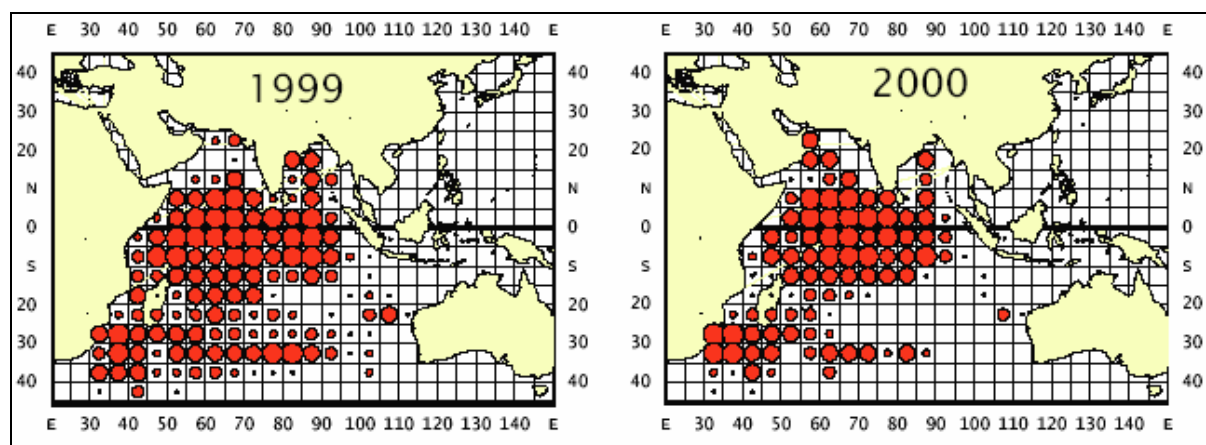
Les flottilles asiatiques recherchent préférentiellement les thons majeurs : albacore (*Thunnus albacares*), germon (*Thunnus alalunga*), patudo (*Thunnus obesus*) et thon rouge du sud (*Thunnus maccoyii*). Les palangriers européens ciblent davantage l'espadon (*Xiphias gladius*). De ce fait les zones de pêche des différentes flottilles varient sensiblement.

Les palangriers taïwanais opèrent surtout dans la partie occidentale de l'océan indien où ils couvrent essentiellement la partie Nord



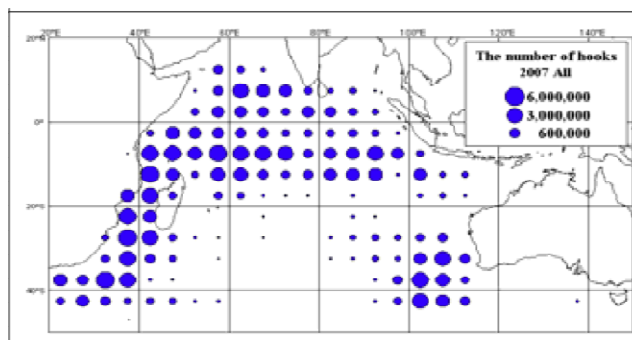
**Figure 11 : Distribution de l'effort de pêche(en milliers d'hameçons) de la pêcherie de palangriers taïwanais dans l'océan Indien en 2005 et 2006.**

On assiste donc à une réduction de la zone de pêche de la flottille taïwanaise, celle-ci se déployant précédemment sur l'ensemble de l'océan indien occidental.



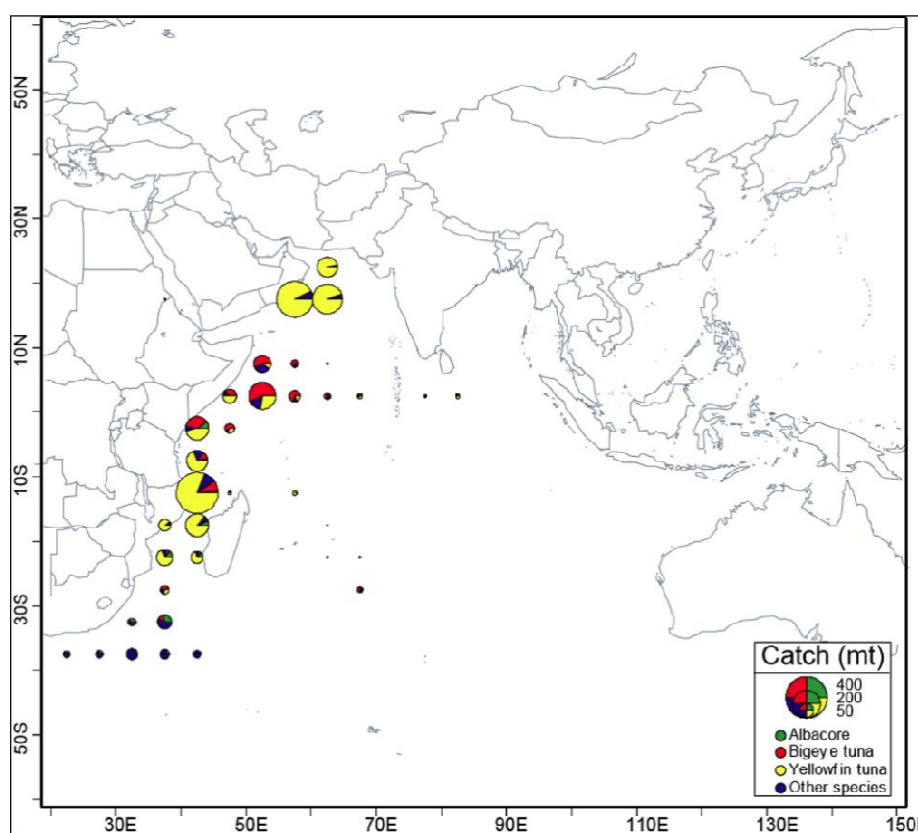
**Figure 12 : Distribution de l'effort de pêche(en milliers d'hameçons) de la pêcherie de palangriers taïwanais dans l'océan Indien en 1999 et 2000. (Source: Shut-Kat Chang, 2002)**

La flottille japonaise opère dans la totalité de l'océan indien. Dans la partie occidentale, les principales zones de pêche se trouvent dans les eaux tropicales, au large des côtes somaliennes et dans le canal du Mozambique, ainsi que dans les eaux tempérées de l'hémisphère sud, au voisinage du 40°S.



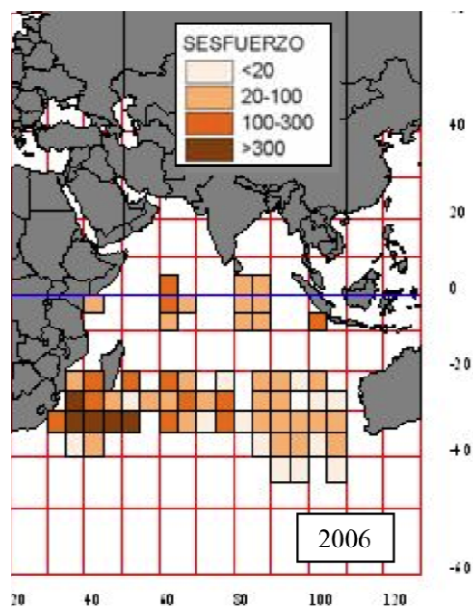
**Figure 13 : Distribution de l'effort de pêche de la pêcherie de palangriers japonais dans l'océan Indien en 2007. (Source: NFISF & FRA, 2008)**

L'activité des palangriers coréens est concentrée sur la partie occidentale de l'océan indien. Les principales zones de pêche se situent au large des côtes du Mozambique et dans le canal de Mozambique, d'Oman et enfin dans au large de la Somalie.



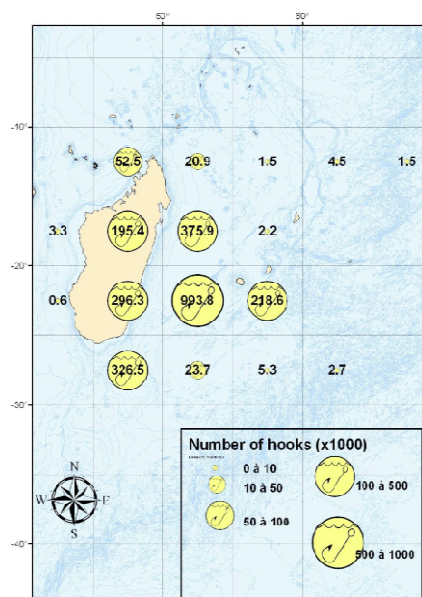
**Figure 14 : Répartition des captures des palangriers coréens dans l'océan indien en 2007. (Source: Hwang, Moon, An & Seok, 2008)**

Concernant les navires européens, l'activité des navires espagnols s'est exercée essentiellement dans une bande 20°-40°S et 40°-110°E) et dans une moindre mesure, à proximité des Seychelles.



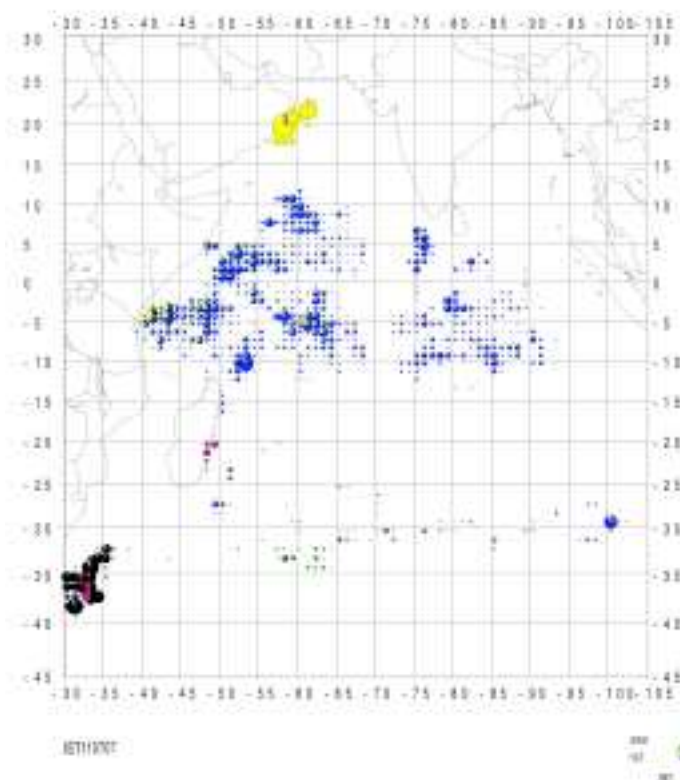
**Figure 15 : Distribution de l'effort de pêche (en milliers d'hameçons) de la flottille de palangriers espagnols dans l'océan indien en 2006 (Source: IEO, 2008)**

La flottille de La Réunion a commencé par pêcher dans la ZEE française. Par la suite, des navires plus importants ayant été mis en service, les navires ont commencé à fréquenter des ZEE étrangères et notamment la ZEE malgache qui occupe une place prépondérante dans l'exploitation.



**Figure 16 : Distribution de l'effort de pêche (en milliers d'hameçons) de la flottille de palangriers français opérant dans l'océan indien. (Source: Bourjea, Evano & Leru, 2008)**

La flotte de palangriers sous pavillon seychellois réalise des captures sur une part importante de l'océan indien. Si une grande partie des prises est réalisée sur la ceinture équatoriale, une activité soutenue se déroule très au sud.



**Figure 17 : Distribution des captures de la flottille de palangriers seychellois opérant dans l'océan indien.**  
(Source: SFA, 2009)

### 9.4.3 Les captures des palangriers dans l'ouest de l'océan indien

Pour la période 2000-2008, les captures des palangriers dans l'ouest de l'océan indien ont représenté en moyenne annuelle 166 000 tonnes. Les principaux pays asiatiques (Taïwan, Japon, Corée, Chine) représentent à eux seuls 75 % du total des captures. Les captures européennes sont assez modestes avec 6 000 t, soit 4 % du total des captures.

**Tableau 58 : Captures annuelles (moyenne 2000-2008) des principales flottilles palangrières dans l'ouest de l'océan indien. (Source: base de données CTOI)**

	Albacore	Patudo	Listao	Germon	Thon rouge du Sud	Espadon	Autres	Total	%
Taiwan	22 429	34 083	33	10 066	422	8 357	3 558	78 949	47 %
Japon	16 547	8 860	6	3 033	1 928	1 204	986	32 563	20 %
Chine	2 103	4 743	0	42	0	438	221	7 548	5 %
Seychelles	2 274	3 534	0	447	49	869	191	7 364	4 %
NCA	1 710	2 498	12	1 252	7	1 191	309	6 979	4 %
UE, dont :	521	485	5	804	18	5 183	273	7 291	4 %
Espagne	70	159	3	290	6	2 970	69	3 568	2 %
FR La Réunion	432	318	0	507	0	1 105	105	2 467	1 %
Portugal	19	6	2	4	10	883	51	975	0 %
Royaume Uni	0	2	0	3	2	225	48	281	0 %
Corée	2 087	1 601	0	96	273	130	134	4 321	3 %
Philippines	1 031	1 140	0	50	44	136	5	2 406	1 %
TOTAL	55 791	62 357	74	17 967	2 792	20 956	6 576	166 513	

Des différences importantes apparaissent dans les compositions spécifiques des captures de chacune des flottilles, en fonction des choix stratégiques d'exploitation : espèce(s) cible(s), zone de pêche, techniques de pêche.

Pour les palangriers asiatiques, les thons, bien qu'en proportions différentes d'une flottille à l'autre, dominent largement dans les captures. Le patudo et l'albacore sont les principales espèces capturées par les flottilles asiatiques. Le germon (10 000 t) et l'espadon (8 000 t) occupent également une place

importante dans les prises des palangriers taïwanais et les prises de thon rouge du sud dans celles des palangriers japonais.

S'agissant des palangriers européens, les captures d'espadon (plus de 4 000 t) surpassent largement celles de thons majeurs (patudo, albacore et germon) qui ne sont cependant pas négligeables (1 800 t).

#### 9.4.4 Les captures des palangriers dans les eaux seychelloises

Les captures des palangriers européens dans les eaux seychelloises sont extrêmement faibles. Seule l'Espagne a déclaré 268 tonnes en 2007 et 10 tonnes en 2009. Le Portugal et la France ont des captures nulles.

Les palangriers sous pavillon seychellois ont réalisé des captures annuelles moyennes de 9 500 tonnes sur la période 2005-2008, dont 11% ont été réalisés dans la ZEE seychelloise. 14% de l'effort de pêche déployé sur la période l'ont été dans les eaux seychelloises.

**Tableau 59 : Captures et effort de pêche de la flotte de palangriers industriels sous pavillon seychellois toutes ZEE (Source : SFA)**

	2005		2006		2007		2008	
	Tonnes	Nbre hameçons	Tonnes	Nbre hameçons	Tonnes	Nbre hameçons	Tonnes	Nbre hameçons
Jan	1 236	1 675 243	829	1 282 192	1 041	1 701 488	652	1 273 940
Feb	1 169	1 357 191	453	916 185	497	1 036 710	483	1 023 940
Mar	1 710	1 627 405	404	994 851	650	1 334 976	552	1 097 480
Apr	2 320	1 619 819	728	1 099 716	1 073	1 709 409	719	1 083 000
May	2 274	1 914 371	820	1 302 365	1 010	1 597 448	833	1 121 680
Jun	752	1 100 500	1 107	1 429 249	652	1 105 905	590	588 769
Jul	646	1 098 884	712	1 007 366	461	673 620	565	613 070
Aug	712	1 248 639	507	1 155 517	650	1 055 219	540	730 400
Sep	620	1 416 357	405	785 630	619	1 102 540	249	376 400
Oct	833	1 565 385	613	1 267 515	440	1 085 159	169	351 360
Nov	968	1 556 265	730	1 487 616	662	1 298 290	486	795 177
Dec	1 106	1 649 173	1 067	1 675 934	871	1 291 988	885	1 003 699
Grand Total	14 347	17 829 232	8 374	14 404 136	8 625	14 992 752	6 723	10 058 915

**Tableau 60 : Captures et effort de pêche de la flotte de palangriers industriels sous pavillon seychellois dans la ZEE des Seychelles (Source : SFA)**

	2005		2006		2007		2008	
	Tonnes	Nbre hameçons	Tonnes	Nbre hameçons	Tonnes	Nbre hameçons	Tonnes	Nbre hameçons
Jan	306	479 760	271	421 135	154	341 100	283	590 000
Feb	50	93 987	7	23 680	50	129 800	46	164 100
Mar	29	73 940	23	81 160	24	55 000	80	85 000
Apr	65	66 695	52	94 400	82	138 700	16	25 700
May	84	89 150	66	114 480	33	33 300	64	11 700
Jun	12	16 000	58	96 820	12	55 945	18	
Jul	116	159 895	6	7 140	16	61 105		
Aug	169	365 875			23	71 440		
Sep	251	609 690			21	89 160		
Oct	85	249 535	49	126 090	20	87 150	4	8 100
Nov	219	456 645	122	329 500	79	162 400	18	38 500
Dec	285	514 205	310	611 710	299	327 450	224	504 699
Grand Total	1671	3 175 377	966	1 906 115	813	1 552 550	751	1 427 799

## 10 L'ETAT DES STOCKS EXPLOITES

Les informations concernant l'état des stocks de thons tropicaux majeurs et d'espadon proviennent des documents scientifiques de la CTOI, et plus particulièrement du rapport de la douzième session du Comité Scientifique. Avant d'exposer les connaissances sur l'état des stocks, certaines des caractéristiques de la biologie de ces espèces et de leurs pêcheries seront préalablement présentées.

### 10.1 L'albacore, *Thunnus albacares*

Alors que l'espèce est rencontrée dans toutes les eaux tropicales et tempérées de l'océan Indien, ses principales zones de pêche sont concentrées dans la partie occidentale, où la plupart des captures ont lieu au Nord de 10°S et dans le canal de Mozambique (au Nord de 25°S).

L'importance des déplacements entre les différentes zones et notamment entre les parties Est et Ouest de l'océan Indien conforte l'hypothèse qu'il n'existe qu'un seul stock d'albacore dans l'océan Indien.

Les tailles des poissons exploités dans l'océan Indien sont comprises entre 30 cm et 180 cm. Les plus petits individus sont presque uniquement capturés dans les eaux de surface, où ils forment des bancs mixtes avec des listaos et des patudos juvéniles. Les prises des plus gros individus sont effectuées à la fois dans les eaux de surface et de subsurface. Les poissons de taille intermédiaire sont rarement capturés par les pêcheries industrielles ; mais sont abondants dans les captures de certaines pêcheries artisanales (surtout en mer d'Arabie).

La taille de première maturité sexuelle est de 100 cm ; ce qui correspond à un âge de 3-4 ans et à un poids d'environ 25 kg. La période de reproduction a lieu de décembre à mars, entre l'Équateur et 10°S. Les principales frayères semblent être entre 50° et 70°E. Le recrutement des juvéniles dans la pêcherie a lieu en juillet.

Des années 50s à la fin des années 70s, les captures d'albacore sont restées relativement basses et stables. À partir du début des années 80s, elles augmentent régulièrement à la suite des accroissements successifs et significatifs de l'effort de pêche, aussi bien des palangriers que des senneurs. Enfin, depuis le milieu des années 90s, avec le développement progressif de la pêche sur DCP dans la pêcherie de senneurs, les captures de juvéniles d'albacore n'ont cessé d'augmenter. Dans le même temps, les captures artisanales ont également augmenté de façon significative.

En 2002, une évaluation du stock d'albacore a été réalisée au sein du « Groupe de Travail sur les Thons Tropicaux » de la CTOI, en utilisant cinq méthodes différentes. Les résultats obtenus sont apparus globalement cohérents et révélateurs de tendances générales. Depuis le début des années

80s, la mortalité par pêche n'a cessé d'augmenter. À partir du milieu de la même décennie, une forte tendance d'augmentation de la capturabilité s'est installée, aussi bien pour les palangriers que pour les senneurs (mais surtout pour ces derniers) et la biomasse d'albacore a commencé à décliner.

En 2008, les captures totales estimées d'albacore dans l'océan Indien (toutes pêcheries confondues) ont été de 322 000 t, inférieures à la moyenne des captures 1998-2002 (336 000 t) et aux prises exceptionnelles de la période 2003-2006 pendant laquelle d'importantes captures de gros albacores sur bancs libres ont été réalisées par les senneurs dans l'ouest de l'océan indien.

La prise maximale équilibrée (PME) est estimée à 300 000 t, inférieure aux captures moyennes reportées entre 1992 et 2002. Le XIIème Comité Scientifique de la CTOI recommande que les captures ne dépassent pas cette PME.

La contribution des senneurs a été de 148 000 t et celle des palangriers de 86 000 t. En 2003, d'importantes captures de gros albacores ont été réalisées, sur bancs libres, par les senneurs dans l'Ouest de l'océan Indien. Ces captures, de 50 % supérieures à celles des années antérieures, sont pour l'instant inexpliquées, seule une augmentation soudaine de la biomasse étant écartée.

## 10.2 Le patudo, *Thunnus obesus*

Le patudo (*Thunnus obesus*) est une espèce tropicale que l'on trouve depuis les eaux de surface jusqu'à une profondeur d'environ 300 m dans l'océan indien. Les juvéniles se regroupent en bancs dans les eaux de surface sous les objets flottants. Ces bancs sont souvent mixtes, en association avec des albacores et des listaos. Avec la croissance, ce comportement grégaire sous objets flottants disparaît progressivement et les gros individus ne sont plus trouvés que dans les eaux plus profondes.

Dans l'état actuel de connaissances, les scientifiques admettent qu'il n'existe qu'un seul stock de patudo dans tout l'océan indien dont l'aire de distribution intègre des zones tropicales (aires de reproduction) et des eaux tempérées (aires de nourrissage).

Des trois thons tropicaux majeurs, le patudo est celui dont la durée de vie est la plus longue (plus de 10 ans). Cette particularité rend le stock beaucoup plus sensible à la pression de pêche et sujet à la surexploitation que les stocks d'albacore et de listao.

La taille de première maturité sexuelle est d'environ 100 cm, ce qui correspond à un âge d'environ 3 ans et à un poids d'environ 22 kg.

Le patudo est surtout capturé dans les pêcheries industrielles. Jusqu'à la fin des années 60s, il faisait partie des captures occasionnelles des palangriers. C'est seulement après 1970 qu'il est devenu une espèce cible pour les palangriers industriels, à la suite de l'émergence du marché du *sashimi*, et grâce à l'introduction de nouvelles techniques de pêche rendant la ressource plus capturable.

Depuis le début des années 90s, les captures de patudo par les senneurs pêchant sur DCP n'ont cessé d'augmenter, suivant ainsi le développement de cette technique de pêche. La plupart des captures sur DCP concernent des juvéniles. Les gros patudos, quant à eux, sont capturés par les palangriers industriels avec des palangres profondes.

À la différence de l'albacore et du listao, les captures de patudo ne sont pas uniquement concentrées dans la partie occidentale de l'océan Indien, mais ont également lieu dans la partie orientale. Toutefois, alors que dans l'Est les captures sont réalisées par des petits palangriers qui débarquent du thon frais ; dans l'Ouest, elles concernent presque exclusivement les senneurs et les grands palangriers congélateurs.

En 2009, le XIIème Comité Scientifique de la CTOI a considéré que, malgré un certain nombre d'incertitudes sur les caractéristiques biologiques de l'espèce (concernant, notamment, le rythme de croissance de l'espèce dans l'océan Indien ainsi que sa mortalité naturelle à différents âges), la difficulté d'obtenir des données standardisées sur les captures par unité de la pêcherie à la senne, et l'absence ou l'insuffisance de données sur les tailles des poissons capturés par les trois principales pêcheries palangrières, de Corée, de Taiwan et du Japon, le stock était pleinement exploité. La PME/MSY a été estimée à 110 000 t, avec un intervalle de confiance de 95 000-128 000 t.

En 2008, 107 000 t de patudo ont été capturées (toutes pêcheries confondues). On doit donc considérer que ce niveau de capture situe le niveau d'exploitation au niveau de la PME.

Dans ce contexte, le Comité scientifique de la CTOI a recommandé que les captures de patudo par tous les engins et techniques de pêche ne dépassent pas la PME estimée.

### 10.3 Le listao, *Katsuwonus pelamis*

Le listao est une espèce tropicale et subtropicale qui forme généralement de grands bancs mixtes en association avec d'autres thons de même taille, comme les albacores et patudos juvéniles. C'est ainsi le cas des bancs associés aux DCP exploités par les senneurs, où le listao est largement dominant et représente 60 à 70 % de la capture totale.

Comparé aux autres espèces de thons, le listao a des caractéristiques biologiques qui lui confèrent une productivité supérieure. Sa durée de vie est courte, et il est exploité pendant une courte période, probablement inférieure à trois ans. Sa fécondité est élevée. C'est une espèce opportuniste qui se reproduit tout au long de l'année dans tout l'océan Indien, au Nord de 20°S, quand les conditions sont favorables (notamment quand la température de surface est supérieure à 24°C). La taille de première maturité sexuelle est d'environ 41-43 cm, ce qui correspond à un âge de 1,5 an et à un poids d'environ 1,5 kg. Les captures de listao concernent donc presque exclusivement des individus adultes, s'étant déjà reproduit.

Les scientifiques retiennent l'hypothèse qu'un seul stock de listao existe dans l'océan Indien.

Pour toutes ses caractéristiques, le stock de listao est considéré comme robuste et ne pouvant pas être facilement surexploité.

Jusqu'à la fin des années 70s, l'espèce était uniquement pêchée à la canne à l'appât vivant et aux filets maillants ; la production atteignait environ 50 000 t. À partir du début des années 80s, avec l'arrivée des senneurs, les captures ont augmenté régulièrement de manière significative et depuis 1999, le listao est devenu la principale espèce de thon capturée dans l'océan Indien, avec des prises dépassant les 400 000 t par an.

Actuellement, les captures de listao proviennent, globalement, pour moitié des senneurs industriels et pour moitié des différentes pêcheries artisanales. La majorité des prises ont cependant lieu dans l'Ouest de l'océan Indien. En 2002, 482 000 t de listao ont été capturées, toutes pêcheries confondues.

L'augmentation des captures de listao par les senneurs est liée au développement de la pêche sur DCP et actuellement 80 % des prises de cette espèce ont lieu sous DCP. Les taux de captures des senneurs montrent une tendance orientée à la hausse, due probablement à une augmentation de la puissance de pêche et du nombre de DCP, ainsi qu'à l'amélioration de la technologie qui leur est associée.

Il faut encore souligner que, comme la pêche à la senne est multispécifique, des nombres importants de juvéniles de patudo et d'albacore sont capturés au cours des coups de senne sur DCP qui ciblent le listao.

Bien qu'aucune évaluation quantitative du stock de listao ne soit disponible, le Comité Scientifique dispose d'une gamme d'indicateurs de stocks. Ceux-ci suggèrent qu'actuellement, l'état du stock de listao n'est pas préoccupant. Deux éléments supplémentaires viennent conforter cette conclusion : 1) l'augmentation des captures de listao suit celle de l'effort de pêche alors que, généralement, dans une situation de pleine exploitation du stock (ou a fortiori de surexploitation) tout accroissement de l'effort de pêche entraîne une baisse des captures, 2) les captures sont en grande majorité composées de poissons sexuellement matures.

Tous ces éléments ont conduit le Comité Scientifique de la CTOI à ne faire aucune recommandation particulière concernant la gestion du stock de listao.

## 10.4 L'espadon, *Xiphias gladius*

Dans l'océan indien, l'espadon est une espèce très largement répandue, puisqu'on la trouve du Nord de cet océan jusqu'à 50°S. L'espèce vit à des profondeurs variables ; elle effectue en effet des migrations verticales nycthémerales, depuis les eaux de surface la nuit, jusqu'à des profondeurs de 1 000 m le jour. Ces déplacements, de nature trophique, sont liés aux mouvements des proies et notamment des céphalopodes.

Actuellement, les scientifiques retiennent l'hypothèse qu'il n'existe qu'un seul stock d'espadon dans tout l'océan Indien, sans exclure l'hypothèse que la ressource soit localement épuisée dans certaines zones de l'océan indien.

Comme chez de nombreuses espèces de poissons-épées, l'espadon montre un dimorphisme sexuel pour ce qui concerne le taux de croissance, la taille maximale et l'âge de première maturité sexuelle. Les femelles grandissent plus vite et atteignent des tailles supérieures; les mâles deviennent matures plus tôt.

Dans le Sud-Ouest de l'océan indien, la taille de première maturité des femelles est de 170 cm (ce qui correspond à un âge de 3 à 5 ans), celle des mâles de 120 cm (ce qui correspond à un âge de 1 à 3 ans). L'espèce est très féconde et, dans les eaux équatoriales, une femelle pourrait pondre une fois tous les trois jours pendant sept mois. La première année de sa vie, l'espadon a une croissance spectaculaire, puisqu'il peut atteindre 90 cm et un poids d'environ 15 kg. Il a enfin une longue durée de vie, et pourrait parvenir à l'âge de 30 ans, voire le dépasser. Les caractéristiques biologiques de l'espèce (maturité sexuelle relativement tardive, durée de vie longue et dimorphisme sexuel) l'exposent à la surexploitation.

Les tailles des espadons capturés par les palangriers dans l'océan Indien sont fonction de la latitude, et généralement comprise entre 40 et 80 kg. L'espadon est une espèce-cible ou une prise accessoire des palangriers, il est par contre très rarement capturé par les senneurs.

Ce n'est que dans les années 90s que l'exploitation de l'espadon commença à se développer ; et en 1998, la production atteignait son maximum avec environ 40 000 t. En 2002, une vingtaine de pays exploitaient l'espadon, et les captures totales étaient tombées à 30 400 t. Les captures estimées pour 2008 s'élèvent à 22 300 t, les captures moyennes sur la période 2004-2008 s'élevant à 29 900 t.

Taiwan est le premier pays pêcheur d'espadon dans l'océan Indien ; ses zones de pêche se trouvent essentiellement à l'Ouest de l'Équateur (10°N-10°S) et dans le Sud-Ouest (20°S-40°S) de cet océan; la pêche a lieu la nuit avec des palangres mouillées dans les eaux superficielles. D'autres pays, ont également développé des flottilles de palangriers ciblant l'espadon, en particulier l'Australie, la France (à partir de l'île de La Réunion), les Seychelles et l'Afrique du Sud. Ces palangriers, qui utilisent des palangres différentes des palangres taïwanaises (en monofilament, en surface, et mouillées avec des leurres lumineux), obtiennent des rendements supérieurs.

Une évaluation du stock d'espadon a été conduite en 2009. À l'issue de celle-ci la PME a été fixée à 33 000 t, avec un intervalle de confiance resserré de 32 000-34 000 t.

Le XIIème Comité Scientifique de la CTOI considère que si aucune mesure de conservation particulièrement stricte ne semble justifiée, des mesures visant à contenir le risque de surcapacité doivent être prises.

## 10.5 La gestion des thonidés : enjeux et mesures

### 10.5.1 La situation des stocks exploités

Les conclusions du Comité Scientifique de la CTOI font montre d'une certaine inquiétude quand aux stocks d'albacore et de patudo en indiquant que les stocks de ces deux espèces pourraient avoir été exploités ou surexploités ces dernières années.

La CTOI tente de prendre des mesures de conservation des stocks afin de garder ces ressources dans des limites viables. Le principal problème est que ces espèces sont capturées par une multitude de flottilles, dont certaines artisanales, et qu'il est difficile de prendre des mesures qui pourraient s'appliquer à tous. Les principales options retenues sont un gel des capacités et une élimination des navires pirates, avant la mise en œuvre de mesures portant sur des quotas de pêche (cas du patudo relativement bien circonscrit aux flottes industrielles) qui sont contestés par les pays pratiquant une pêche artisanale au suivi statistique défaillant mais très importante en terme de captures..

L'un des effets négatifs de la pêche industrielle à la senne, souligné par le STCEF, est la prise de juvéniles lors des pêches sous DCP. Les navires européens, seychellois et iraniens prélèvent des quantités certes peu importantes de patudo et d'albacore comparativement aux palangriers, mais élevées en nombre d'individus. Ceci a pour effet d'augmenter la mortalité sur les jeunes classes et de diminuer le nombre d'individus qui pourront atteindre l'âge adulte. Cette tendance provient de la pêche sous DCP. Il s'agit d'une stratégie indispensable aux armements pour capturer des listaos, la principale espèce cible, et sans laquelle la viabilité des armements serait compromise. L'abondance exceptionnelle de gros albacore en 2003 et 2004 a permis de réduire sensiblement les prises sous DCP, jusqu'à inverser la tendance qui était jusqu'alors favorable aux coups de senne sous DCP.

Aussi la CTOI a convenu que pour les années 2011 et 2012 un moratoire s'appliquerait à tous les navires sur une partie du bassin somalien (0°-10° N ord / 40°-60° Est) à compter du 1er février et jusqu'au 1er mars pour les palangriers et du 1er novembre au 1er décembre pour les senneurs.

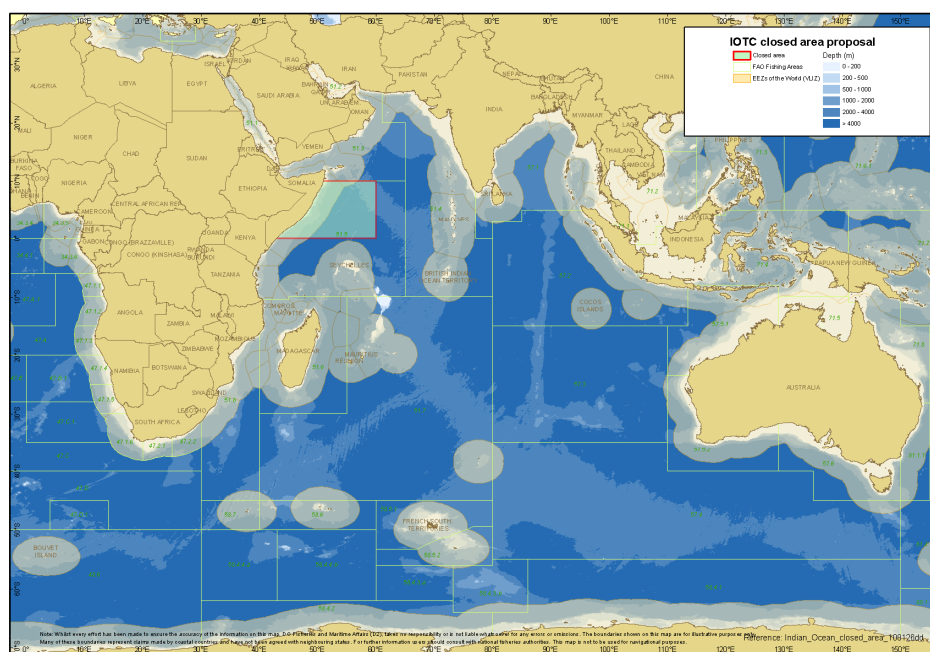


Figure 18 : Zone du moratoire 2011 et 2012. (Source: CTOI)

## 10.5.2 Le suivi de l'application des mesures de gestion

La CTOI a élaboré au fur et à mesure de son histoire de règles contraignantes et de recommandations. L'application de celles-ci par les parties contractantes est un enjeu majeur pour la conservation des thonidés et des espèces sous mandat de la CTOI.

La CTOI s'est dotée d'un comité d'application chargé de s'assurer du respect par les parties contractantes des décisions de la commission. Le rapport de la 7ème session du comité témoigne d'une volonté de rappeler les parties contractantes à respecter les engagements pris au sein de la Commission. Compte tenu des enjeux auxquels devra faire face la CTOI dans les années à venir, l'action de ce comité sera déterminante sur l'impact réel des décisions de la CTOI.

# 11 L'IMPACT DE LA PÊCHE SUR L'ENVIRONNEMENT

Un groupe de travail sur les prises accessoires existe au sein de la CTOI depuis 2005. Lors de la 5ème réunion de ce groupe (octobre 2009) il a été noté que le manque global de données est un obstacle à l'estimation de prises accessoires et des effets écosystémiques.

Les scientifiques de l'UE sont parmi les meilleurs contributeurs à la base de connaissances de la CTOI grâce en particulier aux programmes d'observateurs embarqués liés aux programmes scientifiques des instituts ou aux demandes de la Commission (programme réglementaire de collecte des données). On peut noter ainsi avec satisfaction le déroulement de plusieurs programmes de recherche qui donnent des espoirs raisonnables quant à la mise en place de solutions visant à minimiser l'impact de la pêche sur l'environnement.

## 11.1 Prises accessoires et rejets des senneurs

La publication la plus récente se rapporte à des observations faites sur les flottes de senneurs espagnols et français depuis 2003.<sup>27</sup>

Sur la période 2003-2007, les prises accessoires et les rejets sont estimés à 9 585 tonnes correspondant à 35,5 tonnes / 1 000 tonnes de thon débarquées. Les rejets sont plus importants lors de pêche sur DCP que lors de pêche sur banc libre. Cette situation est en correspondance avec la fonction du DCP. La distribution spatiale des rejets et captures accessoires se concentre essentiellement sur les zones Est Somalie, Nord-ouest Seychelles, Nord Somalie et Sud-est Seychelles.

Les rejets de thon représentent annuellement 5 177 tonnes, soit 19,2 tonnes / 1000 tonnes. Les espèces prédominantes dans les rejets sont *Katsuwonus pelamis*, *Auxis thazard* et *Auxis rochei* quel que soit le mode de pêche considéré. Les thons majeurs (*Thunnus obesus*, *Thunnus albacares* et *Katsuwonus pelamis*) sont en général rejeté quand leur longueur est inférieure à 45 cm soit un poids de 1,5 kg/individu.

Les captures accidentelles de poisson porte-épée représentent 1,5% des rejets et des prises accessoires des senneurs. Les poissons porte-épée, à l'exception du voilier, sont plus vulnérables lors de pêche sur DCP que sur banc libre.

Les requins (sauf requin-baleine) représentent 10,1% des rejets et des prises accessoires. Le requin soyeux (*Carcharhinus falciformis*) et le requin océanique (*Carcharhinus longimanus*) représentent l'essentiel des requins capturés.

Les raies ne représentent que 0,7% du total des rejets et des prises accessoires.

<sup>27</sup> "By-catch and discards of the European purse seine tuna fishery in the indian ocean. Estimation and characteristics for the 2003-2007 period". Amande, Ariz, Chassot, Chavance, Delgado, Gaertner, Murua, Pianet et Ruiz. IOTC-2008-WPEB-12.

Les poissons représentent 33,7% des des rejets et des prises accessoires. Les prises sont constituées de baliste, coryphène, barracuda, wahoo... Les captures sont réalisées essentiellement sur DCP. (93% des captures)

Les captures de tortues sont occasionnelles et réalisées lors de capture sur DCP. Trois espèces dominent : la tortue olivatre (*Lepidochelis olivacea*), la tortue verte (*Chelonia mydas*) et la tortue caret (*Eretmochelys imbricata*). Il semble que la tortue olivatre est la plus impactée par la pêche à la senne. Les captures les plus nombreuses ont lieu dans le nord-ouest de l'océan indien. La tortue verte et la tortue caret qui ont des taux de capture plus faible, se trouvent plutôt dans les captures effectuées au nord du canal du Mozambique.

## 11.2 Prises accessoires et rejets des palangriers

La publication la plus récente se rapporte à des observations faites sur les flottes de senneurs espagnols et français depuis 2003.<sup>28</sup>

Sur la période 2004-2006, les débarquements des palangriers étaient constitués à 85% de trois espèces : espadon (*Xiphias gladius*), requin bleu (*Prionace glauca*) et requin mako (*Isurus oxyrinchus*). Dans les débarquements des palangriers espagnols, les captures accessoires sont plus abondantes que l'espèce cible, l'espadon, et représentent 53,8% des débarquements en poids. Elles sont composées de poissons-épées (1%), de thons majeurs (3%) et surtout de requins (65%).

Les requins débarqués par les palangriers espagnols appartiennent surtout aux familles des *carcharhinidae*, *lamnidae* et *sphyrnidae*. Deux espèces sont dominantes : le requin peau bleue, *Prionace glauca* (64,6% du poids total des prises de requins), et le requin mako, *Isurus oxyrinchus* (9,2%).

Cette situation est préoccupante. Les requins ont des caractéristiques biologiques (fécondité peu élevée, croissance lente et longue durée de vie) qui offrent une faible résilience à l'effort de pêche et donnent lieu à un risque élevé de surexploitation de recrutement (Garcia et al., 1995). Le tableau suivant présente les caractéristiques du potentiel reproducteur des principales espèces de requin entrant dans les captures accessoires des palangriers opérant dans l'ouest de l'océan indien. Il faut noter que de tous les requins capturés, le plus représenté dans les captures, *P. glauca*, est aussi celui qui est relativement le moins fragile (durée de gestation moins longue et nombre d'embryons plus élevé), et qui pourrait avoir le mieux résisté, jusque-là, à la pression de pêche.

**Tableau 61 : Critères de potentiel reproducteur des principales espèces de requin entrant dans les captures accessoires des palangriers dans l'ouest de l'océan indien (source : Castro et al., 1999)**

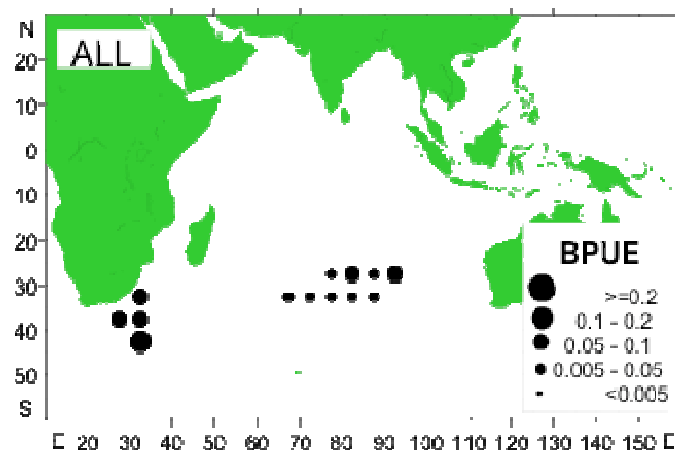
Espèces	I. Oxyrinchus	I. paucus	C. falciformis	C. longimanus	P. glauca
Critères de potentiel reproducteur					
Age de 1ère maturité des femelles	7 ans		>12 ans	4-5 ans	5-7 ans
Age de maturité des mâles			10 ans	4-5 ans	4-6 ans
Durée de la gestation	12 mois		12 mois	10-12 mois	9-12 mois
Durée du cycle de reproduction	2 ans		2 ans	2 ans	1 an
Nombre d'embryons	12 à 20	2 à 8	6 à 14	1 à 14	28 à 62
Durée de vie des femelles	11,5 ans		22 ans		20 ans
Durée de vie des mâles	11,5 ans		20 ans		20 ans

Les prises accessoires d'oiseaux de mer et de tortues marines par les palangriers semblent minimes. Une étude récente de l'IEO a indiqué la prise de 22 tortues lors d'observations sur un total de 626 400 hameçons, dont 21 ont pu être relâchées vivantes en bonne condition. Un oiseau de mer, *Diomedea exulans* (l'albatros hurleur), a été pris mort sur le nombre d'hameçons précité. Ceci suggère des taux d'incidence faibles. L'IEO conduit en parallèle un programme de recherche sur les palangriers opérant

<sup>28</sup> "Scientific estimates of bycatch landed by the Spanish surface longline fleet targeting swordfish (*Xiphias gladius*) in the indian ocean with special reference to the 2004-2006 period" Ramos-Cartelle, Garcia-Cortés, Mejuto. IOTC-2008-WPEB-3.

dans l'océan indien visant à tester plusieurs combinaisons d'hameçons et d'appâts et de vérifier leurs incidences sur les prises accessoires.

Un document<sup>29</sup> a été présenté au Comité scientifique de la CTOI. Il s'agit d'une estimation des prises accidentelles d'oiseaux de mer par les palangriers taïwanais dans l'océan indien entre 2002 et 2006. Il en ressort que le taux de capture accidentelle d'oiseaux de mer varie de 0 à s'établit 0,22 pour 1 000 hameçons, dans des carrés de 5\*5°, la moyenne s'établissant à 0,048 pour 1 000 hameçons. La distribution spatiale est la plus forte dans le sud de l'océan indien (30°-45° S / 25°W -35° E et 25-35° S / 65-95° E).



**Figure 19 : Distribution de BPUE de 2002 à 2006 pour la flotte de palangriers taïwanais. (Source: "Huang, Chang & Tai)**

La CTOI a adopté une résolution lors de sa 14ème session visant à mettre en place des mesures d'atténuation concernant les captures d'oiseaux de mer (filage de nuit avec un éclairage minimal; dispositif d'effarouchement; avançons lestés par exemple) Ces mesures s'appliquent pour la partie sud de l'océan indien.

## 12 LA PIRATERIE

L'activité de piraterie développée depuis les côtes somaliennes dans le bassin est africain et jusque dans la ZEE seychelloise affecte de façon importante la pêche dans la ZEE seychelloise et les activités économiques liées à la pêche de Port Victoria.

La pêche artisanale et semi-industrielle seychelloise a vu son périmètre restreint aux seules îles granitiques.

La pêche industrielle a été sévèrement affectée avec plusieurs attaques de navires par les pirates somaliens dont certaines ont abouti à la capture du navire et de son équipage.

Une première réponse à cette situation a été une modification spatiale des zones de pêche en déplaçant l'effort de pêche vers l'est afin de diminuer les risques de contact entre navires et de pêche et navires pirates. On peut considérer que ce déplacement des zones de pêche a concerné l'ensemble des flottilles de pêche quels que soient de pêche pratiqué et le pavillon. L'extension des actes de piraterie à l'intérieur de la ZEE des Seychelles a conduit certains armateurs à redéployer une partie de leurs flottilles dans d'autres océans.

Une seconde réponse a été la mise en place d'une protection soit militaire (senneurs français, depuis août 2009) soit privée (senneurs espagnols et seychellois, depuis décembre 2009). Cette protection impose aux navires le suivant de certaines procédures (pêche en couple avec un navire inactif

<sup>29</sup> "Preliminary estimation of seabird bycatch of Taiwanese longline fisheries in the indian ocean". Huang, Chang & Tai. IOTC-2008-WPEB-17

pendant que le second fait son coup de senne par exemple) en sus des zones d'exclusion, qui impacte de façon sensible l'activité des navires.

Au total, l'activité de piraterie peut être considérée comme ayant un impact sur le volume des captures et l'activité des navires dans l'océan indien. Par ricochet, l'activité de Port Victoria se trouve affectée avec une moindre fréquentation, une baisse des transbordements et un moindre approvisionnement de la conserverie IOTC. Enfin, d'autres ports et notamment Port Louis ont bénéficié d'escales, de transbordement et de débarquements supplémentaires, ce port pouvant être préféré à Port Victoria pour des raisons de sécurité et de positionnement géographique.

La piraterie entrave le bon déroulement des programmes d'observateurs à bord des senneurs mis en place par l'UE. De même le programme SWIOFP est également perturbé.

## 13 PORT ET SERVICES PORTUAIRES

### 13.1 Équipements

Le port se compose de deux sous-ensembles, le port de pêche avec une partie dédiée aux senneurs et une partie dédiée aux palangriers, et un port de commerce.

Le port dans son ensemble est géré par la Seychelles Port Authority (SPA).

**Tableau 62 : Caractéristiques générales des équipements du port de pêche de Victoria**

Équipement	Longueur disponible	Tirant d'eau	Longueur maximum du navire	Distribution de Gas-oil	Distribution d' Eau
Partie réservée aux thoniers senneurs					
Quai n° 2	140 m	7,50 m	115 m	2 vannes	Disponible
Quai n° 3	92 m	7,50 m	115 m	2 vannes	2 vannes
Quai n° 4	60 m	7,50 m	90 m	2 vannes	2 vannes
"Quai-carburant"	30 m	7,50 m	75 m	1 vanne	Disponible
Mouillage sur coffres	140 m	11,50 m	124 m	-	-
Partie réservée aux palangriers					
Quai n° 1	65 m	4,50 m	-	-	-
Palangriers					
Quai de l'île intérieure	105 m	5,00 m	-	-	-
Pêche artisanale					

La flotte artisanale devrait quitter le quai de l'île intérieure pour rejoindre le nouveau port de Providence (Bloc 6) dont les travaux ont été achevés en avril 2010. (financement japonais)

Les thoniers-senneurs utilisent en priorité les trois quais qui leur sont affectés, le "quai-carburant" qui est également disponible, ainsi que les mouillages aménagés au centre du bassin du port de pêche. En cas de saturation du port de pêche, les thoniers senneurs peuvent escaler au port de commerce.

Les grandes caractéristiques du port de commerce sont un quai principal de 370 m offrant entre 9,50 et 11,50 m de tirant d'eau et pouvant accueillir des navires d'une longueur allant jusqu'à 210 m, et un quai secondaire (quai des remorqueurs) de 93,50 m de linéaire et de 2,50 m de tirant d'eau.

### 13.2 Services

Un réseau d'entreprises s'est développé à Victoria afin de fournir les services nécessaires aux flottilles industrielles en escale. Les principales entreprises des filières amonts et aval sont présentées ci-dessous.

#### Services amonts

Agences de consignation : au nombre de deux (Hunt, Deltel & Co; Aquarius Shipping Agency), elles assurent tous les services à terre nécessaires au bon fonctionnement des navires : relations avec les

autorités portuaires, formalités de douane, organisation du déchargement du poisson, organisation des approvisionnements (vivres, carburant, sel, eau, etc....), recrutement éventuel d'équipages locaux, relève des équipages étrangers, etc. Hunt, Deltel & Co, s'occupe essentiellement des navires gérés par les armements espagnols. Aquarius s'occupe des navires gérés par les armements français.

Acconage : une société spécialisée (Land Marine) dans la manutention des produits lourds (poisson, sel, eau, filets à déplacer à terre pour réparations), recrute les dockers et les met à disposition des armements et de la conserverie.

Shipchandling : deux sociétés sont spécialisées dans la fourniture des vivres et autres petits produits consommables à bord des navires. (Southern Ocean Shipchandlers; 99 Shipchandling)

Entretien et réparation des filets : une entreprise, filiale d'un groupe étranger, assure ce service. (Casamar Seychelles)

Entretien et réparations des navires : trois sociétés sont susceptibles d'effectuer de petites réparations, les armements européens préférant dépêcher leurs spécialistes sur place pour les opérations très techniques, notamment dans le domaine de l'électronique marine.

### **Services avals**

La filière aval présente sur le port de Victoria intègre en premier lieu la conserverie, ses activités annexes (stockage, sous-produits) et une usine de fabrication de boîtes de conserves vides. Il existe également sur le port, deux sociétés de mareyage.

Conserverie Indian Ocean Tuna (IOT) : sa capacité de transformation très importante permet de traiter de 25 % à 30 % des captures qui transitent par le port de Victoria (400 tonnes/jour). Créée d'abord avec capitaux seychellois et français, sous le nom de Conserverie de l'Océan Indien, elle a été recapitalisée avec des capitaux seychellois et américains (Heinz) avant d'être cédée par Heinz au groupe français MW Brands

La présence de cette industrie joue un rôle positif sur la filière à trois niveaux,

- comme débouché industriel important,
- comme régulateur technique de la pêche,
- comme outil d'arbitrage économique, en fonction des opportunités de marchés.

Traitement des sous-produits : une unité de production de farine de poisson, intégrée à IOT, traite les sous-produits de la conserverie et une partie des pêches accessoires des thoniers senneurs et produit environ 10 000 tonnes de farine de poisson par an.

### Extraction d'huile

Une société, Ocean Products Seychelles, extrait des huiles à partir des têtes de poisson issues de la conserverie. Cette société a des liens capitalistiques étroits avec IOT.

Usine de fabrication de boîtes métalliques : l'usine Impress est située à côté de IOT et travaille exclusivement pour les besoins de celle-ci.

Activités de mareyage : deux sociétés de transformation et de valorisation du poisson existent aux Seychelles (Oceana Fisheries; Sea Harvest). Elles sont intégrées à deux armements de pêche semi-industrielle qui pratiquent la pêche palangrière, et ciblent l'espadon mais capturent également voiliers, marlins, thons, coryphènes, etc. Elles commercialisent les produits de leurs propres navires, une partie des captures des long-liners asiatiques et de la pêche artisanale côtière. Leurs produits sont vendus frais ou surgelés, sur le marché local et à l'exportation. Elles n'interviennent pas au niveau de la commercialisation des pêches accessoires des thoniers senneurs, contrairement à ce que l'on peut voir dans d'autres pays. D'autres unités de mareyage sont envisagées pouvoir être mise en place sur le terre-plein du nouveau port de pêche artisanale de Providence. Il convient de relever que la SFA au travers de son unité pilote de valorisation des produits de la mer entend servir de vecteur de développement d'une activité de transformation et de valorisation d'espèces mal commercialisées au plan local et qui pourrait trouver des débouchés soit à l'exportation soit dans l'hôtellerie locale.

Il convient de relever qu'il n'existe pas de capacité de stockage réfrigéré à vocation commerciale sur Victoria. La seule capacité existante appartient à IOT. Cette absence est un des facteurs de la non-venue des palangriers asiatiques à Victoria.

Il faut noter également que l'armement thonier français SAPMER a essayé d'installer à Victoria une unité de transformation de thon surgelé à sec destiné au marché du *sashimi*. Les difficultés rencontrées l'ont conduit à choisir Port Louis, pourtant éloigné des zones de pêche.

### 13.3 Positionnement

Le port de Victoria bénéficie d'atouts qui en font un site privilégié d'escale pour les navires de pêche au thon exploitant l'océan indien.

Le port bénéficie en premier lieu de sa situation géographique : Mahé est au centre de la zone prospectée par les thoniers senneurs, zone qui s'étend de la côte africaine aux îles Chagos. Cette situation permet aux thoniers senneurs de ne jamais être à plus de deux jours de mer de leur port d'escale. Les Seychelles ont également l'avantage d'être en dehors de la zone des cyclones qui se situe plus au sud (Madagascar, Réunion, Maurice).

Par ailleurs, l'environnement politique stable aux Seychelles par rapport aux autres pays de la région et la longue tradition de coopération entre les autorités de ce pays et les armements européens permettent aux navires d'effectuer leurs opérations de déchargement / transbordement dans un contexte favorable et sans surprise.

Le port est également attractif pour les services qu'il propose. Les navires en escale à Victoria sont en mesure de trouver tous les biens et services nécessaires pour décharger leurs prises et repartir au plus vite en pêche. Les tarifs pratiqués par les Seychelles restent raisonnablement compétitifs suivant les informations données par les armements notamment grâce à la possibilité d'évoluer dans des zones franches. La présence d'une conserverie est également un atout car elle permet d'absorber une partie des débarquements, principalement le listao qui est de moindre intérêt pour les conserveries européennes. Sous cet angle, chacune des deux parties de l'accord de pêche y trouve son intérêt : les Européens pour la fluidité des opérations d'escales, les Seychelles pour l'emploi et la valeur ajoutée générée.

Il apparaît clairement que l'activité des thoniers senneurs dans l'Ouest de l'océan indien est bien centrée sur Victoria. Au cours de ces dix dernières années, les transbordements de thons (incluant les débarquements sur place et les transferts dans des cargos frigorifiques) effectués dans ce port ont suivi le développement de la pêche et sont passés de 162 000 t en 1992 à près de 390 000 t en 2006. Au contraire, les quantités transbordées à Antsiranana (Madagascar) et Mombasa (Kenya) sont restées relativement peu importantes. L'instabilité politique de Madagascar handicape fortement le développement du port de Diego Suarez malgré la reprise de la conserverie et l'injection de capitaux qui se sont traduits par une augmentation significative des achats de thon. Mombasa reste un port de débarquement très mineur, doté d'une usine de mise en longe. L'activité de la piraterie bannit cette destination depuis 2008. Port Louis à Maurice reste stable même si les informations recueillies laissent penser qu'en 2009 ce port aura connu une activité supérieure à ce qu'elle était par le passé compte tenu de l'impact de la piraterie qui explique la forte baisse de Victoria d'une part et d'autre part, du démarrage de l'activité de transformation de thon par SAPMER..

**Tableau 63 : Volume de thon débarqués/transbordés dans les ports de l'océan indien. (Source: SFA)**

	2005		2006		2007		2008		2009		Moyenne	
Diego Suarez	20 910	5%	8 445	2%	15 035	6%	22 872	8%	34 157	14%	20 284	7%
Maurice	3 660	1 %	4 000	1%	4 757	2%	4 483	2%	ND	-	3 380	1 %
Mombasa	23 182	6%	5 283	1%	4 126	2%	1 348	0%	3 328	1%	7 453	2%
Seychelles	339 681	88%	371 088	95%	221 753	90%	250 253	90%	211 592	85%	278 873	90%
Total	387 433		388 815		245 670		278 956		249 077		309 990	

Pour les palangriers asiatiques, le port n'est pas actuellement en mesure de constituer un lieu d'escale privilégié principalement du fait d'une absence de capacité de stockage des prises en froid négatif. La seule capacité de stockage disponible (équivalent à 7 500 tonnes) appartient à la conserverie, et n'est conçue que pour le stockage des thons à transformer en conserves. Il n'existe pas d'entrepôt fonctionnant sur le mode de la prestation de service.

## 14 APPROCHE ÉCONOMIQUE DE LA FILIÈRE PÊCHE

### 14.1 Produit des licences

Le produit des licences de pêche est tiré essentiellement des navires étrangers. Les licences des navires nationaux sont très modestes. Sont donc considérés les navires :

- travaillant dans le cadre d'un accord de pêche;
- étrangers sous pavillon seychellois;
- bénéficiant de licences privées.

La sensibilité de ces questions, leur caractère confidentiel doivent conduire à prendre les chiffres fournis avec une certaine prudence même si les ordres de grandeur peuvent être considérés comme réalistes. À noter toutefois, que la partie "Goods and Services" de l'accord de pêche avec le Japon n'est pas prise en compte, n'ayant pu être connu.

**Tableau 64 : Produits des licences de pêche. (Source: BM pour les données non-UE & expertise pour les données UE)**

USD	2005		2006		2007		2008		Total	
Senneurs CE	2 025 315	17 %	2 618 759	20 %	1 271 770	12 %	3 320 814	25%	9 236 659	19 %
Palangriers CE	11 209	0 %	22 612	0 %	8 224	0 %	21 011	0%	63 056	0 %
Accès CE	5 944 158	50 %	7 524 792	57 %	6 298 395	61 %	7 879 026	60%	27 646 371	57 %
Total CE	7 173 758	67 %	7 823 278	77 %	6 934 297	74 %	11 220 851	86%	36 946 085	76 %
Senneurs SEY	600 000	5 %	855 000	6 %	720 000	7 %	660 000	5%	2 835 000	6 %
Palangriers asiatiques	3 355 110	28 %	2 202 200	17 %	2 001 520	19 %	1 145 500	9%	8 704 330	18 %
Total	11 935 792		13 223 363		10 299 910		13 026 351		48 485 415	

On peut constater que sur la période 2005-2008, les produits des licences de pêche vendues par les Seychelles se sont chiffrés à plus 48 M USD, dont 76% payés par l'UE, 18% par les armateurs asiatiques et 6% par les senneurs seychellois<sup>30</sup>. Les armateurs européens ont contribué directement ou par le biais de leurs filiales seychelloises à 25 % des ressources financières tirées de la vente des licences de pêche industrielle. L'ensemble issu de l'UE (contribution du budget de la DG MARE; armateurs européens; navires seychellois sous contrôle d'armements européens) représente en réalité 82% du total des recettes liées à la vente de licence de pêche pour les Seychelles. Il est à noter que les chiffres des licences des palangriers asiatiques de la BM ne sont pas très éloignés des résultats des calculs réalisés au point 8.10

<sup>30</sup> Les informations de la BM ne reportent pas le prix des licences payées par la vingtaine de palangriers asiatiques sous pavillon seychellois.

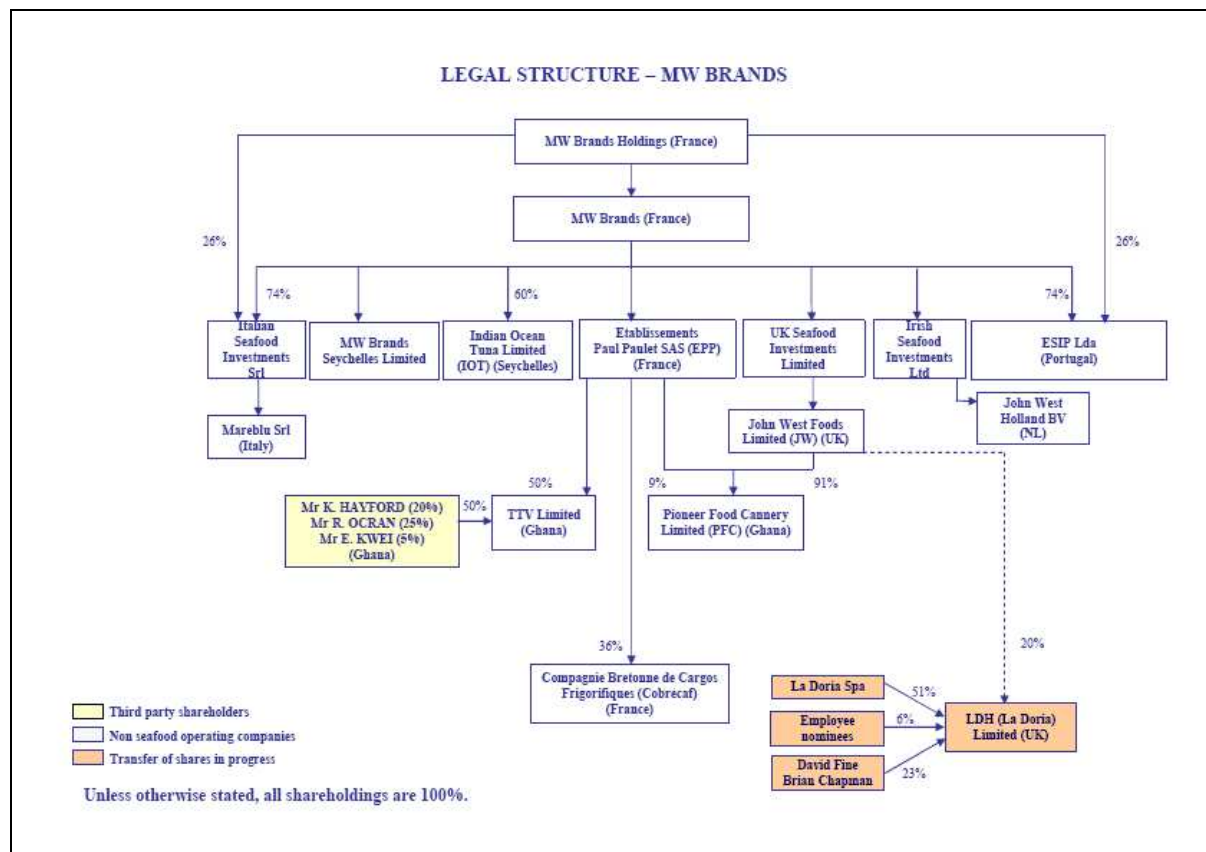
## 14.2 Dépenses des navires aux Seychelles

Voir 17.1.7.

## 14.3 IOT

La conserverie IOT appartient au groupe français MW Brands qui dispose également de sites de production en Europe (France; Portugal), en Afrique de l'ouest (Ghana).

MW Brands détient des positions commerciales fortes au travers de ses marques John West (UK); Petit Navire (France) et Mareblu (Italie).



Sa capacité industrielle est de 300 M de boîtes (équivalent 1/4 bas) et sa production moyenne de 240 M de boîtes. IOT achète 75 à 85 000 tonnes de thon par an, en totalité à la flotte de senneurs fréquentant Victoria, sauf disponibilité en thon insuffisante. IOT possède une capacité de stockage équivalente à 7 500 tonnes de listao, correspondant à 25 jours de production. Il n'existe pas d'entrepôts extérieurs. Il s'agit de la plus grosse conserverie de l'océan indien.

IOT emploie environ 2 400 personnes dont 1 300 Seychellois. La totalité de l'effectif représente environ 18 % de l'emploi privé des Seychelles. En terme d'emplois induits, les 40 emplois de la société Impress (fabrication de boîtes métalliques) sont directement liés à l'activité de la conserverie. Il est également logique d'y ajouter une quarantaine d'emplois relatifs à l'ensemble formé par la société technologique exploitant l'huile de têtes de poisson, et ceux de la société fournissant l'eau dessalinisée, les emplois dans la cartonnerie, et ceux des magasins d'avitaillement (cantine intégrée à l'usine d'IOT). Il faut également y ajouter les emplois liés à la rotation des conteneurs dont IOT est le principal moteur, transitaires et manœuvres, soit environ 80 au total. Au total, on peut estimer qu'avec les différents sous-traitants liés à l'activité de IOT c'est environ 300 emplois supplémentaires qui sont liés directement à l'activité de IOT.

En 2007, avec 1231 millions SCR, IOT représente à lui seul 91 % de la valeur des exportations des Seychelles (hors réexportations). L'activité d'IOT représente 30 % des importations nationales. IOT est donc l'acteur principal du commerce extérieur des Seychelles.

Le Produit Intérieur Brut au prix du marché s'établit à 5,341 milliards de SCR en 2006 et à 6,111 milliards de SR en 2007 (Source : Rapport annuel 2007 Banque Centrale des Seychelles).

Les ventes totales d'IOT ont représenté 129,224 M € soit 0,875 milliard de SCR sur l'exercice fiscal 2006 (28/04/2005 au 31/03/2006), 164,415 M € soit 1,473 milliard SCR sur l'exercice fiscal 2007 (01/04/2006 au 31/03/2007) et 175 M € soit 2,625 milliards SCR pour 2009.

Le détail des postes budgétaires d'IOT montre qu'une fois retirées les consommations intermédiaires, la valeur ajoutée directe ne représente en 2006 qu'environ 14 % du chiffre d'affaires total, soit 18,5 M €. La contribution d'IOT au PIB national s'établirait donc à 3,5 %

La contribution fiscale d'IOT est nulle puisque la société bénéficie des dérogations fiscales et douanières des sociétés agréées en zone franche (« *ITZ agreement* »). Aucun impôt ni charge sociale sur les salaires versés n'est donc perçu par le Gouvernement.

Néanmoins, la contribution d'IOT a un aspect qualitatif qui va bien au-delà de la valeur ajoutée indirecte générée en amont et en aval d'IOT. En effet, IOT étant la plus grosse industrie du pays, elle est le garant de l'existence d'un tissu industriel local. De plus, sans l'existence du trafic maritime généré par IOT, le trafic des containers baisserait notablement, l'escale des Seychelles pourrait être déshéritée par les grandes compagnies maritimes et l'absence du remplissage des containers à l'export entraînerait un surcoût pour l'ensemble des autres branches de l'économie nationale. Le tableau suivant indique le nombre de mouvements de containers directement liés à l'activité d'IOT (importation d'intrants, exportations de boîtes de conserves de thons)

**Tableau 65 : Mouvements de containers liés à l'activité d'IOT. Source : société transitaire**

	2003	2004	2005	2006	2007
Inbound	2 251	2 232	2 384	2 303	1 852
Outbound	4 501	4 327	4 638	4 658	3 850

Une étude datée de 2005<sup>31</sup> citait le chiffre de 50% des trafics entrants de containers et 91% des trafics sortants liés à la pêche (IOT et navires, mais ces derniers ne représentent qu'une faible part des mouvements entrants).

Les responsables d'IOT mettent également souvent en avant l'importance des retombées économiques locales générée par les flottes de pêche de thoniers senneurs opérant aux Seychelles, dont ils estiment être le catalyseur. Par rapport à Maurice, Madagascar (Diego Suarez) et au Kenya (Mombasa), la préférence des touchés des navires irait aux Seychelles à cause de leur présence. En conséquence leur absence pourrait impliquer une délocalisation partielle de ces escales et avoir un impact à la baisse sur les retombées économiques. À noter que cette perspective n'est pas partagée par des représentants de l'armement. Sans IOT, les navires continueraient de faire des escales aux Seychelles du fait de leur position proche des zones de pêche et du manque d'alternative dans la région. C'est d'ailleurs ce qui arrivait dans le passé alors même qu'IOT n'était qu'une conserverie aux capacités d'absorption de matière première modestes. IOT est considéré comme un client au même titre que Maurice, Madagascar ou l'Europe, et d'ailleurs ne constitue pas le principal débouché des flottes européennes ou seychelloises qui n'y vendent au maximum que 30% de leurs prises. Du point de vue de ces armements, les principaux points négatifs d'une fermeture d'IOT seraient plutôt la perte d'un client important (donc nécessité de trouver de nouveaux clients) et l'obligation d'une prise en charge au moins partielle du coût de transport de la marchandise depuis les Seychelles vers les conserveries clientes si celles-ci sont très éloignées du point de débarquement.

## 14.4 Emploi

<sup>31</sup> Mission de pre-audit général menée par le Port Autonome de Marseille pour la Seychelles Port Authority. Janvier 2005

Une quantification des emplois liés à la pêche permet de chiffrer l'importance que revêt ce secteur pour l'économie seychelloise.

**Tableau 66 : Emplois liés au secteur de la pêche, 2010**

Secteur Public	
Seychelles Port Authority (fraction)	40
Seychelles Petroleum Company (fraction)	40
Seychelles Fishing Authority	110
FIQCU	8
Coast Guard (fraction)	10
Total	208
Secteur privé	
IOT	2 400
Pêche nationale	785
Oceana Fisheries	52
Sea Harvest	45
Impress	40
Autres (schipchangers; électronique; agents etc.)	257
Total	2 794
Total Général	3 787

Avec 3 800 emplois directs, la pêche représente 9% des emplois seychellois. Si l'on ne retient que les emplois liés à la pêche au thon tropical par déduction des emplois de la pêche nationale et des entreprises de mareyage, ce sont encore 2 900 emplois qui sont concernés soit 7% des emplois seychellois.

## 14.5 Contribution du secteur au PIB

Le National Statistic Bureau seychellois a publié un tableau de la contribution du secteur de la pêche au PIB national. Celle-ci s'élèverait à 7% du PIB, et serait en croissance. Il s'agit donc d'un secteur essentiel pour l'économie seychelloise, dont l'essentiel repose sur l'industrie thonière européenne.

**Tableau 67 : Contribution du secteur de la pêche au PIB. (Source: National Statistical Bulletin, 2009)**

	2004	2005	2006	2007 (provisoire)	2008 (indicatif)
Fishing	61,8	60,4	68,0	66,4	78,1
Manufacturing, includes fish processing, repair of fishing equipment and fishing vessels	143,1	167,3	194,7	276,1	366,0
Wholesale and retail trade, includes fuel sales, retail of fishing equipment	51,2	61,1	62,8	72,9	146,3
Transportation and storage, includes service activities incidental to fishing, service activities incidental to other water transport, other support activities for transportation and warehousing	43,3	60,1	65,0	61,6	79,4
Total fisheries related value added	299,4	348,9	390,4	476,9	669,9
PIB	4 695,7	5 043,2	5 628,3	6 877	8 755,7
% secteur pêche	6 %	7%	7 %	7 %	7,6 %

## 15 BILAN : ANALYSE SWOT

**Tableau 68 : Récapitulatif des Forces et Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles et des menaces et opportunités en relation avec le Protocole d'Accord de Pêche**

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
<b>LE CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DES PÊCHES</b>				
Contexte macroéconomique	Vaste ZEE au centre de l'océan indien avec d'importantes ressources migratrices	Économie peu diversifiée, reposant sur la pêche et le tourisme Dette extérieure élevée	Valorisation du potentiel de la ZEE par la vente de licences et l'utilisation des facilités portuaires	
Politique générale de développement du secteur	Politique sectorielle clairement définie Poursuite d'une politique de développement du secteur des pêches, compte tenu de l'importance de ce secteur pour l'économie.	Le ministère en charge du secteur a peu de pouvoir exécutif. Celui-ci est entre les mains de la SFA dont le système de gouvernance apparaît peu transparent.	La pérennité de l'accord de pêche est un soutien efficace à la réalisation de certains objectifs nationaux de nature institutionnelle ou privée	Risques élevés d'insuffisance de moyen financiers pour la réalisation de certains objectifs (port de pêche notamment).
Cadre général législatif relatif à l'exercice de la pêche	Les textes de Loi existent, même si la plupart sont anciens.	Le cadre législatif laisse un grand pouvoir discrétionnaire aux autorités compétentes, ce qui laisse planer le doute sur le caractère non-discriminatoire des Lois	Améliorer le cadre législatif, en y introduisant de manière plus précise les obligations en matière de suivi et de contrôle.	
Gestion des pêcheries	Proximité physique de la CTOI et coopération avec les instituts français (IRD) et espagnols (IEO) dans le domaine de la gestion des thonidés hauturiers Les Seychelles sont parties contractantes de la CTOI et se doivent par conséquent d'appliquer les résolutions adoptées qui priment sur le droit national. Bonnes capacités techniques de la SFA pour la gestion des pêcheries côtières	Gestion des stocks hauturiers devant tenir compte des intérêts de toutes les parties contractantes de la CTOI	Coopération des Seychelles avec les autres parties contractantes de la CTOI pour améliorer la gestion des pêcheries thonières, et notamment sur son volet de lutte anti-INN (coopération entamée avec le Japon).	Non adoption de mesures de gestion réellement contraignantes à l'échelon international
Suivi des pêcheries	Bon suivi statistique de l'ensemble des pêcheries industrielles, en particulier de la pêche thonière. Registre disponible de l'ensemble des navires industriels	Activité de certains navires industriels étrangers (notamment des palangriers asiatiques) proche d'une activité type INN (peu ou pas de déclarations sur l'activité)	Renforcement des capacités de contrôle, suivi et surveillance à l'échelon régional	Opérations de suivi statistique dépendantes de la coopération avec les instituts européens.
Contrôle et surveillance des Pêches	FMC bien doté en équipements et personnels bien formés. Capacités à assurer des missions de surveillance au port, en mer et aérienne Existence d'un plan national annuel de surveillance selon risk analysis	Dimensions de la ZEE demandant des moyens très importants pour une véritable surveillance Coût inhérent à cette surveillance Cadre de coopération trop lâche entre la SFA (agence coordinatrice) et les Gardes Côtes (agence opérationnelle)	Renforcement des moyens, et utilisation plus optimale des ressources disponibles Coopération régionale en matière de contrôle (en phase de démarrage sous financement 10ème FED) Coopération régionale anti-INN dans le cadre du Plan régional (COI) – fin en 2011 Éligibilité au projet ACP Fish II (à confirmer)	Les ressources financières manquent pour le volet opérationnel (financement des missions de patrouille)
Autorité compétente et qualité des produits	L'autorité compétente, placée sous le ministère en charge de la pêche, a été approuvée par DG SANCO	Enjeu de l'agrément sanitaire UE, l'UE étant le débouché unique de la conserverie IOT	Éligibilité au projet SFP	

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
Conventions et traités internationaux	Volonté politique des Seychelles d'adhérer aux principaux instruments internationaux promouvant la pêche responsable et durable	Contradiction avec la politique libérale d'attribution du pavillon à des navires de pêche.	Politique d'attribution du pavillon plus restrictive	Comme c'est déjà arrivé, interrogations de la communauté internationale quant au suivi effectif des navires seychellois par leurs autorités
Appui scientifique à la gestion des pêcheries	Multiples coopérations entretenues avec le monde de la recherche internationale Collaboration de la SFA avec des organismes de recherche européens, notamment l'IRD et l'IEO, pour la gestion des ressources thonières au travers de financements européens divers. Navire de recherche opérationnel pouvant travailler dans la ZEE seychelloise	Réduction de l'activité de recherche Manque de moyens de la SFA en matière de recherche : le budget couvre pour l'essentiel les salaires. Dépendance vis-à-vis de financements / coopérations extérieurs	Financement prévu au titre de la matrice de l'accord de pêche UE	
Environnement	Le cadre législatif seychellois est particulièrement strict sur le volet environnement. La pêche côtière ne peut utiliser de techniques destructrices, et le niveau d'exploitation modéré actuel ne semble pas devoir s'accroître	Problèmes potentiels sur l'exploitation des requins côtiers		Pression démographique qui pourrait s'accroître avec un impact sur un environnement fragile
Investissements étrangers	Existence de zones franches permettant une fiscalité plus favorable Localisation au plus près des zones de pêche	Insécurité juridique de l'investissement Situation économique et coût de main-d'œuvre peu attractifs pour les investisseurs étrangers. Hormis le poisson de la pêche nationale, la disponibilité en poisson est essentiellement du thon congelé en saumure ne pouvant être qu'appertisé (réglementation sanitaire) Accès au foncier	Agrément sanitaire UE Dessertes maritimes et aériennes Possibilités d'attirer de nouveaux investisseurs dans le domaine de la pêche, et dans celui des services aux flottes	Concurrence du Seafood Hub de Maurice
<b>LES PÊCHERIES DES SEYCHELLES</b>				
Les eaux Seychelloises	La ZEE des Seychelles est parmi l'une des plus vastes du monde. Sa position au centre de l'Océan Indien tropical et en dehors de la route des cyclones lui confère en outre une position stratégique vis-à-vis de la pêche thonière. Les zones côtières sont riches et supportent une biodiversité remarquable	Les eaux seychelloises sont soumises à des variations climatiques interannuelles importantes		
Stocks naturels exploitables	Ressource thonière hauturière très importante Ressource côtière abondante	La ressource thonière est partagée avec les ZEE des autres États de l'Océan Indien, et les eaux internationales Variations d'abondance des thons élevées d'une année sur l'autre en fonction des aléas climatiques	Renforcement de la capacité des Seychelles à capter les profits réalisables à partir de la pêche de tout l'océan Indien Stocks côtiers profonds encore sous-exploités par la pêche nationale	
État de la ressource naturelle	Encadrement de la pêche thonière au niveau international par une organisation disposant de pouvoir en matière de gestion. (CTOI)	Stocks d'albacore, de patudo et d'espadao dans un état encore satisfaisant mais qui pourraient avoir des difficultés à soutenir une augmentation des débarquements et/ou de l'effort de pêche	Actualisation et amélioration des évaluations de stocks. Amélioration des connaissances sur les ressources exploitées. Élaboration et application de mesures	Accroissement de l'effort pouvant entraîner une baisse des rendements de la pêche thonière en Océan Indien, et redéploiement des flottilles industrielles dans d'autres régions du monde

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
	Ressource côtière exploitée en bon état	Fragilité des écosystèmes récifaux Retard à définir et mettre en œuvre des plans de gestion pour les ressources côtières	d'aménagement plus pertinentes.	
Aquaculture	Potentiel en matière de culture de crevettes	Peu de sites appropriés disponibles Prix de revient élevé du fait du coût des intrants importés et de la main-d'œuvre Compétition avec les investissements touristiques	Développement sur d'autres sites, mais nécessairement limité	Dégradation de l'environnement littoral pouvant gêner l'aquaculture. Dégradation de l'environnement par une activité aquacole mal maîtrisée
Flottille de pêche industrielle nationale	La flotte industrielle seychelloise a tendance à s'agrandir, bénéficiant de l'impossibilité d'utiliser des pavillons de complaisance classiques dans l'Océan Indien.	Lien économique quasi inexistant entre l'État du pavillon et les opérateurs Encadrement législatif de cette flotte similaire à celui des navires étrangers	Les opérateurs des navires européens et seychellois sont souvent les mêmes : l'existence de l'accord conforte les Européens à continuer de travailler avec des pavillons seychellois en en contrôlant les opérations	Une partie de la flotte industrielle seychelloise palangrière est opérée par des intérêts asiatiques sans réel intérêt aux Seychelles
Flottille de pêche artisanale nationale et semi-industrielle	Présence d'un segment semi-industriel qui permet de soulager l'effort sur la bande côtière Flotte de pêche artisanale relativement peu abondante et bien encadrée	Difficultés d'intégration du savoir faire technique pour la flotte semi-industrielle La flotte artisanale n'a pas un rayon d'action suffisant pour pouvoir, le cas échéant, se reconvertir sur d'autres types de ressources / zones de pêche Peu de polyvalence des deux types de pêche	Transfert de savoir-faire possible par les armateurs étrangers sous pavillon seychellois	Utilisation de la flotte semi-industrielle à d'autres fins que celle prévue initialement : report de la stratégie de pêche à l'espadon vers une stratégie d'exploitation des requins
Flottille de pêche étrangère	Les flottes de pêche lointaines opérant dans l'Océan Indien sur les pêcheries de grands pélagiques à la senne ne peuvent s'affranchir d'une licence aux Seychelles du fait de la position stratégique de l'archipel	Absence d'observateurs à bord des navires sous pavillon seychellois et des palangriers licenciés	Développer des services pour capter sur Port Victoria une partie des captures de la flotte palangrière	L'activité de la piraterie somalienne menace l'activité de pêche dans une partie significative de l'océan indien Dépendance de l'économie seychelloise vis-à-vis des armements européens de thoniers senners
Équipages	Les escales fréquentes des navires étrangers aux Seychelles facilitent l'emploi de marins seychellois à bord	Pas de tradition maritime hauturière aux Seychelles : manque de postulants à une carrière de ce type, et corrélativement faibles capacités techniques Contrats - types d'embarquement défavorables aux titulaires	Possibilité réglementaire de placer des marins à bord Mise en place d'une école de formation aux métiers maritimes. Existence d'une école de formation reconnue à Madagascar	
Structuration professionnelle du secteur	Présence d'entreprises privées ayant une longue expérience l'industrie thonière	Une seule association professionnelle structurée à Mahé faisant face à des dissensions internes Une association en cours de création à Praslin Cadre législatif ne favorisant pas la concertation entre les acteurs	Refonte du cadre législatif peut permettre d'introduire le principe d'une concertation avec le secteur privé voire d'une cogestion dans certains domaines	Comités consultatifs non représentatifs en l'absence de représentants légitimés par des associations
Ports et services à la flotte de pêche (filiale amont)	Services portuaires permettant de satisfaire tous les besoins des flottes en escale, mis à part la réparation lourde Entreprises seychelloises performantes après plus de 20 ans de relations avec les navires étrangers	Port saturé à certaines périodes Tensions sociales liées au droit du travail en zone franche Manque de cadre formel de concertation entre les acteurs portuaires Faute d'investissement lourd et d'opérateur, les travaux d'entretien et de réparation sont effectués à Maurice Cherté potentielle de la main-d'œuvre portuaire par rapport à d'autres ports de la région	Mise en service du port de pêche artisanal et semi-industriel de Providence permettant de libérer de l'espace sur le port de pêche industrielle  Projet d'extension du port et de mise en service de capacités de stockage frigorifique	Dépendance vis-à-vis du secteur de l'armement. Pas de marché alternatif pour les entreprises.

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
Transformation industrielle des produits	<p>Existence d'une conserverie de grande capacité appartenant à un groupe bien implanté sur le marché européen</p> <p>Approvisionnement principalement bord à quai ce qui limite les frais de transport et déchargement</p> <p>Origine connue des apports qui permet de remplir la condition originaire des produits transformés</p> <p>Bonne qualité des thonidés de l'océan indien par rapport à ceux du Pacifique</p> <p>Faible recours à de l'approvisionnement auprès de l'une des trois sociétés de négociants.</p> <p>Production commercialisée majoritairement sous grandes marques ce qui permet de se démarquer de la concurrence des Marques de Distributeurs à bas prix</p> <p>Pérennisation de l'avantage tarifaire des Seychelles grâce à la conclusion d'un APE</p> <p>Présence de la société Impress qui permet de n'importer que des feuilles d'acier à emboutir</p> <p>Coût du travail aux Seychelles plus élevé que dans les places concurrentes</p> <p>Besoin d'un recours à de la main-d'œuvre expatriée qui génère des frais additionnels (voyages, hébergement)</p> <p>Coût augmenté par une tendance à l'absentéisme et un taux élevé de turnover des salariés nationaux</p> <p>Approvisionnement à partir de navires bénéficiant d'un agrément sanitaire permettant à l'autorité compétente de valider les certificats sanitaires des exportations</p>	<p>Approvisionnement de la conserverie lié aux débarquements des senneurs européens et seychellois</p> <p>Coûts de production élevés</p> <p>Relations IOTC-Govt des Seychelles tendus</p> <p>Capacité de stockage en froid limitée (env. 20 jours de production) qui peut conduire à des ruptures d'approvisionnement</p> <p>Saisonnalité des apports</p> <p>Production limitée aux produits basiques (à l'huile et en saumure)</p>	<p>Marché européen de la conserve de thons en croissance</p> <p>Relance du projet de renforcement des capacités sanitaires par l'UE au bénéfice des pays ACP</p>	<p>Secteur en restructuration au niveau mondial.</p> <p>Érosion de la préférence tarifaire</p> <p>Augmentation de la demande d'autres places concurrentes (développement de nouvelles capacités de transformation ou manque d'approvisionnement conjoncturel)</p> <p>Conclusions d'accords d'approvisionnement entre les armements qui fréquentent Victoria et d'autres conserveries</p> <p>Secteur de l'économie seychelloise en besoin de personnel, ce qui a pour effet de diminuer la disponibilité en recrues</p>

## 3ème PARTIE: ÉVALUATION DE L'ACCORD DE PÊCHE

### 16 LE PROTOCOLE D'ACCORD

Le protocole en cours, fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière pour la période allant du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011, s'inscrit sous l'accord-cadre conclu en 1987<sup>32</sup>. Il s'agit d'un texte relativement court et de portée générale qui renvoie au protocole pour ce qui concerne les modalités pratiques. Cet accord a été remplacé par un accord de partenariat dans le secteur de la pêche en 2006. Cet accord prévoit notamment un renforcement de la coopération économique, financière, technique et scientifique dans le domaine de la pêche en vue d'assurer la conservation et une exploitation durable des ressources.<sup>33</sup>

Cet accord de partenariat prévoit dans son article 6 que "les navires communautaires ne peuvent exercer des activités de pêche dans la zone de pêche des Seychelles que s'ils détiennent une licence de pêche délivrée dans le cadre du présent accord". On peut donc en déduire que cet accord comporte une clause d'exclusivité dans la mesure où un navire battant pavillon de l'UE ne pourra venir pêcher dans les eaux seychelloises de sa propre initiative, et en dehors du cadre fixé par le protocole. Les informations communiquées par les autorités seychelloises indiquent que cette clause a été respectée sur la période du protocole en cours.

Les capacités autorisées sous le protocole et leur répartition par État membre<sup>34</sup> sont reprises dans le **Tableau 69** et dans le **Tableau 70**. Les possibilités de pêche offertes placent cet accord dans la catégorie des accords thoniers (par opposition aux accords mixtes pêche pélagique - pêche démersale).

**Tableau 69 : Répartition et consommation des licences de pêche dans la ZEE des Seychelles, disponibles pour les senneurs européens (source : C.E.). ES : Espagne ; FR : France ; IT : Italie**

Protocole	Période	Possibilités et répartition				Consommation (Nombre et %)							
		ES	FR	IT	Total	ES		FR		IT		Total	
2005-2010	18/01/2010 17/01/2011	22	17	1	40	14	64 %	8	47 %	0	0 %	22	44 %
	18/01/2009 17/01/2010	22	17	1	40	16	73 %	14	82 %	1	100 %	31	78 %
	18/01/2008 17/01/2009	22	17	1	40	19	86 %	17	100 %	1	100 %	37	93 %
	18/01/2007 17/01/2008	22	17	1	40	21	95 %	17	100 %	1	100 %	39	98 %
	18/01/2006 17/01/2007	22	17	1	40	22	100 %	17	100 %	1	100 %	40	100 %
	18/01/2005 17/01/2006	22	17	1	40	20	91 %	16	94 %	1	100 %	37	93 %
Moyenne		22	17	1	40	18	86 %	12	67 %	1	83 %	31	78 %

<sup>32</sup> Règlement du Conseil N°1708/1987 du 15 juin 1987 (JOCE L 160, 20.06.87)

<sup>33</sup> Règlement du Conseil N°1562/2006 du 5 octobre 2006 (JOCE L 290 du 20/10/2006)

<sup>34</sup> Règlement (CE) N°1660/2005 du Conseil du 6 octobre 2005. JO L 267 du 12.10.2005

**Tableau 70 : Répartition et consommation des licences de pêche dans la ZEE des Seychelles, disponibles pour les palangriers européens (source : C.E.). ES : Espagne ; FR : France ; PT : Portugal**

Protocole	Période	Possibilités et répartition				Consommation (Nombre et %)							
		ES	FR	PT	Total	ES		FR		PT		Total	
2005-2010	18/01/2010 17/01/2011	2	5	5	12	1	50 %	0	0 %	0	0 %	1	8 %
	18/01/2009 17/01/2010	2	5	5	12	2	100 %	0	0 %	0	0 %	2	17 %
	18/01/2008 17/01/2009	2	5	5	12	3	150 %	0	0 %	0	0 %	3	25 %
	18/01/2007 17/01/2008	2	5	5	12	2	100 %	0	0 %	0	0 %	2	17 %
	18/01/2006 17/01/2007	2	5	5	12	5	250 %	0	0 %	1	20 %	6	50 %
	18/01/2005 17/01/2006	2	5	5	12	2	100 %	0	0 %	1	20 %	3	25 %
Moyenne		2	5	5	12	2,5	125 %	0	0 %	0,3	6 %	17	24 %

Les capacités négociées s'entendent en nombre de navires maximum et sans restriction sur le nombre de navires pouvant travailler simultanément dans les eaux seychelloises.

L'article 4 du protocole prévoit certaines possibilités de révisions de ces capacités en termes de capacités négociées et de distribution entre catégorie de navires. Cette possibilité n'a jamais été utilisée. De même, la possibilité offerte par l'article 5, à savoir le déploiement d'activités de pêche non-mentionnées à l'article 1 du protocole, n'a également jamais été utilisée.

On constate une stabilité des capacités accordées aux thoniers senneurs entre l'actuel protocole en vigueur (40 navires) et le précédent protocole (40 navires), alors que les palangriers voient leur capacité réduite de 15 unités. D'une façon générale, l'accès des senneurs est plutôt stable depuis la signature du premier protocole alors que les palangriers, autorisés spécifiquement depuis le cinquième protocole (1999) seulement, connaissent des fluctuations significatives signe d'un intérêt encore fluctuant voire peu marqué pour la ZEE seychelloise.

En contrepartie de l'accès aux eaux, l'UE s'engage à verser aux Seychelles une contrepartie totale de 24 750 000 €, dont 8 910 000 € (36%) doivent être consacrés à "la définition et à la mise en œuvre d'une politique sectorielle de la pêche aux Seychelles en vue de la promotion d'une pêche responsable et durable dans leurs eaux."<sup>35</sup>

À compter de 2008, une modification du protocole a porté la contrepartie totale à 28 440 000 euros dont 13 451 400 € (56%) doivent être consacrées à l'appui sectoriel.

Comme pour la plupart des accords thoniers, la contrepartie est variable. Son assiette est un tonnage de référence de 55 000 tonnes par an de thonidés valorisés à 75 € par tonne pour la première partie du protocole et 63 000 tonnes valorisées à 65 € la tonne pour la seconde partie du protocole.

Si les navires européens pêchent au-delà de ces tonnages, la contrepartie est augmentée en proportion. A contrario, si les navires pêchent moins que le tonnage de référence, le montant de base n'est pas revu à la baisse. Le protocole prévoit en outre que l'UE ne peut payer le double du montant prévu.

La contribution des armateurs est fixée sur un principe similaire avec une part fixe assise sur un tonnage de référence par navire, et une part variable payée pour chaque tonne pêchée en dépassement du tonnage de référence.

S'agissant de la part fixe, le protocole distingue trois catégories de navires: les thoniers senneurs, les palangriers de moins de 250 GT et les palangriers de moins de 250 GT. La modification du protocole en 2008 a réévalué les coûts fixes d'accès pour les trois catégories de navires.

**Tableau 71 : Coût de l'accès aux eaux seychelloises pour les navires européens (source : UE.).**

18/01/2005-	Thonier senneur	15 000 € pour une capture de 600 tonnes
-------------	-----------------	---

<sup>35</sup> Article 7 para1 du protocole.

17/01/2008		
	Palangrier de surface > 150 TJB	3 000 € pour une capture de 120 tonnes
	Palangrier de surface < 150 TJB	2 250 € pour une capture de 90 tonnes
18/01/2008-17/01/2011	Thonier senneur	21 000 € pour une capture de 600 tonnes
	Palangrier de surface > 150 TJB/250 GT	4 200 € pour une capture de 120 tonnes
	Palangrier de surface < 150 TJB/250 GT	3 150 € pour une capture de 90 tonnes

La part variable est assise un prix de 25 € la tonne pour la première partie du protocole et de 35 € par tonne pour la seconde partie du protocole.

Lors de la Commission mixte tenue du 15 au 16 décembre 2010, il a été décidé pour l'année 2010, et rétroactivement pour 2008 et 2009, que les thoniers senneurs devaient s'acquitter d'une somme forfaitaire de 61 000 € au titre de la licence. Pour les années 2008 et 2009, il y a compensation avec les sommes déjà acquittée, le solde restant dû par les armateurs. .

Sur la base du protocole initial et de ses deux modifications, le coût total de l'accord ex-ante s'établit par conséquent à 37 786 800 € pour les 6 années du protocole, dont 25% à la charge du secteur privé et 75% à la charge du budget de la DG MARE. Les deux modifications du protocole ont modifié la répartition budget DG MARE - parts armateur. Celle-ci représentait 13% du coût annuel ex-ante de l'accord lors des 3 premières années du protocole et 32% pour les trois dernières années compte tenu notamment du passage au système forfaitaire.

**Tableau 72 : Coût ex-ante du protocole 2005-2010 (source : UE.).**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
UE (part fixe)	4 125 000	4 125 000	4 125 000	5 355 000	5 355 000	5 35 5000	28 440 000
Armateur part fixe							
- Senneur	600 000	600 000	600 000	2 440 000	2 440 000	2 440 000	9 120 000
- Palangrier <sup>36</sup>	31 500	31 500	31 500	44100	44100	44100	226 800
Sous-total Armateurs	631 500	631 500	631 500	2 484 100	2 484 100	2 484 100	9 346 800
Coût ex-ante	4 756 500	4 756 500	4 756 500	7 839 100	7 839 100	7 839 100	37 786 800

**Tableau 73 : Coût comparé des licences sous les différents accords en vigueur dans l'océan indien en 2010.**

Pays	Coût nominal de la licence			Paiement additionnel à partir de x tonnes pêchées		
	Senneurs	Palangriers		Senneurs	Palangriers	
		+ de 150 TJB	- de 150 TJB		+ de 150 TJB	- de 150 TJB
Seychelles	61 000 <sup>37</sup> €	4 200 €	3 150 €	forfait assis sur une capture de 1 742 t/35€	600 t	600 t
	15 000 €	3 000 €	2 250 €	600 t	600 t	600 t
Comores	3 375 €	2 065 €	2 065 €	96 t	59 t	59 t
Madagascar	3 920 €	3 500 € (>100GT)	1 680 € (<100 GT)	112 t	100 t	48 t
Maurice	pas de protocole en vigueur depuis 2007					
Mozambique	4 200 €	3 500 € (>250 GT)	1 680 € (<250 GT)	120 t	100 t	48 t

En ce qui concerne les palangriers, le taux d'utilisation global de l'accord se situe à 24 % sur les six ans, avec de très fortes fluctuations annuelles. L'essentiel de l'activité tient aux navires espagnols (125% de taux d'utilisation). Les navires portugais (6% de taux d'utilisation) et français (0% de taux d'utilisation) n'ont que très peu ou pas fréquenté les eaux seychelloises.

S'agissant des senneurs, le taux d'utilisation du protocole en cours se situe à 78 % sur les six années, avec un taux d'utilisation très élevé sur les 4 premières années du protocole et une baisse perceptible en 2009 (78%) et très sensible en 2010 (44%). Sur la durée du protocole, l'Espagne a un taux

<sup>36</sup> Sur la base d'une répartition théorique 50/50 entre les deux catégories de palangriers.

<sup>37</sup> Depuis 2008

d'utilisation de 86 % et la France de 67 %, L'Italie se situe à 83 % sur la période.<sup>38</sup> La baisse du taux d'utilisation des licences en 2009 et 2010 s'explique essentiellement par le départ de navires vers d'autres océans suite aux actes de piraterie dont sont victimes ces navires.

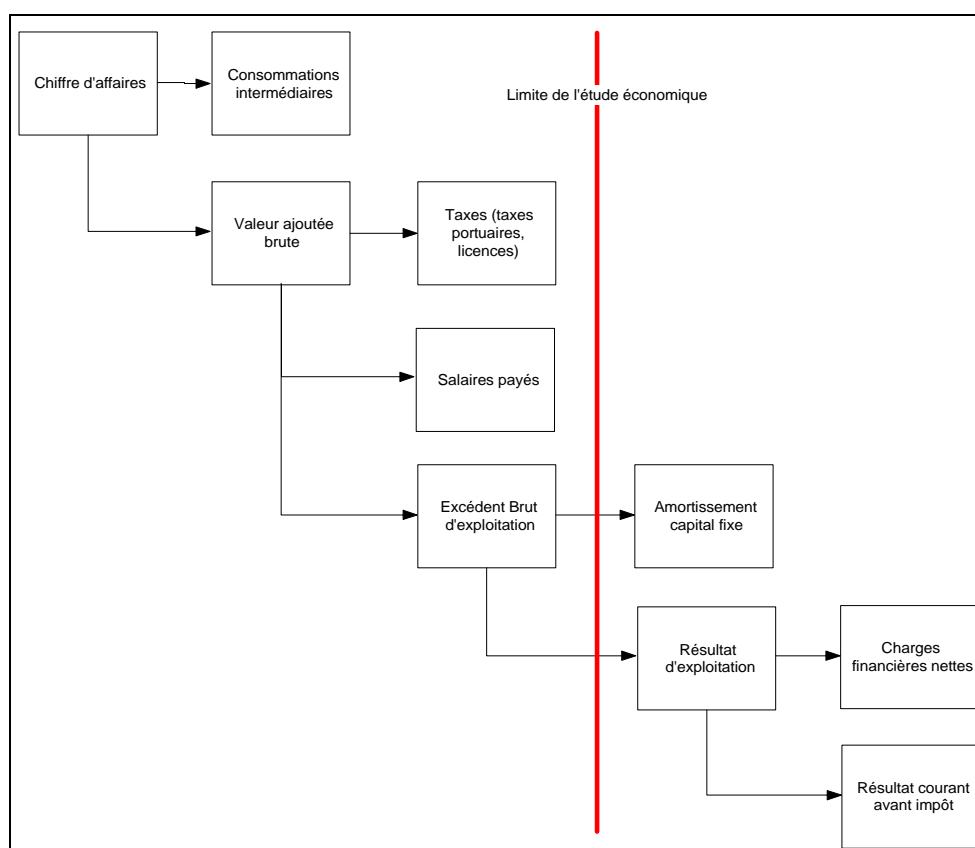
## 17 IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'ACCORD

### 17.1 Impact économique de l'accord

#### 17.1.1 Présentation générale de la méthode

On cherche à estimer pour cette étude les principaux soldes intermédiaires de gestion à partir de la structure des coûts des navires. La méthode de calcul de ces soldes intermédiaires est détaillée dans la figure ci-dessous. Le premier solde, la valeur ajoutée brute, est la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et les consommations intermédiaires. La valeur ajoutée représente la richesse brute générée pour rémunérer le travail et le capital. Le second solde intermédiaire de gestion est l'excédent brut d'exploitation. Ce solde fait la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et tous les coûts supportés pour générer ce chiffre d'affaires dont les coûts du travail et les taxes incluant le coût de l'accès (la licence) et les taxes d'utilisation portuaire. L'excédent brut d'exploitation représente le montant destiné à financer et rémunérer le capital investi (amortissement, emprunts).

Les charges d'amortissement et les charges financières ne peuvent raisonnablement être estimées en raison de l'hétérogénéité des flottes concernées (taille des navires, âge, méthodes de financement, méthodes d'amortissement). L'étude s'arrêtera donc à l'estimation de la valeur ajoutée brute et de l'excédent brut d'exploitation, et ne cherchera pas à estimer les résultats des exercices.



<sup>38</sup> Le thonier sennear italien est passé sous pavillon français depuis la fin 2009 ce qui explique le taux de 0% pour 2010.

**Figure 20 : Les principaux soldes intermédiaires de gestion considérés**

Dans le cadre de cette analyse économique, seuls sont considérés les thoniers senneurs. Les palangriers côtiers français n'ont demandé aucune licence. Les palangriers portugais n'ont fait usage que de 2 licences sur toute la durée de l'accord et n'ont déclaré aucune captures et enfin les palangriers espagnols s'ils ont payé 16 licences sur la durée de l'accord, n'ont pêché dans les eaux seychelloises qu'en 2008.

Les comptes donnent les principaux postes de dépenses en valeur absolu pour un senneur "moyen européen" pour les années 2005 à 2009.

### 17.1.2 Prix des espèces cibles

Les prix des espèces cibles ont été collectés à partir de différentes sources d'informations, dont les associations professionnelles pour le secteur thonier senneurs pour les années 2005 à 2009. Le prix moyen est pondéré par les répartitions entre espèces dans les captures.

**Tableau 74 : Estimation des prix moyens (€/tonne) des principales espèces pêchées à la senne dans l'océan indien pour la période 2005-2008.**

	2005	2006	2007	2008	2009
Albacore	1 040	1 410	1 700	1 400	1 040
Listao	590	760	1 030	1 020	676
Patudo	690	1 270	1 570	-	-
Prix moyen senneurs OI	820	920	1 170	1 180	813

### 17.1.3 Tonnages pêchés

Les tonnages ne rentrent pas à proprement parler dans la mesure de l'utilisation de l'accord, mais ils sont une mesure intéressante du niveau d'activité dans la zone de pêche des Seychelles, et entrent également dans l'assiette du calcul de la part variable de la compensation financière et des frais de licences.

#### ***Données pour l'ensemble de la flotte***

Les principaux contributeurs aux tonnages pêchés sont les senneurs, ce qui est logique dans la mesure où ces navires sont capables de pêcher entre 5 et 10 000 tonnes de thon par an et par navire. La capacité contributive des palangriers est beaucoup plus faible, car un navire hauturier pourra réaliser dans les 300-400 tonnes dans son année, et 100 à 200 tonnes pour les palangriers de La Réunion qui sont de tailles plus modestes que les palangriers espagnols et portugais.

Les tonnages pêchés dans les eaux des Seychelles représentent des niveaux très significatifs comparés aux captures totales des senneurs européens dans l'océan indien. La moyenne des captures dans les eaux seychelloises s'établit à 24% des captures effectuées par les senneurs espagnols, français et italiens durant la période 2005-2008. Le maximum a été atteint en 2007 (31%) et le minimum en 2005 et 2008 avec 21%. On peut noter que la part relative de la ZEE seychelloise est plus importante pour la pêche française (36% en moyenne des captures) et italienne (24%) que pour la flotte espagnole (17%).

Les captures des palangriers peuvent être qualifiées d'anecdotiques, culminant à 268 tonnes en 2007. Les captures ont été de 10 tonnes en 2009. Ces captures ont été réalisées uniquement par des palangriers espagnols.

Les quantités pêchées ont dépassé le tonnage de référence de 55 000 tonnes (version initiale du protocole) en 2005, 2006 et 2007. Le tonnage de référence de 63 000 tonnes contenu dans la première modification du protocole n'a jamais été atteint en 2008 et 2009, et de façon sensible (différence de 18 000 tonnes en 2008 et de 40 000 tonnes en 2009) compte tenu des baisses de captures en 2008 qui s'accroîtront en 2009 avec le départ de navires.

Le taux d'utilisation médian sur la durée 2005-2009 est de 91%, correspondant à un tonnage de 53 000 tonnes.

### Données par navire

Pour le protocole en cours, les deux segments des senneurs et des palangriers ont dépassé le niveau de référence attaché à chaque type de licence.

Pour les senneurs, le calcul de l'excédent ne concerne que la période 2005-2007, le système du forfait se substituant au système traditionnel de part variable.

Sur les trois années considérées, 107 navires ont été excédentaires. Ces navires excédentaires ont représenté un volume de captures de 58 % (118 120 tonnes) des captures totales déclarées dans la ZEE des Seychelles (204 782 tonnes) pour les trois années. Ces chiffres traduisent le fait que le niveau de captures attaché à la licence était relativement bas, devant donner lieu à des versements complémentaires systématiques. La qualité des statistiques fournies devient donc dans ce cas un élément déterminant du bon fonctionnement de l'accord. Un lourd contentieux sur les statistiques des navires européens a duré plusieurs années entre l'UE et les Seychelles, celles-ci cherchant à démontrer que les captures des senneurs européens et plus particulièrement des navires espagnols, étaient trop faibles au regard du temps passé dans cette ZEE.

**Tableau 75 : Captures excédentaires des senneurs dans la ZEE des Seychelles 2005-2009. Source: CE**

	Espagne			France			Italie		
	Captures totales	excédent	navires excédentaires	Captures totales	excédent	navires excédentaires	Captures totales	excédent	navires excédentaires
2005	23 647	13 060	17	37 640	28 038	16	2 353	1 752	1
2006	36 553	18 164	20	40 134	24 953	18	3 180	2 153	1
2007	28 886	11 958	17	30 630	17 114	16	1 749	928	1
2008									
Total	89086	43 182 48%		108 414	70 105 65%		7 282	4 833 66%	

Concernant les palangriers, seul 1 navire espagnol a déclaré en 2008 des captures en excédent pour 48 tonnes. La faible activité des palangriers est la cause essentielle de cette absence de déclaration excédentaire plutôt qu'un mauvais dimensionnement de la quantité attachée à la licence.

### 17.1.4 Chiffre d'affaires

Sur la base des prix de référence mentionnés ci-dessus, la valeur des captures des navires européens est donnée dans le tableau ci-dessous pour la période 2005 - 2009. Seules les captures des senneurs sont prises en compte, les captures des palangriers étant trop faibles pour être significatives.

L'accord a permis des captures d'une valeur de 52,2 M € en 2005, 73,5 M € en 2006, 71,7 M € en 2007, 52,9 M € en 2008 et de seulement 12,7 M € en 2009.

La valeur totale des captures extraites des eaux seychelloises était donc de 272 M € entre 2005 et 2009, soit une moyenne annuelle de 54 M €.

Il convient de remarquer la baisse brutale de la valeur des produits capturés en 2008 et sa chute en 2009. La valeur de 2009 ne représente que 26% de la valeur du poisson capturé en 2006.

**Tableau 76 : Valeur des captures faites par les navires européens dans les eaux des Seychelles pour la période 2005-2009.**

	Prix moyen €/tonne	Espagne		France		Italie		Total	
		Captures	Valeur	Captures	Valeur	Captures	Valeur	Captures	Valeur
2005	820	26 647	21 850 540	37 640	30 864 800	2 353	1 929 460	66 640	54 644 800
2006	920	36 553	33 628 760	40 134	36 923 280	3 180	2 925 600	79 867	73 477 640
2007	1 170	28 886	33 796 620	30 630	35 837 100	1 749	2 046 330	61 265	71 680 050
2008	1 180	19 296	22 769 280	24 008	28 329 440	1 511	1 782 980	44 815	52 881 700

2009	813	12 482	10 147 866	10 130	8 235 690	1 150	934 950	23 762	19 294 116
------	-----	--------	------------	--------	-----------	-------	---------	--------	------------

### 17.1.5 Répartition de la valeur ajoutée

La valeur ajoutée au bénéfice de l'UE est estimée en retranchant de la valeur ajoutée brute globale les sommes versées aux Seychelles sous forme de salaires des marins, de frais de licences et de frais portuaires. On supposera par hypothèse que toute la valeur ajoutée qui n'est pas au bénéfice des Seychelles l'est au bénéfice de l'UE, sauf dépenses identifiées pour d'autres pays tiers et dépenses de transport maritime du thon effectué sur des *reefers* sous pavillon tiers.

Pour les senneurs, on fera l'hypothèse que la masse salariale payée aux marins seychellois est celle qui correspond à l'emploi de 1 marin par navire à plein-temps au coût de 2 500 € par mois (y compris charges sociales, congés payés etc.). Concernant les charges portuaires, on prendra un chiffre forfaitaire de 10 000 € par navire.

Les frais d'observateurs (fixés à 20 USD par journée travaillée dans les eaux seychelloises) sont supportés intégralement par la partie européenne, la méthode de décompte de la SFA allant en ce sens.

Les frais de licence retenus sont les frais de licence calculés en prenant en compte les dépassements au-delà du tonnage attaché à la licence pour les années 2005 à 2007 et du forfait pour les années 2008 et 2009.

Les estimations indiquent que, hors compensation financière payée par l'UE, les éléments constitutifs de valeur ajoutée générée par les navires européens au profit des Seychelles varient autour d'une valeur pivot de 2 M € annuellement.

**Tableau 77 : Répartition de la valeur ajoutée brute générée par la flotte de senneurs UE sous accord pour la période 2005-2009.**

	2005	2006	2007	2008	2009
Valeur ajoutée brute dégagée dans les eaux seychelloises	30 794 460	42 304 675	38 975 825	19 903 753	4 445 373
Salaire marin seychellois	92 500	100 000	97 500	92 500	77 500
frais de licences	1 626 250	1 731 750	1 337 750	2 257 000	1 891 000
Taxes portuaires	370 000	400 000	390 000	370 000	310 000
VA aux bénéfices des Seychelles	2 088 750	2 231 750	1 825 250	2 719 500	2 278 500
Pays tiers					
Fret maritime	2 609 240	3 673 882	3 584 003	2 644 085	636 782
Frais de licences non-Seychelles	1 609 315	1 739 800	1 696 305	1 609 315	1 386 382
Frais d'observateur non-Seychelles	51 800	56 000	54 600	51 800	43 400
Solde VA au bénéfice de l'UE	24 435 355	34 603 243	31 815 668	12 879 053	2 068 911

La valeur ajoutée dégagée au bénéfice de l'UE est en très forte baisse à compter de 2008 et est très faible (2 M €) en 2009 au regard des moyens industriels mis en oeuvre, témoignant de la dégradation des conditions d'exploitation de la flottille européenne.

### 17.1.6 Retombées économiques indirectes

#### **Services portuaires**

Les navires escalant à Victoria font usage des services et facilités qui sont offerts par le port. Les dépenses les plus importantes sont effectuées par les flottes qui ont la pratique la plus soutenue de

Victoria. Il y a donc naturellement une différence très sensible entre les dépenses réalisées par les senneurs et celles effectuées par les palangriers.

**Tableau 78 : Dépenses par nationalités des navires liées à l'activité de pêche sur le port de Victoria.**  
(Source: BM, 2009)

M SCR	2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		Moyenne	
Total dont	377,1	100%	344	100%	313,5	100%	398,6	100%	474,5	100%	640,2	100%	865,6	100%	607,6	100%	502,6	100%
UE dont	199	53%	177,1	51%	185,7	59%	232,6	58%	315	66%	433,8	68%	596,2	69%	398,3	66%	317,2	63%
Espagne	94,4	25%	80,2	23%	105	33%	140,1	35%	188	40%	279,4	44%	397,6	46%	242,2	40%	190,9	38%
France	104,6	28%	96,9	28%	80,7	26%	92,5	23%	127	27%	154,4	24%	198,6	23%	156,1	26%	126,4	25%
Supply vessels	5,9	2%	3,1	1%	2,7	1%	5,2	1%	6,2	1%	14,7	2%	25,5	3%	25,3	4%	11,1	2%
Mayotte	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	3,5	0 %	19,5	3 %	2,9	1 %
Seychelles	82,8	22%	68,6	20%	56,7	18%	72,9	18%	82,2	17%	117,9	18%	146,6	17%	98,2	16%	90,7	18%
Reefers	21	6%	22,4	7%	18,3	6%	27,7	7%	34	7%	41,6	6%	50,2	6%	29,7	5%	30,6	6%
Taiwan	0	0 %	0,2	0 %	0,9	0 %	2,5	1 %	0,1	0%	0,9	0%	0	0%	0,6	0%	0,7	0%
Japon	7,9	2%	5,9	2%	5,2	2%	7,9	2%	1	0%	2,2	0%	1,9	0%	1,6	0%	4,2	1%

Sur la période 2000-2007, les navires sous pavillon UE ont réalisé en moyenne 63 % des dépenses effectuées dans le cadre de l'activité liée à la pêche sur le port de Victoria. Ce chiffre peut être augmenté des dépenses faites par les *reefers* et les *supply vessels* qui sont en grande majorité liés à la pêche thonnière européenne. On constate a contrario le très faible impact de la pêche palangrière asiatique qui n'escale que très rarement à Victoria. Si l'on considère que les senneurs battant pavillon seychellois et les navires sous pavillon Mayotte sont contrôlés par des intérêts européens, c'est 99 % des dépenses sur le port de Victoria qui sont effectuées par les armements européens.

L'essentiel de ces dépenses proviennent du soutage en carburant des navires (65 % en moyenne).

**Tableau 79 : Dépenses des navires liées à l'activité de pêche sur le port de Victoria, par types de dépenses.**  
(Source: BM, 2009)

M SCR	2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		Moyenne	
Total dont	377,1		344		313,5		398,6		474,5		640,2		865,6		607,6		502,6	
Droits de ports	8,45	2,2%	8,01	2,3%	6,66	2,1%	7,9	2,0%	7,17	1,5%	9,54	1,5%	8,83	1,0%	7,17	1,2%	7,97	1,6%
Agent maritime	2,99	0,8%	2,57	0,7%	2,66	0,8%	3,7	0,9%	3,45	0,7%	3,82	0,6%	4,43	0,5%	4,02	0,7%	3,46	0,7%
Shipchandlers	7,15	1,9%	6,93	2,0%	6,49	2,1%	7,73	1,9%	7,35	1,5%	7,11	1,1%	8,62	1,0%	9,84	1,6%	7,65	1,5%
Dockers/Manutention	34,48	9,1%	30,66	8,9%	34,81	11,1%	46,45	11,7%	41,23	8,7%	46	7,2%	58	6,7%	31,23	5,1%	40,36	8,0%
Gas oil	204,56	54,2%	191,6	55,7%	163,33	52,1%	210,73	52,9%	300,38	63,3%	450,63	70,4%	649,85	75,1%	444,88	73,2%	327,00	65,1%

Les navires, au travers de différents postes de dépenses (droits de port; pilote; remorquage etc.) versent une contribution importante au budget de la SPA. Ce sont les *reefers* sont les plus gros contributeurs.

**Tableau 80 : Revenus de la SPA tirés des escales des navires liées à l'activité de pêche. (Source: BM, 2009)**

M SCR	2005	2006	2007
Recettes totales dont	55,2	51,4	50,2
Senneurs	2,0	2,1	1,8
Palangriers	0,2	0,1	0,01
Reefers	4,6	5,0	3,8
Supply vessels	0,1	0,1	0,1
Transbordement de poisson	5,9	2,9	2,5
% activité de pêche	23,9	20,5	16,8

Le lien entre l'activité de pêche et la SPA est supérieur à ce qui exposé dans le tableau ci-dessus car il conviendrait également d'y intégrer les recettes liées à l'exportation des conserves de thon par conteneurs ainsi que les recettes liées à l'importation d'intrants par voie maritime pour IOT et Impress notamment.

## La conserverie IOT

Ainsi qu'il a été exposé au 14.3, la conserverie IOT génère une valeur ajoutée directe de 18,5 M € pour les Seychelles.

## 17.2 Impact financier de l'accord

### 17.2.1 Impact financier sur les Seychelles

La contrepartie financière reçue au titre de l'accord par les Seychelles comprend:

- la contribution payée par la Commission. Cette somme a représenté 4 125 000 euros par an pour les années 2005 à 2007 et 5 355 000 € pour les années 2008 à 2010. Les années 2006, 2007 et 2008 ont donné lieu à paiement d'excédents.
- le paiement des licences payées par les armateurs européens de thonier senneur: droit de licence d'un coût unitaire de 15 000 € correspondant à un forfait de 600 tonnes de thonidés avec un coût additionnel en cas de dépassement de 35 €/tonne puis droit forfaitaire de 61 000 € sans limite de tonnage.
- le paiement des licences payées par les armateurs européens de palangriers: droit de licence d'un coût unitaire de 3 000 € correspondant à un forfait de 120 tonnes, avec un coût additionnel à la tonne de 25 € et droit de licence d'un coût unitaire de 2 250 € correspondant à un forfait de 90 tonnes, avec un coût additionnel à la tonne de 25 € modifié à compter de 2008 à respectivement 4 200 € ou 3 150 € / navire sur la base d'un coût à la tonne de 35 € les tonnages restant identiques.

Si l'on considère que le coût de l'année 2010 peut être d'ores et déjà approchée compte tenu du système forfaitaire retenu pour les senneurs d'une part, et de la part très faible de la pêche palangrière d'autre part, ce sont 41,7 M € qui ont été versé aux Seychelles dont 31,4 M € par la Commission (75%) et 10,3 M € (25%) par les armateurs.

**Tableau 81 : Estimation des versements effectués au titre de l'accord de pêche par la partie européenne pour la période 2005-2010.**

EUR	Accès base + excédents	Senneurs					Palangriers					Total navires	TOTAL
		Nbre	PU licence	Total licence	Excédent s	Total armateur	Nbre	PU licence	Total licence	Excédent s	Total armateur		
2005	4 772 929	37	15 000	555 000	1 071 250	1 626 250	3	3 000	9 000	0	9 000	1 635 250	6 408 179
2006	5 990 027	40	15 000	600 000	1 131 750	1 731 750	6	3 000	18 000	0	18 000	1 749 750	7 739 777
2007	4 594 887	39	15 000	585 000	752 750	1 337 750	2	3 000	6 000	0	6 000	1 343 750	5 938 637
2008	5 355 000	37	61 000	2 257 000	0	2 257 000	3	4 200	12 600	1 680	14 280	2 271 280	7 626 280
2009	5 355 000	31	61 000	1 891 000	0	1 891 000	2	4 200	8 400	0	8 400	1 899 400	7 254 400
2010	5 355 000	22	61 000	1 342 000	0	1 342 000	1	4 200	4 200	0	4 200	1 346 200	6 701 200
Total	31 422 843					10 185 750					59 880	10 245 630	41 668 473

La part des armateurs a fluctué entre 26% (2005) et 20% (2010), atteignant 30% en 2008.

Ce budget est en réalité légèrement supérieur car il doit être augmenté des sommes perçues par le gouvernement des Seychelles au titre du non-embarquement des marins seychellois sur les navires européens. Néanmoins, le montant en cause n'est pas de nature à modifier l'impact financier élaboré à partir des données accès-licences-excédents de captures.

Le coût effectif de l'accord est supérieur à celui qui était attendu ex-ante sur les trois premières années du protocole et légèrement inférieur à compter de 2008. Au total, le coût effectif est très proche du coût ex-ante.

**Tableau 82 : Comparaison du coût ex-ante et du coût ex-post pour la période 2005-2010.**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Coût ex-ante	4 756 500	4 756 500	4 756 500	7 839 100	7 839 100	7 839 100	37 786 800
Coût effectif	6 408 179	7 739 777	5 938 637	7 626 280	7 254 400	6 701 200	41 668 473
%	135 %	163 %	125 %	97 %	93 %	85 %	110 %

## 17.2.2 Impact financier sur la Commission européenne

La contribution moyenne de l'UE s'élève à 5 237 140 € et représente 3,1 % des 170 M € budgétés annuellement par la Commission européenne pour le financement des accords de pêche et 0,6 % du budget total de la DG MARE (900 M € annuellement). L'accord a donc un très faible impact sur le budget alloué à la pêche dans le cadre de l'UE.

## 17.3 Impact sur l'emploi

### 17.3.1 L'emploi sur les navires européens sous accord

Le tableau suivant présente les effectifs moyens par navire avec une répartition par nationalité. Les nombres d'équipages considérés tiennent compte de la rotation par tiers sur les navires industriels (2/3 embarqués et 1/3 au repos).

**Tableau 83 : Estimation de l'emploi à bord des navires UE concernés par l'accord Seychelles**

	Équipage total	Ressortissant CE	Ressortissant ACP
Senneur	24	8	16
Palangrier hauturiers ESP et PT	16	6	10
Palangrier côtier FR	6	4	2
Pour l'ensemble de la flotte (nombre moyens d'unités entre parenthèses) <sup>39</sup>			
Senneurs (34)	816	272	544
Palangrier hauturiers ESP et PT (3)	48	18	30
Palangrier côtier FR (0)	0	0	0
Total	864	290	574

L'emploi embarqué à bord des flottes de pêche de l'UE approcherait par conséquent les 900 personnes équivalent temps plein, dont 300 ressortissants de l'UE et près de 600 ressortissants ACP. À ces chiffres, il convient de rajouter le personnel d'encadrement et d'exploitation des armements qui représente 15% de l'effectif des marins, soit 130 ressortissants de l'UE. Ce sont donc 950 emplois qui sont cernés par la flotte de senneurs pêchant dans les eaux seychelloises. Compte tenu du ratio de capture, ce sont 228 emplois qui dépendent totalement de l'accord.

Le lien de dépendance entre ces emplois et l'accord Seychelles s'apprécie différemment suivant les catégories de navires:

- pour les thoniers senneurs, les captures réalisées dans la ZEE des Seychelles sont de l'ordre de 24 % du total des captures pour la période 2005-2009 . Sur la période considérée, on peut ainsi considérer que l'accord Seychelles est déterminant pour la flotte européenne. C'est ce haut niveau de dépendance qui fragilise la flotte européenne quand l'exercice de la pêche dans cette zone est rendu extrêmement difficile et coûteuse compte tenu de la piraterie.
- pour les palangriers, la stratégie des navires depuis plusieurs années indique que les navires pêchent plus au sud dans l'océan indien et que les eaux seychelloises ne sont pas privilégiées. Les captures sont très faibles sur la totalité de l'accord. Celui-ci contribue à offrir aux palangriers une zone de pêche la plus étendue qui soit.

Le protocole prévoit des mesures destinées à favoriser l'embarquement de marins seychellois à bord des navires sous accord (Chapitre IV du protocole) :

<sup>39</sup> Calculé sur la période 2005-2009.

- chaque navire de l'UE embarque, à sa charge, au moins deux marins seychellois le temps pendant lequel il travaille dans les eaux seychelloises;
- en cas de non-embarquement de marins locaux, les armateurs concernés sont tenus de verser, pour chaque jour de marée dans les eaux seychelloises, une somme forfaitaire fixée à 20 USD par jour.

Cet aspect est un point de désaccord entre les armateurs et la SFA. La SFA applique de façon mécanique un relevé par navire des jours de présence dans la ZEE seychelloise avec les déclarations d'embarquement. De ce rapprochement, elle tire un nombre de jour par navire pendant lequel ce navire n'a pas eu deux marins seychellois à bord.

Les armateurs européens de senneurs emploient environ une trentaine de marins seychellois. Ceux-ci sont pour la plupart intégrés aux équipages permanents des navires. Les marins seychellois ont donc des congés à terre comme les équipages européens et peuvent connaître des changements d'affectation de navires. Dans ce cas, plusieurs marins seychellois peuvent se trouver à bord d'un même navire ou un navire peut se trouver sans marin seychellois si ceux-ci sont en repos ou en congé maladie par exemple.

Le système mis en place pouvait répondre aux besoins constatés au démarrage de l'accord de pêche. Ce n'est plus le cas des marins seychellois ayant été formés par les armements européens. Les marins seychellois ainsi formés ont soit poursuivi leur carrière à la pêche à la senne soit débarqués pour travailler sur des navires de pêche semi-industrielle seychelloise. La disposition a donc correctement fonctionné si l'on s'en tient à l'esprit dans lequel elle a été conçue.

L'approche de la SFA ne prend pas en compte la réalité de l'exploitation des navires, des rotations d'équipage etc. et pénalise les armements qui ont des marins seychellois permanents. Il est en effet plus économique pour un armement d'embaucher un marin malgache par exemple et de payer la taxe de 20 USD/jour plutôt que d'embaucher un marin seychellois et d'être taxé à 20 USD quand celui-ci est en repos compensateur, congé maladie ou est surnuméraire (au-delà de 2) sur un autre navire européen.

L'approche de la SFA vise seulement à maximiser la rentrée financière sans une réelle implication dans la formation et l'emploi des pêcheurs seychellois.

Le protocole prévoit que les conditions d'embarquement des marins seychellois doivent respecter les standards de l'OIT, et en particulier que les salaires ne devraient pas être inférieurs aux normes de cette organisation. Si l'on interprète la recommandation 187 sur les salaires et la durée du travail des gens de mer complétant la convention C 180 comme base du salaire minimum dont il est question dans le protocole d'accord, celui-ci doit être de 500 USD par mois pour 2005 et 2006, de 515 USD en 2007, de 530 USD en 2008 et de 545 USD pour 2008. Le calcul sur un mois de la somme quotidienne de 20 USD donne un chiffre de 600 USD, supérieur à ce que prévoit l'OIT jusqu'en 2008. Il n'y a pas eu de réunion du Joint Maritime Committee depuis 2006 permettant une réévaluation. Dans la réalité, les salaires versés aux marins seychellois sont très supérieurs au minimum de l'OIT.

### **17.3.2 L'emploi induit aux Seychelles**

Comme indiqué précédemment, la pêche thonière génère 2 900 emplois aux Seychelles.

### **17.3.3 L'emploi induit en Europe**

Il convient de distinguer les emplois générés en amont de ceux générés en aval.

Selon une étude réalisée par IFREMER en 1999 sur l'évaluation des accords de pêche, il convient d'appliquer un coefficient multiplicateur de 1,1 sur les emplois directs (essentiellement en amont), à l'exclusion des emplois en aval (conserverie). Depuis 1999 il semble que les activités requises en amont (chantiers; mécanique; électronique; avitaillement etc.) n'aient pas beaucoup évolué structurellement. Aussi ce coefficient sera-t-il conservé.

Par contre l'activité des conserveries européennes s'est tournée massivement vers l'emploi de longues de thon qui ne sont pas produites aux Seychelles. Le tonnage de thon entier rapatrié vers l'Europe pour y être traité en conserve diminue régulièrement. L'estimation de l'emploi induit en aval sera donc faite de la façon suivante<sup>40</sup>:

- Espagne: thon rapatrié environ 20 000 tonnes, soit 260 emplois
- France: thon rapatrié, environ 2 000 tonnes, soit 25 emplois.

Les emplois induits en Europe liés à l'activité thonière aux Seychelles se décomposent donc de la façon suivante:

- Activités amont:  $430 \times 1,1 = 473$  emplois
- Activité aval = 285 emplois
- Total: 758 emplois

Rapportés à l'importance des captures dans les eaux seychelloises, ce sont 182 personnes qui en Europe ont leur activité professionnelle qui dépend de l'accord Seychelles.

---

<sup>40</sup> Sources: Statistiques douanières et ratios de transformation communiqués par ANFACO(Espagne) et FIAC (France).

## 18 ÉVALUATION EX POST DU PROTOCOLE EN COURS

### 18.1 Pertinence

#### *L'accord satisfait-il les besoins des groupes cibles ?*

En ce qui concerne les armements à la pêche, l'accord de pêche permet aux navires européens d'avoir accès à la ZEE d'un pays ACP la plus productive en matière de pêche à la senne. L'ensemble de la stratégie de ces navires repose sur un accès le plus large possible à toutes les ZEE que la ressource thonière peut traverser. En considérant l'historique de la pêcherie on peut constater que l'accès à cette zone est essentiel pour le secteur thonier pratiquant la pêche à la senne.

S'agissant des palangriers, l'accord de pêche avec les Seychelles semble moins pertinent dans la mesure où les navires utilisent très peu l'accord et exploitent des zones plus sud.

L'accord de pêche permet aux navires de travailler dans des conditions favorables, ce qui a des répercussions en termes d'emplois maintenus ou générés, et en terme de valeur ajoutée dégagée.

L'accord de pêche permet également de répondre aux besoins des consommateurs européens. L'activité des thoniers senneurs aux Seychelles permet à la conserverie IOT de transformer jusqu'à 100 000 tonnes de thons par an. Les conserves sont exportées à 95% vers le marché européen sur lequel les Seychelles sont un des premiers fournisseurs.

Cet approvisionnement est donc de toute première importance pour un marché européen de la conserve en expansion faible mais régulière sur la durée. Par ailleurs, les quantités de thons qui ne sont pas transformées aux Seychelles sont pour une part (en diminution constante) transbordées et acheminées vers le secteur de la transformation dans l'UE, contribuant ainsi à une meilleure maîtrise et sécurisation de l'approvisionnement en matière première.

L'accord de pêche avec les Seychelles permet à l'UE de renforcer ses positions en matière de gestion durable des ressources notamment au sein de la CTOI.

L'accord de pêche permet donc de répondre aux besoins des armements à la pêche à la senne et à ceux des consommateurs européens. L'accord est moins pertinent pour le segment palangrier qui ne semble pas avoir de besoins en matière d'accès aux eaux Seychelloises.

#### *L'accord de pêche satisfait-il les besoins des Seychelles ?*

Les Seychelles ne possèdent pas la flotte de pêche hauturière qui lui permettrait de valoriser la ressource présente dans leur ZEE et elles privilégient la signature d'accords de pêche avec des tiers tout en cherchant à maximiser les rentrées en devises et l'emploi national. En matière de pêche à la senne, l'UE est la première flotte de pêche lointaine opérant dans l'océan indien. La présence des intérêts européens dans la région est également à l'origine de la constitution d'une flotte de pêche industrielle composée de navire opérant sous divers pavillons, dont le pavillon seychellois. Il n'existe pas d'alternatives pour le pays dans la mesure où les autres flottes de pêche lointaines (Asie) sont peu présentes sur le segment de la pêche à la senne.

Les opérations de la flotte européenne et de celle contrôlée par des intérêts européens à Victoria (escales, transformation des captures) permettent aux Seychelles d'optimiser les retombées économiques de l'activité thonière en allant bien au-delà des simples recettes liées à la vente de l'accès. La filière créée et soutenue par l'activité européenne représente 7% du PIB des Seychelles. Dans ces conditions, un partenariat avec l'UE est d'une importance capitale pour les Seychelles.

S'agissant du segment palangrier, les partenaires privilégiés des Seychelles sont essentiellement le Japon et Taiwan qui négocient l'accès saisonnier de près de 200 navires aux eaux des Seychelles. Contrairement au segment senneur, le segment palangrier ne génère que de très faibles retombées sur l'économie locale. La vente des licences palangrières à ces pays n'a représenté sur la période

2002-2008 que 19% des revenus totaux des licences. Dans ce contexte, l'accord de pêche entre les Seychelles et l'UE sur le segment palangrier apparaît d'une importance marginale. Même dans des conditions de pleine utilisation, les revenus des licences palangrières européennes ne seraient que de 50 400 € par an (12 navires à 4 200 € par navire), soit bien moins que les 3 M€ payés par les armements asiatiques annuellement sur la période 2005-2008. Sur ces bases, l'accord de pêche palangrier avec l'UE est d'une importance très faible pour les Seychelles.

Comme évoqué précédemment, les conditions actuelles d'utilisation de la contrepartie financière permettent au secteur de la pêche des Seychelles de bénéficier de l'accord de pêche en abondant substantiellement le budget de la SFA qui sans cet apport, aurait des difficultés à trouver les financements nationaux des actions de recherche, de formation et de contrôle nécessaires au développement d'une pêche nationale durable et responsable.

On peut donc conclure que l'accord de pêche satisfait aux besoins des Seychelles en permettant au pays de bénéficier de rentrées directes en devises liées à la vente de l'accès, et en générant des retombées socio-économiques sensibles au bénéfice d'un pays évoluant dans un contexte économique défavorable. Ce point est à mettre à l'actif du volet senneur de l'accord, l'accès des palangriers européens restant d'une importance marginale pour les Seychelles par comparaison avec les accords passés entre les Seychelles et Taiwan et le Japon.

## **18.2 Efficacité**

### ***Quelle est la contribution de l'accord à la présence de la CE dans les pêches lointaines ?***

Les navires européens de type thoniers senneurs exploitent les ressources thonières présentes dans les ZEE de plusieurs pays tiers et dans les eaux internationales. Ces ressources sont migratrices et les navires doivent pouvoir bénéficier de possibilités d'accès dans les ZEE afin de pouvoir optimiser leur rendement. Le total des captures des navires européens dans l'océan indien a atteint 191 518 tonnes en 2007 et 209 040 tonnes en 2008. Sur ce total, 59 516 tonnes en 2007 (soit 31 % du total) et 43 304 tonnes (21%) en 2008 ont été pêchés dans la ZEE des Seychelles.

Par ailleurs, le port de Victoria situé au centre de la zone de pêche thonière, en dehors de la route des cyclones et capable de fournir tous les services aux navires de pêche en escale est d'une position stratégique pratiquement incontournable pour les flottilles européennes. Le fait de pouvoir bénéficier de possibilités de pêche dans une zone économique particulièrement vaste autour du principal port de débarquement / transbordement est très probablement décisif.

On soulignera que l'importance stratégique de la zone Seychelles a été mise à mal par le développement de la piraterie somalienne depuis 2008 ce qui a négativement impacté la flotte thonière européenne.

La flotte palangrière européenne travaille peu dans les eaux seychelloises, sa stratégie la conduisant à travailler plus au sud de l'océan indien.

L'accord de pêche avec les Seychelles contribue de façon très importante à la présence de l'UE dans les pêches lointaines du fait de l'activité des thoniers senneurs. Ce jugement doit être mitigé par contribution de l'accord de pêche à la présence des palangriers qui est pratiquement nulle.

### ***Quelle est la contribution de l'accord de pêche à l'emploi dans le secteur de la pêche européenne ?***

Les 34 thoniers senneurs qui ont pris des licences pour pêcher dans les eaux des Seychelles permettent de maintenir ou de créer de l'emploi de ressortissants de l'UE en qualité de marins (228 estimés), mais aussi indirectement dans les secteurs amont et aval à la flottille.

D'après les estimations effectuées, l'accord de pêche entre l'UE et les Seychelles permettrait de maintenir ou de créer 182 emplois de ressortissants de l'UE dont près de 40% dans le secteur aval (conserverie).

On notera que les régions européennes bénéficiaires des emplois maintenus ou créés grâce à l'accord de pêche sont des régions dépendantes de la pêche : Galice et Pays Basque en Espagne, Finistère Sud en France.

S'agissant palangrier, le nombre d'emplois généré ou créé par l'accord Seychelles est nul, la pêche dans ces eaux étant anecdotique.

La contribution de l'accord de pêche à l'emploi dans le secteur de la pêche de l'UE est donc significative en raison de l'activité soutenue des senneurs dans la zone et des emplois amonts et avals qui sont liés à cette flottille. Comme ci-dessus, ce jugement doit être mitigé par la contribution nulle du segment palangrier à cet accord.

### ***Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la stabilisation du marché européen ?***

Les Seychelles sont un des plus importants fournisseurs de l'UE en conserves de thons, représentant en 2009 11% du total des importations en poids et 15% en valeur. La conserverie des Seychelles, qui ne travaille pratiquement que de la matière première livrée par les navires européens afin de bénéficier des exemptions accordées aux pays ACP, est par conséquent un élément stabilisateur fort du marché. On rappellera que le marché de la conserve de thon, pour lequel il n'existe pas de produit de substitution, est sensible aux variations d'approvisionnement.

Par ailleurs, les captures de thoniers espagnols sont en partie transformées en conserves en Espagne, et contribuent à hauteur de 20 000 tonnes aux besoins totaux de l'industrie qui sont évalués entre 115 000 et 130 000 tonnes de matière première, soit environ 17%. Ceci est un facteur supplémentaire de stabilisation et de sécurisation du marché européen car sans la production des industries européennes, le marché devrait rechercher des sources alternatives d'approvisionnement à l'import, diminuant par là même le degré d'autoapprovisionnement du marché.

En conséquence, on conclura que l'accord de pêche avec les Seychelles contribue de manière très significative à la stabilisation du marché européen de la conserve de thon, l'un des premiers en valeur.

### ***Quelle est la contribution de l'accord de pêche au développement du secteur de la pêche aux Seychelles ?***

Les senneurs européens opérant sous accord de pêche utilisent le port de Victoria comme principale base logistique pour les opérations d'escales. Depuis le début de la pêcherie de l'océan indien au début des années 90, les relations entre les opérateurs européens et les Seychellois ont permis d'aboutir à l'établissement aux Seychelles d'un réseau d'entreprises liées au secteur, incluant la conserverie IOT. Victoria est devenu le port majeur de l'océan indien pour les débarquements/transbordements même si cette position est fragilisée compte tenu de l'activité de la piraterie somalienne. Dans ce contexte, l'accord de pêche ne peut qu'apporter une sécurité aux opérateurs seychellois du secteur de la pêche dans la mesure où il garantit des escales régulières des armements européens.

L'emploi de marins seychellois à bord est plus décevant, car ce ne sont qu'une trentaine de marins par an qui embarquent sur les navires européens. La responsabilité de cette situation est partagée entre les armements de l'UE qui n'ont pas de besoins en matière d'équipage (les marins étant recrutés dans d'autres pays ACP), et la SFA dont l'application de la disposition du protocole va à l'encontre de l'emploi de marins seychellois.

On notera par ailleurs que des armements européens, essentiellement espagnols, ont choisi de passer du pavillon national au pavillon seychellois. Ce qui pourrait être en apparence un transfert de technologie ne l'est pas en réalité car la gestion des navires reste à 100% espagnole, et la loi seychelloise n'impose pas de mesure contraignante en matière d'équipage notamment.

En raison de l'emploi et de la richesse nationale générée par les activités liées à la filière thonière, on peut conclure que l'accord de pêche contribue au développement du secteur de la pêche des Seychelles. Cette contribution pourrait être améliorée si un cadre favorable permettait d'employer davantage de marins seychellois.

### ***Quelle est la contribution de l'accord de pêche au renforcement de la politique des pêches aux Seychelles ?***

L'organisation institutionnelle du secteur de la pêche aux Seychelles a peu changé depuis les années 90, avec un ministère en charge de la pêche aux pouvoirs relativement restreints, et une organisation para-étatique, la SFA, dirigée de façon quasi-autonome par son Directeur Général. La présence des flottes européennes n'a pas eu d'influence sur cette organisation, qui de toute façon relève de la souveraineté du pays. On notera cependant que les Seychelles ont préparé en 2008 une nouvelle politique pour le secteur de la pêche. Cette politique prévoit de notamment de renforcer le port de Victoria comme principal port thonier de l'océan indien oriental, ce qui ne pourra se faire qu'avec les flottilles thonières européennes.

L'accord de pêche a eu probablement un effet bénéfique en donnant à la SFA les moyens de travailler efficacement par le biais du financement de l'appui sectoriel. Celui-ci a notamment permis de développer la fonction SCS et FMC de la SFA et d'améliorer les connaissances des stocks démersaux présents dans les eaux seychelloises. Néanmoins, les efforts financiers consacrés par la SFA à la réalisation des actions programmatiques portées dans la matrice sectorielle ne sont sans doute pas en correspondance avec les besoins réels.

Au final, on estimera que l'accord de pêche a eu un effet relativement neutre sur le renforcement de la politique des pêches seychelloise.

### ***Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la mise en œuvre des pratiques de pêche responsable ?***

La dotation budgétaire étatique permet à la SFA de couvrir les charges salariales, mais ne lui donne que très peu de moyens pour le financement de la recherche et de son action de surveillance. Ces actions sont essentiellement financées par le biais de projets et de programmes, notamment ceux financés par le FED. La contribution financière de l'accord de pêche allouée aux actions de promotion de d'une pêche durable et responsable n'apparaît pas dans le budget de la SFA ce qui permet de douter de la pleine utilisation de cette dotation pour la réalisation des objectifs portés à la matrice sectorielle.

S'agissant du dispositif de suivi, contrôle et surveillance seychellois, l'accord de pêche a eu des retombées très favorables en permettant à la SFA de renouveler son système VMS. Ce dispositif permet notamment de mieux préserver les intérêts de la pêche nationale en permettant de surveiller de manière plus efficace le respect des zones interdites à la pêche par les navires étrangers, principale infraction constatée ces dernières années.

Ceci étant dit, l'ensemble du dispositif demeure relativement faible si l'on excepte l'effort exceptionnel de surveillance lié à la lutte contre la piraterie dans les eaux seychelloises depuis 2008.

La contribution la plus sensible à la mise en place de pratiques de pêche responsable est probablement à mettre au crédit de la Commission Thonière de l'Océan Indien (CTOI) qui par ses mesures contraignantes a mis un frein à la politique trop libérale d'attribution du pavillon des Seychelles à des intérêts étrangers. L'UE, principale contributrice à cette ORGP, est l'un des éléments moteurs de la CTOI.

Globalement, l'accord de pêche a contribué de manière efficace à la mise en place de pratiques de pêche responsable. Grâce à la mise en œuvre de la matrice sectorielle, les Seychelles ont augmenté leurs capacités de gestion des stocks et de surveillance des pêcheries. Néanmoins, une meilleure allocation budgétaire devrait permettre de connaître des progrès beaucoup plus significatifs que ceux accomplis sur le protocole en cours.

## **18.3 Efficience**

***Le coût des possibilités de pêche négocié est-il avantageux pour l'UE ?***

Le protocole évalué a permis de négocier l'accès simultané aux eaux seychelloises à un maximum de 40 thoniers senneurs, et de 12 palangriers de surface. En contrepartie de cet accès, l'UE verse 5 355 000 € par an, dont 56% vont à la SFA pour le financement de la mise en œuvre de la matrice sectorielle. Ces montants correspondent à un tonnage de référence de 63 000 tonnes de thon par an plus une dotation spécifique de 1 260 000 € dédié à l'appui et à la mise en œuvre de la politique sectorielle. Si ce tonnage de référence est dépassé, l'UE verse un paiement additionnel proportionnel (soit 65 € par tonne de thon au-delà des 63000 tonnes). Le paiement intègre donc une part fixe et une part variable.

L'utilisation des possibilités se vérifie donc par le nombre de licences prises, et par les quantités pêchées

### Senneurs

Le taux d'utilisation des licences senneurs peut être qualifié de très bon pour ce segment, avec une moyenne de 78% soit 34 licences. Ce chiffre inclut l'année 2010 qui a vu le nombre de thoniers senneurs diminuer de façon très significative compte tenu de la piraterie dans l'océan indien. D'après les informations reçues sur le nombre de navires ayant effectivement travaillé aux Seychelles, toutes les licences achetées ont été utilisées.

La modification du protocole par la Commission mixte de décembre 2009 a modifié l'équilibre économique de l'accord. Le prix à la tonne en 2008 s'élevait à 116 € et en 2009 à 216 € /tonne. L'instauration d'un forfait pour les armateurs déconnecte le paiement de la redevance de la réalité économique du secteur. De plus, le niveau de capture qui a servi de référence pour le forfait n'a été atteint que de façon exceptionnelle dans la dernière décade. Cette disposition, si elle pouvait être acceptable dans un contexte de bonne exploitation, devient contre-productive dans le contexte actuel très difficile qui conjugue des prix peu rémunérateurs avec une exploitation très perturbée par la piraterie.

### Palangriers

Le taux d'utilisation des possibilités négociées pour les palangriers est décevant. Les armements européens ont peu utilisé les possibilités négociées, n'achetant en moyenne que 24% des licences disponibles et pour une utilisation presque nulle.

Cette faiblesse du tirage des licences palangrières est compensée par l'utilisation satisfaisante des possibilités de pêche des thoniers senneurs. Ceux-ci ont atteint et dépassé le tonnage de référence sans la contribution des palangriers. C'est ce tonnage de référence qui finalement sert d'assiette au calcul de la compensation financière versée par l'UE. Dans ces conditions, la relative défection du segment palangrier est sans conséquence sur le coût réel de l'accès négocié par l'UE.

En conclusion, on jugera que compte tenu des excellents résultats du segment senneur, les possibilités de pêche négociées par l'UE étaient avantageuses par comparaison aux faibles consommations des possibilités négociées sous d'autres accords de pêche lors des 3 premières années du protocole. La modification introduite pour l'année 2010 et rétroactivement pour 2008 et 2009 a bouleversé l'économie du protocole dans un sens défavorable aux armateurs européens.

***Quel est le rapport coût-avantage de l'accord de pêche en matière d'appui au secteur des pêches de l'UE ?***

L'accord de pêche permet par conséquent aux navires d'accéder à des eaux d'une importance stratégique incontestable, et sécurise ainsi les conditions de travail de la flotte et des activités amont et aval qui en dépendent (notamment le secteur de la conserverie).

Ainsi, pour les thoniers senneurs, l'exploitation de la ZEE permet de générer une valeur ajoutée directe, à laquelle s'additionne une valeur ajoutée générée par les services en amont, et une valeur ajoutée générée en aval principalement grâce à la transformation d'une partie des thons capturés par les armements européens dans la ZEE des Seychelles.

D'après les estimations qui ont été réalisées l'accord de pêche permet aux entreprises européennes concernées de générer entre 34,6 M€ (2006) et 2 M€ (2009) de valeur ajoutée. La valeur ajoutée moyenne s'établit à 21 M €. Mis en regard des montants publics versés par les institutions européennes, 1 euro de contrepartie financière payée par l'UE permettrait en moyenne de générer une valeur ajoutée de 3 € au bénéfice de l'UE. Il s'agit d'un ratio favorable par comparaison aux autres accords de pêche évalués. De plus, la valeur ajoutée générée bénéficie en premier lieu aux régions européennes dépendantes de la pêche situées en Espagne (Pays Basque, Galice, Bretagne Sud).

En conclusion, on estime que l'accord de pêche entre l'UE et les Seychelles est efficient, dans la mesure où 1 euro investi par la puissance publique permet aux industries concernées de l'UE de générer 3 € de valeur ajoutée au bénéfice principalement des industries de la pêche situées dans des zones dépendantes de la pêche.

***Le coût des possibilités négociées est-il avantageux pour les armateurs de l'UE ?***

Segment senneur

Durant les trois premières années du protocole, le coût des possibilités négociées pour les armateurs revient à 25 € par tonne de thon capturée. L'utilisation des possibilités de l'accord a été satisfaisante en 2005, 2006 et 2007 du fait de bonnes saisons de pêche. Après retraitements statistiques des captures, les armements ayant pris des licences pour l'exploitation des eaux seychelloises, ont dépassé les seuils de référence fixés pour les licences (600 tonnes par navire), et payé des montants additionnels dont l'assiette est également 25 € par tonne.

Durant la seconde partie du protocole, le coût des possibilités négociées pour les armateurs s'établissait à 61 000 € à titre forfaitaire, sans limitation de capture. Ce seuil était très au-dessus des capacités réelles de capture de la flottille qui de plus devait faire face à une exploitation perturbée et renchérie par la piraterie somalienne.

Si l'on en juge par le chiffre d'affaires des navires dans les eaux seychelloises, le montant financier à la charge des armements au titre de frais de licence représentait 3% de la valeur des captures en 2005, 2% en 2006, 2% en 2007, 4% en 2008 et 10% en 2009. D'après les comptes d'exploitation reconstitués des navires, la valeur-ajoutée s'établit à 59% du chiffre d'affaires en 2005, 57% en 2006, 54% en 2007, 37% en 2008 et 35% en 2009 ce qui permet d'estimer que la charge licences revient à environ 5% de la valeur ajoutée en 2005, 3% en 2006 et 2007, 5% en 2008 et 28% en 2009. Il s'agit d'un ratio a priori favorable pour les quatre premières années du protocole. Néanmoins, la rigueur du dispositif forfaitaire témoigne de son inadaptation quand l'exploitation des navires est soumise à des contraintes hors de contrôle des armements.

Segment palangrier

Le dispositif concernant les palangriers a lui aussi été remanié en cours de protocole. Il s'agit essentiellement d'un passage de 25 à 35 € la tonne capturée. L'absence de captures ne permet pas de mesurer l'impact de ces dispositions. On peut toutefois considérer qu'elle ne serait pas de nature à compromettre une saine exploitation pour les navires qui pourraient être concernés.

Le coût des possibilités de pêche négociées pour les armements apparaît donc relativement adapté pour le segment senneur dans la version initiale du protocole ainsi que dans sa première modification. La modification apportée en 2009 étant rigide, elle joue à contre-effet quand des difficultés d'exploitation se font jour comme c'est le cas depuis 2009.

### ***Les conditions d'utilisation de la contrepartie financière favorisent-elles le développement du secteur des pêches aux Seychelles ?***

Une part très significative de la contrepartie financière (56%) doit aller à la SFA pour la mise en œuvre de la matrice sectorielle.

Les sommes considérées (plus de 20 M € sur la durée de l'accord) doivent permettre à la SFA une mise en œuvre pleine et entière des objectifs de la matrice.

Si la réalisation de la matrice se situe à un niveau satisfaisant, il convient de remarquer que c'est souvent par la prise en compte d'actions financées au titre d'autres budgets (financements liés à des projets notamment).

De plus, il est impossible avec les documents budgétaires fournis par la SFA d'identifier en recettes-dépenses les sommes allouées au titre de l'accord et dépenser au titre de la réalisation de la matrice. En ce sens le suivi budgétaire de l'exécution de la matrice est déficient et il est probable qu'une part significative de l'appui sectoriel soit de facto retournée au Trésor Public.

Néanmoins, la SFA a amélioré ses capacités de gestion du secteur de la pêche, notamment en matière de recherche, de formation et de contrôle des pêches en les faisant évoluer vers le modèle de la pêche responsable.

On conclura donc que les conditions d'utilisation de la contrepartie financière favorisent le développement du secteur des pêches aux Seychelles. Ce développement pourrait être plus important si l'affectation des fonds prévus était pleinement effective.

## **18.4 Viabilité**

### ***L'accord de pêche assure-t-il la viabilité des filières européennes ?***

L'accord de pêche entre l'UE et les Seychelles apparaît essentiel pour la viabilité des flottilles de thoniers senneurs européen dans la mesure où il sécurise l'accès à la ZEE de l'océan Indien la plus productive en matière de pêche thonière. De manière indirecte, l'accord permet au secteur européen de la distribution de bénéficier d'une source importante d'approvisionnement en conserves de thons, et au secteur de la transformation européen, une garantie d'approvisionnement en matière première.

On peut cependant facilement imaginer qu'en l'absence d'accord de pêche avec les Seychelles, les intérêts européens continueraient de pêcher dans les eaux seychelloises sous licences privées, soit en conservant le pavillon européen, soit, plus vraisemblablement, en passant sous un autre pavillon, de type seychellois par exemple. Dans ce dernier cas, des conséquences négatives en matière d'emploi à bord sont à envisager.

L'accord de pêche n'est donc pas strictement nécessaire pour assurer la viabilité des flottes européennes concernées, mais il procure une sécurité juridique qui préserve les armements et leur donne une visibilité d'une durée équivalente à la période couverte par l'accord. De la même manière, sans accord avec les Seychelles, les conserveries européennes continueraient de pouvoir s'approvisionner en matière première.

Enfin, s'agissant des palangriers, la faible utilisation des possibilités de pêche suggère que l'accord n'est pas de nature à assurer la viabilité de cette flottille.

L'accord de pêche n'est donc pas indispensable pour garantir la viabilité de l'industrie européenne, celle-ci pouvant utiliser des solutions de remplacement le cas échéant. On soulignera cependant que ces solutions n'apporteront pas les mêmes garanties que l'accord en termes de sécurité et de visibilité, ces deux paramètres contribuant à la viabilité de l'industrie.

### ***L'accord de pêche assure-t-il la viabilité du secteur de la pêche seychellois ?***

Profitant de ses atouts en matière de richesse halieutique et de position stratégique dans l'océan Indien, les Seychelles ont accueilli une véritable industrie de la pêche dont la contribution à l'économie du pays est plus que sensible. (7% du PIB) Cette contribution pourrait être augmentée en favorisant la mise en place de services à la flotte de pêche asiatique qui aujourd'hui transborde en mer, hors ZEE seychelloise et est ravitaillée à l'occasion. L'absence de capacités de stockage frigorifique à Victoria est soulignée depuis des années mais aucun investissement public n'a été réalisé en ce sens. De même, des projets de construction d'unités de valorisation de thons ont été découragés. La réalisation d'investissements dans la conserverie de Diego Suarez va sans doute voir ce port prendre une importance un peu plus lourde qu'actuellement dans l'océan indien si la stabilité est retrouvée à Madagascar. Maurice accueille également les thoniers qui souhaitent éviter les Seychelles pour des raisons de sécurité compte tenu de la piraterie dans ses eaux. Le développement du complexe thonier mauricien (conserveries; chantier naval; unités de mise en longues) pourrait trouver là l'occasion de fidéliser des navires. Aussi, pour faire face à une situation qui peut devenir plus concurrentielle, les Seychelles doivent investir dans les facilités portuaires et favoriser l'implantation d'entreprises nouvelles dans le secteur de la transformation et du service aux navires. Pour cela, et en l'absence de véritables capacités de financement national<sup>41</sup>, les autorités devront trouver des sources privées de financement qui apprécieront probablement de voir les relations Europe -Seychelles durablement sécurisées par un accord.

Dans ce contexte, la présence des flottes européennes est essentielle pour les Seychelles, car c'est grâce à elles que l'industrie de la pêche travaille, et c'est encore grâce à elles que la conserverie peut tirer les bénéfices de son implantation aux Seychelles. Il n'existe pas d'alternative, les flottilles palangrières asiatiques n'ayant pas un poids économique aussi déterminant. Comme pour la partie européenne, l'accord apporte la sécurité juridique et la visibilité aux entrepreneurs seychellois. En l'absence d'accord de pêche, le port de Victoria continuera quand même à accueillir des navires européens en escale.

De plus, l'activité de pêche européenne a été le vecteur de la mise en place d'un système de contrôle sanitaire aux Seychelles. La FICQU contrôle régulièrement les débarquements de la pêche artisanale et semi-industrielle permettant d'assurer une sécurité sanitaire à la population seychelloise.

Aucune prise accessoire de la pêche européenne n'est débarquée aux Seychelles. Il n'y a donc pas de marché du "faux-poisson" aux Seychelles comme cela existe en Afrique de l'ouest par exemple. Le marché local du poisson frais n'est donc pas impacté par la pêche européenne, les deux filières étant totalement séparées.

S'agissant des pêcheries nationales seychelloises (pêche artisanale et pêche semi-industrielle), l'accord de pêche n'a d'influence que par le soutien financier apporté à la SFA. Il est vraisemblable que sans accord, ce soutien disparaîtrait. Les interactions techniques entre ces flottes nationales et la présence européenne sont pratiquement nulles. On notera qu'en cas de disparition des flottes industrielles étrangères, les segments nationaux ne pourront jamais se développer au point d'apporter aux Seychelles des retombées socio-économiques aussi importantes.

On peut donc conclure que l'accord de pêche contribue à la viabilité d'un secteur de la pêche seychellois qui montre un très haut degré de dépendance vis-à-vis des opérateurs européens, en lui apportant la sécurité et la visibilité nécessaires à son développement.

<sup>41</sup> Il est considéré que les ressources financières revenant à la SFA au titre des protocoles antérieurs n'ont pas été entièrement versés à la SFA et que celle-ci ne disposerait donc pas de "réserve budgétaire".

### ***L'accord de pêche assure-t-il la viabilité biologique de l'exploitation des ressources seychelloises ?***

L'accord de pêche avec les Seychelles ne concerne que la ressource en thonidés, partagée au niveau régional, et qui ne peut être discriminée au niveau de la zone de pêche seychelloise. Les évaluations de la situation des stocks exploités indiquent une situation satisfaisante pour le listao, principale espèce cible des senneurs, mais plus délicate pour les autres espèces avec des niveaux d'exploitation jugés, en l'état des connaissances, proches ou au-delà des niveaux soutenable. La CTOI a ainsi mis en place des mesures de gestion qui s'appliquent également à la pêche dans les eaux seychelloises et qui visent pour l'essentiel à faire obstacle à la pêche illégale et à maintenir l'effort de pêche à des niveaux compatibles avec le potentiel des stocks. L'UE respecte ces règles tant aux Seychelles que dans les autres zones de pêche de la région.

Les impacts des flottes thonières sur les stocks de l'océan indien sont par conséquent approchés et suivis par la CTOI. L'exploitation de ces espèces dans la zone des Seychelles par les flottes européennes ne présente pas de caractéristiques très différentes du profil d'exploitation moyen de ces flottes dans l'océan indien. Par conséquent, l'accord de pêche avec les Seychelles n'a pas d'incidence particulière sur la viabilité des espèces cibles des stocks de l'océan indien.

Les stocks des espèces cibles de la pêcherie thonière inspirent des inquiétudes, mis à part celui du listao. Les senneurs européens, principale flottille de senneurs dans l'océan Indien, sont en partie responsable de cette situation même si l'effort de pêche mesuré en jours n'a pas progressé ces dernières années. L'effort de pêche a en réalité augmenté avec l'introduction de navires de plus grandes capacités, et l'utilisation intensive d'aides à la pêche. Les effets négatifs des senneurs pour les espèces citées sont à mettre en relation avec une stratégie de pêche très développée sous DCP, surtout de la part des flottilles espagnoles qui utilisent en plus des navires auxiliaires (les supply) pour augmenter l'effort de pêche réel. Ainsi, la pêche d'albacores et surtout de patudos immatures par les senneurs est de nature à compromettre la durabilité des stocks régionaux en l'état actuel des connaissances.

Face à cette situation, la CTOI a limité les capacités de pêche au niveau de 2003 pour toutes les flottilles de pêche lointaines. Cette résolution résout en partie le problème de l'effort de pêche global. La CTOI vient de décider d'un moratoire au large de la Somalie d'une durée d'un mois pour les senneurs et les palangriers, sans que l'on sache si cette mesure concernera aussi les *supply* ou non.

Au niveau des prises accessoires des senneurs, les pêches sous DCP sont susceptibles de capturer des quantités relativement modestes, mais incluant potentiellement des espèces sensibles type requins ou tortues marines.

En matière de rejets et de prises accessoires, la flotte européenne de senneurs est une des seules flottes qui contribue pleinement au travail d'observation scientifique. Sa présence contribue donc à une meilleure connaissance de l'impact de ce type de pêche sur l'environnement. Elles mettent également en œuvre rapidement les recommandations de la CTOI.

Au final, on soulignera qu'il existe des signaux d'alertes concernant l'impact des senneurs européens sur l'état des stocks régionaux. Ces signaux d'alerte doivent inciter l'UE à renforcer son action de suivi des flottilles et de couverture de l'activité des navires par des observateurs en attendant la mise en place d'un programme régional piloté par la CTOI.

L'impact de la palangre sur l'environnement est moins bien connu que celui de la senne. En l'absence de données précises, on ne peut parler que de signaux d'alertes qui requièrent un suivi plus précis de l'activité des flottilles. La part relative de l'espèce cible étant de l'ordre de 47%, un suivi scientifique plus poussé de l'activité de ces métiers est nécessaire. Néanmoins, l'activité de la flotte palangrière dans les eaux des Seychelles est très faible. Par conséquent, l'accord de avec les Seychelles n'a pas d'incidence particulière sur la viabilité des stocks des espèces cibles de l'océan indien. L'impact de la palangre sur les oiseaux de mer est peu sensible dans les eaux seychelloises.

L'exploitation des ressources locales du plateau et talus continental seychellois n'est assurée que par la flotte nationale. Le seul impact - positif - de l'accord de pêche dans ce secteur est de fournir au pays les moyens financiers nécessaires au suivi de l'exploitation et à la recherche.

En conclusion, les flottilles européennes exercent une pression de pêche importante sur les stocks régionaux, principalement du fait du prélèvement important de juvéniles par le biais de la pêche sous DCP. Les effets de cette pêche laissent supposer des impacts défavorables sur la viabilité des ressources biologiques. Un renforcement du suivi est nécessaire pour pouvoir quantifier de façon plus précise ces impacts négatifs.

## **18.5 Leçons tirées de l'évaluation ex post**

### **18.5.1 Mise en œuvre de l'accord**

La forte fréquentation de Victoria et des eaux seychelloises permet de faire en sorte que beaucoup de problèmes techniques de mise en œuvre de l'accord aient été progressivement soulevés, analysés et résolus au rythme des protocoles.

Le protocole en cours a vu surgir deux problèmes.

#### ***Le décompte des jours de mer pour non-présence de marins à bord.***

Le problème a été détaillé ci-dessus. Il s'agit avant tout d'une approche financière du protocole par la SFA et d'une rédaction qui n'a pas été réactualisée. À ce jour, l'action de la SFA est contre-productive car elle favorise l'emploi de marins non-seychellois à bord au profit de recettes budgétaires directes pour la SFA.

Ce problème peut être qualifié de mineur.

#### ***Le suivi statistique des captures.***

Sur toute la durée du protocole, le problème du suivi statistique des captures aura lourdement impacté les relations entre les Seychelles et la partie européenne. Sans se prononcer sur la réalité ou non des fraudes statistiques exposées par la SFA et avalisée par la Commission mixte, certaines remarques peuvent être néanmoins faites:

- il a été choisi la voie de la négociation entre les parties alors que la fraude statistique avérée constitue une infraction à la réglementation des pêches seychelloises. La méthode retenue par les deux parties reporte uniformément une infraction individualisée sur l'ensemble des navires de l'UE.
- aucun moyen de prévenir d'éventuels manquements statistiques n'a été envisagé.
- le forfait mis en place a été calculé sur des niveaux de captures qui ont été rencontrés de façon exceptionnelle dans les eaux seychelloises et donc renchérissent de fait le coût de l'exploitation des navires. Si précédemment les licences étaient reportées pour partie en coût fixe et pour partie en coût variable dans les comptes d'exploitation des navires, la mise en place du forfait positionne l'ensemble du coût de la licence en coût fixe.
- le caractère rétroactif aux années 2008 et 2009 ne prend pas en compte le départ de l'océan indien de certains navires à qui il est demandé le paiement d'une licence partiellement utilisée.
- le coût à la tonne dans un contexte de mauvaises pêches et de piraterie est fortement renchéri. Les captures 2008 et 2009 rapportées au forfait de 61 000 € donnent un coût moyen à la tonne de 51 € pour 2008 et de 151 € pour 2009. Si l'on majore ce coût de la partie à charge de la Commission soit 65 € / tonne, le prix à la tonne payé aux Seychelles atteint 116 € en 2008 ( 10% de la valeur marchande du poisson) et 216 € / tonne en 2009. (27% de la valeur marchande du poisson).

Jusqu'à présent, aucun observateur n'a été mobilisé par les autorités seychelloises au titre de l'accord de pêche. Selon les termes du protocole, les autorités seychelloises ont la possibilité de faire embarquer un voir deux observateurs sur des navires utilisateurs de licence dans le cadre de l'accord de pêche. Les difficultés logistiques de mise en œuvre d'une telle disposition, le coût devant être supporté par l'armateur pour le rapatriement de l'observateur à l'issue de la marée depuis le port de déchargement/transbordement (Victoria principalement), l'absence de personnel de la SFA volontaire pour ce type de mission et le coût direct pour la SFA n'ont pas permis de mettre en œuvre cette possibilité. La SFA espère pouvoir participer au programme régional en préparation par la CTOI. Les

défauts statistiques auraient sans doute pu être circonscrits avec un embarquement régulier d'observateurs depuis la mise en place de cette disposition.

### 18.5.2 Mise en œuvre de l'approche partenariale

L'accord de partenariat pour la pêche signé entre les Seychelles et l'UE et le protocole associé intègre l'approche partenariale promu par la Commission depuis 2004 COM (2002) 635 et maintenant mise en œuvre dans l'ensemble des accords de pêche en vigueur. En résumé, le partenariat signifie que les deux parties s'accordent sur un programme multi-annuel en vue de définir et de mettre en œuvre une politique des pêches promouvant des pratiques de pêche responsable.<sup>42</sup>

Selon l'article 7 du protocole, les autorités seychelloises s'engagent à utiliser au moins 56% de la contrepartie financière versée annuellement<sup>43</sup>. Au total sur une contribution totale de plus de 28 M € ce sont plus de 13 M € qui doivent avoir été utilisés par les Seychelles au titre de la mise en œuvre d'une politique des pêches nationale.

La matrice soumise à la Commission mixte et acceptée reprenait l'ensemble des axes de la politique nationale seychelloise en matière de pêche et y affectait des indicateurs annuels, vérifiable pour certains et non pour d'autres.

Il est certain que l'importance de cette matrice a été perçue de manière différente entre les Seychelles et la Commission. Si pour cette dernière elle permet de s'assurer que les termes du partenariat sont bien respectés, elle a été perçue au mieux comme un exercice formel auquel il était nécessaire de se soumettre avec toute Commission mixte et au pire comme une ingérence par la SFA. Cette situation ambiguë a donné lieu à une évaluation de cette matrice en 2008. Des préconisations ont été faites à cette occasion pour un meilleur suivi de la matrice.

Néanmoins, si l'on peut considérer dans l'ensemble que les indicateurs portés à la matrice ont été correctement suivis, il convient de remarquer:

- que nombre de ces indicateurs correspondent à des réalisations effectuées dans le cadre de projets ou programmes déjà financés par une aide extérieure et notamment le FED.
- que le budget de la SFA n'identifie absolument pas les ressources tirées de l'accord de pêche et n'est pas en mesure de faire un état budgétaire de ses dépenses liées à la mise en place de la matrice

Il conviendrait donc de resserrer les modalités de la matrice sectorielle, d'en exclure des actions financées au titre du FED ou autres projets de l'UE, d'y inclure des actions permettant de dénouer certains des frictions étant apparues au cours du protocole entre les parties.

- resserrer les modalités de contrôle de la matrice sectorielle. Il est proposé que seules des actions pour lesquelles des indicateurs vérifiables sont disponibles soient retenues dans la matrice. Dans le cas où des acteurs autres que la SFA doivent intervenir (exemple: FICQU), en sus de l'action et des indicateurs une quantification budgétaire devrait être apportée dans la matrice initiale. Lors de la vérification de la réalisation des indicateurs, l'organisme bénéficiaire devra formellement fournir ses indicateurs.

- l'exécution actuelle de la matrice suggère que certaines actions ont été financées deux fois: d'une part au titre d'un projet financé par le FED ou par la DG MARE et d'autre part au titre de l'accord de pêche. Cette situation et la non-inscription de ces sommes au budget de la SFA laissent à penser qu'une part substantielle des fonds de l'accord de pêche est reportée au budget général de l'état, en contradiction avec l'approche partenariale et les termes du protocole.

---

<sup>42</sup> Les mesures généralement adoptées sont généralement orientées vers la lutte contre la pêche illégale, la recherche scientifique et la réduction de l'impact de la pêche sur l'environnement marin. Le partenariat inclut également généralement le renforcement des contrôles sanitaires des produits de la mer exportés et la promotion des investissements dans le pays partenaire.

<sup>43</sup> 36% au titre des années 2005 à 2007 et 56% au titre des années 2008 à 2010.

- l'exécution de l'accord de pêche a vu deux problèmes s'élever entre les Seychelles et les opérateurs européens. D'une part l'aspect lié à l'emploi de marins seychellois. Il serait possible de supprimer la mention se rapportant aux 20 USD/jour qui est contre-productive dans son acception par la SFA et de la remplacer par une contribution à la formation de marin dans l'école maritime seychelloise. Le fonctionnement difficile de cet établissement serait facilité par une telle disposition. D'autre part, un contentieux lourd en matière statistique. Celui-ci est appelé à se reproduire si aucune disposition n'est prise pour y remédier dans un éventuel prochain protocole. En effet, si les aberrations statistiques relevées par la SFA avaient le mérite de souligner un problème certainement prégnant, la méthode de calcul utilisée repose sur des bases scientifiques. L'utilisation du système du forfait est une régression au regard de la notion de pêche responsable et durable car elle fait primer une négociation quant au coût du forfait sur le suivi réel des captures. La prise en compte dans une future matrice de moyens adaptés de suivi des captures de la flotte européenne apparaît comme un élément important.

## 19 RECOMMANDATIONS

Il est recommandé que les démarches pour la négociation d'un nouveau protocole de pêche entre l'UE et les Seychelles soient entamées dans des délais permettant d'éviter toute interruption dans le dispositif actuel.

Les paragraphes suivants présentent les recommandations concernant les grandes caractéristiques d'un futur protocole.

Ces recommandations s'inspirent des résultats de l'évaluation ex-post et cherchent à minimiser les impacts économiques, sociaux et environnementaux tout en conservant la substance des objectifs de la politique extérieure de l'UE en matière de pêche.

### L'accord-cadre

Ce nouveau protocole devra maintenir la clause d'exclusivité et les autorités de l'UE et seychelloises devront veiller à ce qu'elle soit effectivement respectée.

### Les capacités de pêche

L'accord avec les Seychelles est indispensable aux pêches lointaines thonières européennes exerçant dans l'océan indien. Les besoins estimés sont les suivants :

- pour le segment senneur, maintien à 40 senneurs. Les difficultés auquel fait face le secteur sont espérées n'être que temporaires. Le cadre d'accueil des navires doit donc rester dimensionné pour l'exploitation telle qu'elle a été conduite durant les 5 premières années du présent protocole. En cas de retour à la normale, il est escompté un retour de thoniers depuis l'océan atlantique voire du pacifique.
- pour le segment palangrier, une réduction à 6 navires permettrait de couvrir d'éventuels besoins qui ne se sont pas manifestés jusqu'à présent.

### Le coût de l'accès

Le coût de l'accès doit tenir compte de la situation actuelle sans pénaliser la partie seychelloise en cas de retour à une exploitation normalisée. Il s'agit donc d'une prise en compte par la partie seychelloise de difficultés du secteur européen dans le cadre du partenariat. La reprise des dispositions du protocole modifiée de 2008 paraît être de nature à assurer un fonctionnement satisfaisant de l'accord, en anticipant une reprise de la pêche thonière dans des conditions normales.

À la valeur de la contrepartie basée sur le tonnage de référence, il sera souhaitable d'adjoindre une enveloppe financière destinée à la promotion de pratiques de pêche durable et responsable comme cela a été considéré dans la modification du protocole en 2008.

Sous cette hypothèse, la contrepartie financière pourrait atteindre 5 355 000 € par an étant entendu que la fixation de cette somme doit rester du domaine de la négociation. Ce montant signifierait une stabilité par rapport à la situation actuelle.

Pour ce qui est de la répartition de ces fonds, une affectation à hauteur de 60% à la SFA permettrait à celle-ci de réaliser les actions nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

S'agissant du prix des licences pour les armateurs, on peut recommander que le prix pour les senneurs reste compatible avec un niveau de licence de précaution pour protéger le secteur privé des variations erratiques de l'abondance de la ressource dans la zone de pêche et des difficultés d'opérer des navires dans des zones sous menace constante de la piraterie. Un niveau de référence de 600 tonnes par navire sur la base de 35 € peut ainsi être proposé. Il s'agit là encore de la reprise du protocole amendé en 2008.

La fixation du prix des licences pour les palangriers ne constitue pas un enjeu compte tenu de l'absence de fréquentation des eaux seychelloises par ce type de navire. Un maintien du barème du protocole modificatif de 2008 serait donc envisageable.

### Durée

La situation actuelle des conditions de pêche dans l'océan indien plaide pour une durée courte du protocole de façon à pouvoir l'adapter aux éventuelles nouvelles conditions d'exploitation. Toutefois, il est nécessaire de fournir aux opérateurs une certaine visibilité. Aussi, une durée d'au moins quatre ans est souhaitable. Cette disposition ne fait pas obstacle à la mise en de clause devant permettre de faire une analyse régulière des conditions d'exploitation rencontrées par les navires dans l'océan indien.

### Mesures spécifiques du protocole

Les paragraphes suivants détaillent quelques dispositions du protocole en cours qui, d'après l'évaluation, mériteraient quelques aménagements (déjà signalés au cours de l'évaluation).

- La clause sociale devra être conservée à titre de garde-fou.
- La dénomination des espèces cibles devra être plus précise et s'appuyer sur la liste d'espèce prévue sous l'article 64 de la Convention de Montego Bay. Ceci aura en particulier l'avantage de clarifier le statut des captures de requins comme pleinement partie de l'assiette du paiement de la compensation et des frais de licence.
- La clause afférente à l'embarquement de marin doit être revue afin de réellement favoriser l'emploi de marin plutôt que de favoriser le versement de sommes au budget de la SFA. S'agissant des observateurs, le dispositif actuel peut être maintenu. Il serait souhaitable cependant de prévoir un traitement dérogatoire pour les palangriers côtiers de moins de 15 m qui sont des petits navires et qui n'ont pas l'espace pour loger un observateur même si ceux-ci n'ont à ce jour jamais fréquenté les eaux seychelloises
- La mise en place du polling serait de nature à améliorer l'action du FMC seychellois.
- Il est bien sûr indispensable que le protocole considère la constitution d'une commission mixte et la possibilité de se réunir à la demande, en imposant une réunion annuelle.

### Les domaines prioritaires du partenariat

Une matrice resserrée et une réelle nécessité de suivi budgétaire des sommes affectées permettraient d'obtenir un niveau de réalisation très proche du niveau actuel avec des moyens moindres.

Parmi les domaines prioritaires du partenariat, il sera important d'y inclure *inter alia* :

- **Un soutien à la recherche scientifique** : la SFA a pris du retard dans la définition des plans de gestion des ressources démersales faute de moyens affectés. Il est par conséquent

important que l'UE suscite la mise en œuvre de ces plans de gestion hors de toute recherche de financement extérieurs. La recherche en matière économique et socio-économique est actuellement absente de la SFA. La création d'une unité chargée de travailler sur ces domaines ne pourrait qu'apporter une aide précieuse aux Seychelles pour mieux gérer leur secteur.

- **Suivi - contrôle - surveillance** : le conflit sur les statistiques de capture témoigne d'un manque de mesures de suivi des déclarations de pêche. La mise en œuvre de modèles de vérification devrait pouvoir être établie par la SFA en liaison avec les organismes scientifiques européens. Les opérations de surveillance aérienne et nautique selon le plan national de surveillance devraient pouvoir être financées hors de toute mobilisation exceptionnelle de moyens au titre de la lutte contre la piraterie. La structure du FMC seychellois devrait poursuivre sa modernisation en tant que de besoin.

- **Un soutien à la réforme législative et réglementaire**. Si la nouvelle loi encadrant le secteur des pêches est attendue pour l'année 2010, il conviendrait que la SFA mobilise des moyens pour engager au plus tôt la rédaction des textes d'application.

- **La définition des moyens de rendre le port de Victoria attractif**. Au-delà d'afficher une ambition, il est nécessaire que soient définis les moyens de concrétiser celle-ci pour le port de Victoria. L'appui de l'accord de pêche permettrait d'orienter la réflexion et d'initier les premiers travaux nécessaires.

- **La formation des marins**. La définition de programmes de formation pour des marins seychellois en vue de leur intégration sur des navires de pêche semi-industrielle et industrielle permettrait de revitaliser l'actuelle école maritime et offrirait des possibilités d'emploi pour des marins seychellois.

- **La sécurité sanitaire**. La FIQCU n'a reçu aucun fonds au titre de la matrice sectorielle. Son fonctionnement, sa mise à niveau matérielle, la mise en place de programme de formation pour les inspecteurs et techniciens de laboratoire sont un enjeu pour les Seychelles car ils conditionnent la poursuite des actions d'exportation de produits de la mer sur les marchés étrangers et la sécurité sanitaire au plan national.

## 20 CONCLUSION

Le protocole d'accord de pêche en cours est le 7ème signés entre les Seychelles et l'UE. Ce protocole d'accord représente le plus gros accord thonier pour l'UE en termes de charge budgétaire (5 355 000 € par an). Il conforte l'existence de relations professionnelles approfondies entre les armements européens qui ont choisi Victoria comme base d'implantation depuis les premiers jours de la pêche, et les opérateurs seychellois qui ont su développer un réseau d'entreprises à terre venant en soutien à la flotte.

Il est indiscutablement dans l'intérêt des deux parties de prolonger les relations en matière de pêche, et de signer un nouveau protocole d'accord à l'expiration de celui en cours. Suivant plusieurs hypothèses analysées, un nouveau protocole construit sur des bases les plus proches possibles du protocole actuel (2005) serait l'option qui préserverait au mieux les intérêts seychellois et européens, notamment dans le contexte difficile que rencontre la pêche thonière dans l'océan indien. Comme indiqué précédemment, le protocole d'accord devra prévoir soutenir financièrement la mise en œuvre d'une politique nationale en faveur d'une pêche nationale durable et responsable.